

A photograph of a tree-lined street with autumn foliage. The trees are tall and have yellow and orange leaves. A road is visible in the distance, lined with more trees and a building.

Révision du Plan Local d'Urbanisme

1. Rapport de présentation

Document approuvé en Conseil Municipal en date du 18 décembre 2025

Département de l'Essonne

Commune de Boissy-sous-Saint Yon



Révision du Plan Local d'Urbanisme

1.1. Rapport de présentation

Volet 1 : Diagnostic et Etat Initial de l'Environnement

Document approuvé en Conseil Municipal en date du 18 décembre 2025

SOMMAIRE

Avant-Propos.....	4
Objets de la révision du PLU.....	4
Cadre réglementaire	4
Évolutions du PLU de la commune	6
Première partie :	8
Diagnostic territorial.....	8
1.1 Les éléments de cadrage	9
1.1.1 Situation générale.....	9
1.1.2. Le territoire communal.....	11
1.1.3. Les secteurs de projets d'habitation.....	13
1.1.4. Les secteurs de projets économiques	15
1.2 Les tendances démographiques	16
1.2.1. Un léger ralentissement du dynamisme démographique	16
1.2.2. Les caractéristiques de la population	20
1.3 Le parc de logements	23
1.3.1. Une croissance du parc de logements	23
1.3.2. Les caractéristiques du parc de logements.....	23
1.3.3. Un parc de résidences principales essentiellement pavillonnaire.....	26
1.4 Besoins et perspectives d'évolution du parc de logements	29
1.4.1 Évaluation des besoins en logements à l'horizon 2040	29
1.4.2 Évaluation du potentiel foncier densifiable	31
1.5 Les emplois et la population active	33
1.5.1. La population active	33
1.5.2. L'emploi.....	34
1.5.3. Niveau de vie.....	36
1.5.4. Des migrations pendulaires importantes.....	37

1.6 Les mobilités, dessertes et stationnements	38
1.6.1. La desserte routière et les axes routiers	38
1.6.2. Les flux de circulation	42
1.6.3. Les transports en commun	47
1.6.4. Les circulations douces.....	54
1.6.6. Le stationnement	58
1.7 L'occupation du sol.....	59
1.7.1. Un peu d'histoire	59
1.7.2. Les équipements publics.....	62
1.7.3. Les équipements scolaires.....	62
1.7.4. Les équipements de santé	64
1.7.5. Les équipements culturels et sportifs	65
1.7.6. Le tissu économique local.....	66
1.8 Les diagnostics agricole et forestier	70
1.8.1. Les données agricoles	70
1.8.2. Les données forestières.....	76
Etat initial de l'environnement	78
2.1 Milieu physique	79
2.1.1 Topographie et hydrographie	79
2.1.2 La géologie	83
2.1.4 Eaux souterraines et captages d'eau	85
2.2 L'environnement naturel.....	90
2.2.1 Diversité des milieux présents sur la commune.....	90
2.2.2 Les espaces protégés.....	94
2.3 Paysages	101
2.3.1 Paysages à l'échelle du département de l'Essonne	101
2.3.2 Les éléments paysagers du territoire communal	104
2.3.2 Les paysagers protégés	107
2.4 L'analyse urbaine	109
2.4.1 L'histoire de la commune	109
2.4.2 Le paysage urbain	110

2.4.3	Les entrées de ville	117
2.5	Le patrimoine remarquable	118
2.5.2	Les monuments historiques.....	118
2.5.2	Le petit patrimoine	119
2.5.3	Le patrimoine végétal	120
2.5.4	Les sites archéologiques.....	120
2.6	Environnement et gestion durable du territoire	121
2.6.1	L'eau : qualités et usages	121
2.6.2	Exposition aux nuisances et pollutions environnementales	133
2.7	Les risques naturels et technologiques.....	144
2.7.1	Les risques naturels	144
2.7.2	Les risques technologiques et autres risques	149
2.8	La gestion des nuisances.....	153
2.8.1	Les nuisances sonores	153
2.8.2	La gestion des déchets.....	159
2.9	Les énergies	163
2.9.1	La consommation énergétique et émission de gaz à effets de serre	163
2.9.2	les énergies renouvelables	165
2.9.4	Energie géothermique	168
2.9.5	Filière bois-énergie	169

Avant-Propos

Objets de la révision du PLU

Avec 3 800 habitants, la commune de Boissy-sous-Saint-Yon est un territoire attractif. Dans ce contexte, des projets immobiliers émergent au sein de l'enveloppe urbaine.

Aussi, dans un souci de maîtrise et d'inscription dans une démarche vertueuse du développement durable, les Elus souhaitent anticiper le devenir de leur territoire et définir les actions à mener pour accompagner avec réussite le développement urbain de la commune.

Parmi ces actions, la révision du PLU en est une.

Aujourd'hui, il apparaît nécessaire d'adapter le document d'urbanisme de la commune pour plusieurs raisons :

- Une mise en compatibilité du PLU avec les dispositions de la loi Climat & Résilience, promulguée en août 2021.
- Une adaptation des zonages.
- La révision du PLU doit permettre d'adapter le projet communal et d'intégrer les nouvelles orientations municipales en termes de développement et d'aménagement.
- Enfin, la révision est l'occasion de faire évoluer et mettre à jour les dispositions réglementaires pour assurer une simplification, une clarification, une actualisation et une meilleure efficacité des règles opposables aux demandes d'autorisations d'urbanisme.

Cadre réglementaire

➤ **Principes généraux d'urbanisme : Article L101-2 du Code de l'urbanisme :**

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;*
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;*
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;*
- e) Les besoins en matière de mobilité ;*

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales. »

➤ **Contenu du Plan local d'urbanisme : Article L151-2 du Code de l'urbanisme :**

« Le plan local d'urbanisme comprend :

- 1° Un rapport de présentation ;
- 2° Un projet d'aménagement et de développement durables ;
- 3° Des orientations d'aménagement et de programmation ;
- 4° Un règlement ;
- 5° Des annexes.

Chacun de ces éléments peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques. Ces documents graphiques peuvent contenir des indications relatives au relief des espaces auxquels il s'applique. »

➤ **Contenu du rapport de présentation : Article L151-4 du Code de l'urbanisme :**

« Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements notamment sportifs, et de services.

Il analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'arrêt du projet de plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers. Il justifie les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques.

Il établit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités. »

Évolutions du PLU de la commune

- 12 février 2019 : Approbation du PLU par délibération du conseil municipal.

Première partie :

Diagnostic territorial

1.1 Les éléments de cadrage

1.1.1 Situation générale

La commune de Boissy-sous-Saint-Yon est située dans le sud-est du département de l'Essonne (91). Elle se trouve à environ 35km au sud-Est de Paris.

Au 1er janvier 2024, Boissy-sous-Saint-Yon est catégorisée ceinture urbaine, selon la nouvelle grille communale de densité à sept niveaux définis par l'Insee en 2022.

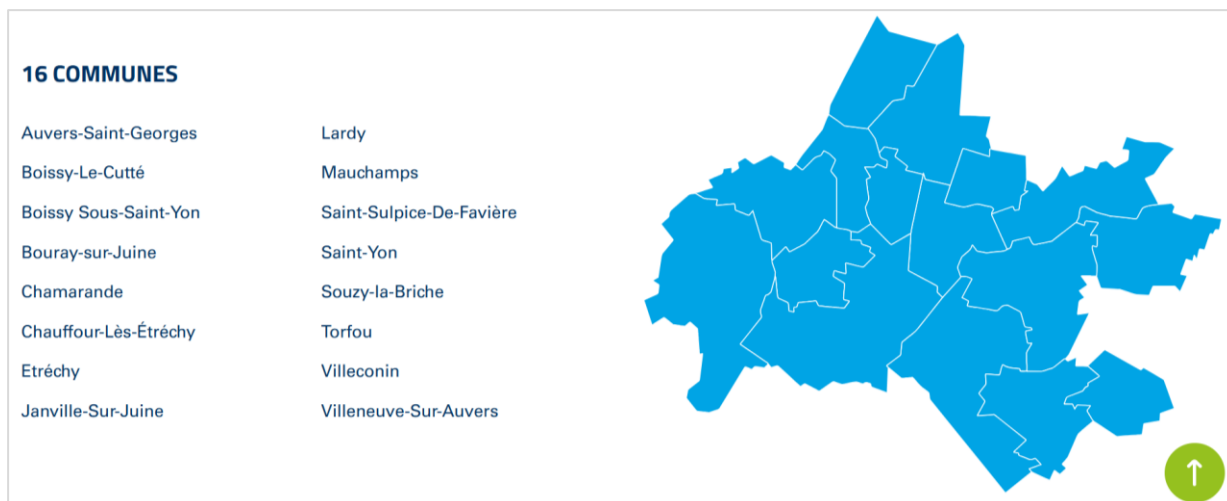
Elle appartient à l'unité urbaine de Boissy-sous-Saint-Yon, une unité urbaine monocommunale constituant une ville isolée. Par ailleurs la commune fait partie de l'aire d'attraction de Paris, dont elle est une commune de la couronne.

Par ailleurs, la commune se trouve à proximité de grands pôles urbains :

- à 19km au sud-ouest d'Évry-Courcouronnes
- à 14 km au nord-est d'Étampes
- à 5 km au sud-ouest d'Arpajon
- à 10 km au sud-ouest de Montlhéry
- à 13 km au nord-ouest de La Ferté-Alais
- à 15 km au nord-est de Dourdan,
- à 17 km au sud-ouest de Palaiseau,
- à 21 km au sud-ouest de Corbeil-Essonnes,
- vingt-six kilomètres au nord-ouest de Milly-la-Forêt[12].



Boissy-sous-Saint-Yon fait partie de la Communauté de Communes Entre Juine et Renarde constituée de 16 communes : Étréchy, Auvers-Saint-Georges, Auvers-Saint-Georges, Auvers-Saint-Georges, Bouray-sur-Juine, Chamarande, Chauffour-lès-Étréchy, Janville-sur-Juine, Lardy Mauchamps, Saint-Sulpice-de-Favières, Saint-Yon Souzy-la-Briche, Torfou, Villeconin et Villeneuve-sur-Auvers.



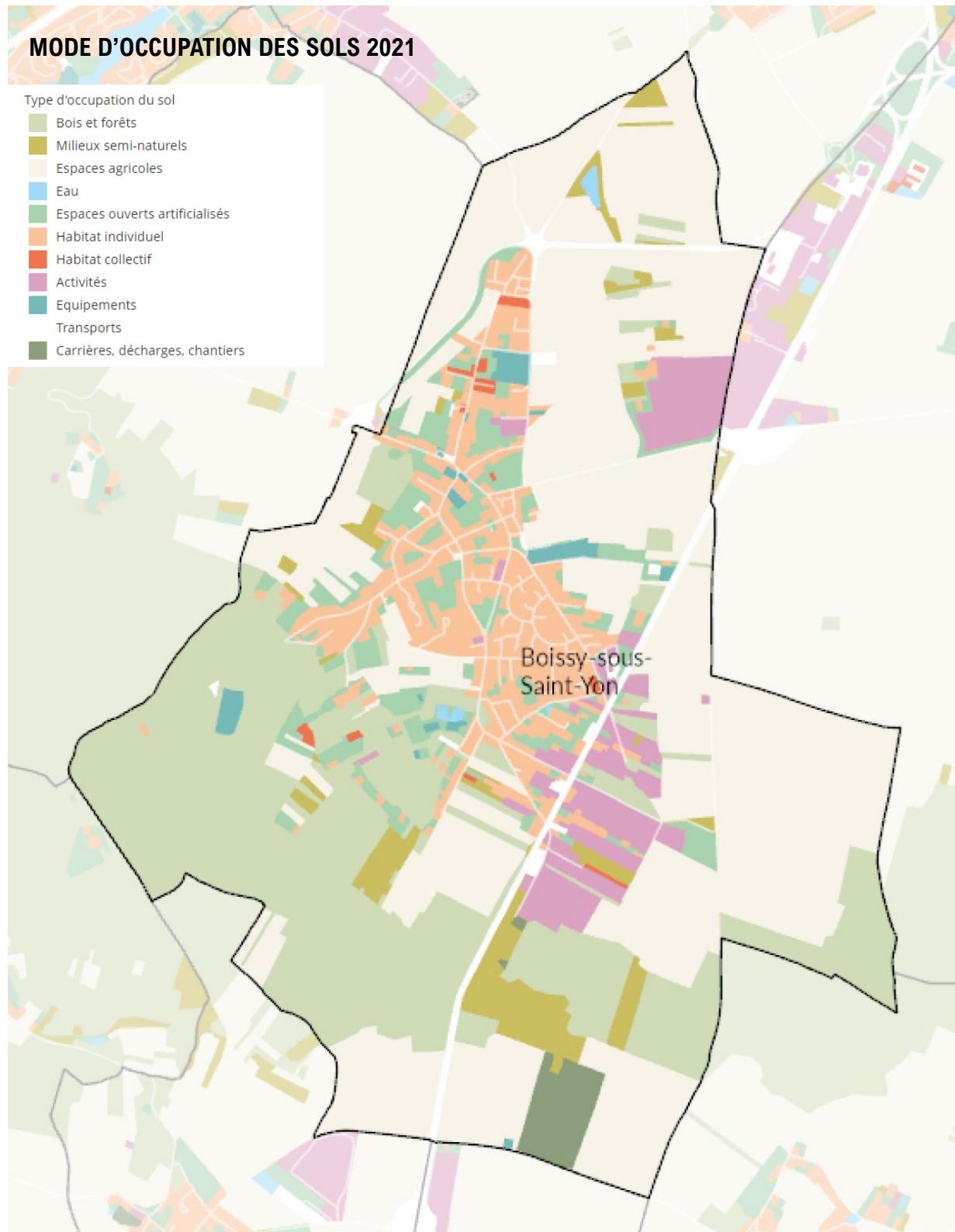
Cette Communauté de Communes, créée par arrêté du préfet de l'Essonne le 27 octobre 2003, par transformation du Syndicat intercommunal d'études et de programmation du canton d'Étréchy (SIEP).

Un nouvel arrêté du 22 décembre 2004 agrandissait la communauté aux communes de Boissy-le-Cutté et Saint-Sulpice-de-Favières.

En 2015, les communes de Boissy-sous-Saint-Yon, Lardy et Saint-Yon ne souhaitant pas participer à la fusion de la Communauté de communes de l'Arpajonnais à laquelle ils appartiennent, avec celle du Val d'Orge, demandent leur rattachement à la communauté de communes Entre Juine et Renarde. Celui-ci est effectif au 1er janvier 2016, faisant passer l'intercommunalité de 16000 à 25 000 habitants environ. En 2021, la CCEJN compte 27763habitants.

1.1.2. Le territoire communal

Boissy-sous-Saint Yon est une commune d'environ **3 855 habitants** (INSEE 2022), qui s'étend sur **812 hectares**.
Les **espaces boisés, naturels et agricoles** représentent près des **3/4 du territoire communal**.



L'urbanisation de Boissy-sous-Saint-Yon s'est faite progressivement.

Historiquement village rural, la commune a connu un essor à partir des années 1960, avec l'arrivée de nouveaux habitants attirés par la proximité de Paris. La commune a connu une forte croissance démographique au cours des années 70 / 80, liée à la réalisation de nombreux lotissements pavillonnaires (phénomène de péri-urbanisation) ainsi que des équipements publics (écoles, gymnase, etc.).

Mode d'Occupation des Sols (1949)



Mode d'Occupation des Sols (2018)



Source : I.P.R.

Le Centre Bourg

Mode d'Occupation des Sols (1949)



Mode d'Occupation des Sols (2018)



Aujourd'hui, Boissy conserve un équilibre entre zones bâties et espaces naturels. L'urbanisme est maîtrisé, avec des projets respectueux de l'environnement et du cadre de vie. La commune veille à limiter l'étalement urbain et à préserver son identité.

Le cœur de ville



Le centre-ville de Boissy-sous-Saint-Yon est le cœur historique et administratif de la commune. Il abrite la mairie, située Place Charles de Gaulle, ainsi que des commerces de proximité, des services publics et des équipements culturels et sportifs.

Ce quartier central est caractérisé par une ambiance paisible et un cadre verdoyant, bien desservi par les transports en commun, facilitant les déplacements vers les communes voisines et la région parisienne.

1.1.3. Les secteurs de projets d'habitation

Le secteur Saint Thomas

Situé dans la continuité du cœur de ville, au nord de ce dernier, le secteur Saint Thomas est « cerné » par des habitations traditionnelles de centre-ville à l'ouest, des pavillons au nord comme au sud et des espaces agricoles à l'est.

Le secteur occupe une situation stratégique, car il se trouve à moins de 200 mètres du centre-ville de Boissy-sous-Saint-Yon et de ses commerces, et à moins de 500 mètres de ses principaux équipements publics.

Le périmètre d'études regroupe une vingtaine de parcelles cadastrées, qui couvrent une superficie d'environ 1,6ha.



Le secteur « Clos de la Motte »

Le secteur « Clos de la Motte » d'une superficie d'environ 0,9 ha, prend place à l'Est du bourg, à l'interface entre espace agricole et ceinture résidentielle villageoise, en rive de la route d'Avrainville à l'entrée de Boissy-sous-Saint-Yon. Il s'agit d'un ancien siège d'exploitation agricole aujourd'hui sans activité.

Le centre bourg, ses équipements et services sont situés à 5 minutes de marche et le groupe scolaire au Sud est accessible depuis l'avenue Jules Ferry.



Le secteur « Les Sablons »

Le secteur « Les Sablons », qui couvre une superficie d'environ 1,35 ha, s'inscrit dans un environnement résidentiel à dominante pavillonnaire.

Le secteur est un tènement foncier non bâti composé d'arrières de parcelles, desservi au Nord par la rue des Sablons et sur sa frange Ouest par un cheminement piétonnier existant.

Pleinement inscrit dans l'enveloppe bâtie constituée de Boissy-sous-Saint-Yon, le secteur présente une position stratégique. Le centre bourg est à environ 10-12 minutes de marche. Le groupe scolaire se situe à moins de 600 mètres, le pôle sportif, récréatif et associatif à moins de 500 mètres.



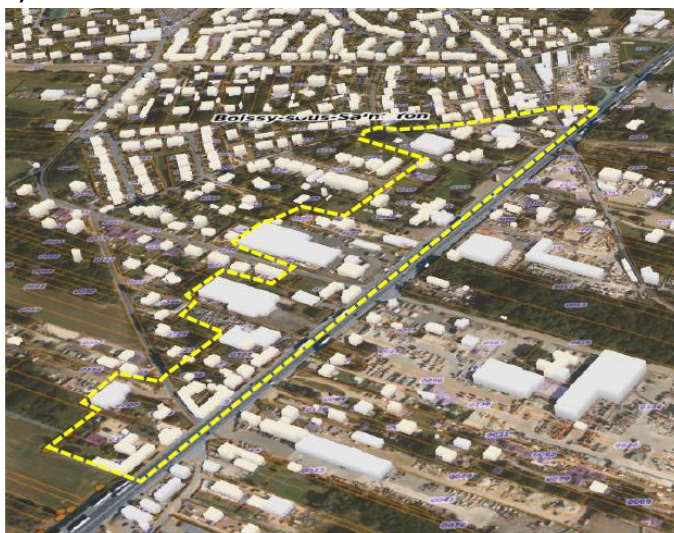
Le secteur « Bas de Torfou » (côté ouest de la RN20)

Le secteur du Bas de Torfou, dont la superficie est d'environ 2,3 ha, présente la spécificité de mêler les usages et occupations des sols.

En partie Ouest, le front bâti sur la RN20 est composé d'activités (artisanat, industrie, démantèlement de véhicules, restauration) et de logements.

La partie en second volet est quant à elle plus urbanisée, en lien avec la proximité du cœur de ville.

Ces caractéristiques se retrouvent dans la composition du secteur :



- Un axe routier d'envergure, vecteur de nuisances et de risques, traversant un village sans pour autant lui faire bénéficier des effets de sa fréquentation.
- Des abords supports d'activités économiques, dont certaines sont peu qualitatives ou ne correspondent plus à l'urbanisation du secteur, orientées vers l'artisanat et les P.M.E mais comportant également des poches d'habitation ; ces aspects se conjuguent à une complexité parcellaire certaine (parcellaire en lanière, peu de remembrements, de nombreux propriétaires, pas d'alignement total...).

1.1.4. Les secteurs de projets économiques

Le secteur « Bas de Torfou » (côté est de la RN20)

Situé du côté Est de la RN20, ce secteur qui couvre une superficie est d'environ 27ha, présente une occupation des sols hétéroclite : les sols à vocation agricole, les espaces naturels boisés, des constructions à usage d'activités et d'habitations. La desserte du site est assurée par des chemins ruraux non viabilisés.



Le secteur « Marsandes »

Le secteur « Marsandes » couvre une superficie d'environ 10 hectares. La zone est actuellement composée de terres agricoles.

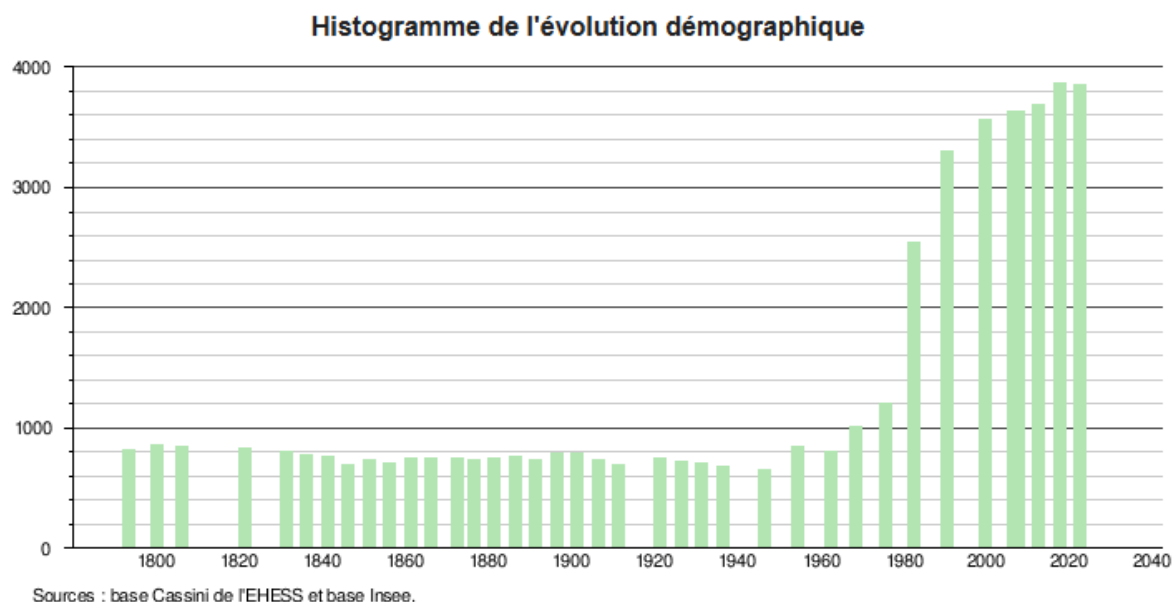
Le secteur est bordé à l'est par la rue Camille Flammarion (aménagée seulement sur la moitié nord du linéaire) qui permet d'accéder à la RD19 au nord.

Sur la moitié sud du linéaire, le chemin des Anes, qui est à cheval sur les communes d'Avrainville et de Boissy-sous-Saint-Yon, est carrossable et bien qu'il soit emprunté en venant de la RD26 au sud, doit être élargi.

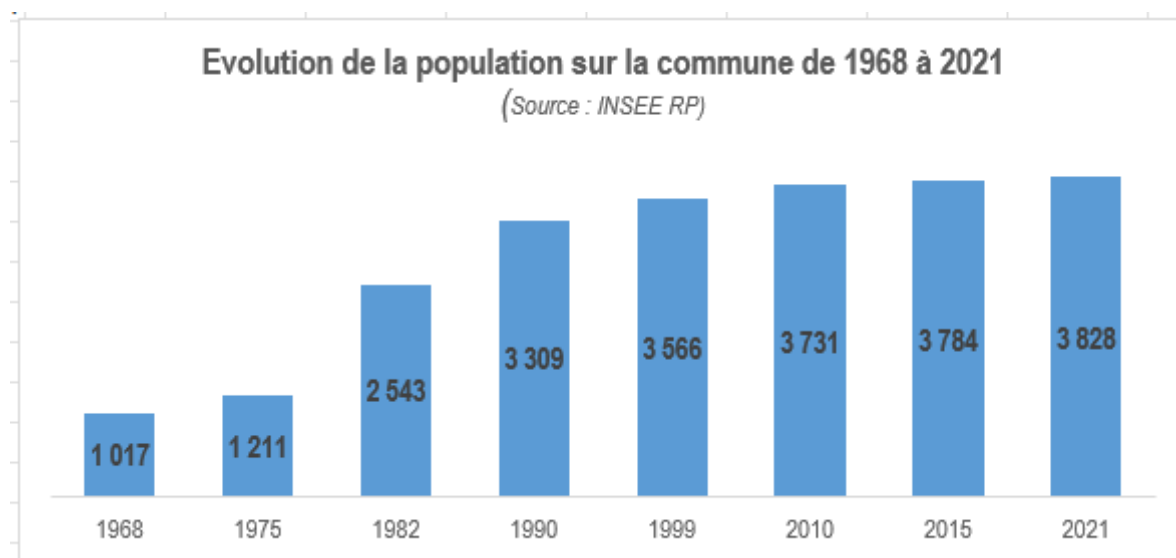


1.2 Les tendances démographiques

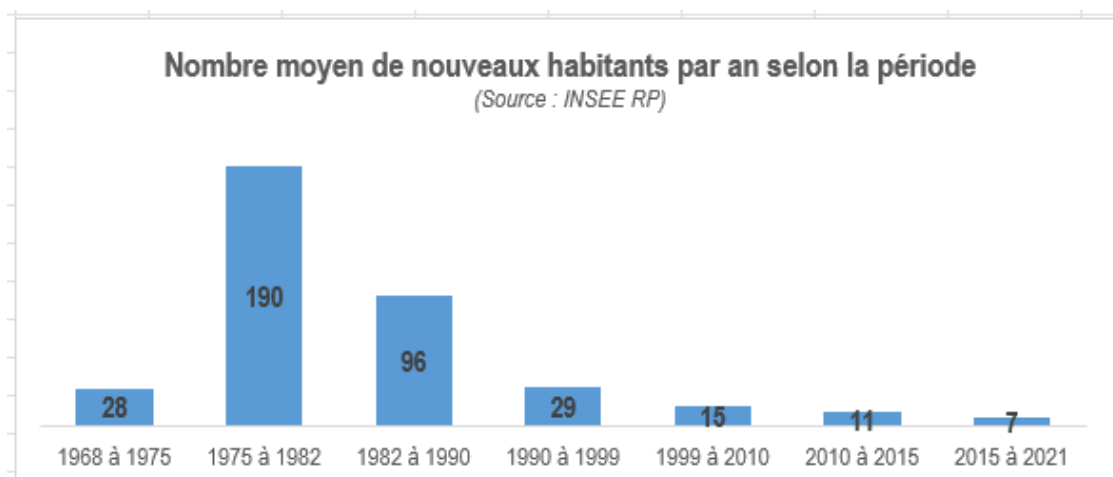
1.2.1. Un léger ralentissement du dynamisme démographique



En 2022, la population communale atteint 3 855 habitants.

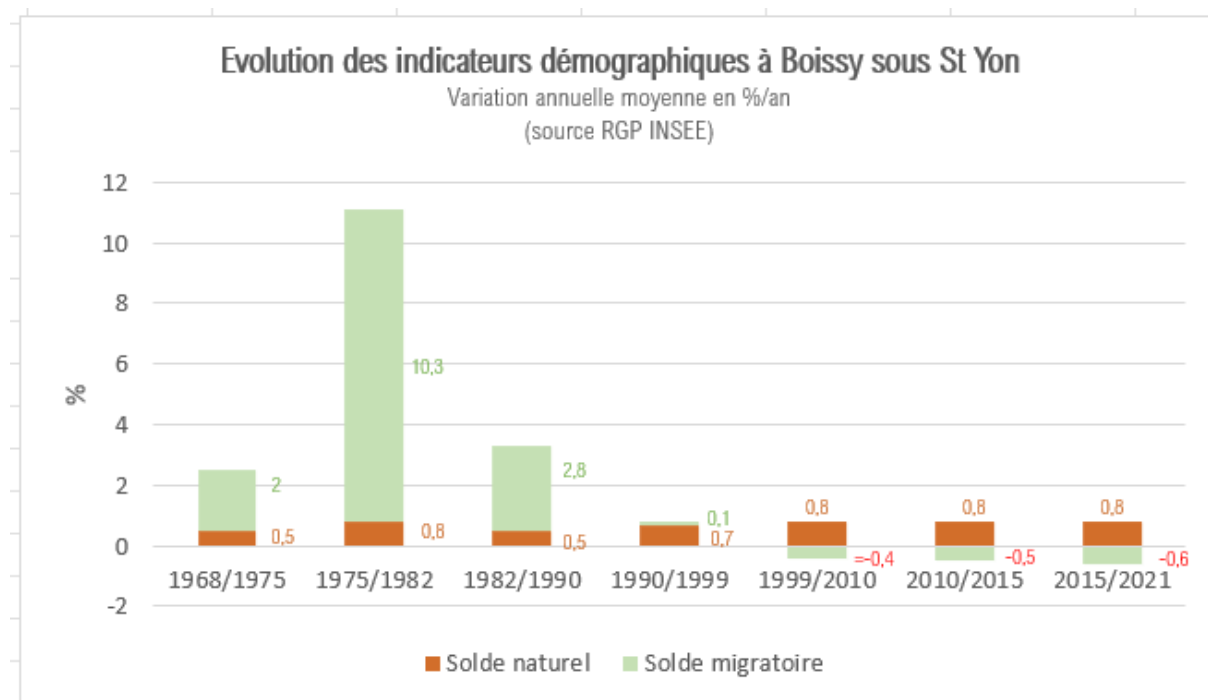


Une population qui a presque quadruplé au cours des 5 dernières décennies... Cependant, depuis les 20 dernières années, la croissance démographique est relativement faible.



Une croissance démographique aujourd'hui assurée par le solde naturel

Une forte croissance démographique au cours des années 70 / 80, grâce à un solde migratoire très excédentaire.



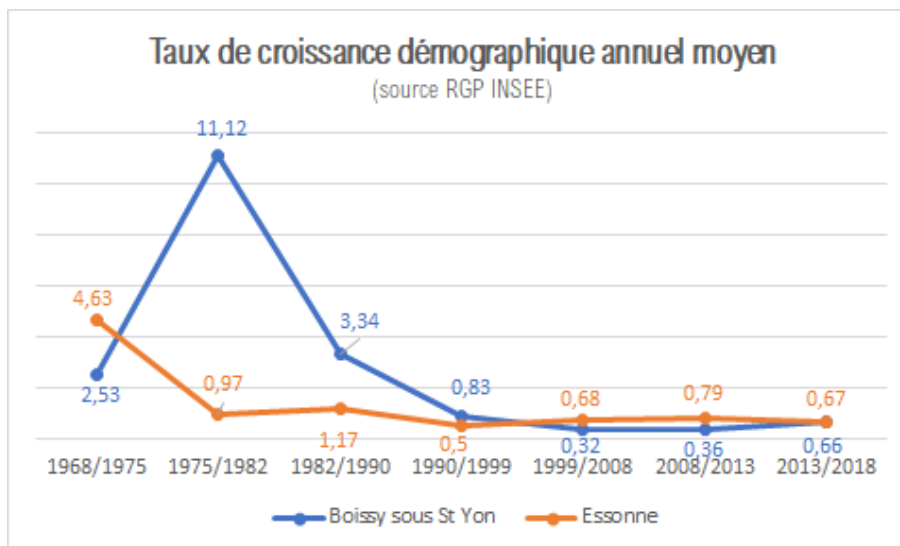
	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2010	2010 à 2015	2015 à 2021
Variation annuelle moyenne de la population en %	2,5	11,1	3,3	0,8	0,4	0,3	0,2
due au solde naturel en %	0,5	0,8	0,5	0,7	0,8	0,8	0,8
due au solde apparent des entrées sorties en %	2	10,3	2,8	0,1	-0,4	-0,5	-0,6

Source : RGP INSEE

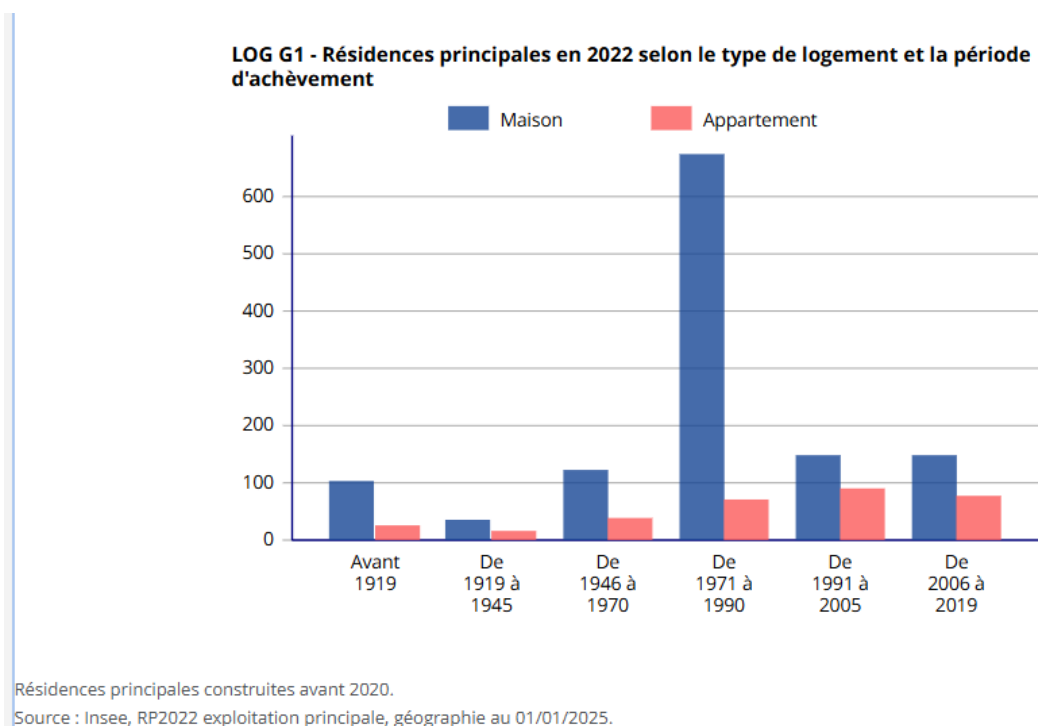
Au cours des 3 dernières décennies, la croissance démographique communale est retombée à des taux plus « normaux » (notamment en comparaison avec l'Essonne).

Cela s'explique par :

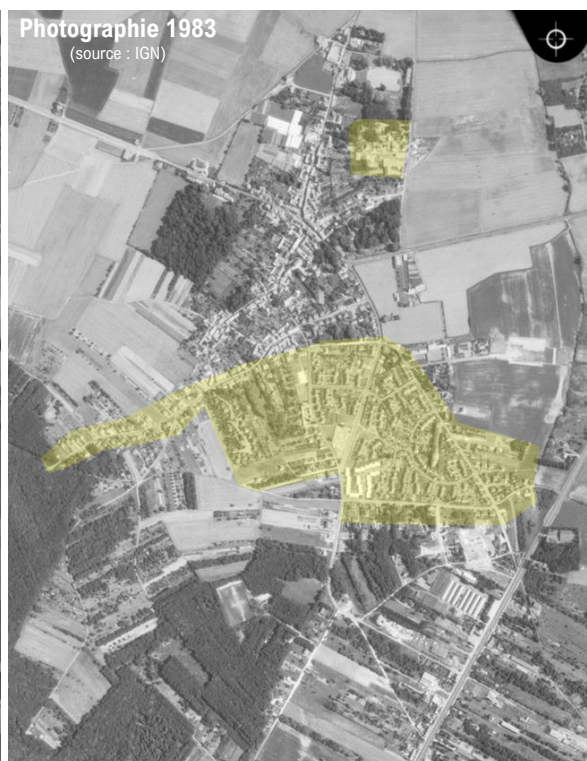
- une inversion du solde migratoire (devenu déficitaire au cours des deux dernières décennies),
- un solde naturel qui reste légèrement positif en se maintenant entre 0,5 et 1% par an.



A Boissy, près de 3 logements sur 5 ont été réalisés entre 1970 et 1990 !



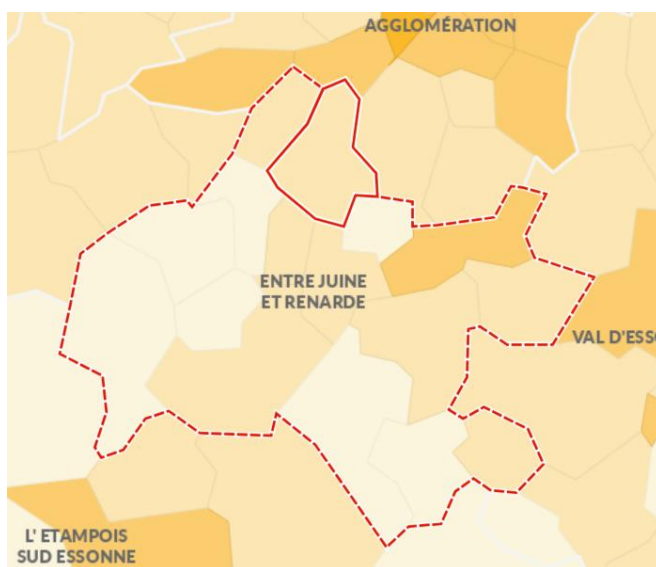
Le solde migratoire est en lien avec la réalisation de nouveaux logements lors d'opérations immobilières, ceux-ci correspondent principalement à des maisons.



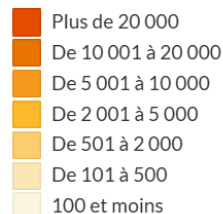
Si les périodes de forte croissance démographique sont liés à l'accueil de nouveaux habitants cours des années 70 / 80, depuis la période 1990-1999, les gains de population sont liés au solde des naissances.

Le solde des entrées et des sorties est déficitaire depuis les années 2000.

Densité de population en 2020



Densité de population en 2020

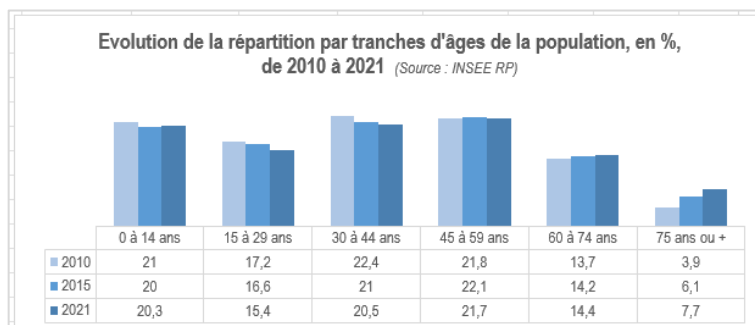


Constat : Dans la commune, les fortes fluctuations du taux de croissance démographique annuel moyen peuvent être liés au développement de pavillons/lotissements autour du centre ancien de la commune.

1.2.2. Les caractéristiques de la population

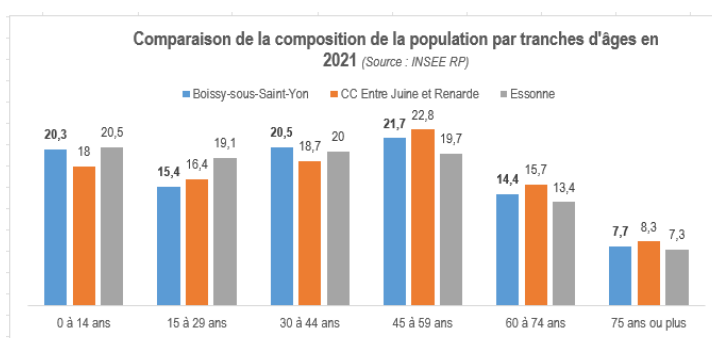
Une population communale plutôt jeune

- Un indice de vieillissement parmi les plus faibles comparé à celui de la CCEJR.
- Une population communale dominée par les tranches d'âges intermédiaires (30-59 ans) : 44,2%.



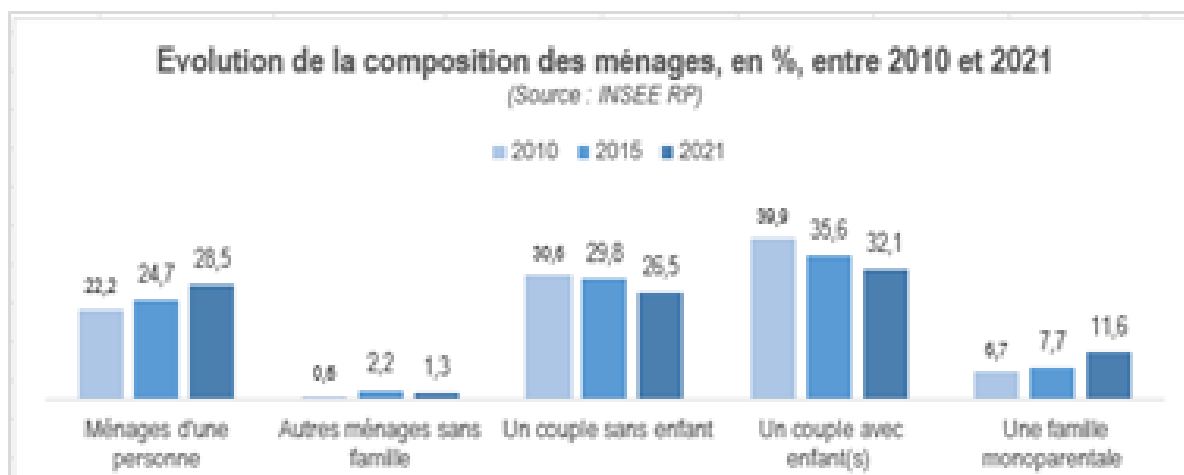
Une tendance au vieillissement entre 2010 et 2021

- Une progression nette du poids des tranches d'âges supérieures (au-delà de 60 ans), de 17,6% à 22,1%.
- Un indice de vieillissement qui augmente fortement. Cette tendance au vieillissement de la population communale, n'est cependant pas spécifique à Boissy sous St Yon.

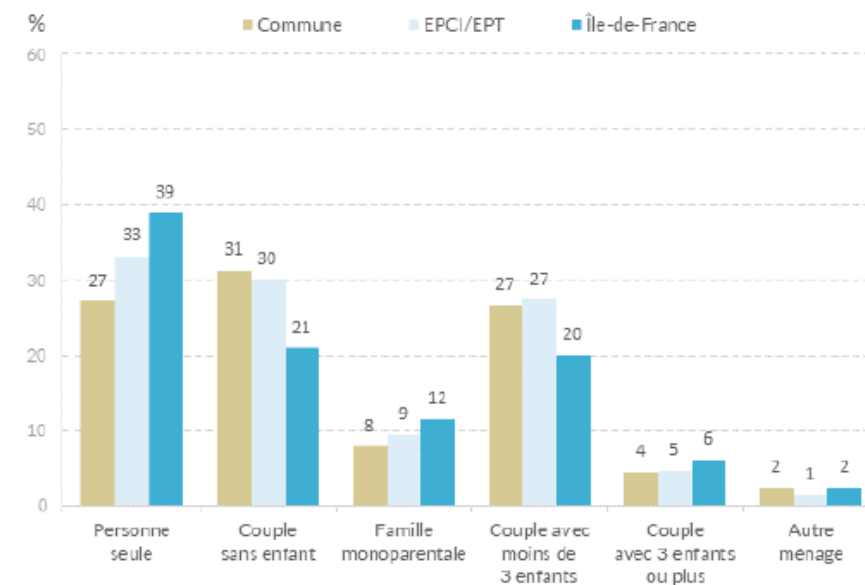


Une prédominance de familles

- En 2021, Boissy-sous-Saint-Yon compte 1 573 ménages.



Structure familiale en 2020

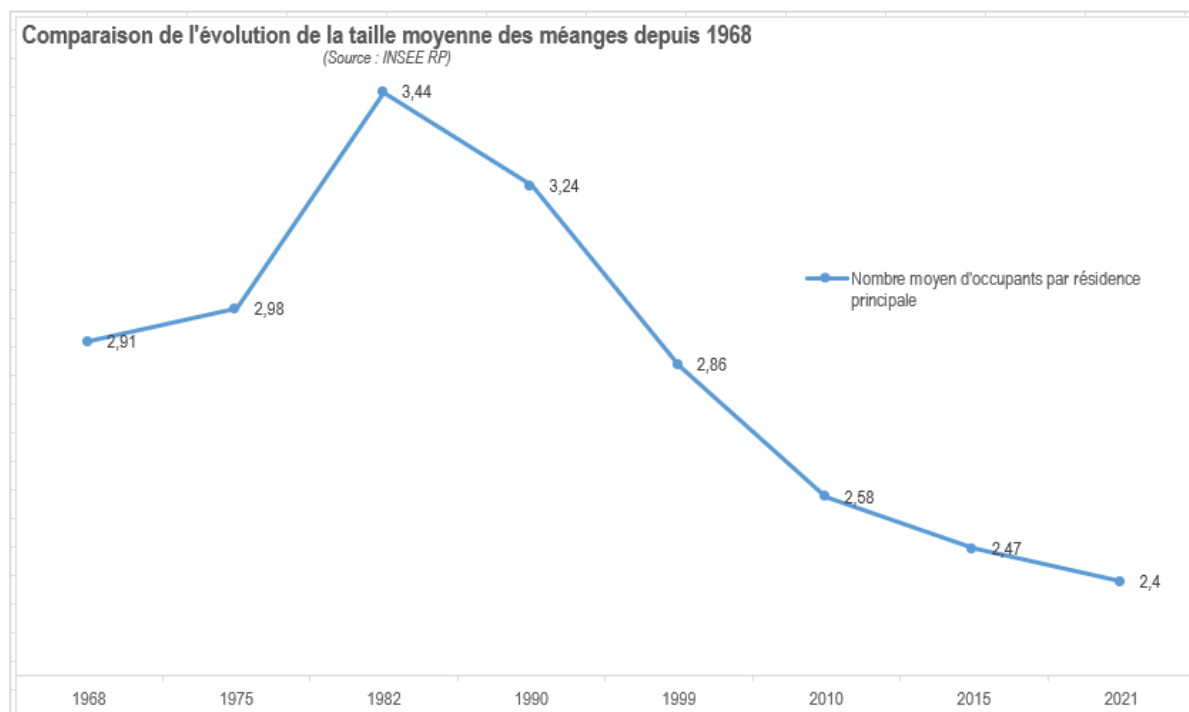


Source: Insee, RP 2020

La répartition des ménages en fonction de leur composition laisse apparaître une légère prédominance des ménages sans enfant (56,3% des ménages sont des personnes seules ou des couples sans enfant).

Cette caractéristique est proche de la situation existante à l'échelle de la Communauté de communes entre Juine et Renarde.

Une diminution progressive du nombre de personnes par ménage



	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Nombre moyen d'occupants par résidence principale	2,91	2,98	3,44	3,24	2,86	2,58	2,47	2,40

- En moyenne, la taille des ménages résidant sur la commune est de 2,6 personnes par ménage. Ce ratio est quasi identique à celui observable à l'échelle de la communauté de communes.
- L'évolution de la taille moyenne des ménages laisse apparaître une diminution progressive du nombre de personnes par ménage depuis 1982. La tendance au vieillissement de la population de la commune s'accompagne d'une diminution progressive de la taille moyenne des ménages (en 1982, la taille moyenne d'un ménage sur la commune était de 3,44 personnes ; en 2021, elle est descendue à 2,4 personnes...)
- Cette diminution correspond à un phénomène de desserrement des ménages en lien avec le vieillissement tendanciel de la population communale.

Constat : Besoins futurs à intégrer dans les réflexions programmatiques :

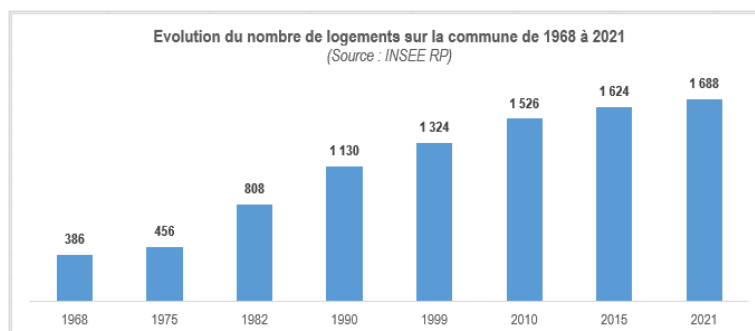
- **logements et/ou structures d'accueil adaptés aux besoins de populations seniors et de jeunes ménages avec enfants.**
- **production de petits logements**

1.3 Le parc de logements

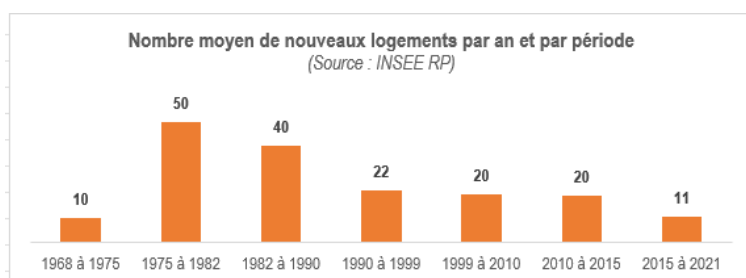
1.3.1. Une croissance du parc de logements

Evolution du parc de logements, un léger ralentissement de la croissance

- En 2021, la commune de Boissy-sous-Saint-Yon comptait 1 688 logements.
- La croissance du parc s'est opérée de façon continue mais irrégulière depuis 1968.



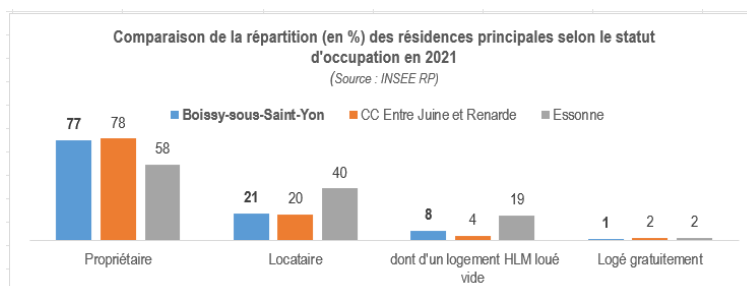
- Sur l'ensemble de la période observée, le nombre annuel moyen de nouveaux logements sur la commune varie de +10 entre 1968 et 1975 à +50 entre 1975 et 1982. Au cours des dix dernières années, la moyenne est de 15 nouveaux logements par an.



1.3.2. Les caractéristiques du parc de logements

Un parc de logements principalement occupé par leurs propriétaires

- Sur la commune de Boissy-sous-Saint-Yon, 77% des ménages sont propriétaires, contre 78% sur la CCEJR et 58% en Essonne.
- Les locataires représentent 21% des ménages et les personnes logées gratuitement 1% des ménages



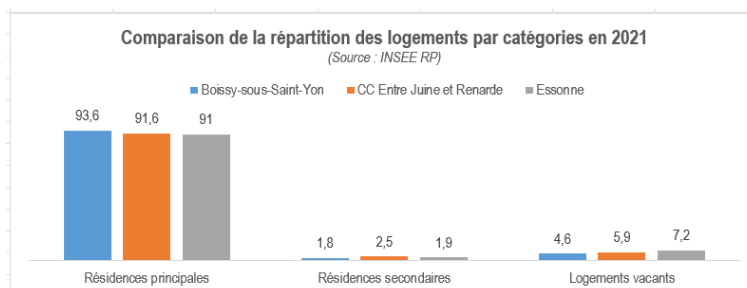
Résidences principales selon le statut d'occupation

	2010		2015		2021			
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)
Ensemble	1 428	100,0	1 519	100,0	1 579	100,0	3 797	17,1
Propriétaire	1 119	78,4	1 160	76,4	1 227	77,7	3 090	20,1
Locataire	285	19,9	332	21,8	337	21,3	686	6,1
dont d'un logement HLM loué vide	70	4,9	122	8,0	119	7,5	259	8,2
Logé gratuitement	24	1,7	27	1,8	15	0,9	22	13,4

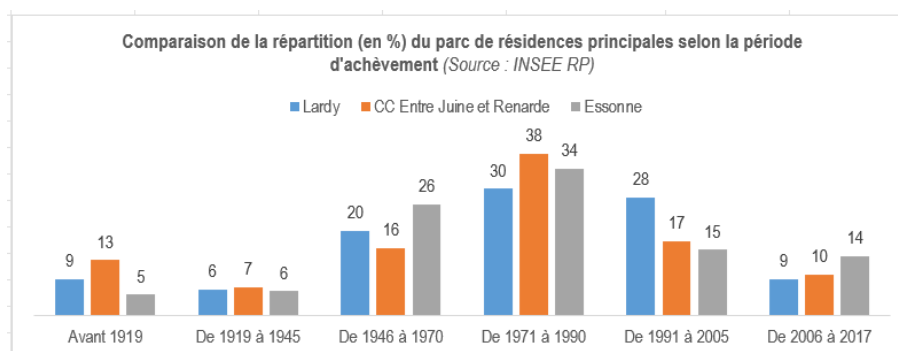
- La part des logements occupés par leur propriétaire a diminué entre 2010 et 2015 au profit des logements locatifs privés et des logements locatifs sociaux qui ont connu une forte croissance de leur poids dans le parc (21,8% du parc en 2015).

Une part de logements vacants qui tend à augmenter

- En 2020, 93,6% du parc de logements est constitué de résidences principales, 1,8% de résidence secondaire et/ou occasionnelle et enfin 4,6% de logements vacants.
- Le nombre de logements vacants tend à augmenter, passant de 61 unités en 2010 et 78 en 2021 (4,6% du parc, contre 5,9% en moyenne sur la CCEJR et 7,2% sur le Département).
- Il s'agit toutefois d'un taux à relativiser car étant le reflet du parc à un moment précis, il prend donc également en compte les logements mis en vente ou en location.



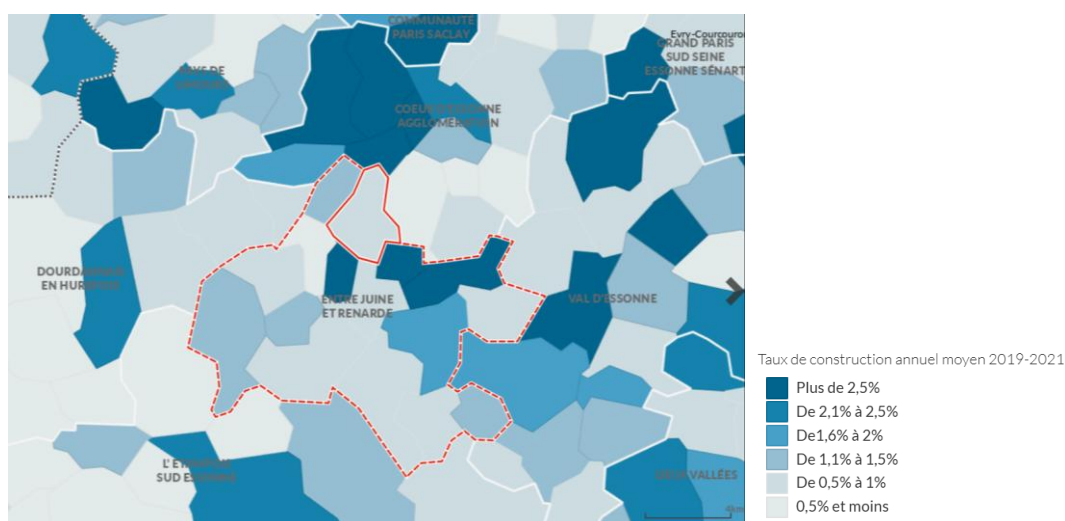
Un parc de logements anciens



- Contrairement à la plupart des communes de la CCEJR ou de l'Essonne, Boissy-sous-Saint Yon n'a pas connu une croissance exponentielle de son parc, restant une commune de taille modeste.
- Une partie du parc existant est composé de logements anciens (15% des logements ont été construits avant 1945 contre 20% sur la CCEJR et seulement 11% en Essonne).
- Cependant, les logements construits entre 1971 et 1990, pendant le développement du modèle périurbain, représentent la majorité du parc, 30%, tout comme sur la CCEJR (28%) ou en Essonne (34%).

➤ Taux de construction

Taux de construction annuel moyen 2019-2021



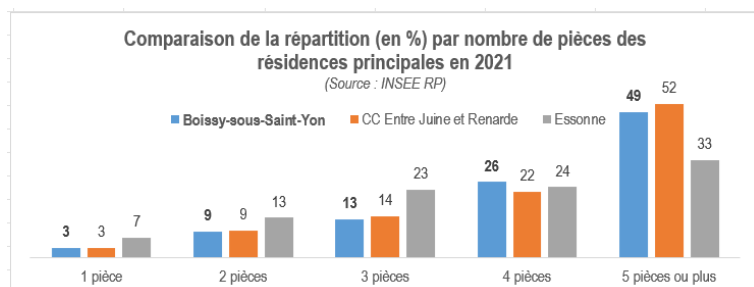
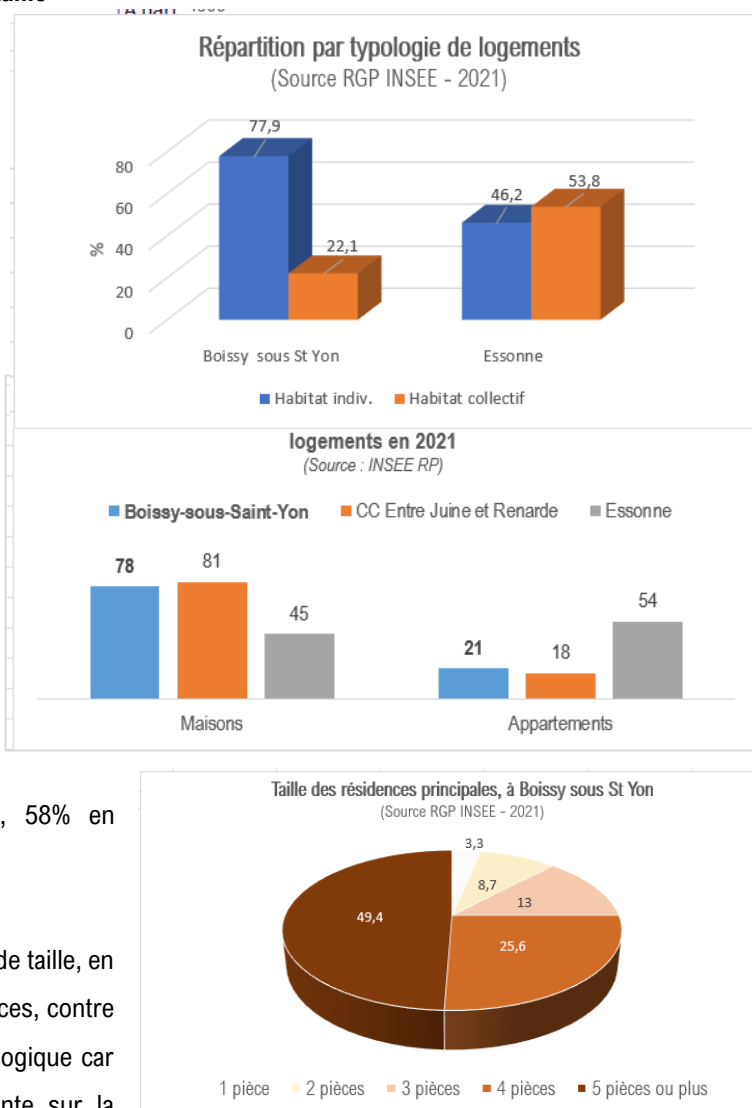
	Taux de construction
2014-2016	1%
2017-2019	0.7%
2020-2022	0.6%

Constat : Le territoire communal de Boissy-sous-Saint Yon se caractérise principalement par la présence de résidences principales, ce qui crée une situation de « tension » sur le marché du logement principalement due au « turn-over » faible du parc de logement. Par ailleurs, le parc résidentiel demeure incomplet (manque de diversification de l'offre de logements) malgré les efforts de la commune.

1.3.3. Un parc de résidences principales essentiellement pavillonnaire

Un parc constitué de maisons, de grande taille

- La commune de Boissy-sous-Saint-Yon, tout comme la majorité des communes de la CCEJR, appartient à la catégorie des communes rurales périurbaines, où les logements individuels sont très largement majoritaires.
- Les logements individuels représentent plus des 4/5 des résidences principales sur le territoire communal (au niveau du département, ils représentent 46,2%...)
- 78% du parc est constitué de maisons (81% sur la CCEJR, 45% en Essonne), contre seulement 21% d'appartements (18% sur la CCEJR, 58% en Essonne).
- Les logements sont également de grande taille, en effet 49,4% disposent d'au moins 5 pièces, contre 33% en Essonne, ce qui est toutefois logique car correspondant à la typologie dominante sur la commune (la maison individuelle).
- Les petits logements (1 ou 2 pièces) ne représentent que 12% des résidences principales de Boissy.



Constat : Le parc de logements actuel ne permet pas des trajectoires résidentielles complètes sur la commune. Il est nécessaire de poursuivre la diversification du parc de résidences principales pour y remédier.

➤ **Les logements sociaux**

La production de logements sociaux et l'article 55 de la loi SRU (source : Porter à connaissance de l'Etat)

- La commune de Boissy-sous-Saint-Yon n'est pas actuellement soumise à l'obligation d'un seuil minimal de production de logements sociaux au titre de l'article 55 de la loi SRU car elle n'est pas située ni dans le périmètre de l'agglomération parisienne (unité urbaine de Paris) et ni dans un EPCI de plus de 50 000 habitants comptant une commune de plus de 15 000 habitants.
- Jusqu'en 2012 elle était située dans le périmètre de l'agglomération parisienne et était donc soumise à l'article 55 de la loi SRU. L'actualisation de ce périmètre l'a exclu de l'unité urbaine de Paris et donc des dispositions de l'article 55 de la loi SRU.

➤ **Schéma Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (SRHH)**

- Le Schéma Régional de l'Habitat et de l'Hébergement fixe un objectif de 140 logements par an pour la Communauté de communes « Entre Juine et Renarde ».

➤ **L'accueil des gens du voyage**

- Conformément à la loi du 5 juillet 2000, le nouveau schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage a été adopté le 15 octobre 2013 par arrêté préfectoral signé conjointement par le Préfet et le président du Conseil départemental.
- Depuis 2017, la communauté de communes Entre Juine et Renarde est en charge de créer des aires d'accueil. L'une d'elles se trouve à Lardy, et une est en projet à Etréchy.
- Pour ce qui concerne les populations sédentaires implantées sur la commune, le PDALPD prévoit les différentes solutions qui peuvent être envisagées selon les cas :
 - Soit l'ouverture à l'urbanisation de certaines zones non constructibles occupées depuis de nombreuses années par ces familles,
 - Soit l'échange de parcelles,
 - Soit la réalisation de projets d'habitat adapter pour lesquels des financements publics peuvent être obtenus.

➤ **Marché immobilier**

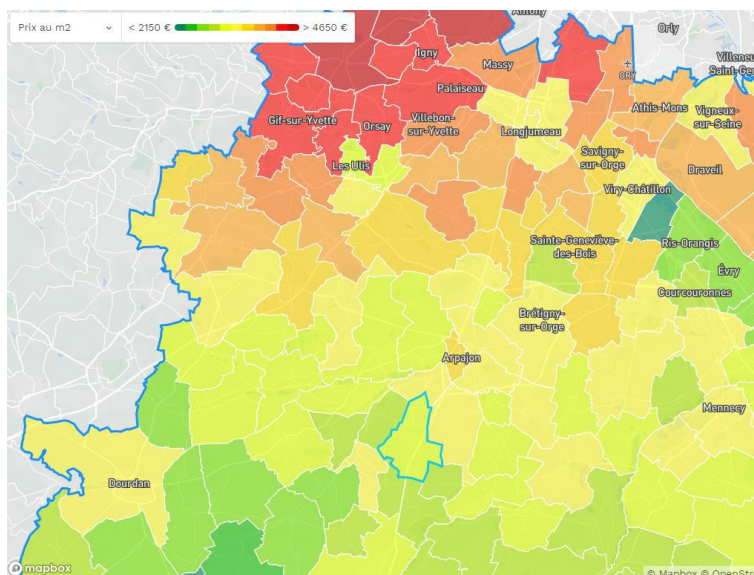
La commune connaît une forte pression urbaine, qui ralentit l'arrivée de familles avec enfants, car les prix de l'immobilier augmentent.

Les prix des biens dans l'ancien augmentent également au cours des dernières années.

La rareté d'une offre adaptée aux besoins, un fort intérêt des ménages pour la commune, ainsi que le ralentissement progressif du rythme de production des logements, créent les conditions pour une augmentation des prix de location ou d'acquisition dans le parc de logements anciens.

Le prix immobilier à Boissy-sous-Saint-Yon au 1^{er} mai 2022 est de 2 998 €/m² en moyenne, tous types de biens confondus :

- Prix m² moyen pour les appartements : 3 095 € (entre 1 395 € et 4 860 € en fonction des zones) ;
- Prix m² moyen pour les maisons : 2 901 € (entre 1 788 € et 2 004 € en fonction des zones).



Prix immobilier à Boissy-sous-Saint-Yon (91790)

Estimations de prix MeilleursAgents au 1 mai 2022. [Comprendre nos prix](#)



APPELLEMENT

Prix m² moyen
3 095 €

de 1395 € à 4 860 €

Indice de confiance ●●●●●

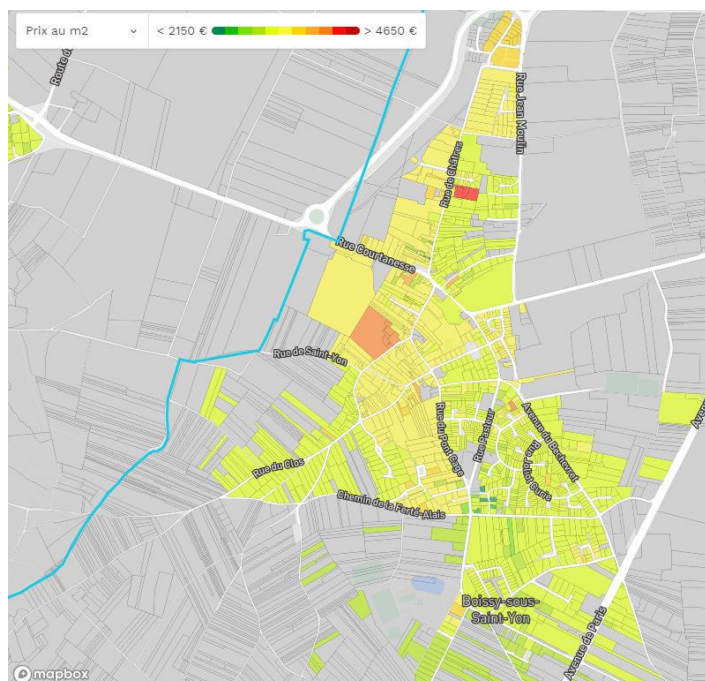


MAISON

Prix m² moyen
2 901 €

de 1788 € à 4 002 €

Indice de confiance ●●●●●



1.4 Besoins et perspectives d'évolution du parc de logements

1.4.1 Évaluation des besoins en logements à l'horizon 2040

Les besoins et perspectives d'évolution du parc de logements sur les prochaines années s'apprécient à partir de deux calculs complémentaires :

- **Simulation du « Point Mort »** (demande endogène) qui évalue les besoins inhérents à une production de logements permettant de maintenir la population sans évolution démographique : ils découlent de la structure du parc de logements existants, de leur mutation et des phénomènes de desserrement des ménages.
- **Simulation des besoins liés aux objectifs et seuils démographiques** que se fixe la collectivité (demande exogène).

SCENARIOS BESOINS EN LOGEMENTS 2040		Scénario 4800 hab. maxi	Scénario 4600 hab. maxi	Scénario 4400 hab. maxi
1. CALCUL DU NOMBRE DE LOGEMENTS NECESSAIRES A L'APPLICATION DU POINT MORT 2020-2040	DESSERREMENT			
	Population résidente en 2019	3 828	3 828	3 828
	Nombre de personnes par ménages en 2040 2,23 en 2019	2,40	2,40	2,40
	Nombre de résidences principales en 2019	1 565	1 565	1 565
	Desserrement	30	30	30
	RENOUVELLEMENT CONSTATE			
	Renouvellement	10	10	10
	EVOLUTION DES RESIDENCES SECONDAIRES	Diminution	Diminution	Diminution
	Résidences secondaires (RS + LO) en 2040	25	25	25
	Résidences secondaires (RS + LO) en 2019	29	29	29
	Résidences secondaires	-4	-4	-4
	EVOLUTION DES LOGEMENTS VACANTS	Diminution	Diminution	Diminution
	Logements vacants 2040	60	60	60
	Logements vacants 2019	73	73	73
	Logements vacants	-13	-13	-13
RECAPITULATIF POINT MORT 2020-2040				
Nombre total de logements par an		1	1	1
Soit nombre de logements supplémentaires 2020 - 2040		23	23	23
2. CALCUL DU NOMBRE DE LOGEMENTS NECESSAIRES POUR ACCUEILLIR LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE	Rappel population en 2019	3 828	3 828	3 828
	Objectif démographique maxi horizon 2040	4 800	4 600	4 400
	Soit nombre d'habitants supplémentaires 2020 - 2040	972	772	572
	Hypothèse taille moyenne des ménages 2040	2,40	2,40	2,40
	Soit nombre de logements supplémentaires 2020 - 2040	405	322	238
TOTAL POINT MORT + OBJ. DEMOGRAPHIQUE 2020-2040				
3. TOTAL LOGEMENTS 2020-2040	Total logements à réaliser entre 2020 et 2040	428	345	261
	Soit un nombre moyen de logements par an	de l'ordre de 21 unités	de l'ordre de 17 unités	de l'ordre de 13 unités
RAPPEL : RYTHME DE CONSTRUCTION : ENVIRON 15 LOGEMENTS PAR AN EN MOYENNE				

Scénarios de projections

1 - Pour maintenir la population de la commune stable jusqu'en 2040 (« Point Mort »), il est nécessaire de permettre la réalisation d'une vingtaine de logements sur les deux prochaines décennies :

- **Soit 1 à 2 logements par an.**

2 - Pour accueillir, de manière raisonnée et maîtrisée, de nouvelles populations, afin de permettre un certain rajeunissement de la population de Boissy-sous-Saint Yon :

- **Soit environ 15 logements par an avec un seuil maximum de 4 600 habitants à l'horizon 2040.**

Objectifs de la commune

Il s'agit d'autoriser une **intensification au sein des zones urbanisées**, pour permettre des évolutions du tissu existant, et des constructions nouvelles au sein des quartiers avec des « dents creuses » (parcelles non bâties, possibilités de division et de construction, sites de requalification, délaissés...).

Cependant, aujourd'hui, le potentiel de densification au sein de l'enveloppe urbaine est excessif et peut engendrer, au total, **la production d'au moins 420 logements « réalistes »**.

Des dispositions doivent être prises afin de **réduire ce potentiel dans le cadre de la présente adaptation du PLU**.

Dans le cadre de la révision du PLU, il s'agit de **mettre en cohérence les possibilités de densification avec les seuils démographiques fixés par la Municipalité à l'horizon 2040 (seuil maximum démographique de 4 600 habitants à l'horizon 2040, avec la production de l'ordre de 17 logements / an en moyenne, soit la réalisation d'environ 255 logements diversifiés au cours des 15 prochaines années, à compter de 2025)**.

Pour y parvenir, deux types de mesures sont envisagées pour maîtriser, sans l'interdire, la densification :

- **Protéger et préserver les « cœurs d'îlots », conformément notamment à l'article L 151-23 du Code de l'Urbanisme** (éléments de paysage, sites et secteurs à protéger, à conserver, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural, secteurs enclavés, préservation de la « biodiversité ordinaire » au cœur de la zone urbaine, voiries étroites bordant les sites...) ;
- **Prioriser la densification urbaine dans certains secteurs « prioritaires »** (situation à proximité des commerces et services, facilités d'accès et de dessertes...) : secteur de « renouvellement urbain » du Bas de Torfou, secteur du Centre Bourg – Saint Thomas...).

La commune souhaite que cette densification soit **maîtrisée et organisée** (en permettant notamment le développement d'un habitat diversifié) dans le cadre du P.L.U. (notamment avec la **mise en œuvre d'O.A.P.** sur les principaux secteurs à projet), afin de préserver une cohérence urbaine avec l'existant et surtout éviter l'engorgement des voies de circulation ou des espaces de stationnement dans le centre ancien.

1.4.2 Évaluation du potentiel foncier densifiable

(NOTA : l'étude foncière et le détail des chiffres ci-dessous sont présentés dans le volet 2 du rapport de présentation appelé « Justification des choix »)

Conformément aux lois Accès au Logement et Urbanisme Rénové (ALUR) et Climat & Résilience, la densification des zones déjà urbanisées est prioritaire sur la consommation de nouveaux espaces naturels, ceci afin de contenir l'étalement urbain.

Grâce à l'assouplissement des règles de construction et d'aménagement avec la suppression du Coefficient d'Occupation des Sols (C.O.S) et la création de la notion de « Zéro Artificialisation Nette » (Z.A.N.), de nouvelles possibilités et donc de poursuivre leur utilisation tout en respectant les caractéristiques urbaines et spécificités paysagères et architecturales des quartiers.

Il s'agit d'**autoriser une densification au sein des zones déjà urbanisées**, afin d'optimiser les espaces résiduels et les « dents creuses » (parcelles non bâties, secteurs de « renouvellement urbain », possibilités de division et de construction, sites de requalification, délaissés...) au sein de l'enveloppe urbaine.

Cependant, à Boissy sous Saint Yon, **avec le PLU actuellement opposable**, ce potentiel « théorique » de densification et de renouvellement urbain a été estimé à environ 645 logements ! Considérant qu'il est judicieux d'affecter un « taux de rétention » (propriétaires non vendeurs, enclavement, réseaux insuffisants...), on estime **le potentiel « réaliste » sur la période 2025-2040, à environ 420 logements (application d'un coefficient de rétention moyen de 35%)**.

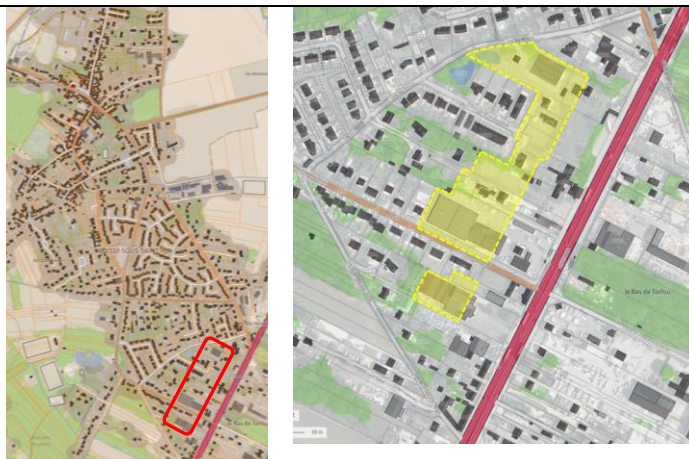
Potentiel de densification avec le PLU actuellement opposable

	Potentiel de développement du PLU actuel		Densité minimum
1. Zones de densification urbaine = UA et UB			
Secteur Nord	38 000 m ²	132 logts	35 logts/ha
Secteur Centre	55 000 m ²	192 logts	35 logts/ha
Secteur Sud	6 000 m ²	21 logts	35 logts/ha
Secteur Est	9 600 m ²	33 logts	35 logts/ha
2. Secteur de « renouvellement urbain »			
Bas de Torfou	29 000 m ²	175 logts	60 logts/ha
3. Secteurs stratégiques avec OAP			
Zone 1AU « La Motte »	9 000 m ²	30 logts	31 logts/ha
Zone 1AU « Centre Bourg – St Thomas »	12 000 m ²	30 logts	40 logts/ha
Zone 1AU « les Sablons »	9 000 m ²	12 logts	12 logts/ha
Zone 2AU « Les Closeaux »	15 000 m ²	20 logts	
TOTAL potentiel de densification « théorique »	182 600 m²	645 logts	
Taux de rétention = 35%	- 35%		
TOTAL Potentiel de développement « réaliste »	420 logts potentiels (soit 28 logts / an)		

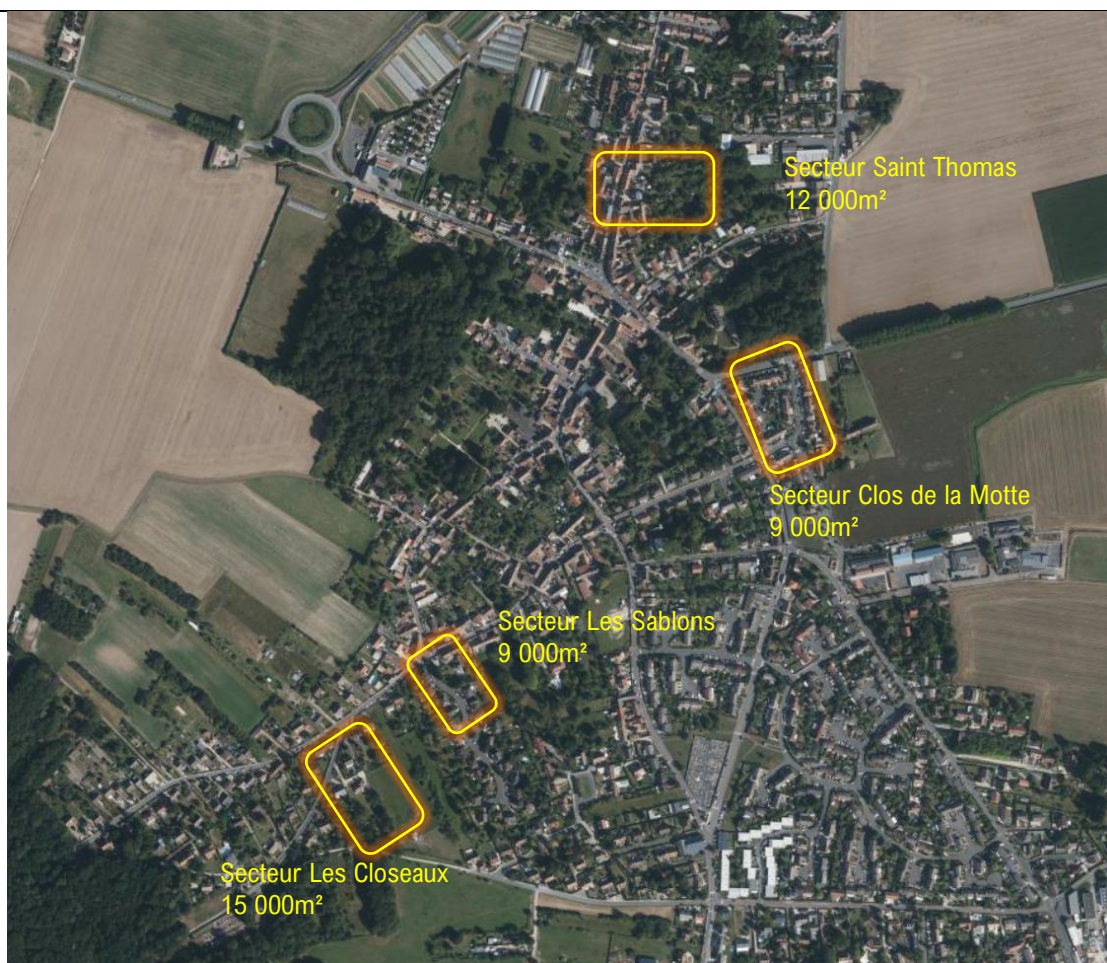
Dans le PLU actuellement opposable, le potentiel de densification est réparti dans 3 catégories :

- Catégorie n°1 : Zones de densification urbaine, avec **divisions « opportunistes » de parcelles déjà constructibles** (UA et UB)
- Catégorie n°2 : **Un secteur de « renouvellement urbain »** = secteur du Bas de Torfou, à l'ouest de la RN20 ;
- Catégorie n°3 : **Sites « stratégiques » de densification** au cœur de l'enveloppe urbaine, avec OAP.

- Catégorie n°2 : **Un secteur de « renouvellement urbain »** = secteur du Bas de Torfou, à l'ouest de la RN20



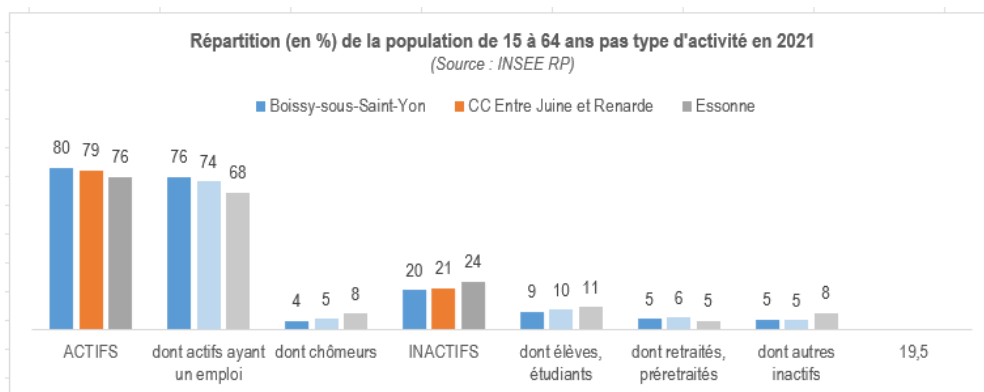
- Catégorie n°3 : **Sites « stratégiques » de densification** au cœur de l'enveloppe urbaine, avec OAP.



1.5 Les emplois et la population active

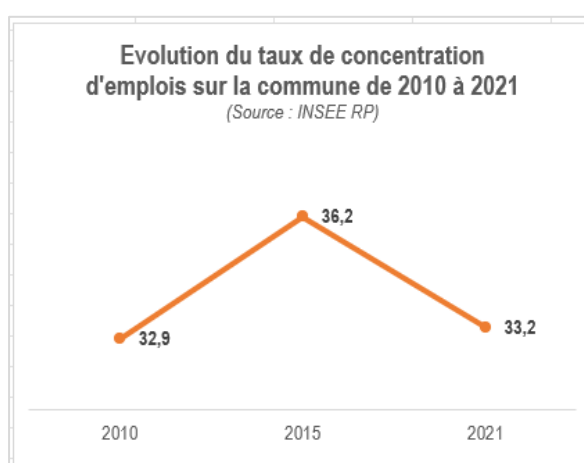
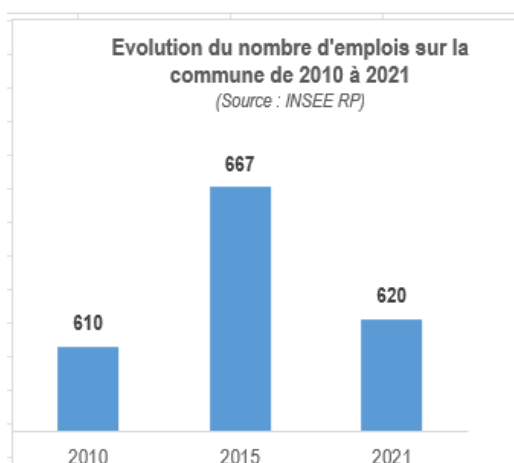
1.5.1. La population active

Une population résidente plutôt insérée sur le marché de l'emploi



- Les données de l'INSEE concernant la population de 15 à 64 ans indiquent pour la commune de Boissy-sous-Saint-Yon un taux d'actifs de 80 % en 2021, équivalent à celui de la communauté de communes (79 %) et du département (76 %). Cependant, le taux de chômeurs est plus faible sur la commune, 4 %, que sur le département, 8 %.
- Ces données montrent que Boissy-sous-Saint-Yon est une commune active, avec un taux de chômage inférieur à celui du département.

Un niveau de l'emploi conforté

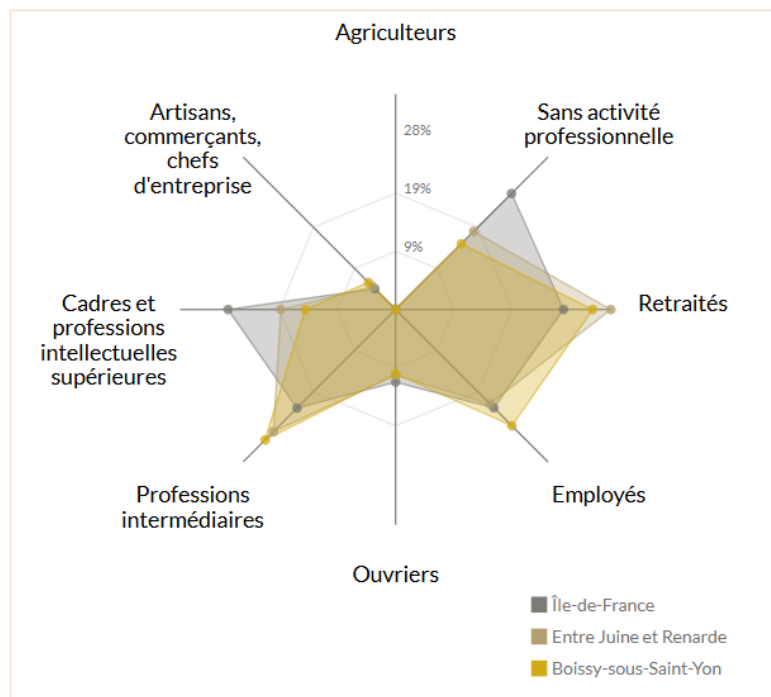


- En 2021, 620 emplois étaient dénombrés sur la commune, en baisse par rapport à 2015 (667 emplois) mais en légèrement en hausse par rapport 2010 (610 emplois).
- L'évolution de l'indicateur de concentration de l'emploi de 33,2% en 2021 contre 32,9 % en 2010, montre que la progression de l'emploi a été plus soutenue que la progression de la population active résidente.

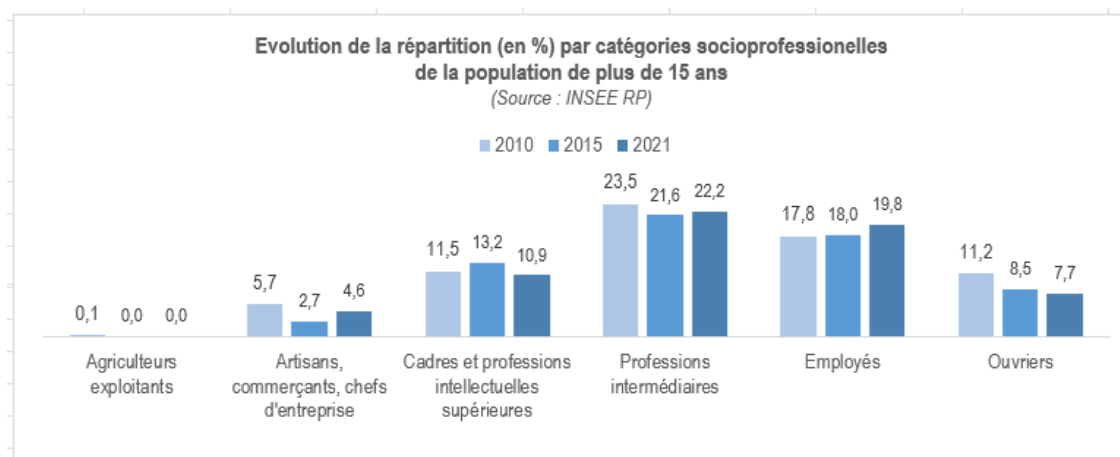
1.5.2. L'emploi

Offre d'emploi

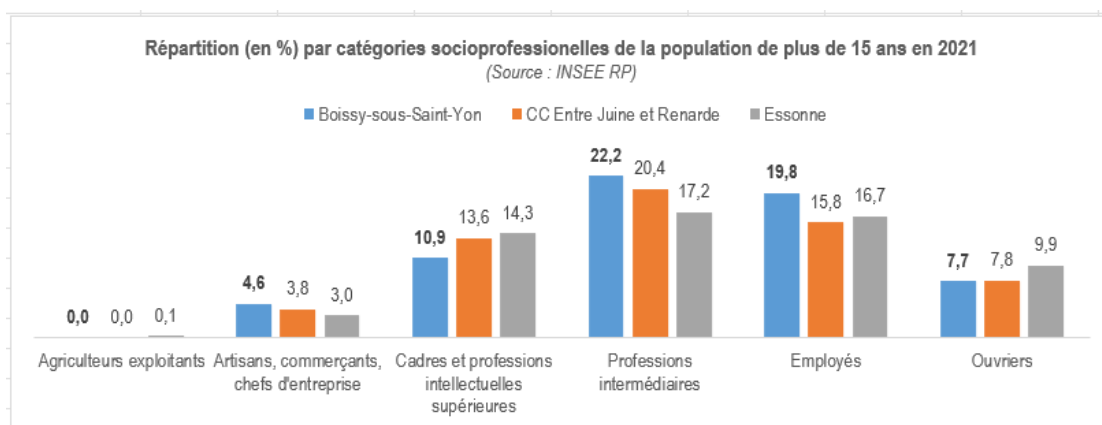
Catégories socioprofessionnelles en 2021



Evolution de la répartition des emplois par catégories socioprofessionnelles entre 2010 et 2021

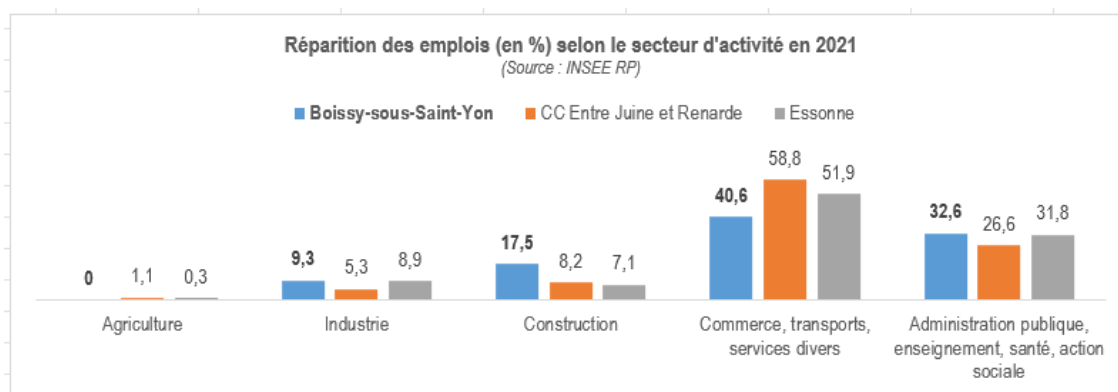


Les emplois relevant des catégories « cadres et professions intellectuelles » et « ouvriers » sont moins représentées qu'à l'échelle de la communauté de communes. Ceci au profit d'emploi « professions intermédiaires », « employés » et « artisans, commerçants, chefs d'entreprises ».

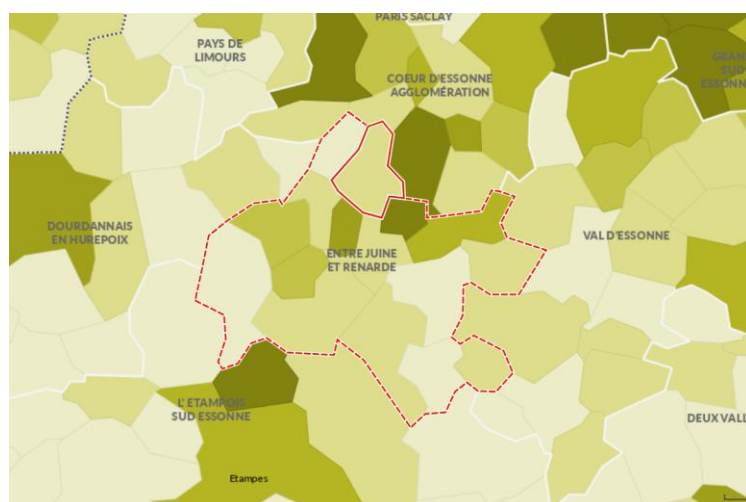


L'offre en emplois liés au secteur public, au secteur de la construction et au secteur industrie est plus importante qu'à l'échelle intercommunale.

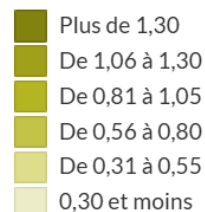
Comparaison de la répartition des emplois selon le secteur en 2021



Indice de concentration de l'emploi

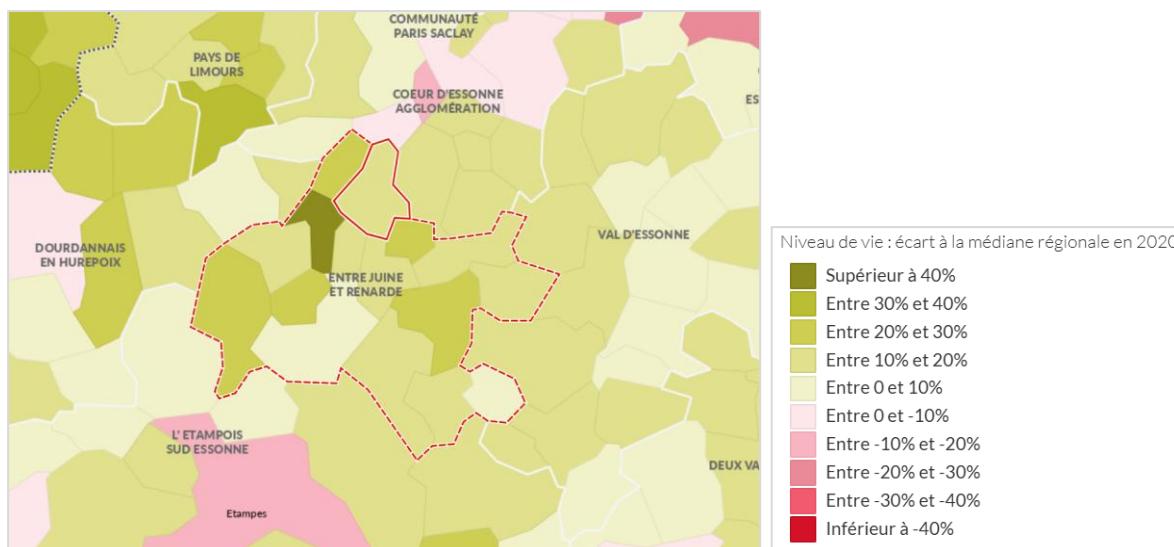


Indice de concentration de l'emploi en 2019



1.5.3. Niveau de vie

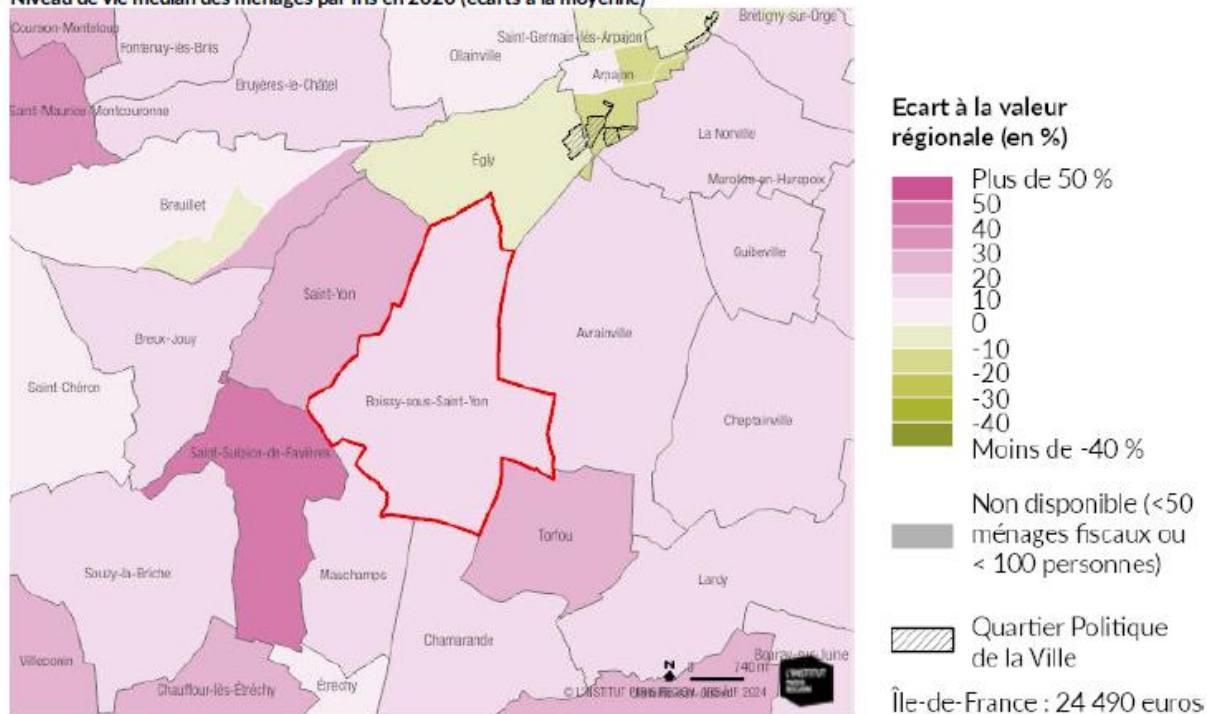
Niveau de vie : écart à la médiane régionale en 2020



Le niveau de vie correspond au revenu disponible du ménage par unité de consommation, c'est-à-dire le revenu pour consommer et épargner en tenant compte de la composition familiale (nombre et âge des membres de la famille).

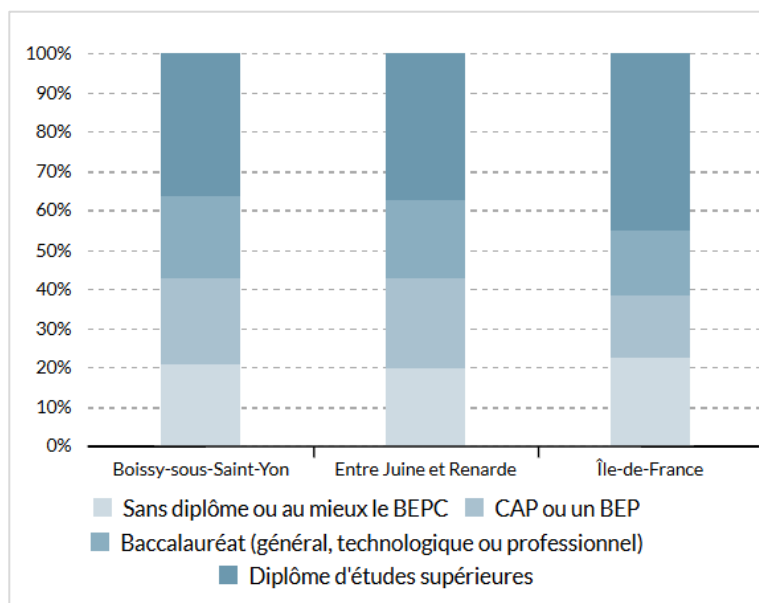
Le niveau de vie médian est celui qui partage la population de la commune en deux, tel que la moitié des personnes disposent d'un niveau de vie inférieur et l'autre moitié d'un niveau de vie supérieur.

Niveau de vie médian des ménages par Iris en 2020 (écarts à la moyenne) *



* Écart au revenu médian régional (après redistribution), calculé par unité de consommation. Cet indicateur traduit le «niveau de vie» des ménages. Sources : Insee-DGFiP-Cnav-CCMSA, fichier localisé social et fiscal 2020. Exploitation ORS-IDF.

Niveau de diplôme en 2021



Source : RGP INSEE

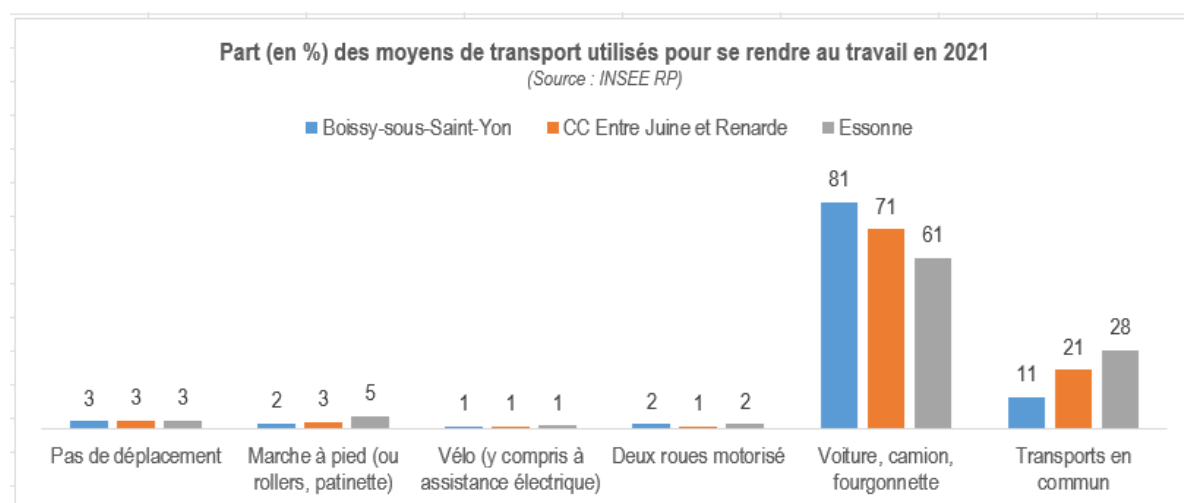
1.5.4. Des migrations pendulaires importantes

Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

Zone du lieu de travail	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	1 858	100	1 840	100	1 865	100
Travaillent :						
dans la commune de résidence	215	11,6	266	14,5	191	10,2
dans une commune autre que la commune de résidence	1 643	88,4	1 574	85,5	1 675	89,8

Contrairement aux attentes, la commune offre un grand nombre d'emplois, cependant, en 2021, seulement 10,2 % des actifs y travaillent.

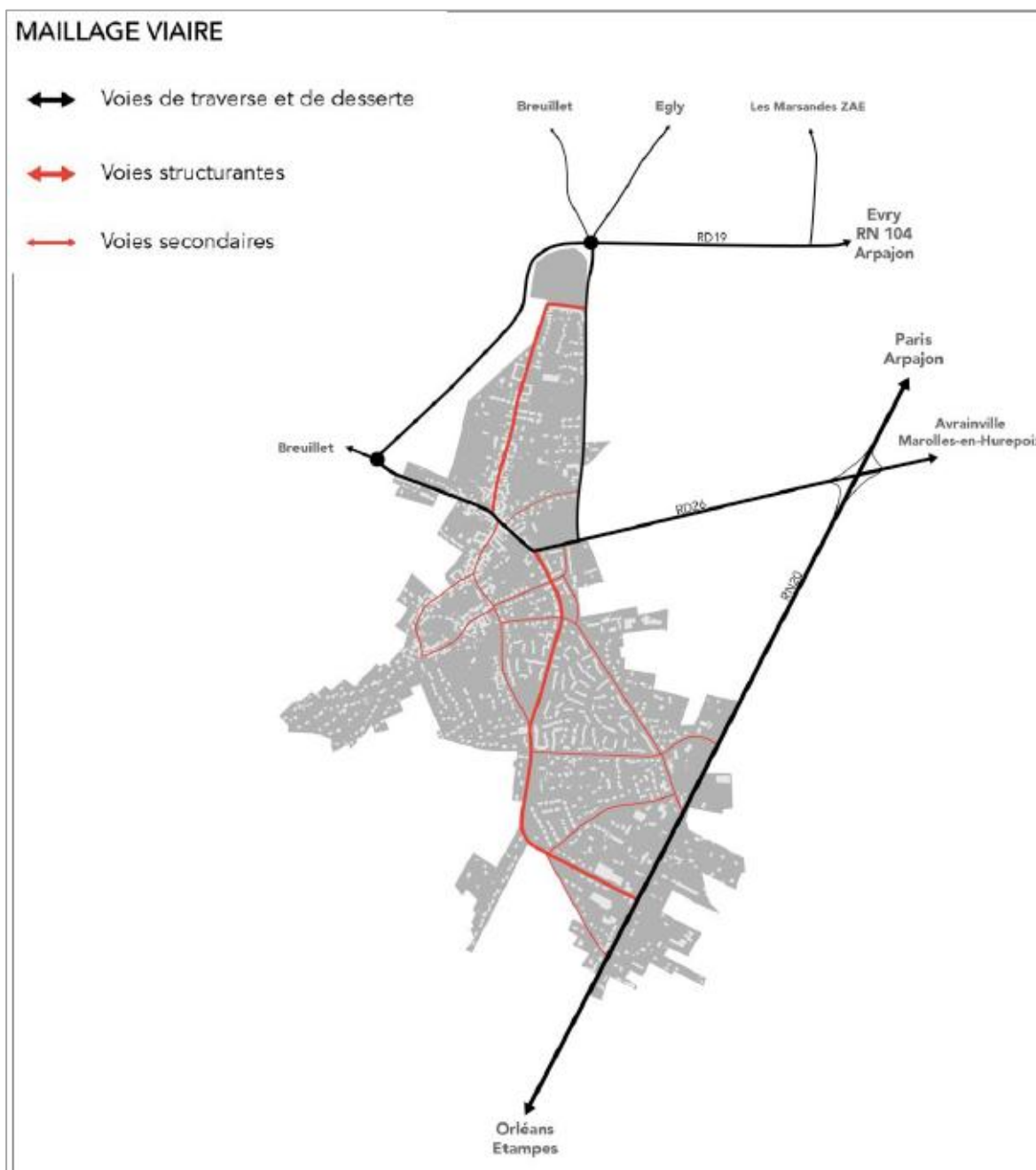
De plus, étant une ville se situant en zone rurale, presque 81% des travailleurs se rendent au travail en voiture.



1.6 Les mobilités, dessertes et stationnements

1.6.1. La desserte routière et les axes routiers

Les RN 20 et RD 19 : deux infrastructures majeures du sud Essonne traversent et desservent les territoires de la CCA et de Boissy-sous-Saint-Yon.





La RN 20

La RN 20, qui relève de la catégorie 1, assure une liaison vers le nord du département (notamment vers la Francilienne et Massy) et vers le sud de l'Essonne (Etampes, Angerville et, au-delà, vers le Loiret). Il s'agit d'une ancienne route nationale d'intérêt local (RNIL).

La RN 20 relie Paris et Orléans, c'est un axe de portée nationale aménagée en 2x2 voies dont l'accès n'est possible sur la commune qu'à l'échangeur du secteur des Marsandes et par des bretelles à sens unique : du bourg vers la RN 20 rue Salvadore Allende et de la RN 20 vers la zone du Bas de Torfou.

La RN 20 est à l'origine de rupture de continuité de parcours à l'échelle communautaire et communale.

Le quartier du Bas de Torfou connaît des coupures de continuité des déplacements Est-Ouest. Plus généralement, le franchissement de la RN.20 est complexe, peu sécurisé pour l'ensemble des usagers (automobilistes, cyclistes, agriculteurs, piéton, etc.).

Pour trouver des solutions, qui dépassent totalement les territoires communaux (notamment celui de Boissy sous Saint Yon), l'Etat a signé le 17 octobre 2023 un 9ème projet partenarial d'aménagement (PPA) au format hors norme concernant quatre EPCI fédérés par le Conseil Départemental de l'Essonne.

La commune de Boissy-sous-Saint Yon contribue, dans le cadre du travail en commun avec le département et les différents partenaires, au développement d'un projet vertueux en terme urbains, environnementaux et paysagers. Le projet d'aménagement de la RN20 vise la requalification économique et urbaine de cet axe sur l'ensemble de son linéaire à l'urbanisation hétéroclite et en fort développement.

L'approfondissement de l'analyse de l'état initial de l'environnement ainsi que les propositions de préconisations, tant sur la qualité de l'air que sur les mobilités, notamment à proximité de la RN20, seront effectués lors d'études techniques et environnementales, réalisées ultérieurement dans le cadre de l'avancement du projet de PPA RN20.

La RD 19

La RD 19 relève de la catégorie 2. Elle permet de rejoindre Breuillet, à l'ouest et la zone d'activités de la Croix-Blanche ainsi que la Francilienne, à l'est, en passant notamment par Brétigny-sur-Orge.

La RD 19, dans sa séquence communale, n'est pas à l'origine d'enclavement. C'est un axe routier de traverse très emprunté (6.300 v/j) qui contourne l'Ouest des espaces bâtis. Elle permet de regagner à l'est la RN.20, le sud de la ZAE des Marsandes et la francilienne. A l'Ouest, elle relie la commune aux villages et aux gares RER de la vallée de l'Orge.

Deux fois moins empruntée (3.000 v/j), la RD.26 est la voie principale d'accès au centre-bourg. Elle dessert la ZAE des Marsandes, au niveau de l'échangeur de la RN.20, ainsi que la gare de Marolles-en-Hurepoix et les communes du plateau de l'Hurepoix.

La maille viaire locale est organisée par les rues de Châtre et Jean Moulin. Les rues la Fontaine, Pasteur et Salvadore Allende sont les axes Nord-Sud qui organisent les secteurs résidentiels entre le centre bourg et la RN 20.

Projet RN 20

Sources : *Projet partenarial d'aménagement (PPA) – RN20. Délibération n°2022-223*

Schéma de Référence de la RN20 de Massy à Boissy-Sous-Saint-Yon

Le Conseil départemental de l'Essonne, les collectivités locales traversées ou fortement impactées par la RN 20 ont décidé de définir un projet d'aménagement de la RN 20 (site propre pour TC , boulevard urbain). Les collectivités ont convenu que l'élaboration d'un schéma de cohérence de la RN 20 se ferait dans le cadre d'un syndicat mixte d'études. Ce syndicat a été créé par arrêté préfectoral le 16 juin 2009. Il est composé du Conseil départemental de l'Essonne, et des Communautés d'Agglomération Coeur d'Essonne et Paris Saclay.

Le projet se déploie sur 26 communes desservies par la route nationale 20. Des études ou des actions sont envisageables à l'échelle des quatre intercommunalités, en particulier pour les questions de mobilité (amélioration de l'offre et des infrastructures de transport en commun, aménagements cyclables) et de pacification, d'amélioration du cadre de vie et de développement urbain.

L'ambition générale du projet partenarial d'aménagement, qui est de réconcilier la RN 20 avec ses territoires pour favoriser leur transition écologique, leur développement et leur renouvellement maîtrisé, est déclinée dans un programme de 57 actions articulées autour des 3 axes d'intervention définis par les partenaires :

- Favoriser l'usage multimodal de la RN 20 : une route ouverte à toutes les mobilités ;
- Optimiser le fonctionnement de la RN 20 : une route fonctionnelle, verte et intelligente ;
- Poursuivre la requalification urbaine et économique des territoires traversés par la RN 20.

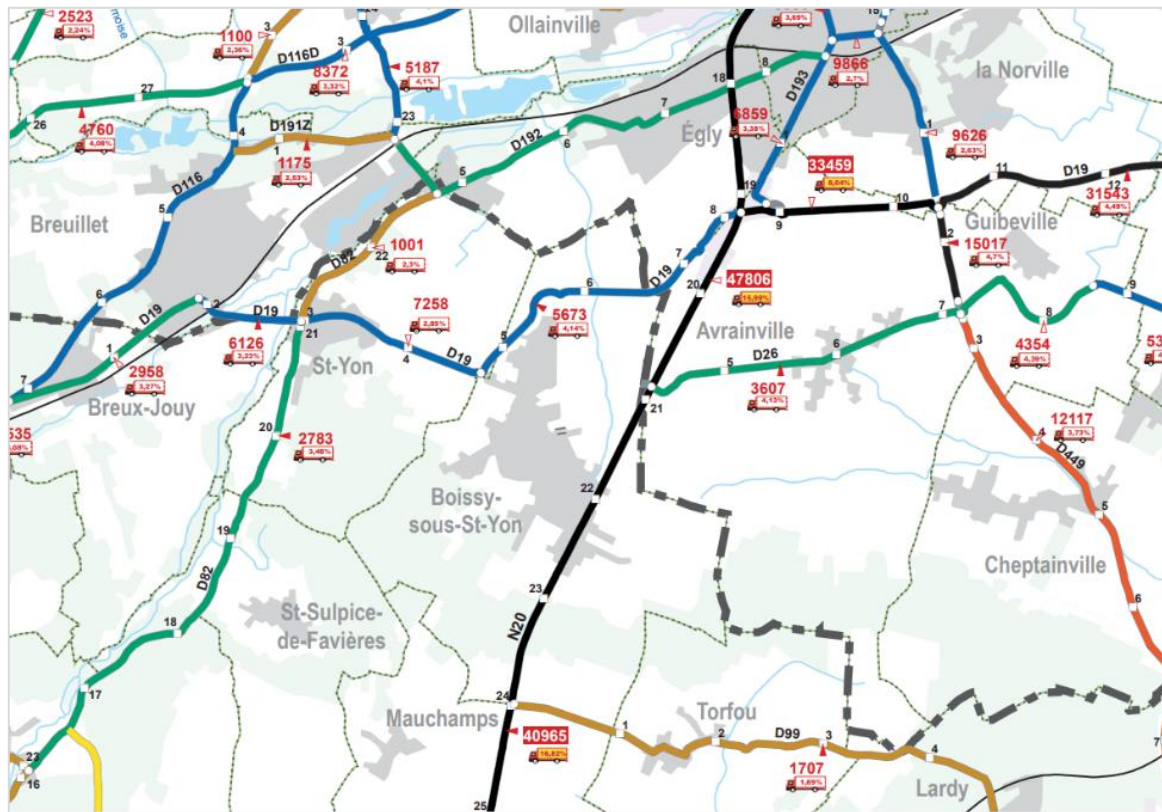
A terme, de nouvelles liaisons douces devraient permettre aux habitants de Boissy-sous-Saint-Yon de rejoindre la station d'Arpajon-sud.



1.6.2. Les flux de circulation

➤ Trafics

Extrait de la carte du trafic routier en Essonne – 2022 (Source : CD 91)



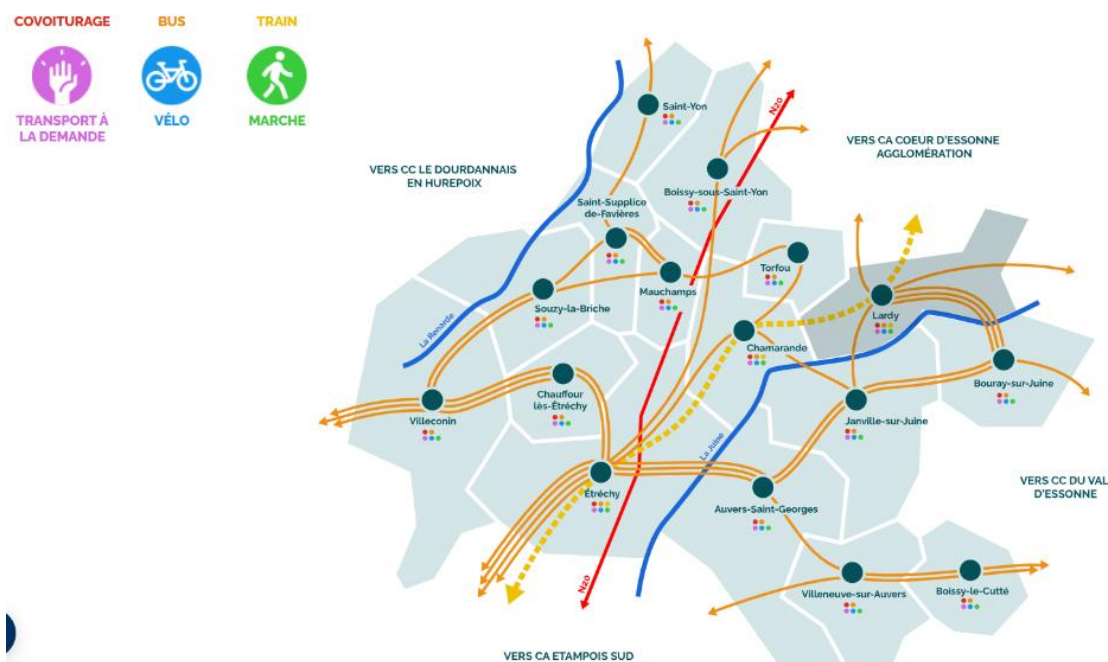
Sur la commune de Boissy-sous-Saint-Yon, en 2022, on constate des flux importants sur la RN20. Au sein de la commune, le flux de véhicules par jour est important :

- Sur la RN20 environ 41 000 véhicules circulent par jour dont 16,8 % qui correspondent à des poids lourds.
- Sur la RD19 plus de 5 600 véhicules circulent par jour dont 4,14 % qui correspondent à des poids lourds.
- Sur la RD99 qui longe la limite Sud de la commune, plus de 1 700 véhicules circulent par jour dont 1,7% qui correspondent à des poids lourds.

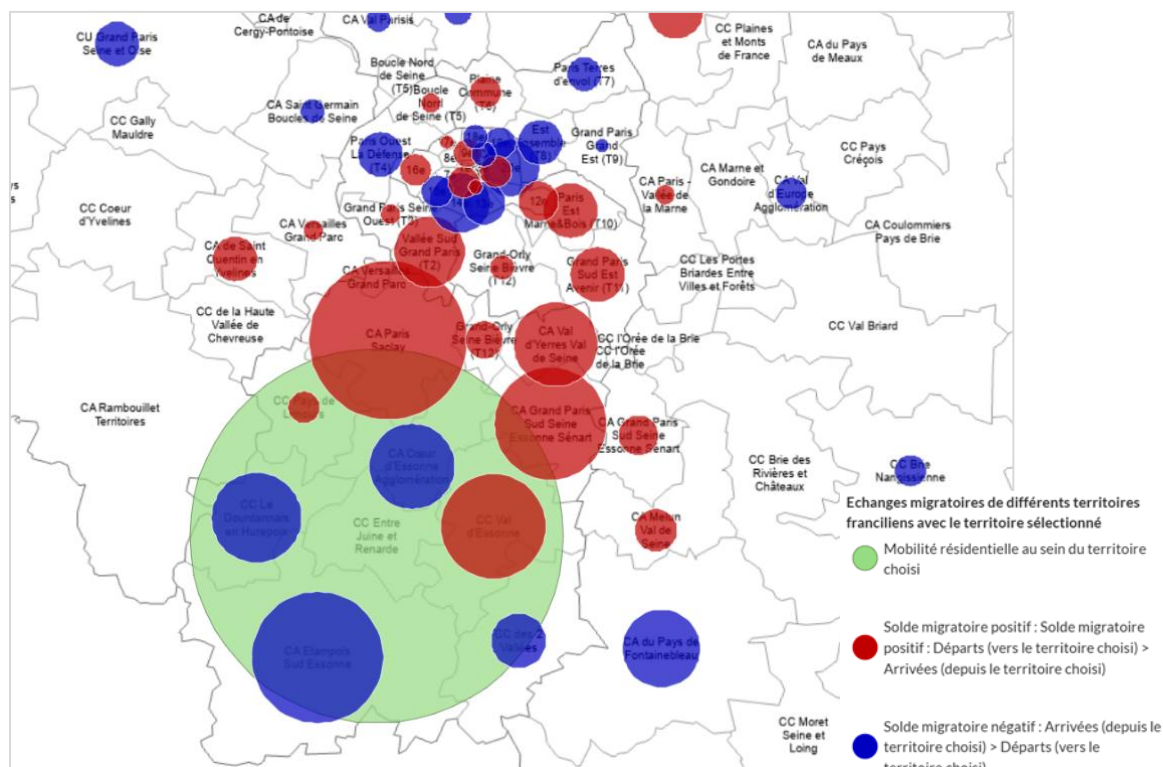


➤ Echanges migratoires dans la CCERJ

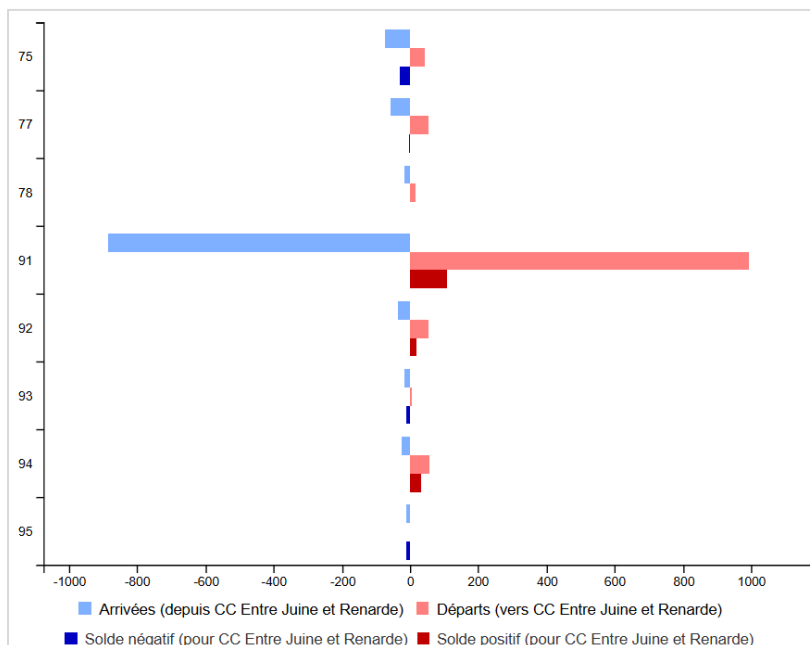
Carte de mobilité de la Communauté de commune entre Juine et Renarde



Echanges migratoires de chaque département francilien avec le territoire CC Entre Juine et Renarde : Ensemble (nombre de Personnes)



**Les 10 premiers échanges migratoires significatifs du territoire CC Entre Juine et Renarde avec les autres EPCI
Ensemble (nombre de Personnes))**



Territoire	Arrivées (depuis CC Entre Juine et Renarde)	Départs (vers CC Entre Juine et Renarde)	Solde (pour CC Entre Juine et Renarde)
CC Entre Juine et Renarde	685	685	0
CA Cœur d'Essonne Agglomération	347	310	-36
CA Etampois Sud Essonne	230	145	-85
CA Paris Saclay	46	169	123
CC Val d'Essonne	76	130	54
CA Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	33	95	62
CC Le Dourdannais en Hurepoix	75	35	-40
CA Val d'Yerres Val de Seine	10	45	35
Vallée Sud Grand Paris (T2)	14	40	25
Grand-Orly Seine Bièvre (T12)	23	30	7

➤ **Migrations domicile - travail**

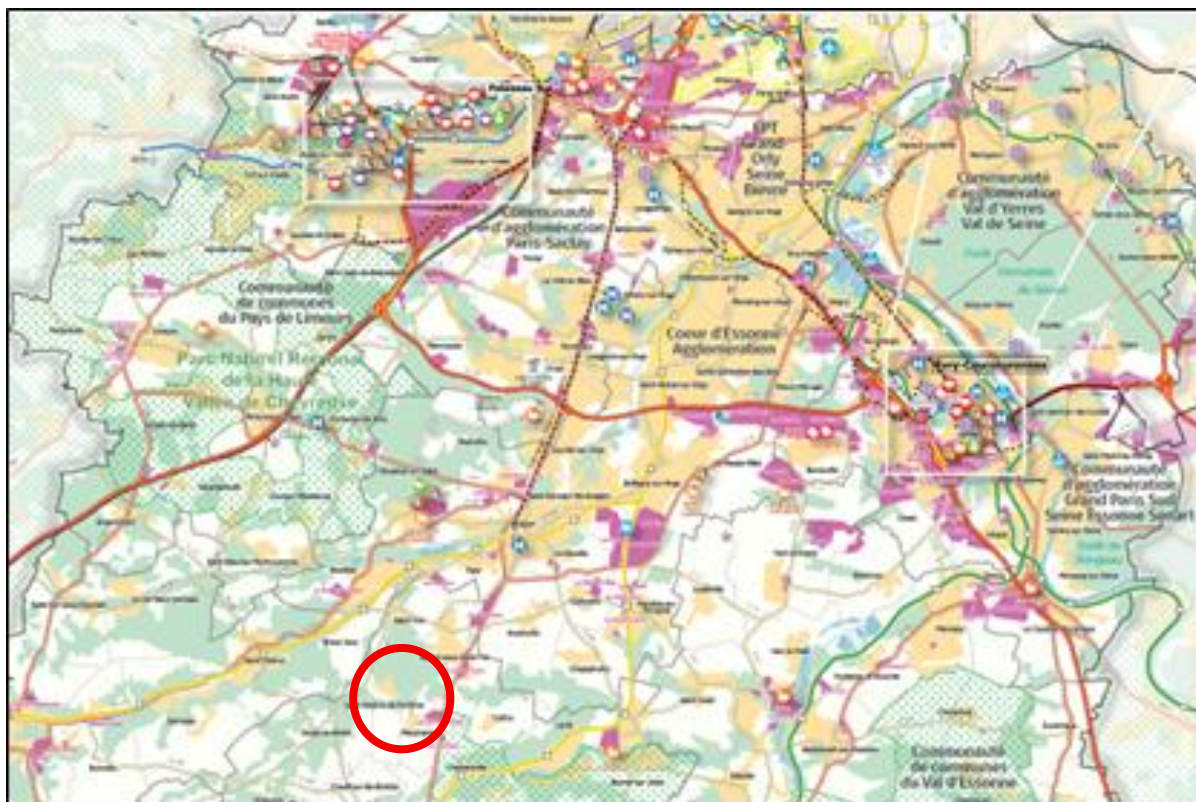
12,1% des actifs résidant à Boissy-sous-Saint-Yon travaillent dans la commune. Ce taux peut paraître faible au regard de la situation de communes avoisinantes mais est en rapport avec la faiblesse de l'offre d'emplois sur la commune.

- Boissy-sous-Saint-Yon est proche de pôles d'emploi actifs tels que Arpajon, Brétigny-sur-Orge, Le Plessis-Pâté, Fleury-Mérogis mais encre Evry, Massy, Orsay ou encore le centre de recherche du CEA-DAM Ile de France à Bruyères-le-Châtel, et le centre d'essais Renault à Lardy.
- D'autres motifs de déplacement doivent également être pris en compte, tel que l'accès aux gares, aux établissements scolaires et aux centres commerciaux qui sont inexistantes sur la commune et génèrent des besoins en déplacement.

- Les ménages de la commune de Boissy-sous-Saint-Yon présentent un taux important de motorisation voire de bi-motorisation, correspondant à ceux observables sur la communauté de communes entre Juine et Renarde.
- Les besoins en déplacements de la population associés à une offre en solutions alternatives à la voiture sont les principales explications à cette situation.
- Le temps de déplacement domicile-travail médian est de 28,5 minutes en heures pleines.

La proximité des pôles économiques structurants, comme Paris Saclay, Massy ou encore Evry, explique l'importance des migrations pendulaires.

Tissu économique de l'ESSONNE en 2023

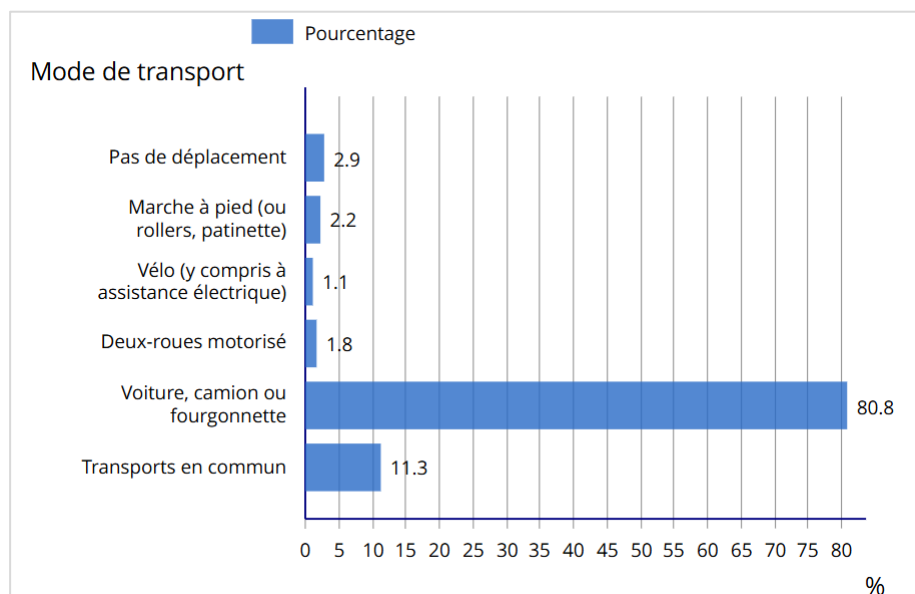


➤ **Modes de déplacement**

Boissy-sous-Saint Yon se situant en zone rurale, afin de se rendre au travail, presque 81% des habitants s'y rendent par transport routier (Voiture, camion, fourgonnette, deux-roues motorisé) en 2021.

Les autres modes de déplacement les plus utilisés pour se rendre au travail sont les transports en commun (11,3%) et la marche à pied (2,9% en 2021). Le pourcentage concernant les transports en commun est relativement faible quand on le compare au sein du département (28% en 2021).

Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2021



(source : RGP INSEE)

Ile-de-France mobilités assure un transport collectif à la demande en complément des lignes régulières.

1.6.3. Les transports en commun

Boissy-sous-Saint-Yon est concernée par une offre en transports collectifs assez limitée et concentrée en lien avec les besoins de rabattement vers les gares, les établissements scolaires, les équipements.

Transports urbains

Boissy-sous-Saint-Yon est desservie par 3 lignes de bus qui sont assurées par les transports Ile-de-France Mobilités.

La ligne 4582 et la ligne 4555 assurent 6 arrêts sur la commune et un rabattement vers la gare RER d'Arpajon (principal pôle gare de la communauté de communes) et les établissements scolaires (lycée Cassin et LEP Belmondo à Arpajon, collège Camus à La Norville).

la ligne 4413 assure seulement 1 arrêt sur la commune : Bas de Torfou. La ligne assure aussi un rabattement vers la gare RER Porte d'Etampes à Arpajon et la gare RER Gare d'Etampes à Etampes ainsi que la gare d'Etréchy.

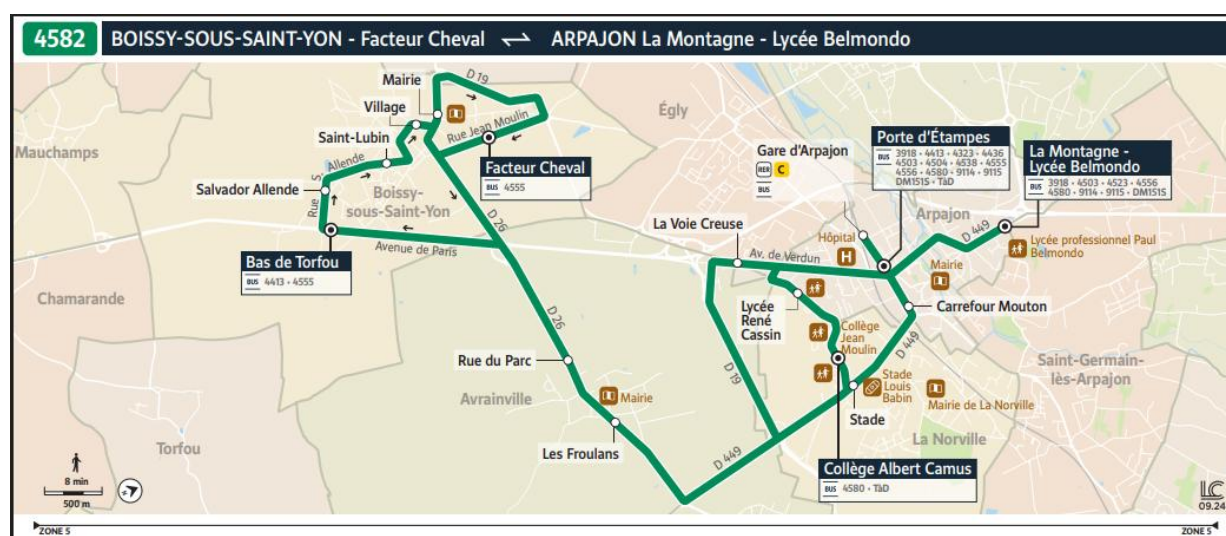
Depuis le 6 janvier 2025, la ligne 685A est devenue la ligne 4582 et la ligne 685B est devenue la ligne 4555.

Depuis le 2 septembre 2024, la ligne 330 est devenue la ligne 4413.



La ligne 4582

BOISSY-SOUS-SAINT-YON Bas de Torfou => ARPAJON La Montagne - Lycée Belmondo



Horaires valables à partir du 6 janvier 2025

		Du lundi au vendredi en période scolaire uniquement						
		LMJV	*	LMJV	Me			
BOISSY-SOUS-SAINT-YON	Bas de Torfou	7:33	7:39	7:39	.....	8:34	8:46	9:35 16:28
	Salvador Allende	7:35	7:40	7:40	.....	8:35	8:47	9:36 16:29
	Saint-Lubin	7:37	7:43	7:42	.....	8:37	8:49	9:38 16:32
	Village	7:40	7:45	7:44	.....	8:39	8:51	9:40 16:34
	Mairie	7:41	.....	7:45	.....	8:40	8:52	9:41 16:35
AVRAINVILLE	Facteur Cheval	7:45	.....	7:52	7:56	8:46	8:57	9:46 16:39
	Rue du Parc	7:51	.....	7:57	8:02	8:51	9:02	9:51 16:45
	Les Froulans	7:52	.....	7:58	8:03	8:52	9:03	9:52 16:46
	La Voie Creuse	.....	7:52	8:05	8:10	8:59	9:10	9:59
ARPAJON	Lycée René Cassin	.....	7:54	8:08	8:13	9:02	9:13	10:02
LA NORVILLE	Collège Albert Camus	.....	7:57	8:11	8:16	9:05	9:16	10:05
ARPAJON	Stade	7:58	.....	.....	.....	.....	.....	16:52
	Carrefour Mouton	8:00	.....	.....	.....	9:09	.....	10:09 16:54
	Porte d'Etampes	8:02	.....	.....	.....	9:11	.....	10:10 16:56
	Gare d'Arpajon	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Gare d'Arpajon	8:04	.....	.....	.....	9:13	.....	10:12 16:58
	La Montagne - Lycée Belmondo	8:11	.....	.....	.....	9:18	.....	10:17 17:04

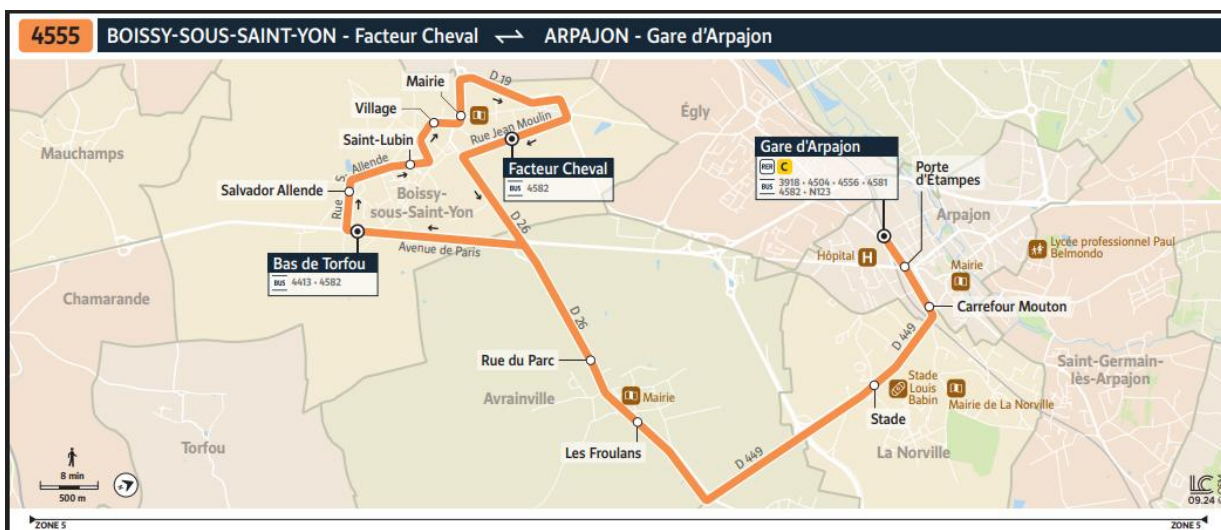
ARPAJON La Montagne - Lycée Belmondo => BOISSY-SOUS-SAINT-YON Bas de Torfou

Horaires valables à partir du 6 janvier 2025

		Du lundi au vendredi en période scolaire uniquement															
				Me	Me	Me				LMJV	LMJV			LMJV	LMJV		
ARPAJON	La Montagne - Lycée Belmondo	8:17	9:21	10:15	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	16:00	.....	.....	.....	17:00	..... 18:02
	Gare d'Arpajon	8:25	9:29	10:23	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	16:08	.....	.....	.....	17:08	..... 18:10
	Porte d'Etampes	8:27	9:30	10:24	11:35	12:35	12:35	13:35	14:35	14:52	15:35	16:10	.....	16:35	.....	17:10	17:35 18:12
	Lycée René Cassin	.....	.....	.....	11:40	12:40	12:40	13:40	14:40	14:57	15:42	.....	.....	16:42	.....	.....	17:42
	Carrefour Mouton	8:28	9:31	10:25	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	16:12	.....	.....	.....	17:12	..... 18:13
LA NORVILLE	Stade	8:30	9:33	10:27	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	18:15
	Collège Albert Camus	.....	.....	.....	11:43	12:43	12:43	13:43	14:43	15:00	15:46	16:17	16:15	16:46	17:10	17:17	17:46
EGLY	La Voie Creuse	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	14:47	15:04	15:51	.....	.....	16:51	.....	.....	17:51
AVRAINVILLE	Les Froulans	8:37	9:40	10:34	11:49	12:49	12:49	13:49	14:54	15:11	15:58	16:20	16:21	16:59	17:16	17:20	17:59 18:22
	Rue du Parc	8:38	9:41	10:35	11:50	12:50	12:50	13:50	14:55	15:12	15:59	16:21	16:22	17:00	17:17	17:21	18:00 18:23
BOISSY-SOUS-SAINT-YON	Bas de Torfou	8:42	9:45	10:39	11:54	12:54	12:54	13:54	14:59	15:16	16:03	16:26	16:27	17:05	17:22	17:26	18:04 18:28
	Salvador Allende	8:43	9:46	10:40	11:55	12:55	12:55	13:55	15:00	15:17	16:04	16:27	16:28	17:06	17:23	17:27	18:05 18:29
	Saint-Lubin	8:44	9:47	10:41	11:56	12:56	12:56	13:56	15:01	15:18	16:05	16:28	16:30	17:07	17:25	17:28	18:06 18:30
	Village	8:45	9:48	10:42	11:58	12:58	12:58	13:58	15:02	15:19	16:06	16:29	16:32	17:08	17:27	17:29	18:07 18:31
	Mairie	8:46	9:49	10:43	11:59	12:59	12:59	13:59	15:03	15:20	16:07	16:30	16:33	17:09	17:28	17:30	18:08 18:32
	Facteur Cheval	8:50	9:53	10:47	12:03	13:03	13:03	14:03	15:07	15:24	16:11	16:34	16:37	17:13	17:32	17:34	18:12 18:36

Ligne 4555

BOISSY-SOUS-SAINT-YON Bas de Torfou => ARPAJON Gare d'Arpajon



Horaires valables à partir du 6 janvier 2025

		Du lundi au vendredi														
BOISSY-SOUS-SAINT-YON	Bas de Torfou	5:36	6:21	6:50	7:17	7:47	8:57	9:59	10:59	11:59	12:59	13:59	14:59	15:57	17:27	
	Salvador Allende	5:37	6:22	6:51	7:18	7:48	8:58	10:00	11:00	12:00	13:00	14:00	15:00	15:58	17:28	
	Saint-Lubin	5:38	6:23	6:52	7:19	7:49	8:59	10:01	11:01	12:01	13:01	14:01	15:01	15:59	17:29	
	Village	5:39	6:24	6:54	7:21	7:51	9:01	10:03	11:03	12:03	13:03	14:03	15:03	16:01	17:31	
	Mairie	5:40	6:25	6:55	7:22	7:52	9:02	10:04	11:04	12:04	13:04	14:04	15:04	16:02	17:32	
	Facteur Cheval	5:44	6:29	6:59	7:27	7:57	9:07	10:08	11:08	12:08	13:08	14:08	15:08	16:07	17:37	
AVRAINVILLE	Rue du Parc	5:50	6:35	7:05	7:33	8:03	9:13	10:14	11:14	12:14	13:14	14:14	15:14	16:13	17:43	
	Les Froulans	5:51	6:36	7:06	7:34	8:04	9:14	10:15	11:15	12:15	13:15	14:15	15:15	16:14	17:44	
LA NORVILLE	Stade	5:56	6:41	7:11	7:40	8:10	9:20	10:21	11:21	12:21	13:21	14:21	15:21	16:20	17:50	
ARPAJON	Carrefour Mouton	5:58	6:43	7:13	7:42	8:12	9:22	10:23	11:23	12:23	13:23	14:23	15:23	16:22	17:52	
	Porte d'Etampes	5:59	6:44	7:14	7:44	8:14	9:24	10:24	11:24	12:24	13:24	14:24	15:24	16:24	17:54	
	Gare d'Arpajon	6:00	6:45	7:15	7:45	8:15	9:25	10:25	11:25	12:25	13:25	14:25	15:25	16:25	17:55	

: Circule uniquement en période scolaire
 : Circule uniquement pendant les vacances scolaires

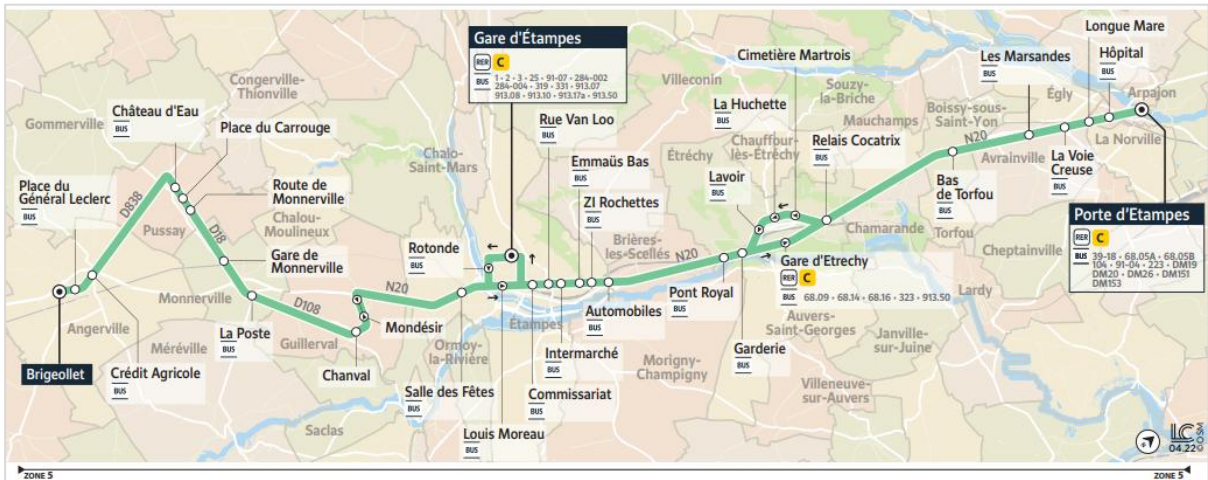
ARPAJON Gare d'Arpajon ==>BOISSY-SOUS-SAINT-YON Bas de Torfou

Horaires valables à partir du 6 janvier 2025

		Du lundi au vendredi														
ARPAJON	Gare d'Arpajon	8:33	9:33	10:33	11:33	12:33	13:33	14:33	15:33	16:33	17:52	18:22	18:52	19:22	20:07	
	Porte d'Etampes	8:34	9:34	10:34	11:34	12:34	13:34	14:34	15:34	16:34	17:53	18:23	18:53	19:23	20:08	
	Carrefour Mouton	8:36	9:36	10:36	11:36	12:36	13:36	14:36	15:36	16:36	17:55	18:25	18:55	19:25	20:09	
LA NORVILLE	Stade	8:38	9:38	10:38	11:38	12:38	13:38	14:38	15:38	16:38	17:57	18:27	18:57	19:27	20:11	
AVRAINVILLE	Les Froulans	8:44	9:44	10:44	11:44	12:44	13:44	14:44	15:44	16:44	18:03	18:33	19:03	19:33	20:17	
	Rue du Parc	8:45	9:45	10:45	11:45	12:45	13:45	14:45	15:45	16:45	18:05	18:35	19:04	19:34	20:18	
BOISSY-SOUS-SAINT-YON	Bas de Torfou	8:50	9:50	10:50	11:50	12:50	13:50	14:50	15:50	16:50	18:10	18:40	19:09	19:39	20:23	
	Salvador Allende	8:51	9:51	10:51	11:51	12:51	13:51	14:51	15:51	16:51	18:11	18:41	19:10	19:40	20:24	
	Saint-Lubin	8:52	9:52	10:52	11:52	12:52	13:52	14:52	15:52	16:52	18:12	18:42	19:11	19:41	20:25	
	Village	8:53	9:53	10:53	11:53	12:53	13:53	14:53	15:53	16:53	18:13	18:43	19:12	19:42	20:26	
	Mairie	8:54	9:54	10:54	11:54	12:54	13:54	14:54	15:54	16:54	18:14	18:44	19:13	19:43	20:27	
	Facteur Cheval	8:57	9:57	10:57	11:57	12:57	13:57	14:57	15:57	16:57	18:18	18:48	19:17	19:47	20:30	

Uniquement en vacances scolaires

La ligne 4413



ANGERVILLE Brigeollet => ARPAGON Portes d'Etampes

Horaires valables du 3 mars
au 13 juillet 2025 inclus

Du lundi au vendredi													
ANGERVILLE	Brigeollet	5:06		5:40	6:10	6:40	7:10	7:40	8:10	8:40	11:15	12:15	13:15
	Place du Général Leclerc	5:10		5:44	6:14	6:44	7:14	7:44	8:14	8:44	11:19	12:19	13:19
	Crédit Agricole	5:12		5:46	6:16	6:46	7:16	7:46	8:16	8:46	11:21	12:21	13:21
ÉTAMPES	Gare d'Etampes		5:19										
PUSSAY	Château d'Eau	5:17			6:21		7:21	7:51		8:51	11:25	12:25	13:25
	Place du Carrouge	5:19			6:23		7:23	7:53		8:53	11:27	12:27	13:27
	Route de Monnerville	5:20			6:24		7:24	7:54		8:54	11:28	12:28	13:28
MONNERVILLE	Gare de Monnerville	5:22			6:26		7:26	7:56		8:57	11:30	12:30	13:30
	La Poste	5:23			6:27		7:28	7:58		8:58	11:32	12:32	13:32
GUILLERVAL	Chanval	5:28			6:32		7:33	8:03		9:03	11:37	12:37	13:36
	Mondésir	5:30			6:34		7:35	8:05		9:05	11:39	12:39	13:38
ÉTAMPES	Salle des Fêtes	5:38			6:42		7:43	8:14		9:13	11:47	12:47	13:46
	Louis Moreau	5:40		6:01	6:44	7:02	7:46	8:18	8:33	9:16	11:50	12:50	13:49
	Gare d'Etampes	5:44		6:06	6:48	7:07	7:50	8:22	8:38	9:18	11:54	12:54	13:53
	Commissariat	5:46	5:21	6:08	6:50	7:09	7:52	8:24	8:40		11:56	12:56	13:55
	Rue Van Loo	5:47	5:22	6:09	6:51	7:10	7:53	8:25	8:41		11:57	12:57	13:56
	Intermarché	5:48	5:22	6:10	6:52	7:11	7:54	8:26	8:42		11:58	12:58	13:57
	Emmaüs Bas	5:49	5:23	6:11	6:54	7:13	7:56	8:28	8:44		12:00	13:00	13:59
MORIGNY-CHAMPIGNY	Rochettes	5:50	5:25	6:12	6:55	7:14	7:57	8:29	8:45		12:01	13:01	14:00
	Automobiles	5:51	5:25	6:13	6:56	7:15	7:58	8:30	8:46		12:02	13:02	14:01
ÉTRÉCHY	Pont Royal	5:56	5:29	6:18	7:01	7:20	8:03	8:35	8:52		12:07	13:07	14:05
	Garderie	5:57	5:30	6:19	7:02	7:21	8:04	8:36	8:53		12:08	13:08	14:06
	Gare d'Étréchy	5:59	5:32	6:22	7:04	7:24	8:06	8:38	8:56		12:10	13:10	14:08
	Relais Cocatrix	6:00	5:33	6:23	7:05	7:25	8:07	8:39	8:57		12:11	13:11	14:09
BOISSY-SOUS-SAINT-YON	Bas de Torfou	6:05	5:38	6:28	7:10	7:30	8:12	8:44	9:02		12:16	13:16	14:14
AVRAINVILLE	Les Marsandes	6:09	5:42	6:32	7:14	7:35	8:16	8:48	9:07		12:20	13:20	14:18
	La Voie Creuse	6:12	5:45	6:35	7:17	7:40	8:21	8:52	9:10		12:24	13:24	14:22
ARPAJON	Longue Mare	6:13	5:46	6:36	7:19	7:42	8:23	8:53	9:12		12:25	13:25	14:23
	Hôpital	6:14	5:47	6:37	7:20	7:43	8:24	8:54	9:13		12:26	13:26	14:24
	Porte d'Etampes	6:15	5:48	6:38	7:21	7:44	8:26	8:55	9:14		12:27	13:27	14:25

Horaires valables du 3 mars
au 13 juillet 2025 inclus

Du lundi au vendredi													
ANGERVILLE	Brigeollet			16:35		17:05	17:35	18:05	18:35	18:38	19:05	19:35	
	Place du Général Leclerc			16:39		17:09	17:39	18:09	18:39	18:42	19:08	19:38	
	Crédit Agricole			16:41		17:11	17:41	18:11	18:41	18:44	19:10	19:40	
ÉTAMPES	Gare d'Etampes	14:44	15:44		16:44								
PUSSAY	Château d'Eau			16:45		17:16	17:46	18:16	18:46	18:49	19:15	19:44	
	Place du Carrouge			16:47		17:18	17:48	18:18	18:48	18:51	19:17	19:46	
	Route de Monnerville			16:48		17:19	17:49	18:19	18:49	18:52	19:18	19:47	
MONNERVILLE	Gare de Monnerville			16:50		17:21	17:51	18:21	18:51	18:54	19:20	19:49	
	La Poste			16:52		17:23	17:53	18:23	18:53	18:56	19:22	19:50	
GUILLERVAL	Chanval			16:56		17:28	17:58	18:28	18:58	19:01	19:27	19:55	
	Mondésir			16:58		17:30	18:00	18:30	19:00	19:03	19:29	19:57	
ÉTAMPES	Salle des Fêtes			17:07		17:39	18:09	18:38	19:08	19:11	19:37	20:05	
	Louis Moreau			17:11		17:42	18:12	18:40	19:10	19:13	19:39	20:07	
	Gare d'Etampes			17:15		17:46	18:16	18:44	19:14	19:17	19:43	20:11	
	Commissariat	14:46	15:46	17:18	16:46	17:48	18:18	18:46	19:16	19:19	19:45	20:13	
	Rue Van Loo	14:47	15:47	17:19	16:47	17:49	18:19	18:47	19:17	19:20	19:46	20:14	
	Intermarché	14:48	15:48	17:20	16:48	17:50	18:20	18:48	19:18	19:21	19:47	20:15	
	Emmaüs Bas	14:49	15:50	17:22	16:50	17:52	18:22	18:50	19:20	19:23	19:49	20:17	
MORIGNY-CHAMPIGNY	Rochettes	14:50	15:51	17:24	16:52	17:54	18:24	18:51	19:21	19:24	19:50	20:18	
	Automobiles	14:51	15:52	17:25	16:53	17:55	18:25	18:52	19:22	19:25	19:51	20:19	
ÉTRÉCHY	Pont Royal	14:56	15:57	17:31	16:59	18:01	18:31	18:58	19:27	19:30	19:56	20:24	
	Garderie	14:57	15:58	17:32	17:00	18:02	18:32	18:59	19:28	19:31	19:57	20:25	
	Gare d'Étréchy	14:59	16:00	17:34	17:02	18:04	18:34	19:01	19:30	19:33	19:59	20:27	
	Relais Cocatrix	15:00	16:01	17:35	17:03	18:05	18:35	19:02	19:31	19:34	20:00	20:28	
BOISSY-SOUS-SAINT-YON	Bas de Torfou	15:05	16:06	17:40	17:08	18:10	18:40	19:07	19:36	19:39	20:05	20:33	
AVRAINVILLE	Les Marsandes	15:10	16:11	17:44	17:13	18:14	18:44	19:11	19:40	19:43	20:09	20:37	
	La Voie Creuse	15:13	16:14	17:48	17:16	18:17	18:47	19:14	19:43	19:46	20:12	20:40	
ARPAJON	Longue Mare	15:14	16:15	17:50	17:17	18:19	18:48	19:15	19:44	19:47	20:13	20:41	
	Hôpital	15:15	16:16	17:51	17:18	18:20	18:49	19:16	19:45	19:48	20:14	20:42	
	Porte d'Etampes	15:16	16:18	17:53	17:20	18:22	18:50	19:17	19:46	19:49	20:15	20:43	

: Cercle uniquement en période scolaire
 : Cercle uniquement pendant les vacances scolaires

ARPAGON Portes d'Etampes => ANGERVILLE Brigeollet

Horaires valables du 3 mars
au 13 juillet 2025 inclus

		Du lundi au vendredi													
ARPAJON	Porte d'Etampes	6:05		6:35	7:05	7:35	8:05	8:35	9:05	9:35	11:35	12:35	13:35		
	Hôpital	6:06		6:36	7:06	7:36	8:06	8:36	9:06	9:36	11:36	12:36	13:36		
	Longue Mare	6:07		6:37	7:07	7:37	8:08	8:37	9:07	9:37	11:37	12:37	13:37		
ÉGLY	La Voie Creuse	6:08		6:38	7:08	7:38	8:09	8:38	9:08	9:38	11:38	12:38	13:38		
AVRAINVILLE	Les Marsandes	6:11		6:41	7:11	7:42	8:13	8:42	9:11	9:41	11:41	12:41	13:41		
BOISSY-SOUS-SAINT-YON	Bas de Torfou	6:15		6:45	7:15	7:47	8:17	8:46	9:15	9:45	11:45	12:45	13:45		
ÉTRÉCHY	Relais Cocatrix	6:20		6:50	7:20	7:52	8:22	8:51	9:20	9:50	11:50	12:50	13:50		
	Cimetière Martrois	6:22		6:52	7:22	7:54	8:24	8:53	9:22	9:52	11:52	12:52	13:52		
	La Huchette	6:23		6:53	7:23	7:55	8:24	8:53	9:22	9:52	11:53	12:53	13:53		
	Lavoir	6:24		6:55	7:25	7:57	8:26	8:55	9:24	9:54	11:55	12:55	13:55		
	Garderie	6:24		6:55	7:25	7:57	8:26	8:56	9:24	9:54	11:55	12:55	13:55		
	Pont Royal	6:25		6:56	7:26	7:58	8:27	8:57	9:25	9:55	11:56	12:56	13:56		
MORIGNY-CHAMPIGNY	Automobiles	6:29		7:00	7:30	8:02	8:31	9:01	9:29	9:59	11:59	12:59	13:59		
	Rochettes	6:30		7:01	7:31	8:03	8:32	9:02	9:30	10:00	12:00	13:00	14:00		
ÉTAMPES	Emmaüs Bas	6:31		7:02	7:32	8:05	8:33	9:03	9:31	10:01	12:01	13:01	14:01		
	Intermarché	6:32		7:03	7:34	8:07	8:35	9:05	9:33	10:03	12:03	13:03	14:03		
	Rue Van Loo	6:33		7:04	7:35	8:08	8:36	9:06	9:34	10:04	12:04	13:04	14:04		
	Commissariat	6:33		7:05	7:36	8:09	8:37	9:07	9:35	10:05	12:05	13:05	14:05		
	Gare d'Etampes	6:39		7:11	7:42	8:13	8:39	9:09	9:37	10:07	12:11	13:11	14:11		
	Gare d'Etampes	5:42		6:12											
	Rotonde	5:44	6:41	6:14	7:13	7:44					12:13	13:13	14:13		
	Salle des Fêtes	5:45	6:42	6:15	7:14	7:45					12:14	13:14	14:14		
	Chanval	5:54	6:52	6:24	7:24	7:55					12:23	13:23	14:23		
GUILLERVAL	Mondésir	5:52	6:49	6:22	7:21	7:52					12:21	13:21	14:21		
	Chanval	5:54	6:52	6:24	7:24	7:55					12:23	13:23	14:23		
MONNERVILLE	La Poste	5:59	6:57	6:29	7:29	8:00					12:27	13:27	14:27		
	Gare de Monnerville	6:00	6:58	6:30	7:30	8:01					12:28	13:28	14:28		
PUSSAY	Route de Monnerville	6:03	7:01	6:33	7:33	8:04					12:31	13:31	14:31		
	Place du Carrouge	6:04	7:02	6:34	7:34	8:05					12:32	13:32	14:32		
	Château d'Eau	6:05	7:03	6:35	7:35	8:06					12:33	13:33	14:33		
ANGERVILLE	Crédit Agricole	6:09	7:08	6:39	7:40	8:11					12:38	13:38	14:38		
	Place du Général Leclerc	6:10	7:10	6:40	7:42	8:13					12:39	13:39	14:40		
	Brigeollet	6:13	7:13	6:43	7:45	8:16					12:42	13:42	14:43		

Horaires valables du 3 mars
au 13 juillet 2025 inclus

		Du lundi au vendredi													
ARPAJON	Porte d'Etampes	15:35		16:15	16:45	17:12	17:15	17:45	18:15	18:55	19:25	19:55	20:25	20:55	
	Hôpital	15:37		16:17	16:46	17:14	17:17	17:46	18:17	18:57	19:26	19:56	20:26	20:56	
	Longue Mare	15:38		16:18	16:48	17:15	17:18	17:48	18:18	18:58	19:27	19:57	20:27	20:57	
ÉGLY	La Voie Creuse	15:39		16:19	16:49	17:17	17:20	17:49	18:19	18:59	19:28	19:58	20:28	20:58	
AVRAINVILLE	Les Marsandes	15:42		16:22	16:53	17:21	17:24	17:53	18:23	19:02	19:32	20:01	20:31	21:01	
BOISSY-SOUS-SAINT-YON	Bas de Torfou	15:46		16:26	16:57	17:25	17:28	17:57	18:27	19:06	19:36	20:05	20:35	21:05	
ÉTRÉCHY	Relais Cocatrix	15:51		16:31	17:02	17:30	17:33	18:02	18:32	19:11	19:41	20:09	20:40	21:09	
	Cimetière Martrois	15:53		16:33	17:04	17:32	17:35	18:04	18:34	19:13	19:43	20:11	20:42	21:11	
	La Huchette	15:54		16:34	17:04	17:33	17:36	18:05	18:35	19:14	19:44	20:12	20:42	21:11	
	Lavoir	15:56		16:36	17:06	17:35	17:38	18:07	18:37	19:16	19:45	20:14	20:44	21:13	
	Garderie	15:56		16:36	17:06	17:36	17:39	18:07	18:37	19:16	19:45	20:14	20:44	21:13	
	Pont Royal	15:57		16:37	17:07	17:37	17:40	18:08	18:38	19:17	19:46	20:15	20:45	21:14	
MORIGNY-CHAMPIGNY	Automobiles	16:00		16:42	17:11	17:42	17:45	18:12	18:42	19:20	19:50	20:18	20:49	21:17	
	Rochettes	16:01		16:43	17:12	17:43	17:46	18:13	18:43	19:21	19:51	20:19	20:50	21:18	
ÉTAMPES	Emmaüs Bas	16:02		16:44	17:13	17:44	17:47	18:14	18:44	19:22	19:52	20:20	20:51	21:19	
	Intermarché	16:04		16:46	17:15	17:46	17:49	18:16	18:45	19:23	19:54	20:21	20:52	21:20	
	Rue Van Loo	16:05		16:47	17:17	17:47	17:50	18:17	18:46	19:24	19:55	20:22	20:53	21:21	
	Commissariat	16:06		16:48	17:18	17:48	17:51	18:18	18:47	19:25	19:56	20:23	20:54	21:22	
	Gare d'Etampes	16:12		16:54	17:22	17:54	17:57	18:22	18:53	19:31	20:00	20:29	20:56	21:24	
	Gare d'Etampes		15:52												
	Rotonde	16:15	15:55	16:57		17:57	18:00		18:55	19:33		20:31			
	Salle des Fêtes	16:16	15:56	16:58		17:59	18:02		18:56	19:34		20:32			
	Chanval	16:26	16:06	17:08		18:10	18:13		19:06	19:44		20:42			
GUILLERVAL	Mondésir	16:23	16:03	17:05		18:07	18:10		19:03	19:41		20:39			
	Chanval	16:26	16:06	17:08		18:10	18:13		19:06	19:44		20:42			
MONNERVILLE	La Poste	16:30	16:11	17:13		18:16	18:19		19:11	19:49		20:46			
	Gare de Monnerville	16:32	16:12	17:15		18:18	18:21		19:12	19:50		20:47			
PUSSAY	Route de Monnerville	16:35	16:15	17:18		18:21	18:24		19:15	19:53		20:50			
	Place du Carrouge	16:36	16:16	17:20		18:23	18:26		19:16	19:54		20:51			
	Château d'Eau	16:37	16:18	17:22		18:25	18:28		19:17	19:55		20:52			
ANGERVILLE	Crédit Agricole	16:42	16:23	17:27	17:40	18:31	18:34	18:40	19:21	19:59	20:17	20:56			
	Place du Général Leclerc	16:44	16:25	17:29	17:42	18:33	18:36	18:42	19:23	20:01	20:19	20:58			
	Brigeollet	16:47	16:28	17:32	17:44	18:36	18:39	18:44	19:26	20:04	20:21	21:01			

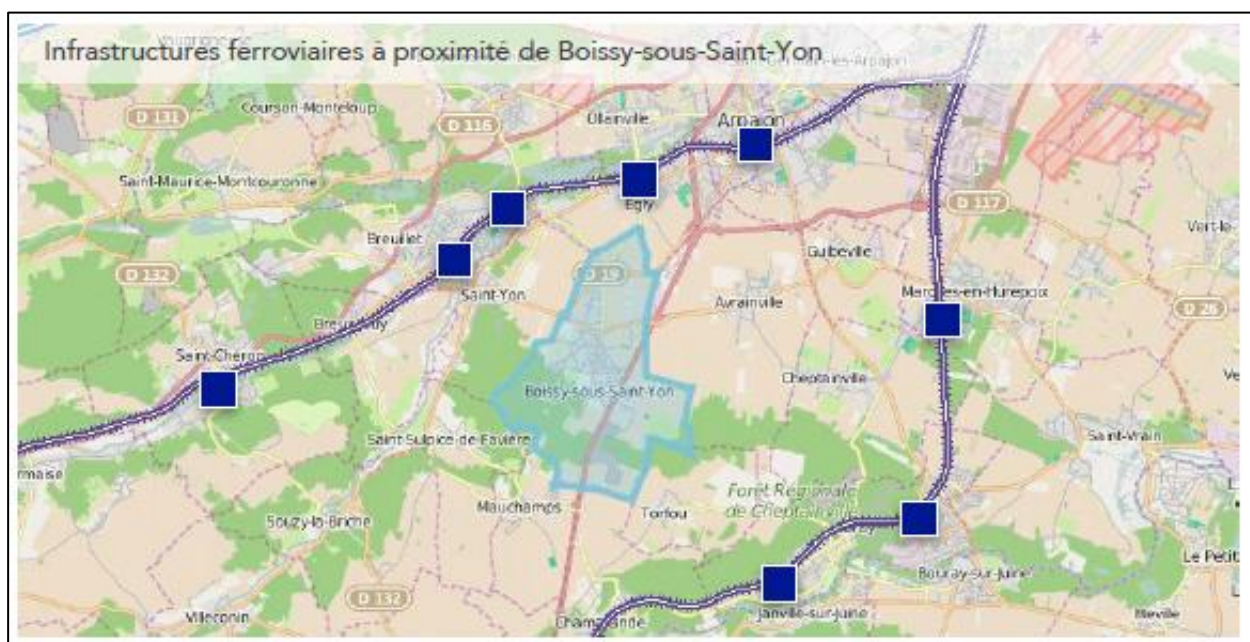
: Circule uniquement en période scolaire
 : Circule uniquement pendant les vacances scolaires

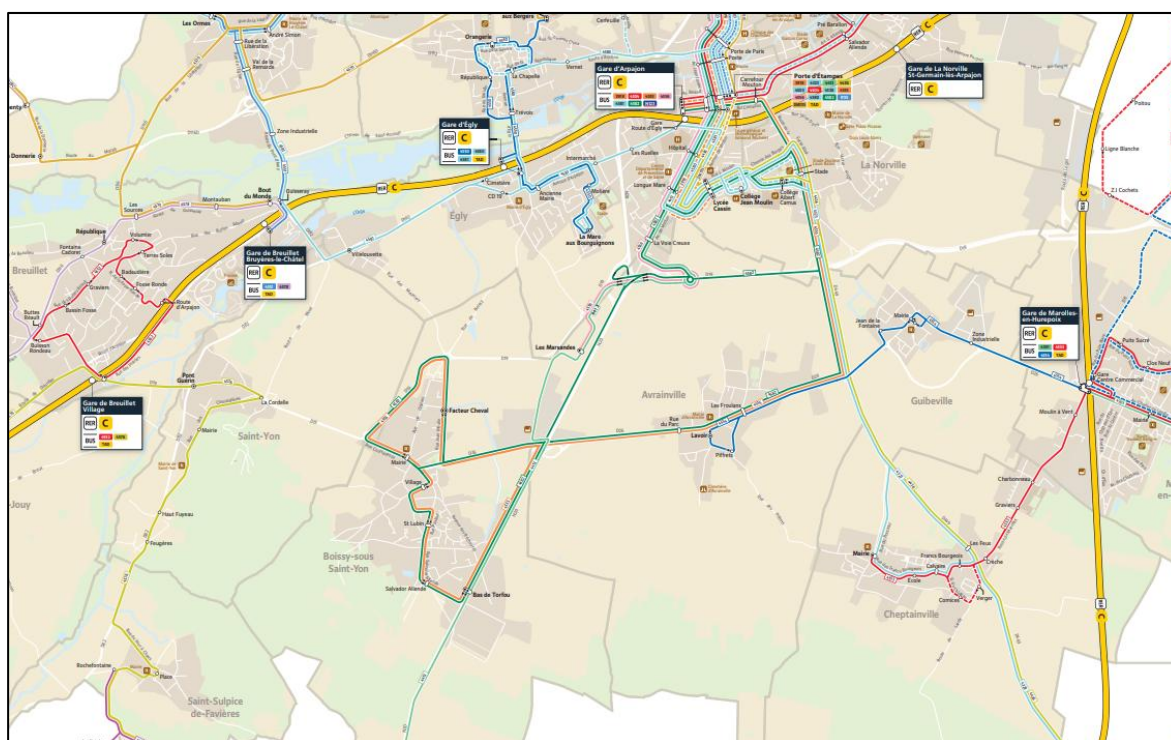
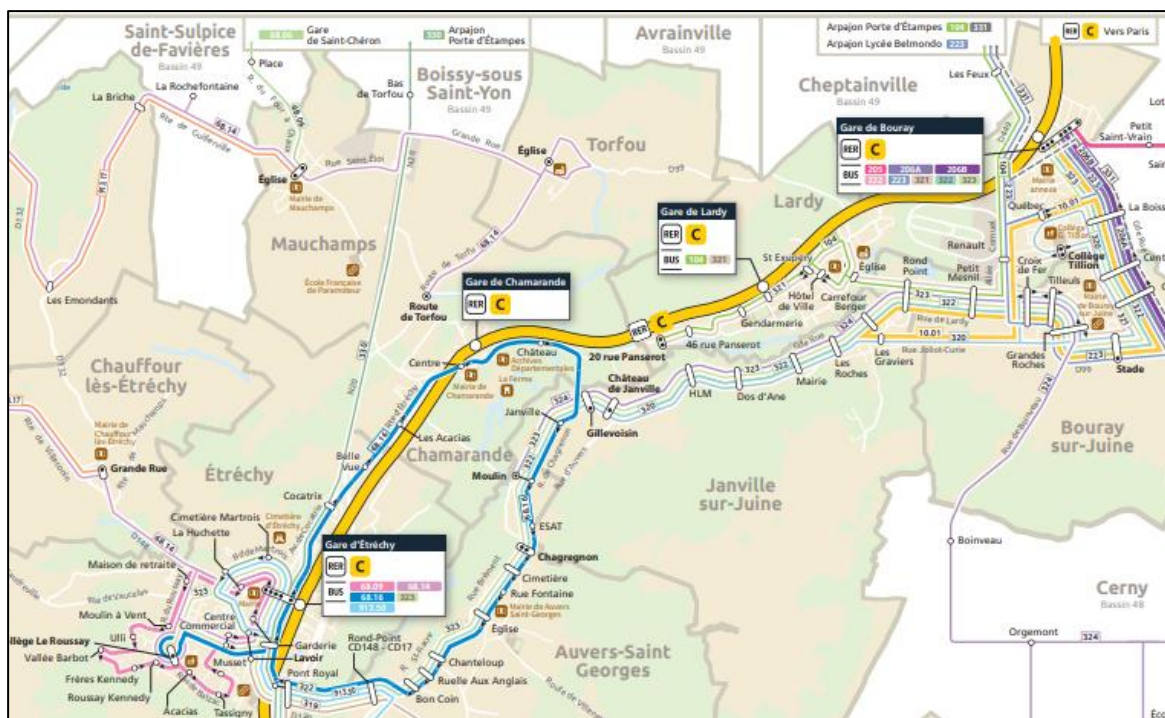
RER C

La commune prend place à l'interface des branches Est et Ouest du RER C. Cette position, lui assure un accès à un réseau de gares.



Cependant, l'effet de coupure de la RN 20 tend à orienter les usagers du RER C vers la branche Ouest (pôle d'échanges communautaires Breuillet-Bruyères, pôles d'échanges locaux de Breuillet Village et d'Egry). La gare de Marolles-en-Hurepoix, (branche Est) demeure cependant bien accessible par la RD 26.





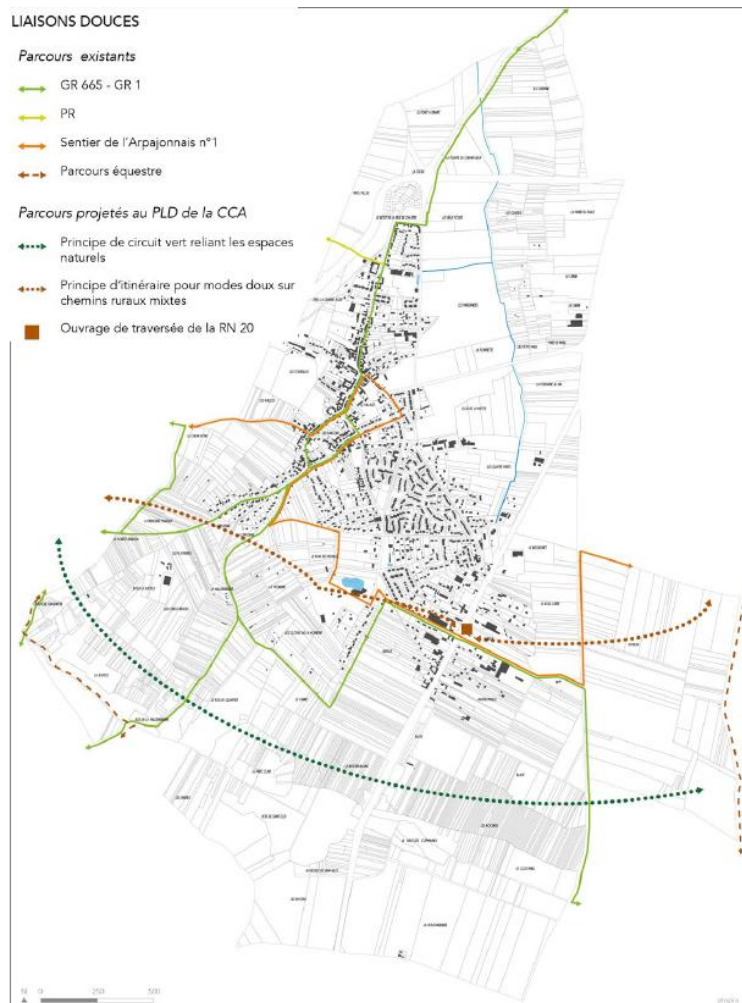
1.6.4. Les circulations douces

➤ Itinéraires cyclables

Boissy-sous-Saint-Yon développe un espace public à usage mixte où cyclistes et automobilistes se partagent la voirie. Des aménagements ponctuels répondent aux enjeux de sécurité et de pacification de la rue : marquage au sol, ralentisseur, rétrécissement, sens unique, instauration d'une limitation de circulation à 30km/h sur le réseau communal aggloméré.

Les abords du groupe scolaire, avenue Bréchet, font l'objet de mesures de restriction de circulation et de stationnement des véhicules pour sécuriser l'entrée et la sortie des écoles.

La RN 20, axe régional et départemental stratégique, dans sa traversée de Boissysous- Saint-Yon et du secteur aggloméré du Bas de Torfou ne fait l'objet d'aucun aménagement spécifique en matière de mobilités douces.



Une nouvelle piste cyclable relie Boissy-sous-Saint-Yon et Saint-Yon

Une nouvelle piste cyclable a été inaugurée en novembre 2022. L'ouvrage suit le tracé de la route départementale 19. L'aménagement « est le premier maillon pour l'aménagement de la liaison de rabattement vers la gare de Breuillet-village en provenance de Boissy-sous-Saint-Yon ». Il est poursuivi en 2023 avec un aménagement piétons-cycles entre le carrefour des RD19 et RD82 et le Petit Brétigny sur la commune de Breuillet.

➤ **Chemins de randonnée**

Boissy-sous-Saint-Yon est traversé par un réseau de liaisons de randonnées qui inscrit la commune dans un maillage d'intérêt communautaire et régional : GR 665, GR 1, sentier pédestre de l'Arpajonnais. Les chemins ruraux et agricoles communaux complètent l'offre des chemins balisés.

Des liaisons communautaires Est-Ouest définies au Plan Local de Déplacements de l'ancienne Communauté de communes de l'Arpajonnais étaient projetées sur la séquence du coteau boisé de Boissy-sous-Saint-Yon (circuit vert) et entre Avrainville – Saint-Yon, via le Bas de Torfou. La réalisation du Plan Local de Déplacements de la communauté Entre Juine et Renarde est envisagée.

La plan vélo de la Communauté de commune Entre Juine et Renarde

La promotion de la pratique du vélo sur le territoire est une priorité pour la Communauté de communes Entre Juine et Renarde. En intégrant dès le plus jeune âge les notions de savoir rouler, tant en milieu urbain que rural, Entre Juine et Renarde souhaite développer une véritable culture du cycle sur son territoire.

L'objectif est d'organiser des déplacements à vélo en dehors des murs de l'école dans toutes les communes de la Communauté de communes, afin de sensibiliser les élèves à la pratique du vélo. Il s'agit notamment de leur faire découvrir très concrètement la réalité de leur environnement, que ce soit en zones urbaines ou rurales, en leur montrant les intersections dangereuses et les difficultés spécifiques. Cela vient en complément des actions de prévention routière du Conseil Départemental qui, dans les écoles élémentaires, permettent d'évaluer le niveau de pratique des élèves de CM2.

Concrètement, il s'agit d'accompagner les enfants dans la construction de leur propre projet :

- choix du circuit : en fonction de leurs besoins présents ou futurs, des lieux d'habitation, des centres d'intérêt, des aménagements cyclables présents sur le territoire, ou, en l'absence de tels aménagements, en prenant en compte les différentes contraintes liées à la circulation ;
- moyens logistiques : prévoir le matériel de sécurité, éventuellement du matériel spécifique, des accompagnateurs, et si nécessaire, en l'absence d'aménagement cyclable, l'intervention de la police municipale intercommunale pour sécuriser une intersection difficile ;
- communication : élaborer une stratégie de communication en amont pour mobiliser les participants et accompagnateurs, pendant pour rendre visible l'action, et en aval pour informer les autres classes, écoles ou habitants ;
- évaluation de l'action : définir des indicateurs par le groupe en fonction de leurs objectifs, en plus des indicateurs définis par la collectivité qui permettront de suivre et d'évaluer l'ensemble de l'action de manière cohérente. Identifier les difficultés rencontrées et les solutions trouvées, et communiquer ces informations aux groupes suivants.

Le Plan vélo départemental d'Essonne

Le Plan vélo départemental adopté en mai 2018 s'articule autour de 5 axes stratégiques :

- Aménager et développer le réseau cyclable pour les besoins réels des usagers ;
- Encourager le développement des services liés à la pratique vélo ;

- Valoriser et promouvoir l'usage du vélo ;
- Encourager la mobilité active solidaire ;
- Élaborer une politique cyclable au service de la cohérence des territoires

Dans ce cadre, le département a l'intention de développer progressivement son réseau cyclable. On peut d'ores et déjà noter que la RD 837 a bénéficié de nouveaux aménagements en faveur du vélo.

Le Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR)

Le Conseil départemental a décidé le 30 novembre 1988 la mise en place du PDIPR en Essonne autour des objectifs suivants :

- La protection juridique des chemins ruraux et de l'environnement,
- La promotion de la pratique de la randonnée, en assurant la continuité d'un réseau cohérent d'itinéraires sur l'ensemble du territoire de l'Essonne,
- La découverte du riche patrimoine naturel, culturel et touristique essonnien qui peut être appréhendé grâce à ces chemins.

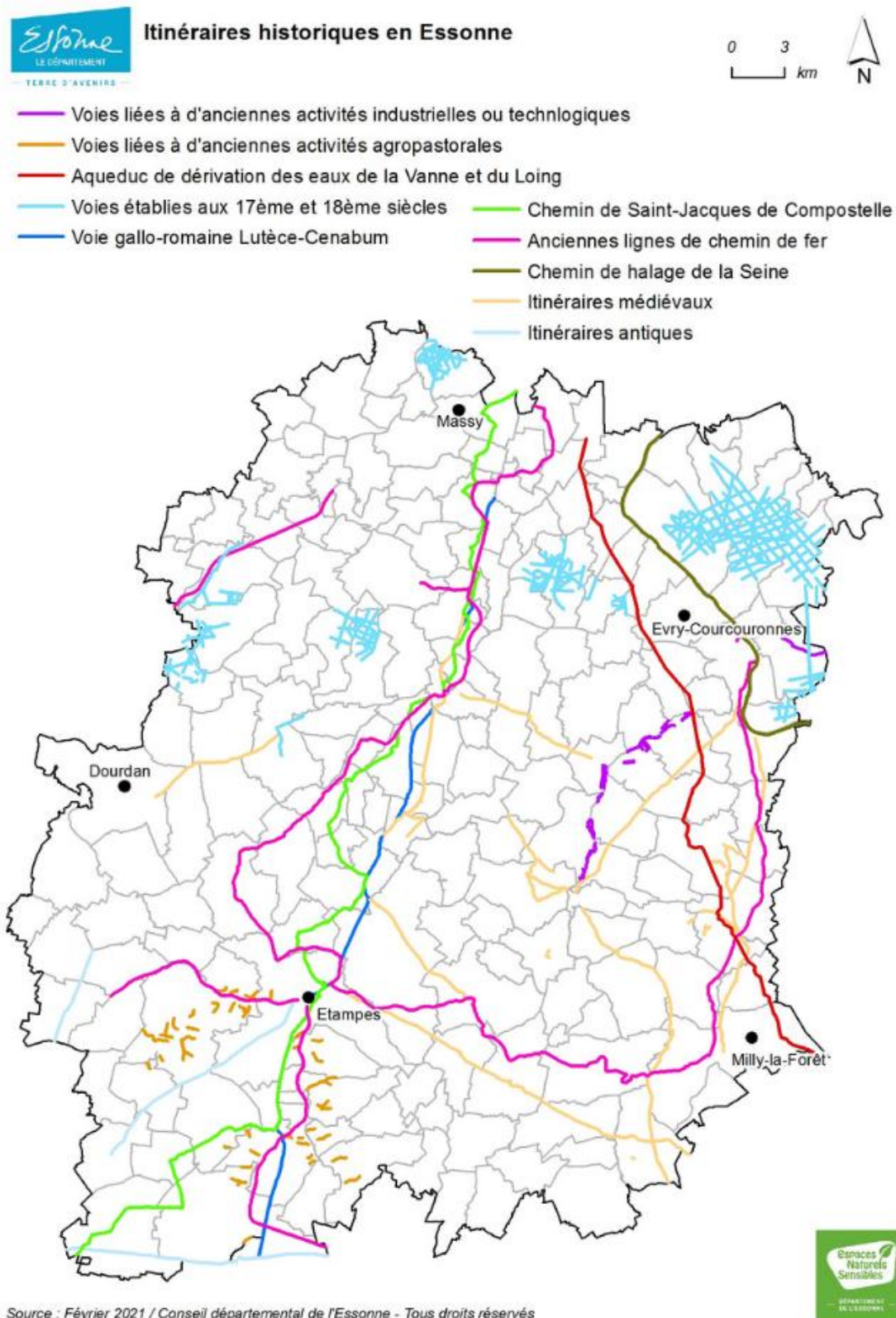
Ces actions sont menées en partenariat étroit avec le Comité départemental du tourisme (CDT), le Comité départemental de randonnée pédestre (CDRP), le Comité départemental de tourisme équestre (CDTE) et les communes traversées.

Au-delà du rôle de protection des emprises, les fonctions attribuées au PDIPR sont multiples :

- Détente et loisirs (promenade locale),
- Découverte éco-culturelle des territoires et sensibilisation à la protection de l'environnement,
- Pratique sportive (randonnée pédestre et équestre, course à pied, VTT, VTC...),
- Fonction sociale permettant de maintenir le lien entre les populations rurales et urbaines,
- Fonction économique au travers du développement de l'écotourisme.

Mis en place progressivement sur le territoire essonnien, ce Plan compte aujourd'hui 2 620 kilomètres de chemins inscrits sur 134 communes, dont 2 008 km au titre du volet pédestre et 612 km au titre du volet équestre.

En 2008, une étude visant à recenser l'ensemble des itinéraires historiques relatifs au territoire essonnien a été réalisée pour le compte du Département.



1.6.6. Le stationnement

Offre de stationnement

STATIONNEMENT PUBLIC



Pour répondre aux besoins en stationnement de nombreuses places gratuites sont proposées : places matérialisées sur la chaussée, aires de stationnement dédiées. Au total, quelques 235 places gratuites sont disponibles sur la commune.

Le secteur du Bas de Torfou connaît des difficultés spécifiques. Hormis les deux parkings poids lourds, le stationnement est peu organisé. De nombreux véhicules stationnent sur les voies d'accélération. Contraintes techniques, financières et contraintes de site aidant (cœur villageois dense, faibles disponibilités foncières) une partie du stationnement s'effectue en dehors des espaces dédiés (stationnement sur la voirie) et génère potentiellement des conflits d'usage mesurés notamment dans le cœur le village.

La commune ne propose pas encore de services et d'offre alternatives aux déplacements carbonés (borne de recharge électrique, services et aires de covoiturage). L'Essonne compte 45 aires de covoiturage, représentant 165 places de stationnement, dont 95 créés par le Département.

Les aires départementales sont le plus souvent situées dans les parkings de supermarché, accessibles depuis les routes départementales. Elles sont identifiables par un panneau utilisé partout en France.

1.7 L'occupation du sol

Source : Site internet de la commune de Boissy-sous-Saint-Yon

Historique de Boissy-sous-Saint-Yon. J.M. Messonier

1.7.1. Un peu d'histoire

Cartes postales illustrant la vie de Boissy au siècle dernier



Au XI et XIIe siècle

Le plus ancien titre mentionnant Boissy remonte à la fin du XIe siècle ou au début du XIIe siècle : il s'agit du cartulaire des religieux de Longpont, qui relate que Lucienne, sœur d'Hugues de Crécy, a donné à ce prieuré la portion des terres qu'elle avait à Boissy et Égly.

Le territoire est d'abord dénommé Buxiam, puis Bussiacum ou Buxiacum (du latin buxus (« buis ») ou du latin boscum (« bois »)).

Les premiers chevaliers y possédant des fiefs sont les seigneurs de Vaugrigneuse, Burchard et Guy. Vers 1200, Yolande d'Anjou, comtesse de la Marche, dame d'Égly et Boissy, donne à ces deux villages 100 arpents de friches.

Au Moyen Age

Dès le Moyen Âge, Boissy appartient à des seigneurs importants. Sa position stratégique en bordure de la route Paris - Orléans en fait une place disputée au cours des incessantes guerres des XIV^e et XV^e siècles : en 1359, les Anglais minent l'église où se sont retranchés les habitants et les rançonnent de 3 000 moutons.

Devenu possession de Jean de Montagu, confisqué à sa mort en 1409, puis rendu à sa famille, les Malet de Graville, Boissy connaît à la fin de la guerre civile une période d'accalmie que les bandes de pillards, puis à nouveau la guerre civile viennent perturber. En 1458-1462, l'église est « en très mauvais état », le passage des gens de guerre a ruiné le pays.

Au XVe siècle

Le calme revient à la fin du XVe siècle, mais les guerres de Religion provoquent de nouveaux ravages. Marie-Charlotte de Balzac d'Entragues, veuve du maréchal de France François de Bassompierre, restructure le domaine, que rachète en 1659 Guillaume de Lamoignon. Dès 1660, celui-ci y établit un marché par semaine et deux foires par an.

Au XVII^e et XVIII^e siècle

Les XVII^e et XVIII^e siècles sont des périodes de prospérité dont témoignent les nombreux hôtels que compte la cité. La mention de la commune voisine de Saint-Yon est ajoutée dans le nom de Boissy par le bulletin des lois en 1801 :

- An II (1793) : Boissy
- Bull. des Lois (1801) : Boissy-sous-Saint-Yon

Au XIX^e siècle

Boissy-sous-Saint-Yon, qui conserve sa vocation agricole, devient un lieu de villégiature.

XX^e siècle

Au début du XX^e siècle un petit train, le Tacot (train) circulait entre Arpajon et Étampes, sur une ligne de chemin de fer inaugurée le 11 décembre 1911, qui prolongeait celle du tramway "Paris-Arpajon", des produits maraîchers pouvaient ainsi être transportés de notre village jusqu'aux halles de Paris, ceci jusqu'en 1948. Voilà pourquoi il existe une rue de la gare avec son ancienne gare.

Dans les années 1940, on jouait au ballon sur la route d'Orléans qui était une rue pavée avec des arbres de chaque côté : la future RN 20. Pendant la Seconde Guerre Mondiale, un avion canadien a été abattu à Boissy, au chemin des vignes, ce qui explique pourquoi 7 militaires canadiens sont enterrés au cimetière de Boissy.

L'éloignement du train constitue un handicap au développement économique de la commune, dont l'essor démographique ne se produit qu'après les années 1950.

Boissy en 1974 compte environ 1000 habitants et c'est encore un petit village. Entre 1975 et 1977, 1000 habitants vont arriver à Boissy, ceci dans le cadre de la construction du lotissement GMF. L'extension du village a permis au commerce local de se maintenir et de résister à la prolifération des supers et hypermarchés.

[illegible][illegible]

1.7.2. Les équipements publics

La commune de Boissy-sous-Saint-Yon dispose d'un niveau d'équipement satisfaisant et adapté en rapport avec son niveau démographique.

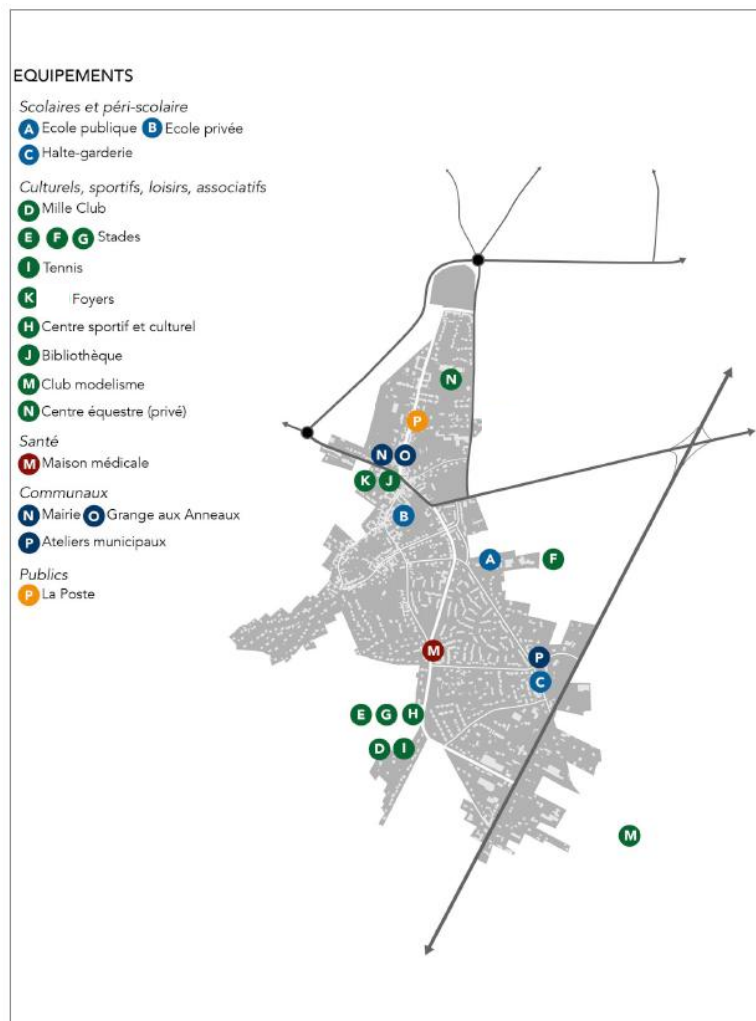
Boissy-sous-Saint-Yon dispose d'une large gamme d'équipements de proximité tant sur le plan sportif, socioculturel ou scolaire.

Cette offre répond au dynamisme associatif de la commune. 35 associations sont actives dans les domaines :

- Du sport : équitation, badminton, taekwondo, gymnastique, danse, football, vélo, tennis, judo,...
- De la vie sociale et culturelle : bibliothèque scolaire, paroisse, parents d'élèves...

Dans le centre-ville de la commune, on retrouve aussi :

- La mairie
- La poste
- La police municipale ;



1.7.3. Les équipements scolaires

Boissy-sous-Saint-Yon possède une école publique (école Saint-Lubin) et une école privée (Thomas Becket).

L'école Saint-Lubin propose un groupe scolaire complet pour l'ensemble des classes de la maternelle et du primaire :

- École maternelle Fontaine St Lubin : 5 classes en 2025
- École élémentaire Fontaine St Lubin : 11 classes en 2025

Les effectifs de l'école privée Thomas Becket viennent principalement des communes voisines.

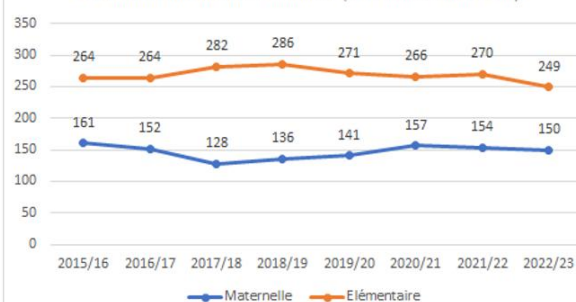
La commune compte un centre de loisirs et un accueil périscolaire (services proposés par la Communauté de communes entre Juine et Renarde).

Ecole publique Fontaine Saint Lubin

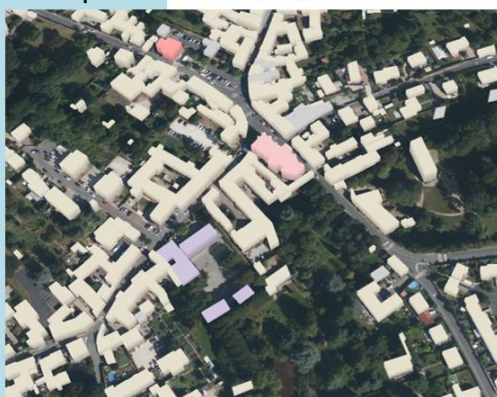


	Nbre de classes (sept. 2022)	Effectifs (sept. 2022)	Besoins en classes
Maternelle	6 classes	150 enfants	5,8 classes
Elémentaire	11 classes	249 enfants	9,6 classes

Evolution des effectifs scolaires (GS Fontaine Saint Lubin)



Ecole privée Saint Thomas Becket



	Nbre de classes (sept. 2022)	Effectifs (sept. 2022)	Besoins en classes
Maternelle + Elémentaire	8 classes	220 enfants	8,5 classes

ATOUTS ET POTENTIALITES

Ecole maternelle

Ecole rénovée, disposant d'espace pour les différentes activités.
Travaux récents sur le bâtiment avec l'implantation d'un nouveau restaurant pour l'école maternelle pouvant accueillir tous les enfants.
Capacités actuelles sont suffisantes.



Ecole élémentaire

Capacités actuelles sont suffisantes.



INCONVENIENTS ET DYSFONCTIONNEMENTS

Ecole maternelle

Réflexion à avoir sur le dortoir : les deux salles de dortoir sont très étroites. Les lits sont obligatoirement superposés pour accueillir les effectifs de petite section.

Ecole élémentaire

Certaines classes sont jugées trop exigües.

Les besoins sont essentiellement d'améliorer l'état des bâtiments pour l'école élémentaire (infiltrations d'eau, isolation, disposer de salles de classe plus grandes, disposer d'un nouveau préau dans la petite cour...).
Ecole élémentaire nécessitant **une réflexion globale de rénovation**

1.7.4. Les équipements de santé

Dans la commune, on retrouve :

- Un centre médical (avec 2 médecins généralistes, 1 infirmière, 3 kinésithérapeutes, un ostéopathe, une nutritionniste et une psychologue)
- Un médecin généraliste
- Un dermatologue
- Un ostéopathe
- Deux psychologues
- Une pharmacie

14- OFFRE ET ACCÈS AUX SOINS PRIMAIRES

Part de l'activité médicale réalisée par des médecins exerçant en secteur 1 (sans dépassement d'honoraires)

commune + voisines : Généralistes : **87.7 %** ; Gynécologues : **78.1 %** ;
Pédiatres : **100.0 %** ; Cardiologie : **100.0 %** ; Psychiatres : **100.0 %**

Source : SNDS 2021 - Extractions ARS Île-de-France - Activité des professionnels de santé libéraux ou exerçant en centre de santé

Densité de professionnels de santé libéraux (en effectifs et hors centres de santé)
de premier recours sur la commune et les communes voisines en 2015 et 2022

2015 et 2022	Densité* communale		Densité* commune + voisines**	
	2015	2022	2015	2022
Généralistes (y.c. MEP)	7.9	10.5	7.8	5.5
Pédiatres	0.0	0.0	1.6	0.8
Gynécologues	0.0	0.0	1.5	0.8
Ophtalmologistes	0.0	0.0	1.3	0.8
Psychiatres	0.0	0.0	0.3	0.3
Cardiologues	0.0	0.0	0.5	0.8
Dermatologues	0.0	2.6	0.3	0.3
ORL	0.0	0.0	0.3	0.2
Dentistes	2.6	2.6	4.1	3.6
Masseurs-Kiné.	2.6	7.9	5.3	6.1
Infirmiers	5.3	10.5	6.4	9.4

* Pour 10 000 habitants (10 000 femmes de 15 ans et plus pour les gynécologues et 10 000 enfants de moins de 15 ans pour les pédiatres)

** Sont considérées la population et l'offre de soins de la commune mais également des communes voisines (de rang 1 et 2) de sorte à calculer des densités médicales lissées pour tenir compte du fait que les habitants s'affranchissent des limites communales pour aller consulter un professionnel de santé.

Sources : FNPS, cartosanté - Traitements ORS Île-de-France.

Taux de recours infra-communal et principale commune de recours

		Généralistes	Dentistes	Infirmiers	Masseurs-kinés
Taux de recours infra-communal	2015	54.4	29.5	67.2	22.8
	2022	49.1	18.9	92.0	39.4
Principale commune de recours	2022	Boissy sous Saint Yon (91)	Boissy sous Saint Yon (91)	Boissy sous Saint Yon (91)	Boissy sous Saint Yon (91)

Sources : SNDS, cartosanté

Dynamiques d'exercice coordonné et/ou regroupé sur la commune

Nombre de centres de santé polyvalents en 2022 : 0

Nombre de maisons de santé pluriprofessionnelles (MSP) en 2022 : 0

Communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS) au 04/03/2024 : CPTS en fonctionnement

Sources : FINES 2022 - cartosanté (CdS et MSP), ARS - santegraphie (CPTS)

Zonages réglementaires ou conventionnels en vigueur (date de réalisation du zonage) :

Généralistes (2022) : Zone d'action complémentaire ZAC

Dentistes (2013) : Commune jugée sous dotée

Infirmiers (2020) : Commune en zone intermédiaire

Masseurs-kiné (2018) : Commune en zone intermédiaire

Orthophonistes (2018) : Commune en zone intermédiaire

Sages-Femmes (2020) : Commune en zone intermédiaire

Source : ARS Île-de-France

1.7.5. Les équipements culturels et sportifs

Les infrastructures culturelles et sportives de Boissy-sous-Saint-Yon offrent un accès à des équipements modernes, incluant la bibliothèque municipale, le conservatoire communautaire, et un pôle sportif complet.

Le pôle culturel se compose de :

- La bibliothèque Georges Brassens
- Le conservatoire communautaire

Le pôle sportif se compose de :

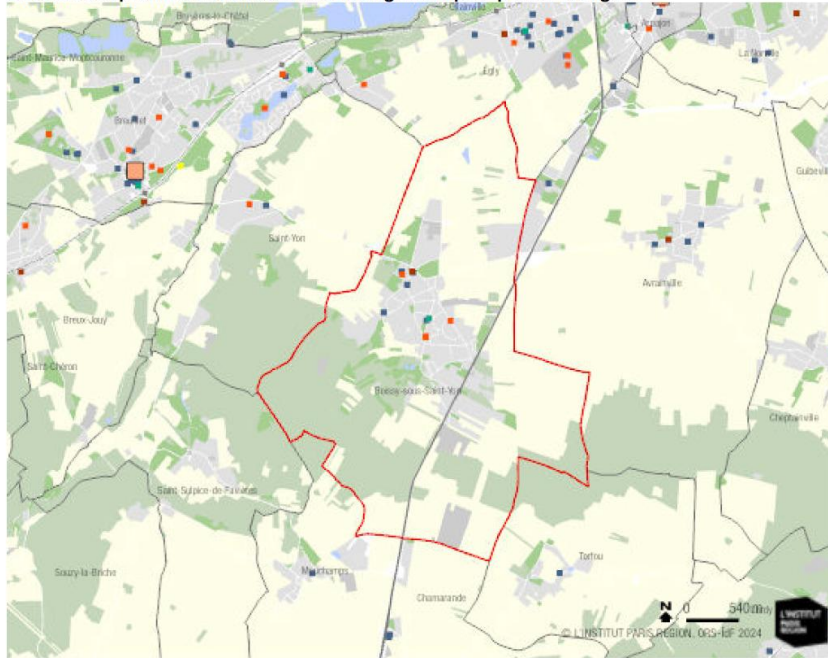
- 2 terrains de football en herbe avec vestiaires,
- 3 cours de tennis dont un court couvert,
- d'une aire multi-jeux,
- d'un gymnase, d'un dojo et de salles de danse
- d'un boulodrome et
- d'un parcours de bicross.



1.7.6. Le tissu économique local

➤ Les commerces et services

Aménités de proximité et structures d'hébergement pour personnes âgées



Sources : Insee BPE 2021, ARS Finess 2024

Structures d'hébergement en 2021

- Ehpad
- Résidences autonomie

Services en 2024

- Centre de jour

Santé en 2021

- Généralistes, masseurs-kiné, pédicures-podologues

Équipements en 2021

- Commerces de proximité*
- Pharmacies
- Cinémas
- Bibliothèques
- Piscines

* Banques, caisses d'épargne, bureaux de poste, salons de coiffure, supermarchés, superettes, épiceries, boulangeries, boucheries charcuteries, poissonneries, librairies papeteries.

Le commerce à Boissy-sous-Saint-Yon est caractérisé par une diversité de services de proximité et d'activités artisanales, répondant aux besoins quotidiens des habitants tout en soutenant l'économie locale.

Les commerces et services s'organisent autour de deux pôles :

Le premier autour de la place Charles de Gaulle, le long de l'axe Nord-Sud rue de Chatre et rue du Puits Grés.

- Commerces alimentaires de proximité (2), Chocolaterie, Restaurant mobile
- Coiffeur, Boutique de cosmétiques, Institut de beauté, Maître praticien en hypnose
- Boutique de céramique, Entreprise de travaux généraux, Serrurerie, métallerie
- Autoécole, Agence immobilière
- Location de calèche, Garage, Station de lavage

Le second pôle est situé dans un centre commercial situé rue Pasteur.

Cet espace commercial est conforté par la présence d'un pôle médical situé en face du cimetière ainsi que par la présence d'un garage automobile.

D'autres commerces sont présents le long de la RN20 (bar-tabac). Ces commerces ne s'adressent pas directement aux habitants.

Les surfaces commerciales alimentaires (GSM) les plus proches sont situées à Arpajon et Breuillet. Les habitants de Boissy-sous-Saint-Yon bénéficient également des services, restaurants et commerces spécialisés (Aubade, La Pataterie, Mc Donalds, Poivre Rouge, France Menuiserie,...) présents sur la zone des Marsandes le long de la RN20 sur la commune d'Avrainville.

➤ Les établissements économiques

Nombre d'établissements économiquement actifs en 2021

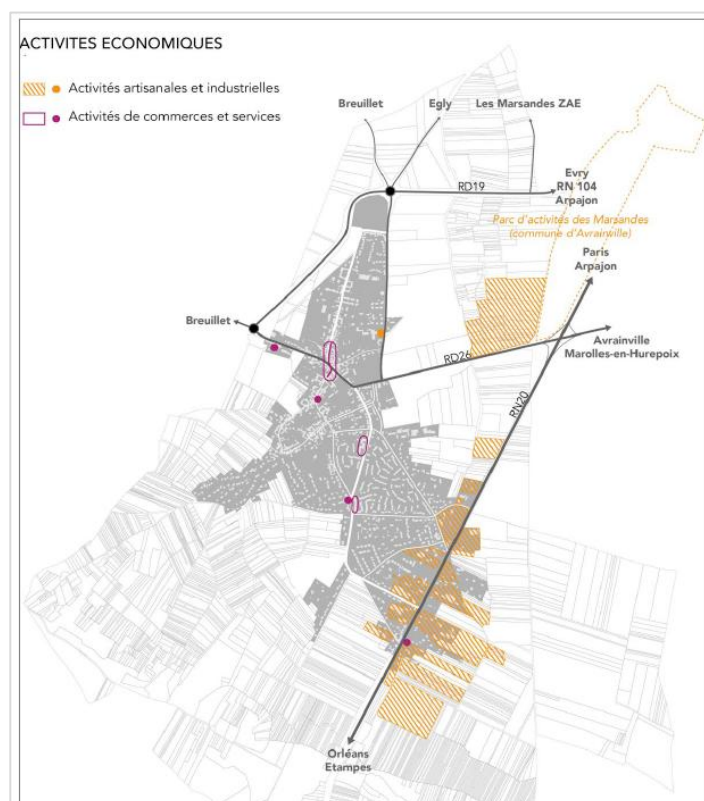
Secteur d'activité	Nombre	%
Ensemble	287	100,0
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	22	7,7
Construction	36	12,5
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	83	28,9
Information et communication	6	2,1
Activités financières et d'assurance	9	3,1
Activités immobilières	14	4,9
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	47	16,4
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	35	12,2
Autres activités de services	35	12,2

287 entreprises sont recensées sur la commune de Boissy-sous-Saint-Yon en 2021.

La majeure partie des entreprises ont une activité dans le secteur commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration (28.9% des établissements).

Les entreprises sont principalement implantées dans le centre-bourg (activités à caractère commercial, services à la personne), ou aux abords de la RN20 (activités artisanales notamment liées au secteur automobile).

Il n'existe pas de zone d'activités en tant que tel sur le territoire de la commune de Boissy-sous-Saint-Yon. Cependant, la zone des Marsandes (sur la commune d'Avrainville) jouxte Boissy-sous-Saint-Yon au niveau de l'entrée/sortie de la RN20. La zone couvre une superficie de 14 ha et dispose d'une disponibilité foncière de 5 ha.



Plateforme Nord - SECM
Projet Installations de
Valorisation

Bureaux

Zone Nord :
1,1 ha

Zone Intermédiaire :
8,3 ha

Zone Sud :
11,2 ha

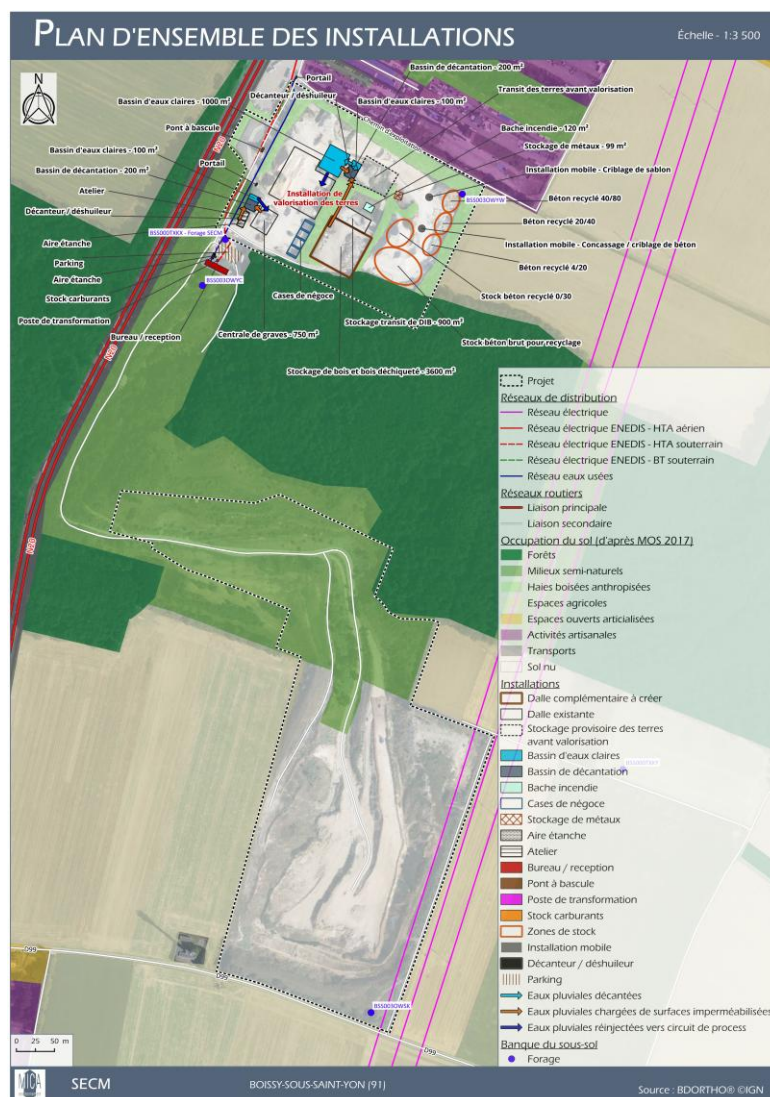
Échelle 1 : 4 211

0 100 m

Réaménagement de la fosse sud : L'extraction a cessé depuis mai 2017. Depuis la formalisation de l'APC de mai 2020, l'exploitant procède à la remise en état de sa carrière par comblement de la fosse par apport de matériaux inertes extérieurs.

Activités de la plateforme Nord : La plateforme Nord est une plateforme de tri-transit et traitement de matériaux en activité depuis 2006 avec un fonctionnement administratif décorrélé par rapport à l'activité ICPE de l'ancienne carrière. Cette plateforme Nord se situe en limite nord de l'ancienne carrière. Les activités qui y sont menées sont couvertes par les rubriques ICPE listées ci-dessous, selon leur désignation de l'époque :

- 2515 2.b (D) : « Broyage, concassage de produits minéraux »
- 2517 (D) : « station de transit de produits minéraux solides » avec un volume d'activité de 50 000 m³ ;
- 2714.2 (D) : « installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux » avec un volume d'activité de 500 m³ ;
- L'ex-rubrique 2170-2 (D), aujourd'hui devenue 2780 (D) « fabrication d'engrais et supports de cultures à partir de matières organiques »



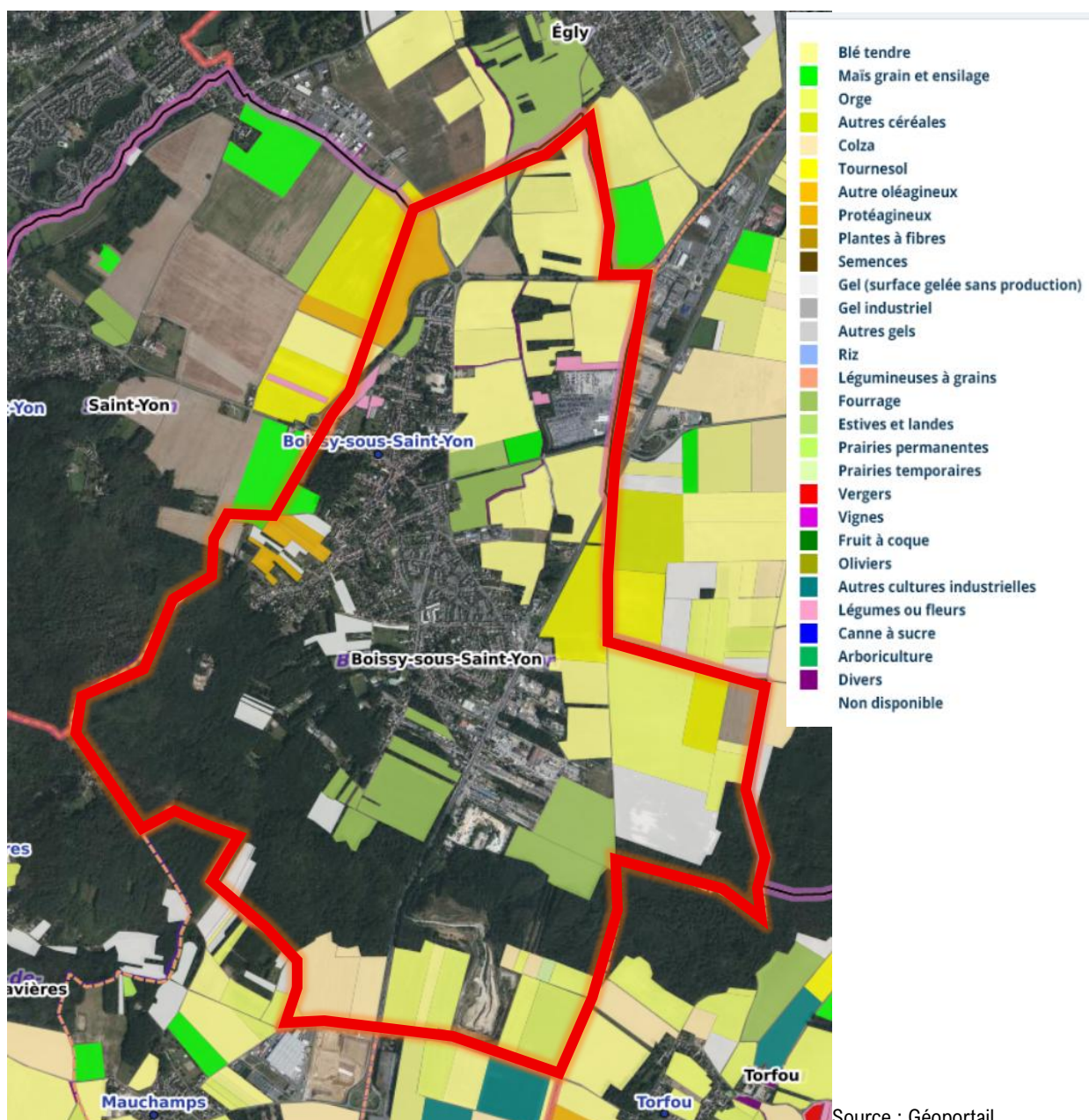
1.8 Les diagnostics agricole et forestier

1.8.1. Les données agricoles

L'activité agricole joue un rôle de premier plan dans le maintien et la valorisation du paysage et des potentialités sur le territoire. Les espaces agricoles couvrent près de 75% du territoire communal.

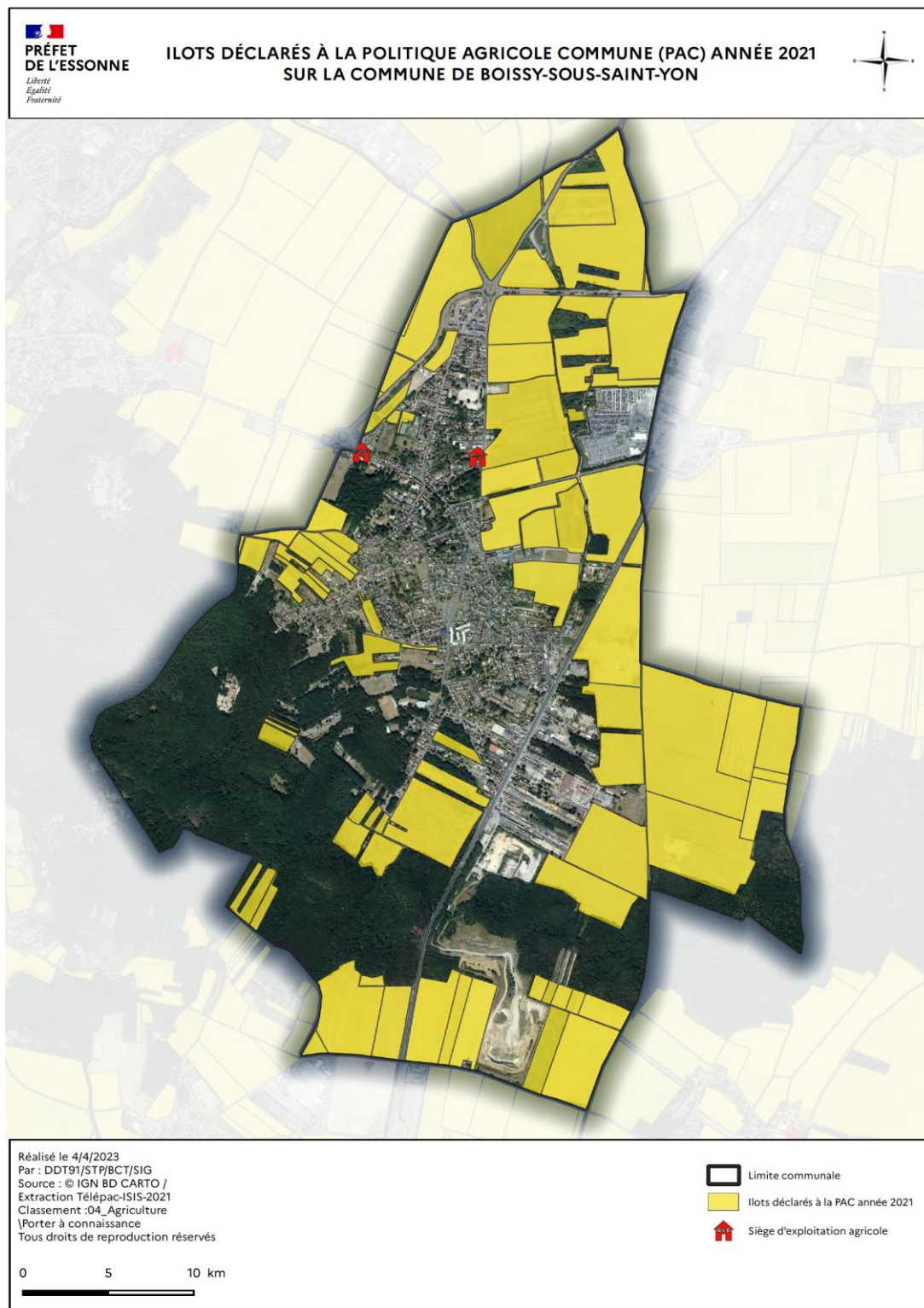
La commune de Boissy est située dans la région agricole d'Hurepoix. Celle-ci est représentée essentiellement par la culture intensive dont les principales productions sont les céréales notamment le blé, l'orge, le maïs et les oléagineux.

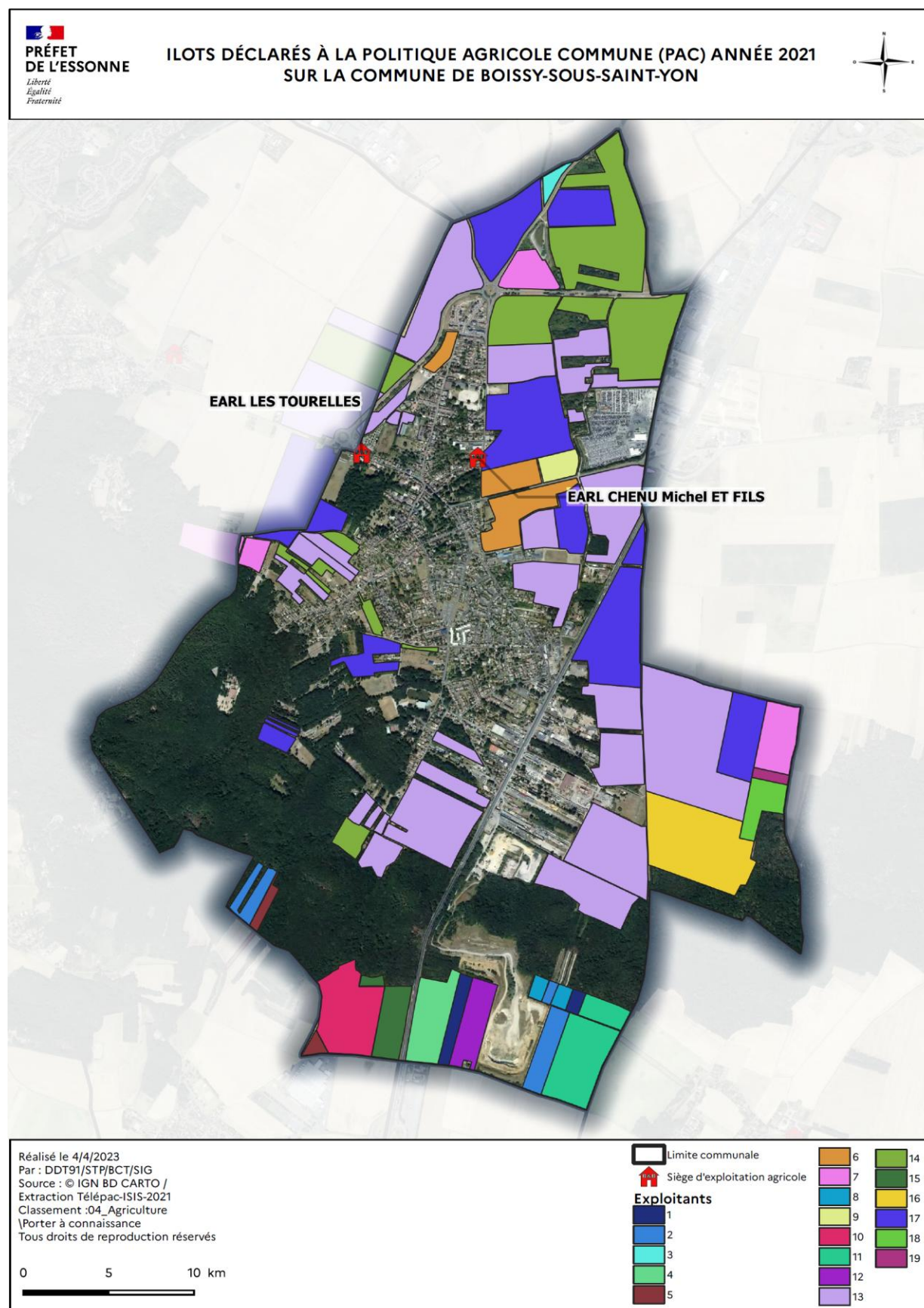
Registre Parcellaire Graphique RGP 2023



En 2021, 19 exploitants bénéficiaires des aides de la politique agricole commune cultivent des parcelles (essentiellement en grandes cultures) sur cette commune. Un total de 330 ha est déclaré à la PAC dans les limites de la commune.

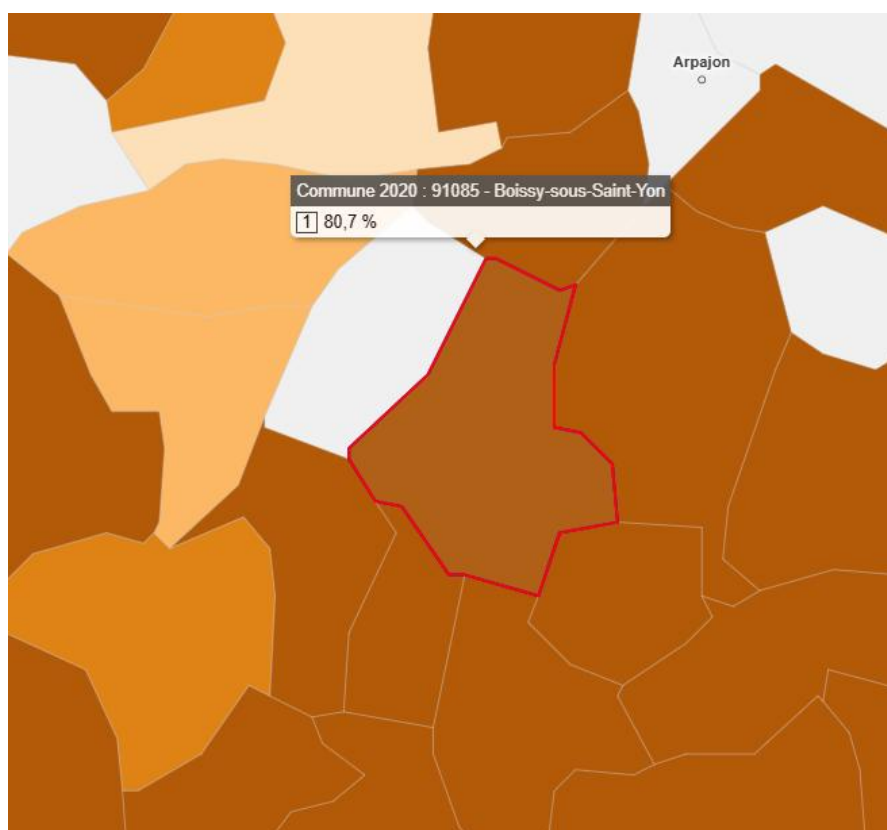
Deux sièges d'exploitation sont recensés sur le territoire de la commune.







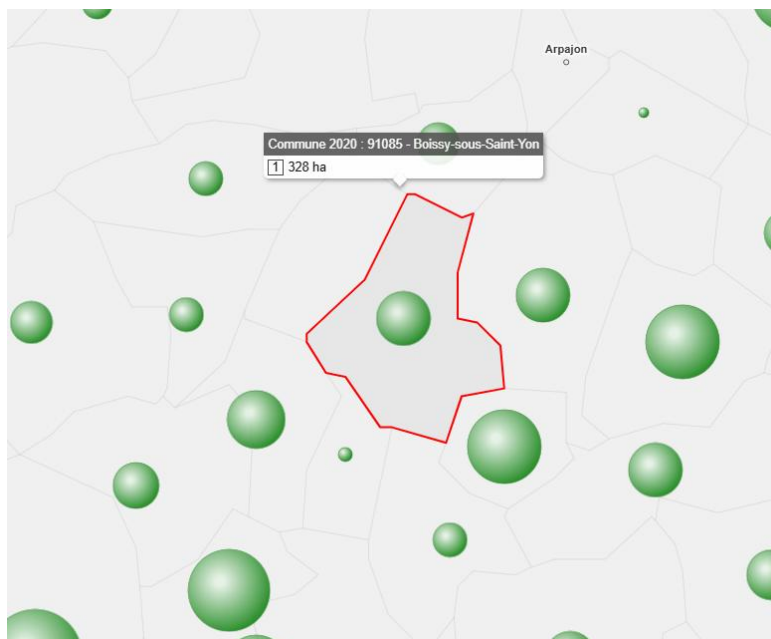
Part des céréales et oléo-protéagineux dans la SAU en 2020



Source : Agreste – Recensements agricoles

Sur la commune, la superficie agricole utilisée (SAU) est de 328 en 2020.

Superficie Agricole Utilisée (SAU) en 2020



Source : Agreste – Recensements agricoles

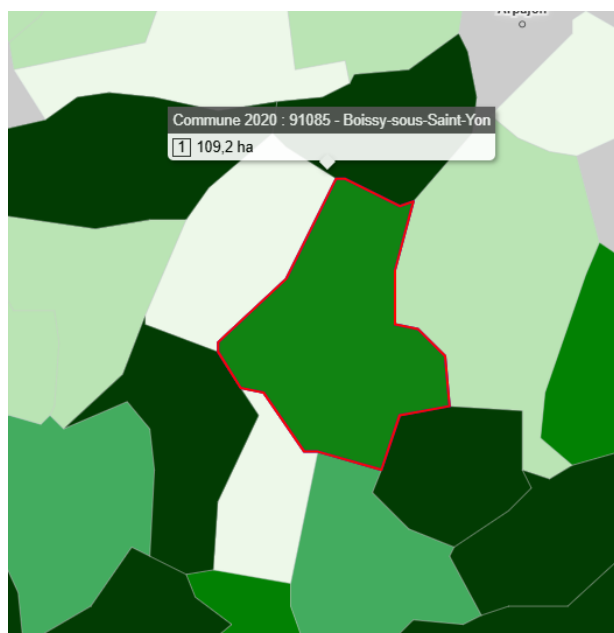
Des exploitations agricoles moins nombreuses

Le RGA fait état entre 2000 et 2020 d'une baisse du nombre d'exploitations agricoles sur la commune. Leur nombre est passé de 3 exploitations en 2000 à 2 en 2025...

Des exploitations agricoles de grande taille

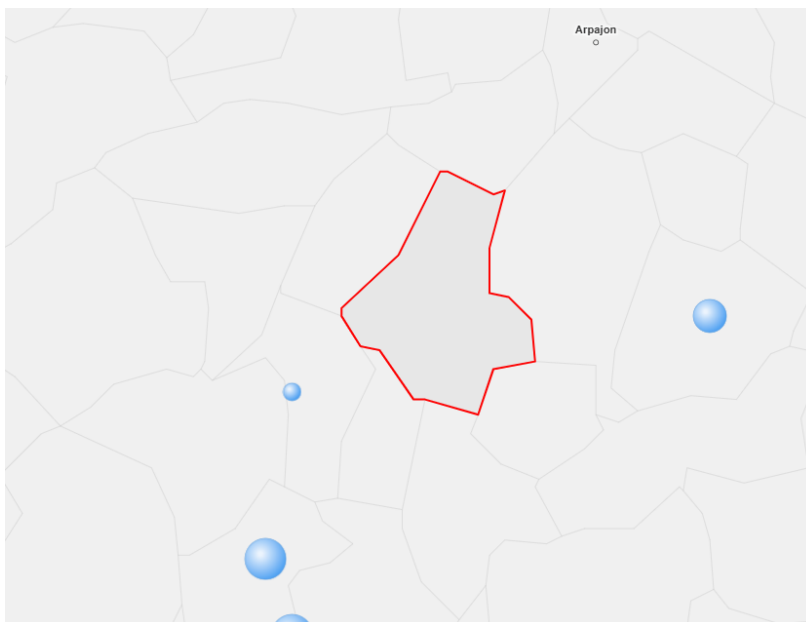
La SAU moyenne en 2020 est de 49 hectares.

Superficie Agricole Utilisée (SAU) moyenne en 2020



Source : Agreste – Recensements agricoles

Nombre d'Unité Gros Bétail (UGB) des herbivores en 2020

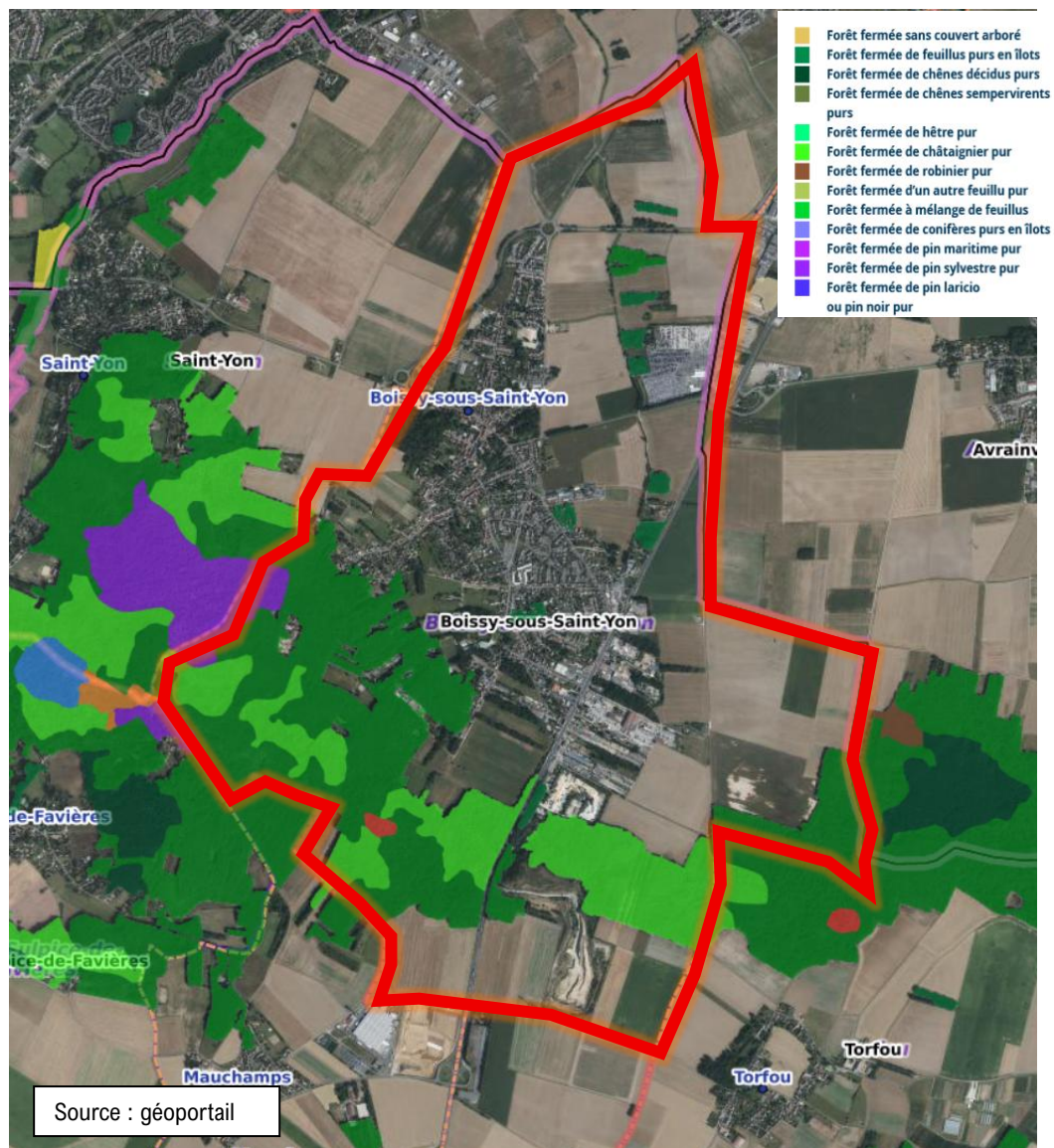


➤ **Circulation d'engins agricoles**

[illegible]

1.8.2. Les données forestières

Les espaces forestiers couvrent environ 25% de la superficie du territoire communal.



Ils sont essentiellement situés au Sud de la commune.

Le territoire de la commune est riche de 177 hectares de bois et forêts, dont 86% sont des forêts privées ; la répartition donne 240 des propriétaires forestiers qui ont entre 0 et 4 hectares, avec une moyenne individuelle de 0,30 hectare. Par ailleurs, 49% de la surface forestière privée appartiennent à 4 propriétaires qui ont entre 10 et 25 hectares ; 2 forêts sont dotées de Plan Simple de Gestion agréés par le CNPF et en cours de validité ; cela concerne 51 hectares.

Ces forêts sont intégrées au sein de différents périmètres de protection :

- Espaces naturels sensibles (ENS) délimité par le département de l'Essonne, recensement des coteaux boisés comme étant des ENS.

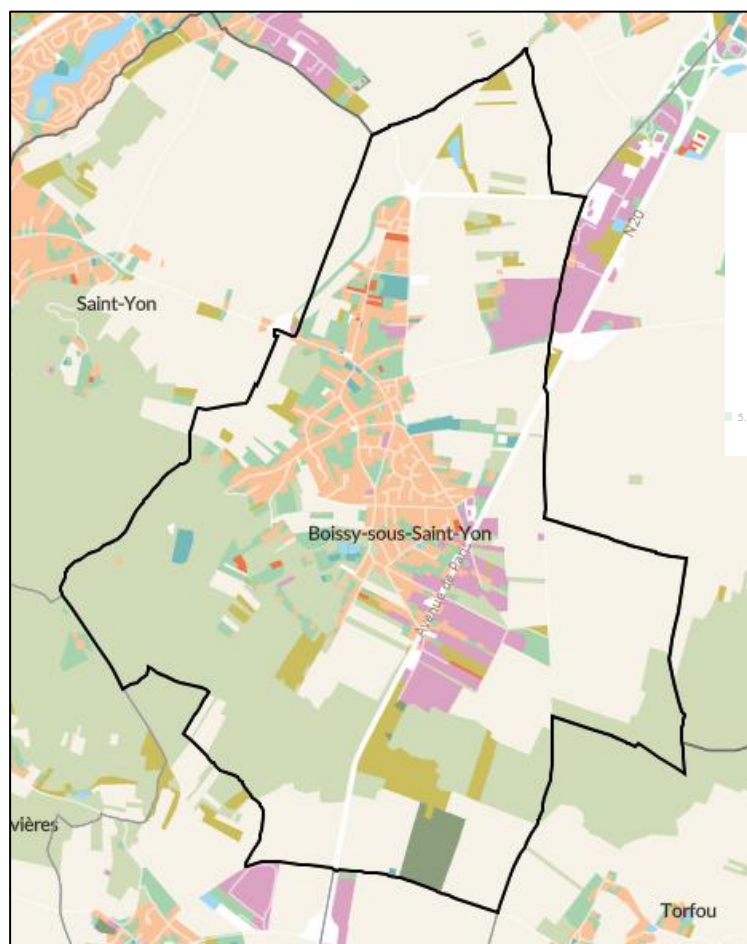
- Une ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) : il s'agit d'espaces naturels inventoriés en raison de leur caractère remarquable :
→ Vallée de la Juine d'Etampes à Saint-Vrain, ici de type 2.

Boissy-sous-Saint-Yon

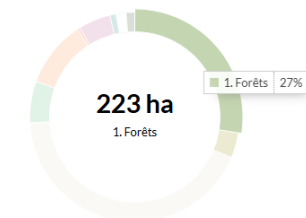
Surfaces en hectares

Type d'occupation du sol	2012	2017	2021
Bois et forêts	223.21	223.21	222.77
Milieux semi-naturels	33.99	32.09	31.78
Espaces agricoles	351.52	346.89	346.4
Eau	1.37	1.37	1.37
Total espaces naturels agricoles et forestiers	610.09	603.57	602.32
Espace ouverts artificialisés	51.55	52.6	51.92
Habitat individuel	78.39	82.2	83.48
Habitat collectif	2.97	3.09	3.09
Activités	37.89	40.12	40.54
Équipements	7.27	7.27	7.5
Transport	12.88	12.94	12.94
Carrières, décharges et chantiers	11.48	10.71	10.71
Total espaces artificialisés	202.42	208.94	210.19
Total communal	812.51	812.51	812.51

Mode d'Occupation des Sols 2021



COMMUNE DE BOISSY-SOUS-SAINT-YON



1. Forêts 2. Milieux semi-naturels 3. Espaces agricoles 4. Eau
5. Espaces ouverts artificialisés 6. Habitat individuel 7. Habitat collectif 8. Activités
9. Equipements 10. Transports 11. Carrières, décharges et chantiers

Occupation du sol

- Bois ou forêt
- Milieux semi-naturels
- Espaces agricoles
- Eau
- Espaces ouverts artificialisés
- Habitat individuel
- Habitat collectif
- Activités
- Equipements
- Transports
- Carrières, décharges, chantiers

Etat initial de l'environnement

2.1 Milieu physique

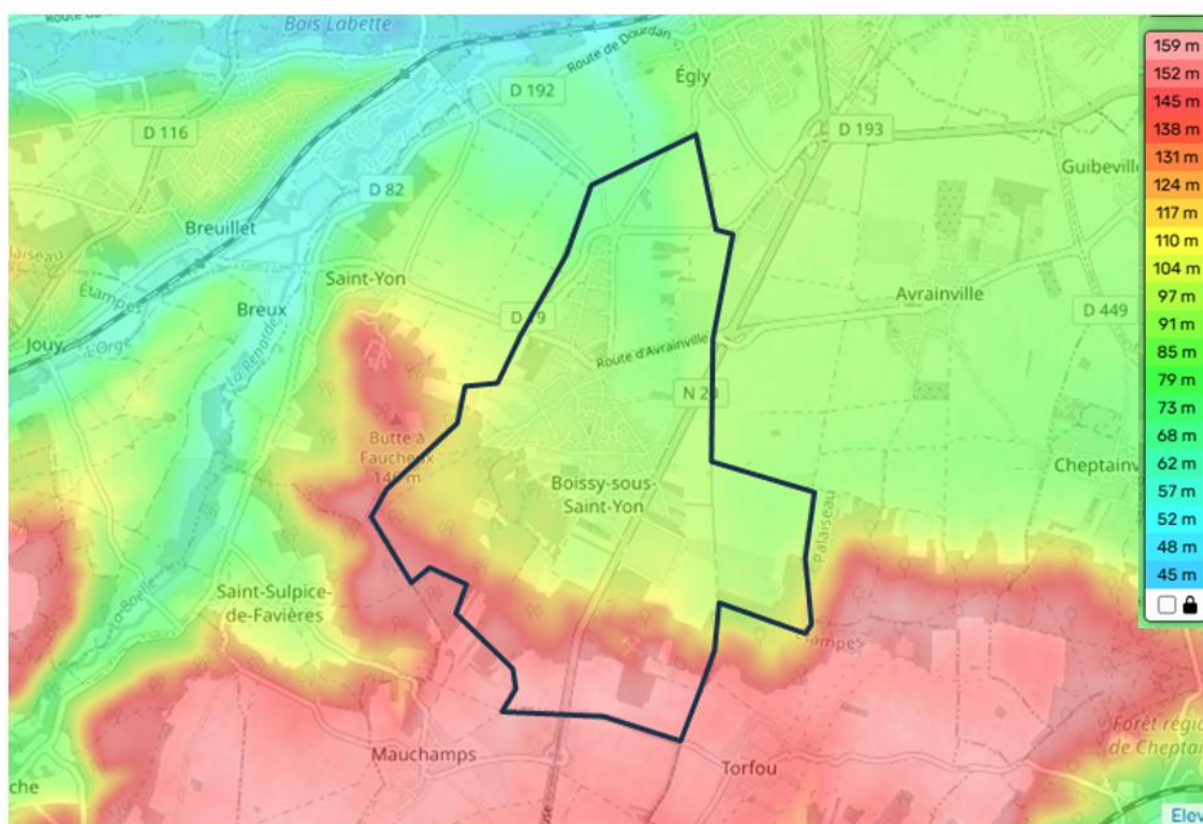
2.1.1 Topographie et hydrographie

➤ Topographie à l'échelle de la commune

Les reliefs contribuent de façon importante à différencier les paysages de l'Essonne : très contrastés, alternant plateaux et vallées avec des coteaux raides, ils dessinent des transitions fortes qui délimitent souvent les différentes unités paysagères du département. L'histoire géologique du Bassin Parisien a conduit à la formation de 4 grands plateaux structurant l'Île-de-France. Le plateau de Beauce, le plus récent, surplombe les plateaux plus anciens de Brie, de la plaine de France et du Vexin français, le plus ancien.

Les plateaux de Beauce et de Brie dessinent en particulier les reliefs identitaires du territoire essonnien. Ces plateaux sont largement entaillés par la vallée de la Seine et par ses vallées affluentes : l'Essonne, la Juine, l'Orge, la Renarde, l'Yvette et la Bièvre.

La majeure partie de la commune se situe sur le plateau de Brie à une cote topographique variant entre 100 et 110 m NGF. La partie Sud du territoire le plateau de Beauce, par ailleurs localement appelé plateau de Torfou, à une cote topographique variant entre 145 et 160 m NGF.



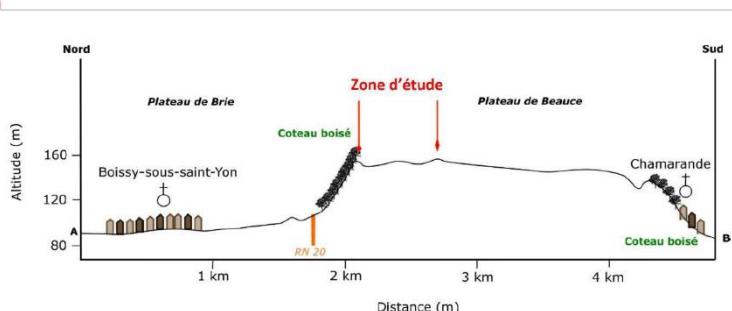
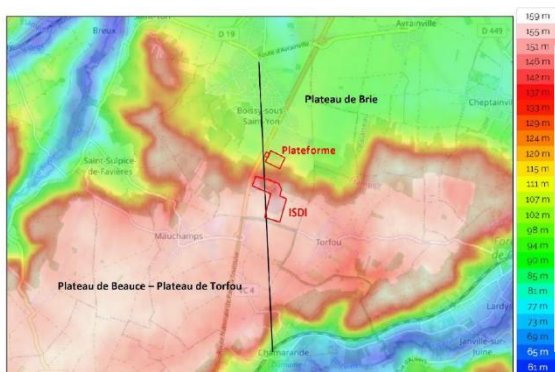
Topographie de l'ancienne carrière de sablon

Le site du projet d'ISDI se situe sur le rebord nord du plateau de Beauce, par ailleurs localement appelé plateau de Torfou, à une cote topographique variant entre 145 et 160 m NGF.

La plateforme se situe elle, sur le plateau de Brie à une cote topographique variant entre 100 et 110 m NGF.

Carte topographique dans le voisinage du projet

Coupe topographique au voisinage de la zone



Sur le plateau de Torfou, les deux villages les plus proches s'implantent à une cote similaire, Torfou à l'Est s'implante à une cote moyenne de 145 m NGF et Mauchamps à l'Ouest à une cote proche de 150 m NGF. Le village de Boissy-sous-Saint-Yon, dans le plateau de Brie, s'implante à une cote de 85 m NGF en moyenne. A l'opposé, Chambrande au Sud-Est s'implante à flanc de coteau et au sein de la vallée de la Juine a une cote qui varie entre 120 m et 65 m NGF.

➤ Le réseau hydrographique à l'échelle de la commune

La vallée de l'Orge traverse les départements des Yvelines et de l'Essonne. L'Orge prend sa source à 134 m d'altitude à Saint-Martin-de-Bréthencourt dans les Yvelines, au sud du massif forestier de Rambouillet. Elle conflue avec la Seine en rive gauche à Athis-Mons (91) à 30 m d'altitude, après un parcours de 54,1 km. Son bassin versant a une superficie de 951,9 km², et son débit moyen est de 3,9 m³/s à Morsang-sur-Orge.

L'hydrographie de la commune est peu développée et uniquement constituée du **ru de « la Vidange »** d'une longueur de 3,7 km. Il démarre de la commune et **se jette dans l'Orge** au niveau de Bruyères-le-Châtel. Le régime du fossé est directement lié aux conditions climatiques. Il connaît un débit plus ou moins fort au printemps et en automne, avec des périodes d'étiage en été.



Caractéristiques principales du ru de « la Vidange »

- Longueur : environ 3,7 km
- Régime : pluvial
- Bassin versant : Seine
- Communes traversées : Boissy-sous-Saint-Yon (source), Égly, Bruyères-le-Châtel (confluence)
- Affluents : aucun répertorié

Ce ruisseau est classé comme un cours d'eau de classe 6 (inférieur à 5 km) selon le SANDRE, ce qui signifie qu'il s'agit d'un petit affluent local sans affluent connu.

Selon de syndicat de l'orge, le ru de la Vidange traverse des zones agricoles et naturelles. Un collecteur situé en bord de ce cours d'eau a été mis hors service en raison de son emplacement sous des parcelles agricoles privées, rendant son entretien difficile. Cette situation illustre les défis liés à la gestion des infrastructures en milieu rural.

➤ Les zones humides

Les zones humides sont des zones de transition entre le milieu terrestre et le milieu aquatique. Cette position d'interface explique que les zones humides figurent parmi les milieux naturels les plus riches au plan écologique.

Zones humides avérées et zones humides prioritaires

La carte des zones humides avérées et probables ci-dessous précise l'état de connaissance à la date d'approbation du PLU de Boissy-sous-Saint-Yon.

e S.D.A.G.E. du bassin de la Seine, ainsi que le S.A.G.E. « Orge-Yvette », visent la préservation des zones humides. Les zones humides contribuent au stockage de ressources en eau, à la régulation des crues et à la préservation de la qualité des eaux. En cas d'opérations ou de travaux portant sur les zones humides (autorisés sous certaines conditions), ces documents imposent des mesures compensatoires, qui consistent à recréer ou restaurer des zones humides d'une surface au moins équivalente à la surface supprimée (à fonctionnalité et qualité équivalentes), voire doublée (à défaut d'équivalence fonctionnelle et qualitative).

La Commission Locale de l'Eau a lancée fin 2015 une étude d'inventaire des zones humides afin de préciser et d'actualiser les enveloppes définies par le SAGE. Elle identifie les zones humides probables et leur enveloppe d'alerte. Sur la cartographie ci-dessus, aucune zone humide avérée (identifiée comme prioritaire) n'est recensée sur le territoire communal par la Commission Locale de l'Eau du Sage Orge-Yvette.

Le territoire communal est concerné par la présence de zones humides.






**Cartographie des zones
humides avérées & probables
du SAGE Orge-Yvette**

BOISSY-SOUS-SAINT-YON

03/10/2019

LEGENDE :

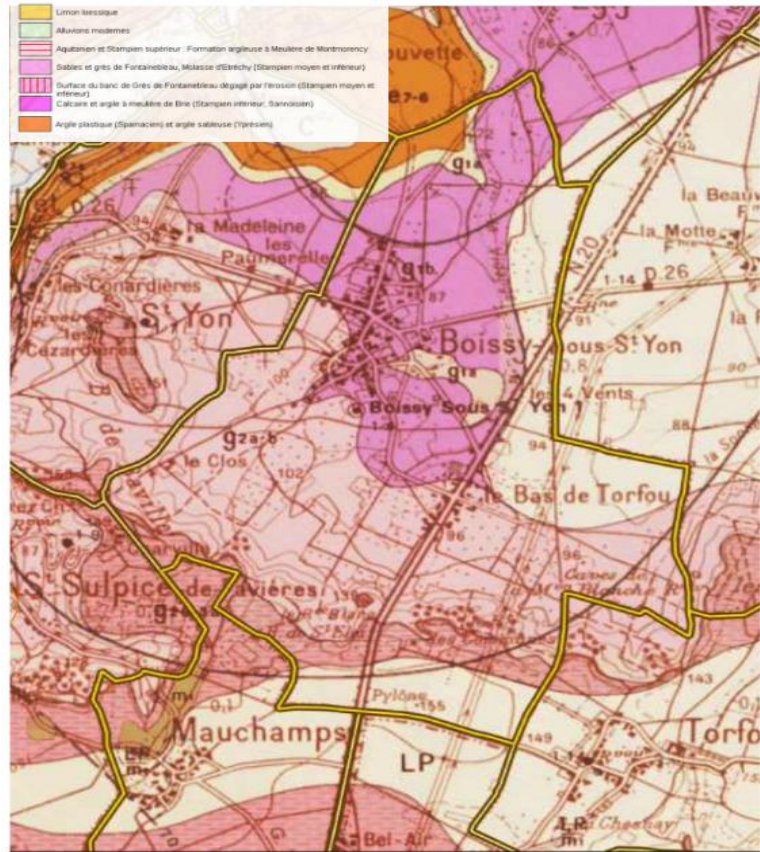
-  Zones humides avérées
-  Zones humides probables
-  Réseau hydrographique

SIAMURBA
AMÉNAGEMENT
URBAINE



➤ Les formations

- Les calcaires d'Etampes et Argiles à meulière surmontés de la Molasse du Gâtinais et les calcaires de Beauce d'âge Chattien ;
- Les calcaires de Brie et les sables de Nemours ;
- Les calcaires de Champigny avec sables ;
- Les calcaires de St-Ouen du Marais de la Sologne ;
- Les sables de Beauchamp de l'Auvézien ;
- Les calcaires et marnes et caillasse de la Sologne ;
- Les sables de Cuise du Cuisien.



Par endroit, principalement dans les vallées incisées par les rivières, la craie du Crétacé (Sénonien) est observable.

Secteur ancienne carrière de Sablons

Les descriptions lithologiques associées à ces dernières sont issues de la feuille géologique n°257 d'Etampes :

- Unité LP « limon loessique » : Cette formation correspond à un matériau poudreux sabloargilo-calcaire recouvrant d'un manteau continu les plateaux de Beauce et de Brie. Son épaisseur est variable. Davantage argileuse au niveau du plateau de Brie, cette formation devient un peu plus sableuse au pied des versant des buttes stampiennes, où elle passe progressivement à une colluvion sableuse au contact du sable de Fontainebleau. Elle est retrouvée en partie sud du secteur de l'ancienne carrière.
- Unité g2c-3a(a) « Aquitanien et Stampien supérieur : Formation argileuse à Meulière de Montmorency » : Cette formation correspond à un ensablement calcaire constituant le substratum du plateau de Beauce. Elle est recouverte de limons et repose soit directement sur les sables de Fontainebleau ou par l'intermédiaire d'un contact de grès massifs. Elle se retrouve dans le secteur de l'ISDI, au nord de l'emprise surfacique de l'unité LP, au niveau de la zone intermédiaire (celle séparant les secteurs sud et nord de l'ancien périmètre administratif de la carrière).
- Unité g2a-b « Stampien moyen et inférieur : Sables et grès de Fontainebleau, Molasse d'Etréchy » : Cette formation est principalement constituée de sables de Fontainebleau, fins, riches en silice et de couleur blanche. Elle est également quelques fois marquée par des niveaux de galets associés à des sables plus grossiers. Cette formation se retrouve dans le secteur de la plateforme.

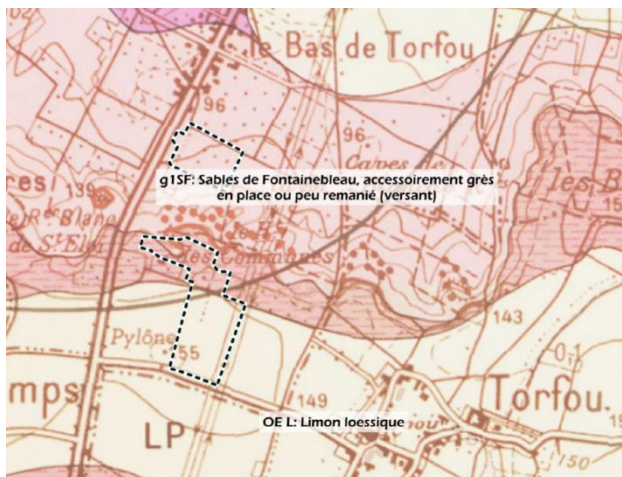


Schéma départemental des carrières de l'Essonne

Le schéma départemental des carrières de l'Essonne a été approuvé par arrêté préfectoral le 12 mai 2014. Il constitue un instrument d'aide à la décision du préfet lorsque celui-ci autorise les exploitations de carrière. Il prend en compte la couverture des besoins en matériaux, la protection des paysages et de milieux naturels sensibles, la gestion équilibrée de l'espace, tout en favorisant une utilisation économe des matières premières.

Il représente la synthèse d'une réflexion approfondie et prospective sur la politique des matériaux dans le département et sur l'impact de l'activité des carrières sur l'environnement.

2.1.4 Eaux souterraines et captages d'eau

➤ Eaux souterraines à l'échelle de la commune

Masses d'eau souterraines

La Directive Cadre sur l'Eau (DCE-2000/60/CE) introduit la notion de « masses d'eaux souterraines » qu'elle définit comme « un volume distinct d'eau souterraine à l'intérieur d'un ou de plusieurs aquifères » (article 5 et Annexe II).

Une masse d'eau correspond, d'une façon générale sur le district hydrographique, à une zone d'extension régionale représentant un aquifère ou regroupant plusieurs aquifères en communication hydraulique, de taille importante. Leurs limites sont déterminées par des crêtes piézométriques lorsqu'elles sont connues et stables (à défaut par des crêtes topographiques), soit par de grands cours d'eau constituant des barrières hydrauliques, ou encore par la géologie.

Dans le Tertiaire du Bassin de Paris, quatre aquifères principaux sont présents au sein des formations du Bassin sédimentaire Parisien et sont datés de l'Oligocène, de l'Eocène moyen et supérieur, de l'Eocène inférieur et du Paléocène. Leur communication évolue latéralement en fonction de la géologie. Les formations de l'Eocène moyen et inférieur renferment un aquifère multicouche composé des calcaires grossiers du Lutétien et des sables du Cuisien ou du Soissonnais de l'Yprésien.

Au nord de la Marne et de la Seine, les réservoirs calcaires et sableux sont séparés par un niveau argileux plus ou moins épais et continu, permettant d'individualiser deux nappes d'eau souterraines. Ces nappes exploitées pour les besoins privés, en eau potable, agricoles et industriels sont étudiées depuis plusieurs décennies.

Plus au sud, les aquifères deviennent continus et la nappe « de l'Eocène moyen et inférieur » est considérée comme unique. Les réservoirs s'enfoncent progressivement sous les formations de l'Eocène supérieur et leur comportement hydrogéologique demeure peu connu.

Le système aquifère multicouche de Beauce, communément appelé « nappe de Beauce », constitue l'un des plus grands réservoirs d'eau souterraine en France. Il est drainé à sa périphérie par des cours d'eau qui se trouvent en position de points bas (Seine, Loing, la Loire, le Loir) et par des vallées peu profondes qui entaillent le massif calcaire (Essonne, Juine).

Le territoire communal est concerné par une nappe aquifère principale groupant les réservoirs du Stampien et du Sannoisien. L'eau souterraine circule dans toute la masse constituée par les sables de Fontainebleau, la Molasse d'Etréchy et la formation de Brie. Les niveaux argileux qui existent parfois vers la base des sables de Fontainebleau ne retiennent que des niveaux d'eau suspendus sporadiques, d'importance négligeable. La vallée de l'Essonne détermine un drainage très marqué de cette nappe, avec un écoulement général vers le confluent de l'Essonne et de la Juine.

D'après le SDAGE Seine-Normandie, **la masse d'eau souterraine « Calcaires tertiaires libres et craie sénonienne de Beauce » est codifiée FRGG092.**

Etat chimique et quantitatif de la masse d'eau

Le SDAGE Seine-Normandie fixe les objectifs suivants pour cette masse d'eau souterraine interceptée par la zone d'étude. A noter que l'état des lieux de 2019 ne donne pas de précision sur les états quantitatif et chimique de cette masse d'eau (état « inconnu » d'après le SDAGE).

Masse d'eau souterraine	Etats chimique et quantitatif en 2019	Objectif de bon état chimique Echéance	Objectif de bon état quantitatif - Echéance	Justification du report d'échéance
Calcaires tertiaires libres et craie sénonienne de Beauce FRGG092	Inconnu	Objectif Moins Strict (2027) Objectif de non dégradation de la qualité actuelle Bon état chimique à l'exception de certains éléments : pesticides autorisés, pesticides interdits, nitrates	Bon état (2027) Objectif atteint depuis 2021	<i>Faisabilité technique, coûts disproportionnés, conditions naturelles</i>

Concernant l'objectif d'atteinte de bon état chimique, un Objectif Moins Strict à 2027 a été considéré, en raison de la faisabilité technique, de coûts disproportionnés, et des conditions naturelles.

Zone de Répartition des Eaux (ZRE) de la nappe de Beauce

La commune est située en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) de la nappe de Beauce et parties captives des nappes de l'albien de du néocomien.

Dans une ZRE, les seuils d'autorisation et de déclarations des prélèvements dans les eaux superficielles comme dans les eaux souterraines sont abaissés. Ces dispositions sont destinées à permettre une meilleure maîtrise de la demande en eau, afin d'assurer au mieux la préservation des écosystèmes aquatiques et la conciliation des usages économiques de l'eau. Dans une ZRE, les prélèvements d'eau supérieurs à 8m3/h sont soumis à autorisation et tous les autres sont soumis à déclaration.

D'après l'ARS, la commune de Boissy-sous-Saint-Yon n'est concernée par aucun captage ni aucun périmètre de protection de captage. Le captage actif le plus proche se situe dans la commune de Souzy-la-Briche à environ 5 km et correspond à une source donnant naissance à un petit affluent de la rivière « la Boëlle ».

Le secteur de l'ancienne carrière se situe précisément dans une ZRE en vigueur pour les eaux souterraines, il s'agit de la ZRE de la nappe de Beauce.

➤ Points d'eau (BSS)

Tous les points d'eau référencés sur le territoire communal (forages, piézomètres, puits, sources...) sont listés ci-dessous. Ces données sont issues de la base de données BSS Eau du BRGM dans laquelle chaque ouvrage dispose d'un identifiant national : le code BSS (Banque de données du Sous-Sol). La BSS Eau permet de visualiser la répartition des points et d'accéder à des informations ponctuelles sur le sous-sol, comme le niveau de la nappe ou la coupe géologique de l'ouvrage.

Un inventaire bibliographique des points d'accès à l'eau (puits, sondages, forages et piézomètres) a été élaboré à partir des données disponibles dans la Banque du Sous-Sol (BSS) du BRGM.

Selon la BSS, 8 points d'accès à l'eau sont répertoriés dans la commune. 4 parmi ces derniers appartiennent à SECM et correspondent à des ouvrages de pompage ou de suivi piézométrique.

Aucun puits privé n'est présent à proximité de la zone d'étude.

Les points d'accès à l'eau

Ouvrage	Code BSS	Information
Piézomètre aval ouest SECM	BSS003OWYC	Piézomètre de suivi SECM
Forage SECM	BSS000TXKX	Forage alimentant SECM pour ses besoins en eau
Piézomètre aval est SECM	BSS003OWYW	Piézomètre de suivi SECM
Forage	BSS000TXKY	Sans objet
Forage	BSS000TXJK	Sans objet
Piézomètre amont SECM	BSS003OWSK	Piézomètre de suivi SECM
P	BSS000TXHB	Sans objet
F2007	BSS000TXKZ	Sans objet

➤ **Gestion des eaux**

S.D.A.G.E. (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux)

En France, comme dans les autres pays membres de l'union européenne, les "plans de gestion" des eaux sont encadrés par le droit communautaire inscrit dans la directive cadre sur l'eau (DCE) de 2000. Ce sont les **schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (S.D.A.G.E.)**.

Institués par la loi sur l'eau de 1992, ces documents de planification ont évolué suite à la DCE (la directive-cadre sur l'eau). Ils fixent pour six ans les orientations qui permettent d'atteindre les objectifs attendus en matière de "bon état des eaux". Ils sont au nombre de 12, un pour chaque "bassin" de la France métropolitaine et d'outre-mer.

Le troisième cycle de la D.C.E. a débuté en 2022 pour une période de 6 ans. La quatrième génération de S.D.A.G.E. est approuvée en 2022 pour la période 2022-2027.

Le territoire de la commune est compris dans le périmètre du S.D.A.G.E du bassin de la Seine et les cours d'eau côtiers normands. Le S.D.A.G.E. 2022-2027 a été adopté et approuvé le 23 mars 2022.

Le S.D.A.G.E. planifie la politique de l'eau sur une période de 6 ans, dans l'objectif d'améliorer la gestion de l'eau sur le bassin, tandis que le programme de mesures identifie les actions à mettre en œuvre localement par les acteurs de l'eau pour atteindre les objectifs fixés par le S.D.A.G.E.

- **Orientation fondamentale 1** : Des rivières fonctionnelles, des milieux humides préservés et une biodiversité en lien avec l'eau restaurée
- **Orientation fondamentale 2** : Réduire les pollutions diffuses en particulier sur les aires d'alimentation de captages d'eau potable
- **Orientation fondamentale 3** : Pour un territoire sain, réduire les pressions ponctuelles

- **Orientation fondamentale 4** : Assurer la résilience des territoires et une gestion équilibrée de la ressource en eau face au changement climatique
- **Orientation fondamentale 5** : Agir du bassin à la côte pour protéger et restaurer la mer et le littoral.

En ce qui concerne les zones humides

Les dispositions 1.1.2. du S.D.A.G.E « Cartographier et protéger les zones humides dans les documents d'urbanisme » impliquent notamment pour les Plans Locaux d'Urbanisme (et Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux) PLU(i) :

- De fixer, dans leur PADD, OAP et règlement, des objectifs de préservation et de restauration des zones humides compatibles avec les objectifs de restauration du bon état des masses d'eau accompagnés de prescriptions. Elles se réfèrent pour cela aux dispositions et règles des SAGE du territoire ;
- D'intégrer, dans le rapport de présentation, l'ensemble des données existantes sur les milieux humides (carte 11, pré-localisation des zones à dominantes humides et inventaires des SAGE, données naturalistes, Natura 2000, bases de données nationales, régionales, inventaires des ZNIEFF, ...) et de les compléter en l'absence d'inventaires existants, notamment sur les secteurs identifiés comme pouvant être ouverts à l'urbanisation ou à toute autre activité anthropique ;
- D'identifier les zones humides fortement dégradées pouvant faire l'objet de restauration (programme de restauration ou mise en œuvre de mesures compensatoires).

Le S.A.G.E. (Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau)

La gestion d'une rivière concerne tous les résidents d'une vallée. Ainsi, 65 communes et 10 intercommunalités, sont réunies au sein du Syndicat de l'Orge. Depuis 1945, sa mission est globale : la collecte et le transport des eaux usées, la gestion hydraulique des cours d'eau, la prévention des risques inondation, l'amélioration du fonctionnement des réseaux d'assainissement et la reconquête de la qualité des rivières et des milieux naturels.

Au fil des ans, le Syndicat s'est transformé, élargissant ses domaines de compétences et d'intervention. Depuis plus de 20 ans le Syndicat de l'Orge est engagé dans une démarche de management environnemental et œuvre pour le développement durable de la vallée et « Rendre la rivière vivante ».

Le Syndicat émet également des commentaires sur de la trame verte et bleue dans ses avis sur les autorisations du droit des sols.

Le Syndicat s'est fixé un ambitieux objectif pour 2027 : atteindre un bon état chimique et un excellent potentiel écologique pour la rivière et ses affluents. Pour y parvenir, le Syndicat se mobilise chaque jour en œuvrant pour la prévention des pollutions, la réhabilitation des collecteurs, la mise en conformité des branchements et la restauration des cours d'eau...

Autorisation du Droit des Sols

L'autorisation du droit des sols est l'étude technique qui vise à vérifier la conformité des projets d'urbanisme avec la réglementation du territoire. Son instruction aboutie à une décision par l'autorité compétente, généralement le Maire, après consultation de différents services et notamment le Syndicat de l'Orge.

Celui-ci s'exprime sur la faisabilité des projets au regard de :

- L'application du **règlement d'assainissement**
 - o les Assainissements Non Collectifs (ANC)
 - o les Eaux Usées Non Domestiques et assimilées domestiques (EUND)
 - o la gestion à la source des eaux pluviales sans rejet au réseau public
 - o les conditions de desserte par les réseaux d'assainissement (eaux usées, eaux pluviales)
- L'application du règlement du Service Public d'Assainissement
- L'existence de zones humides, cours d'eau
- Le plan de prévention du risque inondation, retour expérience crue, les ruissellements
- Les contraintes liées à la présence d'équipements d'assainissement ou ouvrages liés à la gestion du risque, servitude sur la parcelle du projet
- L'application de la stratégie foncière
- Information PFAC

2.2 L'environnement naturel

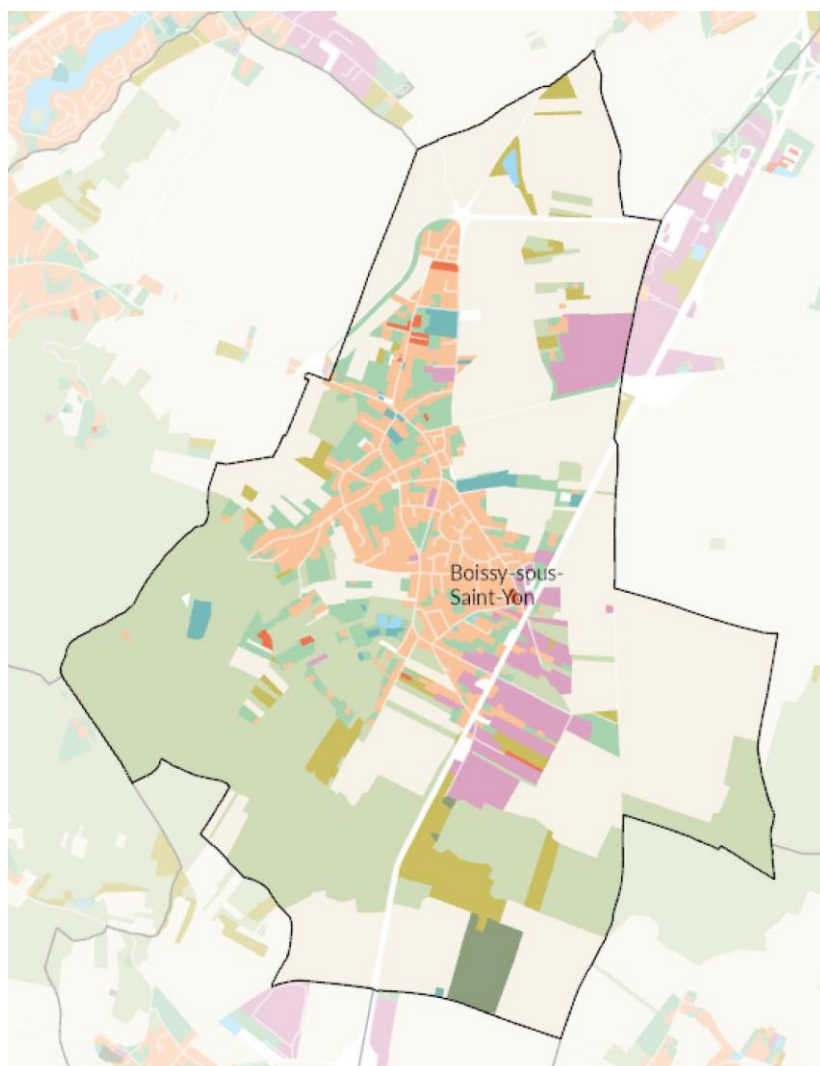
2.2.1 Diversité des milieux présents sur la commune

Boissy-sous-Saint Yon s'étend sur **812 hectares**. Les **espaces boisés, naturels et agricoles** représentent près des **3/4 du territoire communal**.

➤ Données CORINE Land Cover

La diversité des milieux présents sur la commune est représentée selon la typologie Land Cover. Cette cartographie, établie à l'échelle nationale (1/100 000ème), définit de grands ensembles de végétation. La méthodologie employée pour réaliser cette cartographie implique que la surface de la plus petite unité cartographiée (seuil de description) soit de 25 hectares. L'information fournie par cette base de données est donc à prendre au sens large considérant le degré de précision qui en découle à l'échelle du territoire communal concerné.

Les espaces boisés, naturels et agricoles représentent 3/4 du territoire communal.



Mode d'Occupation des Sols (2021)

Type d'occupation du sol	
■	Bois et forêts
■	Milieux semi-naturels
■	Espaces agricoles
■	Eau
■	Espaces ouverts artificialisés
■	Habitat individuel
■	Habitat collectif
■	Activités
■	Equipements
■	Transports
■	Carrières, décharges, chantiers

PLU de 2019

Zonage agricole et naturel



➤ Les grandes entités paysagères

La commune est caractérisée par quatre entités éco paysagères marquant fortement son territoire :

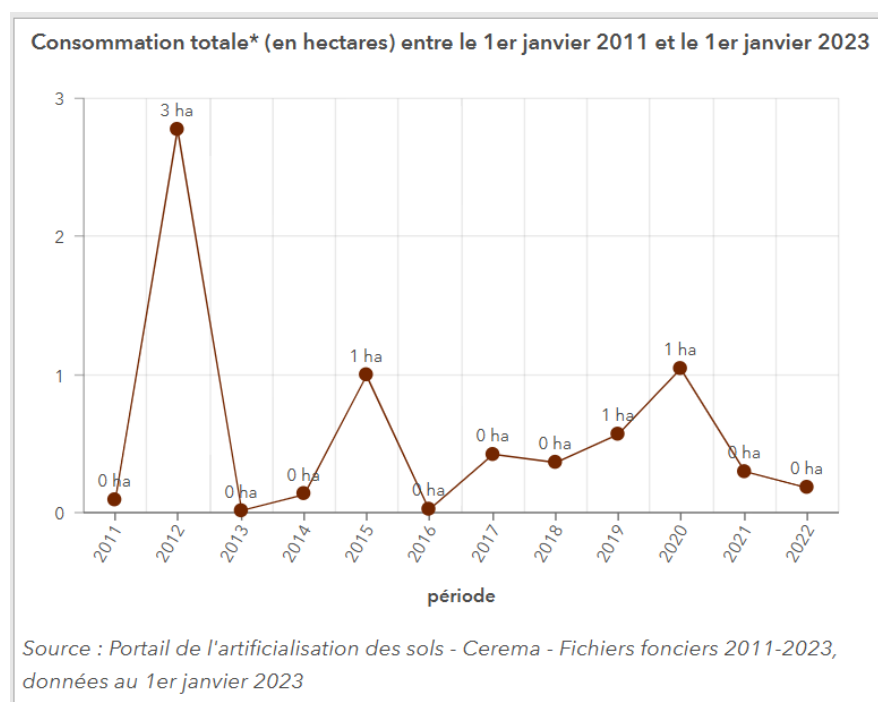
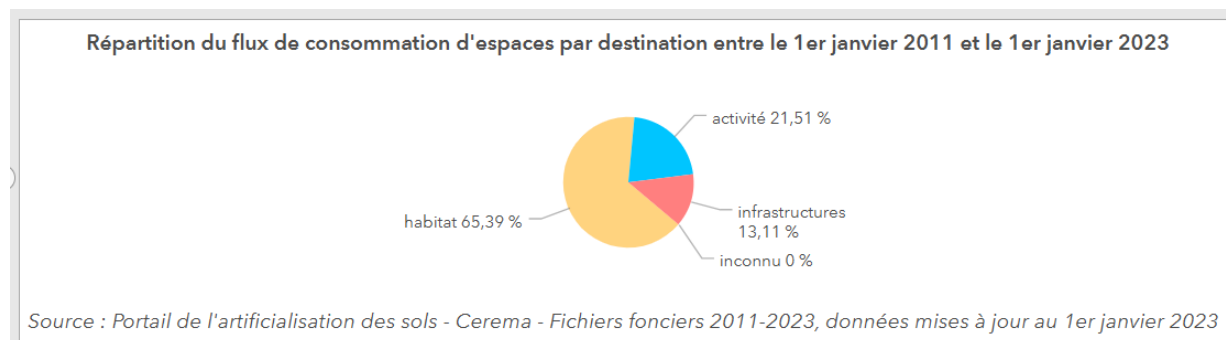
- Une urbanisation concentrée au centre du territoire ;
- De grands espaces forestiers au Sud et au Sud-ouest de cette urbanisation;
- La zone d'activité, d'économie et la carrière à l'Est de la commune ;
- Des espaces agricoles ouverts au Sud de la commune et au Nord-est de l'urbanisation.

➤ Consommation d'espaces

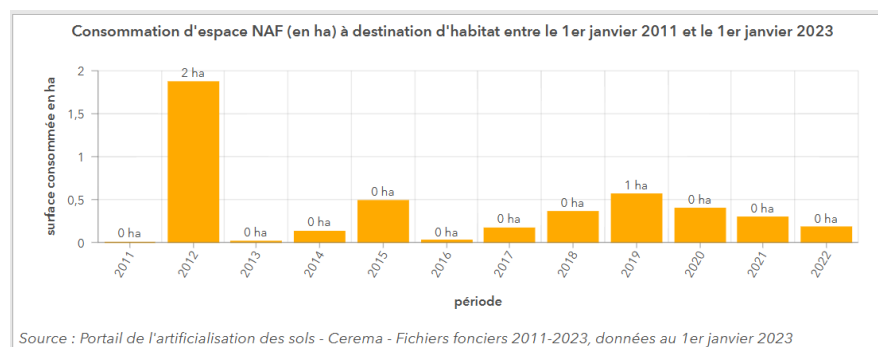
Entre 2011 et 2023 :

- 68 937m² de nouvelles surfaces consommées, soit 0.83% de la surfaces communale nouvellement consommée. Dont :
 - 45 075 m² de surfaces consommées de type habitat
 - 14 825 m² de surfaces consommées de type activité

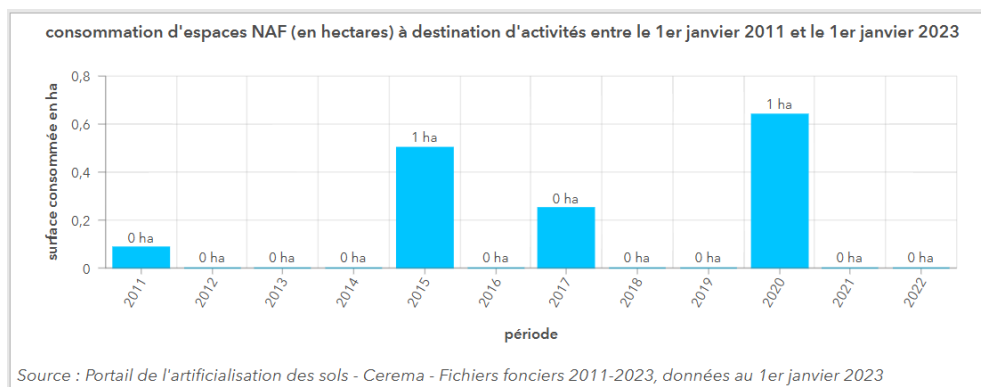
- 9 036 m² de surfaces consommées de type infrastructures



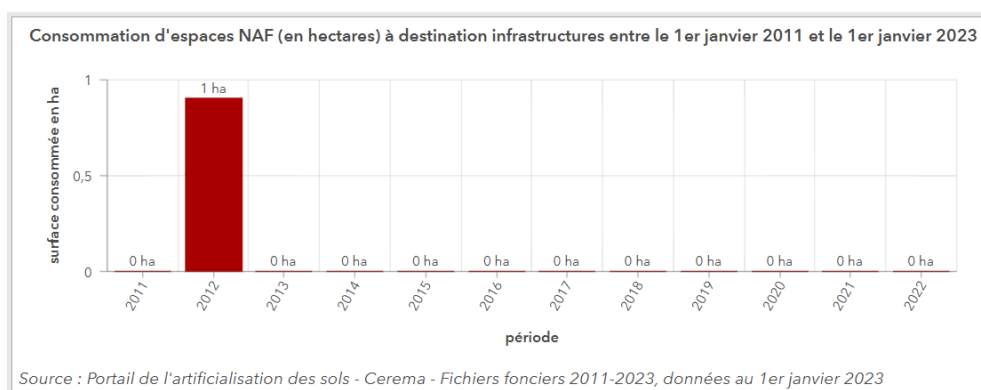
Habitat



Activité



Infrastructures



2.2.2 Les espaces protégés

Sources : INPN, PRNGF

Conseil départemental de l'Essonne, rapport d'activité 2016 du Conservatoire des Espaces

Un environnement biologique riche

La commune de Boissy-sous-Saint-Yon se situe à l'interface de plusieurs espaces à forte valeur biologique :

- Le Parc naturel régional du Gâtinais Français et le Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse,
- Le site « Réserve de la Biosphère Fontainebleau Gâtinais » (UNESCO),
- Des vallées structurantes à l'échelle régionale : l'Orge, à l'Ouest, et la Juine, à l'Est, confère à l'espace dans lequel s'inscrit la commune une fonction d'interface et de connectivité inter-vallées.

Cette situation met particulièrement en avant le rôle d'articulation la fonction d'échanges biologiques Sud-Est / Nord-Ouest qu'assure le territoire communal.

La Réserve de la biosphère Fontainebleau Gâtinais



Zone Natura 2000, ZNIEFFS et PNR



➤ **Le réseau Natura 2000**

Le réseau Natura 2000 est un réseau européen de sites naturels destiné à protéger des espèces et des habitats remarquables tout en maintenant des activités socio-économiques. En France, il existe 1 753 sites Natura 2000.

Deux types de sites interviennent dans le réseau Natura 2000 :

- Les zones de protections spéciales ou ZPS relevant de la directive « Oiseaux » ;
- Les zones spéciales de conservation ou ZSC relevant de la directive « Habitats ».

La commune n'est pas concernée directement par un site Natura 2000.

Les zones Natura 2000 les plus proches se situent sur les communes d'Itteville, Fontenay-le-Vicomte et Angervilliers à plus de 10 kilomètres à vol d'oiseau. Il s'agit des sites :

- ZPS : Marais d'Itteville et de Fontenay-le-Vicomte
- SIC : Marais des basses vallées de l'Essonne et de la Juine

Le Marais d'Itteville et de Fontenay-le-Vicomte (ZPS FR1110102)

Description générale

Référence	FR1110102
Intitulé	Marais d'Itteville et de Fontenay-le-Vicomte
Type	ZPS
Distance par rapport au projet	8,2 km
Superficie	522 ha
Altitude moyenne	50 m
Région biogéographique	Atlantique

Caractéristiques

Le site abrite 1 couple nicheur de Balbuzards pêcheurs ce qui en fait une zone tout à fait remarquable au plan régional et au plan national.

Les grands types d'habitats sont représentés dans le site comme suit :

Code EUNIS	Code Corine	Grand type d'habitats	Recouv. dans le site (%)
C	2	Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	30
D	5	Marais (vegetation de ceinture), Bas-marais, Tourbières,	30
G4	43	Forêts mixtes	30
G1.C	83.3	Forêt artificielle en monoculture (ex: Plantations de peupliers ou d'Arbres exotiques)	10

Vulnérabilités

La pression anthropique se manifeste essentiellement par l'implantation de nombreuses "cabanes" utilisées par les pêcheurs, ainsi que par le développement de la populiculture.

Marais des basses vallées de la Juine et de l'Essonne (ZSC FR1100805)

Description générale

Référence	FR1100805
Intitulé	Marais des basses vallées de la Juine et de l'Essonne
Type	ZSC
Distance par rapport au projet	8,3 km
Superficie	397 ha
Altitude moyenne	50 m
Région biogéographique	Atlantique

Caractéristiques

Il s'agit d'un marais tourbeux alcalin de fond de vallée, milieu rare et menacé en Ile-de-France et dans le Bassin parisien, abritant notamment 3 espèces végétales protégées ainsi que la plus importante population de Blongios nain (*Ixobrychus minutus*) de la région.

Les grands types d'habitats sont représentés dans le site comme suit :

Code EUNIS	Code Corine	Grand type d'habitats	Recouv. dans le site (%)
C	2	Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	20
D	5	Marais (vegetation de ceinture), Bas-marais, Tourbières,	20
G1	41	Forêts caducifoliées	30
G1.C	83.3	Forêt artificielle en monoculture (ex: Plantations de peupliers ou d'Arbres exotiques)	30

Vulnérabilités

La gestion hydraulique et la qualité des eaux ont des répercussions sur le fonctionnement écologique du marais. En outre, les milieux ont tendance à se fermer sous l'action de la dynamique végétale.

➤ Espaces Naturels Sensibles et Zones de préemption

Les zones de préemption au titre des ENS sont des périmètres définis par délibération du Conseil départemental, suite à une phase de concertation. Au sein de ces périmètres, le département peut réaliser des acquisitions foncières en priorité sur toute autre personne morale ou physique. Le droit de préemption peut également être délégué aux communes, ce qui est le cas à Boissy-sous-Saint-Yon.

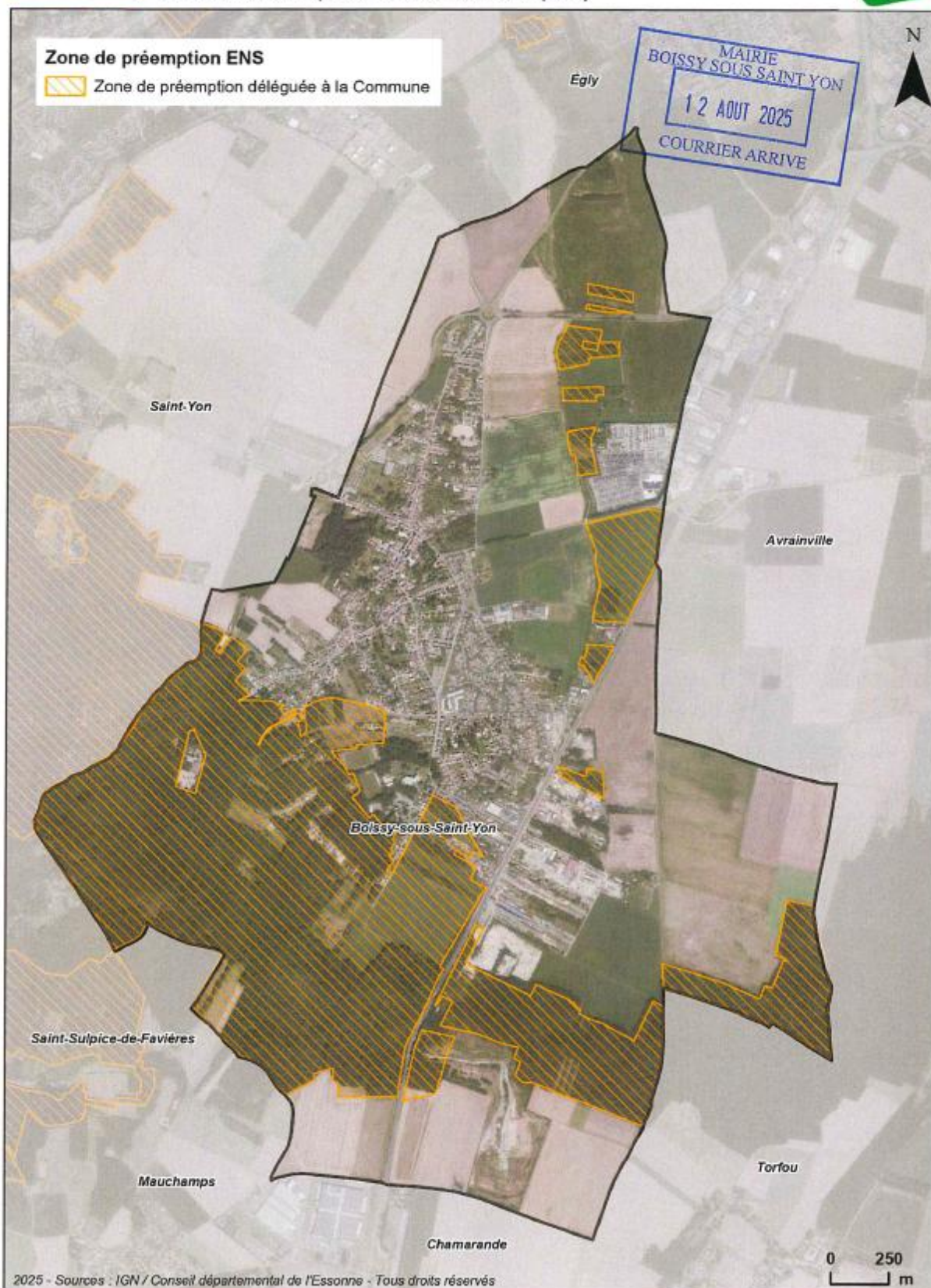
Les ENS soumis au droit de préemption concernent principalement les espaces boisés de la commune : les bois de Baille et les boisements situés le long de la Vidange.

Tout espace en zonage N au PLU est considéré comme éligible à la politique départementale d'aides financières au titre des ENS. Des subventions peuvent être accordées, sous conditions, pour l'acquisition foncière, la réalisation d'études et l'aménagement des espaces naturels du territoire communal.



Commune de Boissy-sous-Saint-Yon

Périmètres des Espaces naturels sensibles (ENS)



➤ **Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)**

Une ZNIEFF est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional.

Il est distingué deux types de ZNIEFF :

- les ZNIEFF de type I, d'une superficie généralement limitée, définies par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional ;
- les ZNIEFF de type II qui sont des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

Les zones de type II peuvent inclure une ou plusieurs zones de type I.

La commune de Boissy-sous-Saint-Yon est concernée par deux ZNIEFF de type II : « Vallée de l'Orge de Dourdan à Arpajon et ses affluents » recouvrant les bois des Peupliers, du Quartier, de Saint-Éloi et de Baille, et « Vallée de la Juine d'Étampes à Saint-Vrain » recouvrant le bois le Haut des Communes.

Dans les deux cas, les espaces du territoire communal concernés par l'inventaire ZNIEFF sont boisés. Ils correspondent à des espaces périphériques au cœur des ZNIEFF dont l'intérêt repose principalement sur les milieux associés aux vallées.

La ZNIEFF « Vallée de l'Orge de Dourdan à Arpajon et ses affluents »

- Cette zone couvre une superficie de 5 321 ha et concerne le cours de l'Orge et les milieux attenants. Le périmètre initial a été restreint pour ne conserver que les zones d'intérêt.
- L'intérêt de la ZNIEFF est tant floristique que faunistique. Elle regroupe plusieurs plantes déterminantes dont certaines protégées au niveau national et au niveau régional, et des espèces faunistiques déterminantes dont plusieurs protégées. Ce cortège floristique s'enrichit fréquemment d'espèces considérées comme très rares à assez rares.
- Les cours d'eau de cette ZNIEFF ont un rôle important puisqu'ils abritent une population de Truite et de Lamproie de Planer. Les habitats rivulaires (caricaies, roselières, cladiaies) sont favorables à la reproduction de nombreuses espèces faunistiques dont les odonates telles que le Calopteryx virgo qui est une espèce déterminante ZNIEFF et dont le statut est « très rare » dans l'Essonne.

La ZNIEFF « Vallée de la Juine d'Étampes à Saint-Vrain »

- Le périmètre englobe plusieurs boisements qui sont utilisés pour le déplacement de la faune dont l'arc boisé constitué par le bois du Potron (qui concerne Boissy-sous-Saint-Yon), le bois des Roches, la forêt régionale de Cheptainville, le bois de Mongriffard, le bois de Panerot, et le bois l'Abbé. Cette zone occupe 2 755 ha dans laquelle 100 espèces déterminantes pour le classement en ZNIEFF ont été observées.
- Le fond de vallée se démarque par sa richesse en zones humides composées de marais, de prairies humides, de roselières, d'étangs et canaux et de boisements humides. Les coteaux de la vallée présentent

également des habitats remarquables malgré une urbanisation et un développement d'infrastructures importants. Les milieux diversifiés vont de la pelouse sur sables xériques jusqu'à la hêtraie calcicole, formation forestière rare en Essonne et en Île-de-France.

➤ Les continuités écologiques

• Le schéma régional de cohérence écologique (S.R.C.E.)

Le SRCE est le volet régional de la trame verte et bleue. Co-élaboré par l'État et le conseil régional entre 2010 et 2013, il a pour objet principal la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques.

Ce document d'orientation stratégique fixe les priorités régionales pour la préservation et la restauration des continuités écologiques. Il contient des orientations, des recommandations et des outils qui doivent aider les acteurs locaux dans la définition d'actions concrètes à mener sur leurs territoires.

A ce titre :

- il identifie les composantes de la trame verte et bleue (réservoirs de biodiversité, corridors écologiques, cours d'eau et canaux, obstacles au fonctionnement des continuités écologiques) ;
- il identifie les enjeux régionaux de préservation et de restauration des continuités écologiques, et définit les priorités régionales dans un plan d'action stratégique ;
- il propose les outils adaptés pour la mise en œuvre de ce plan d'action.

Approuvé par délibération du Conseil régional du 26 septembre 2013, le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) d'Ile-de-France a été adopté par arrêté n°2013294-0001 du préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, le 21 octobre 2013.

Le SRCE s'impose notamment aux plans locaux d'urbanisme.

S.R.C.E. 2013 - Composantes de la trame verte et bleue



Les enjeux de continuité écologique identifiés sur la commune de Boissy-sous-Saint-Yon par le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) reposent principalement sur les espaces boisés situés au Sud du territoire communal.

- Ces boisements constituent un réservoir de biodiversité et sont identifiés comme corridors fonctionnels à préserver.
- Ils sont traversés par la RN20 qui constitue un élément fragmentant ces continuités boisées.
- Le cours d'eau de la Vidange est identifié comme un cours d'eau fonctionnel à préserver ou à restaurer.

A noter également pour l'Occupation du sol les lisières agricoles des boisements de plus de 100 hectares.

SRCE 2013 - Extrait de la carte des objectifs de préservation et de restauration de la trame verte et bleue



2.3 Paysages

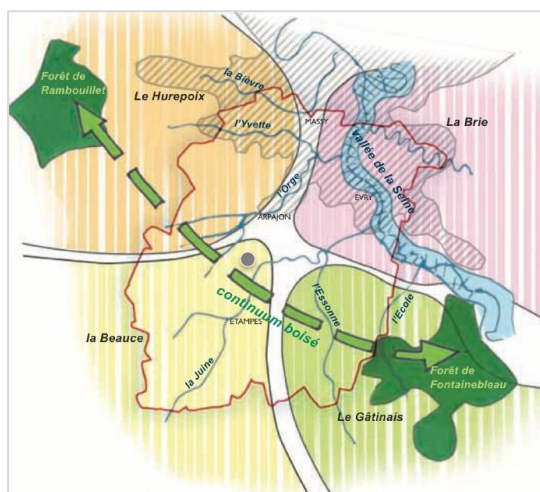
2.3.1 Paysages à l'échelle du département de l'Essonne

Source : Guide des paysages urbains et naturels - Diagnostic – CAUE Essonne

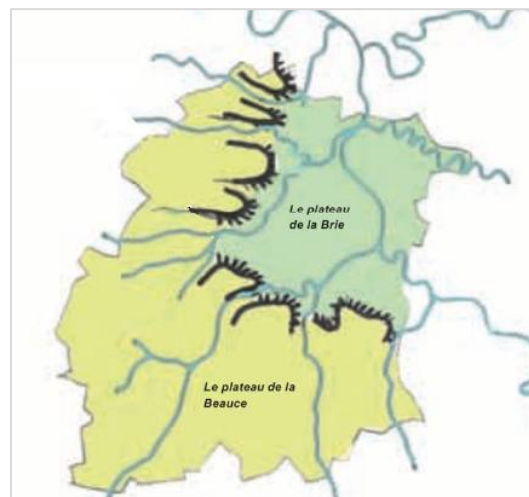
Le paysage d'inscription entre Beauce et Brie

Une première lecture élargie du paysage d'inscription de Boissy-sous-Saint-Yon fait apparaître la rencontre des deux grands plateaux : la Beauce au Sud et la Brie au Nord. Le plateau haut, la Beauce, délimité par une ligne coteaux raides et boisés, surplombe un plateau plus bas, la Brie. Cette ligne de coteaux boisés délimite également deux territoires, deux pays historiques : la Beauce et la Brie.

Un paysage d'inscription à la rencontre de la Beauce et de la Brie



Un paysage de plateau et de coteau



(source : Guide des Paysages Urbains et Naturels de l'Essonne CAUE91)

Sur le territoire de la Beauce, au passage de la vallée de la Rémarde à l'Ouest de Boissy-sous-Saint-Yon, le plateau se divise en deux ensembles distincts : les plateaux du Hurepoix au Nord et les plateaux de la Beauce au Sud. Le plateau Sud est à nouveau subdivisé en deux parties : la Beauce essonnienne très plate et très étendue jusqu'à la vallée de la Juine et la Beauce-Gâtinais.

En se juxtaposant, les deux plateaux forment une ligne de coteaux qui s'allonge en arc de cercle. Ces plateaux sont largement entaillés par la vallée de la Seine et par ses vallées affluentes : l'Essonne, la Juine, l'Orge, la Rémarde...

Un plateau agricole essentiellement dessiné par les grandes étendues de culture rythmées par les saisons ; paysage ponctué essentiellement par des bosquets ou de remises à gibier, et quelques arbres isolés détachés des lisières forestières, qui ponctuent le plateau.

Des plaines et vallées sèches qui constituent des espaces d'approche et de présentation de la ville.

Les paysages urbains du centre Essonne

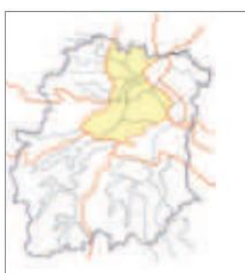
Le département de l'Essonne a publié un guide des paysages urbains et naturels de l'Essonne dans le souci de préserver la richesse des paysages du territoire.

L'urbanisation du sud du département est discontinue, avec des coupures franches entre les différentes villes et villages. Deux grandes formes d'urbanisation se distinguent dans le sud de l'Essonne :

- les villes dans les vallées
- les villages sur les plateaux agricoles

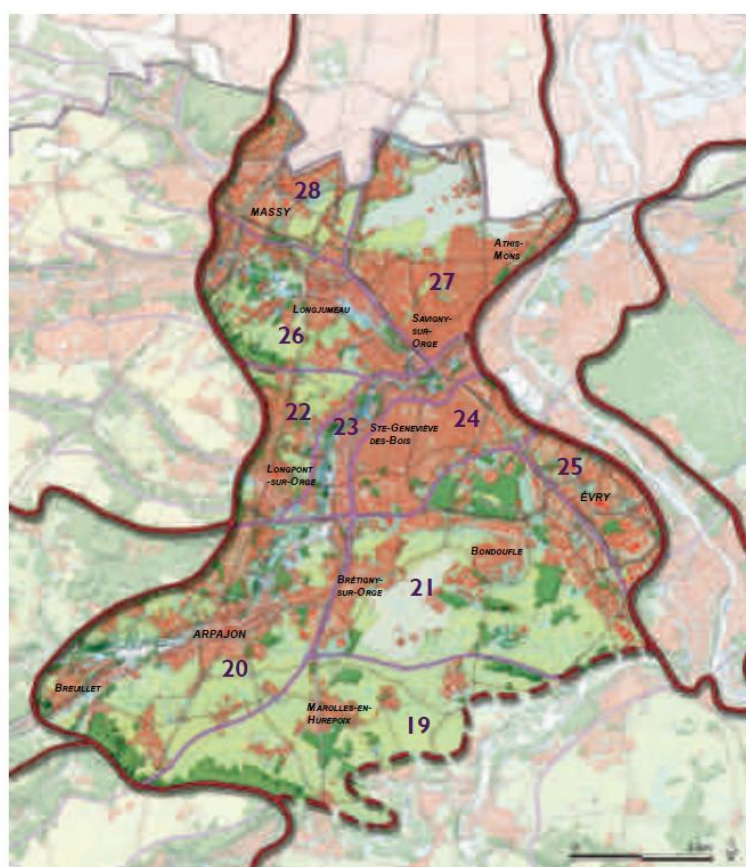
Les communes du sud du département se sont généralement développées en fond de vallée. Elles ont souvent profité des élargissements ponctuels des vallées pour s'installer à l'écart de la zone inondable. C'est là que se concentre la majeure partie du patrimoine architectural et urbain de l'Essonne. Eglises, châteaux, maisons villageoises caractérisent les centres anciens de ces bourgs et donnent leur caractère pittoresque à ces vallées.

La commune de Boissy-sous-Saint-Yon est située sur le plateau de Marolles et l'Arpajonnais



On distingue dix unités de paysage en Centre-Essonne :

19. Le plateau de Marolles
20. L'Arpajonnais
21. Le plateau de Brétigny-sur-Orge
22. Les pentes de l'Orge
23. La vallée urbaine de l'Orge
24. La ville pavillonnaire de Sainte-Geneviève-des-Bois
25. La ville nouvelle d'Évry - Ris-Orangis
26. Les pentes de l'Yvette
27. Le plateau d'Orly
28. Le plateau de Massy



Le plateau de Marolles	L'Arpajonnais
<p>Enjeux de préservation</p> <p><u>Les coteaux boisés du plateau de Beauce</u> : L'ouverture visuelle sur les coteaux sud, la lisière forestière et la relation entre l'espace agricole et l'espace boisé.</p> <p><u>L'espace agricole</u> : Unité et pérennité des exploitations (mitage et extensions urbaines). « Usage urbain » de l'espace agricole et cheminements.</p> <p><u>La butte d'Echarcon</u> : Ses lisières forestières et son rapport avec l'espace agricole, sa lisibilité (limite non bâtie), son accessibilité, le panorama sur les paysages du plateau.</p>	<p>Enjeux de préservation :</p> <p><u>Le centre ancien d'Arpajon</u> : Son patrimoine historique et son rapport à l'Orge.</p> <p><u>Les panoramas sur Arpajon depuis la N 20.</u></p> <p>Enjeux de valorisation :</p> <p><u>L'espace agricole</u> : Quelle pérennité pour ces terres enclavées dans l'espace urbanisé ?</p> <p><u>L'étalement urbain</u> : La consommation de l'espace par une urbanisation peu dense. Quartiers peu denses et peu urbains sur les</p>

<p>Enjeux de valorisation : <u>Le poste électrique de Saint-Vrain</u> : Rapport entre les pylônes et l'espace agricole. Qualité des clôtures et lisières du poste électrique. <u>Les lisières urbaines</u> : Relation entre l'espace construit et l'espace ouvert agricole.</p> <p>Enjeux de réhabilitation : <u>L'urbanisation linéaire le long des voies, les coupures entre les villages</u> : Queues d'urbanisation entre Leudeville, Marolles-en-Hurepoix et Cheptainville. Urbanisation quasi continue entre ces trois communes. Guibeville et Avrainville encore isolés et facilement identifiables. <u>Les routes du plateau</u> : Leur gabarit, leur mobilier (4 voies, ronds-points, échangeurs...) <u>La descente de la N 20 dans le coteau de Boissy-sous- Saint-Yon</u> : Vue sur le paysage de l'Essonne et, au premier plan, sur la zone d'activité implantée le long de la N 20 au sud de Boissy-sous-Saint-Yon. <u>Les zones d'activités le long de la N 20 et la façade de Boissy-sous-Saint-Yon</u> : Les zones d'activités implantées au nord et au sud de Boissy-sous-Saint-Yon. Le mitage depuis le bas de Torfou jusqu'à Arpajon.</p>	<p>coteaux festonnés de Leuville-sur-Orge ainsi que sur les coteaux de l'Orge à Saint-Germain-lès-Arpajon. <u>Le fond de vallée et les espaces liés à l'eau entre Arpajon et Brétigny-sur-Orge</u> : Continuité, gestion et accessibilité du public au fond de vallée (relation difficile entre Egly et Breuillet et le fond de vallée, en raison de la coupure de la voie de chemin de fer). Gestion des espaces agricoles et boisés. Perméabilité des tissus urbains à la rivière. Espaces d'expansion des crues pour limiter l'inondation en aval. Enrichissement des espaces humides. <u>Le Parc des Joncs Marins</u> : Accessibilité à l'Orge, relation à la rivière et gestion. Lisières forestières. <u>Les centres urbains et leur relation avec la vallée</u> : Leuville-sur-Orge et Brétigny-sur-Orge, les nouveaux quartiers des terrains Clause, les quartiers des gares.</p> <p>Enjeux de réhabilitation : <u>L'urbanisation le long de la N 20</u> : Mitage entre la Francilienne et Arpajon. <u>La confluence de la Rémarde, de l'Orge et de la Renarde</u> : Géographie complexe, que les extensions urbaines pavillonnaires rendent d'autant plus difficile à comprendre. Site mité par l'urbanisation. <u>Les dernières coupures urbaines de l'Arpajonnais</u> : Entre Bruyères-le-Châtel et Ollainville, et entre Breuillet et Egly. <u>Les coupures des infrastructures</u> : La N 20, la voie de chemin de fer et la Francilienne.</p>
--	---

Les Espaces Naturels Sensibles préemptés et acquis :

L'Essonne compte aujourd'hui plus 2 000 hectares d'ENS (dont près de 1 300 acquis par le Département et plus de 700 hectares acquis par les collectivités).

Cette emprise est principalement constituée par d'importantes zones humides (les marais des basses vallées de l'Essonne et de la Juine, la vallée de l'Orge aval, la haute vallée de l'Essonne et le Val de Seine) ainsi que des zones boisées (buttes du Hurepoix dans le secteur de Saulx-les-Chartreux, Bois des Grais et de la Tête Ronde à Villiers-le-Bâcle, Forêt de la Roche Turpin, Forêt des Grands Avaux).

Le sud du département possède également des ENS de taille plus restreinte, d'intérêt majoritairement géologique (platières de grès, réserves naturelles de sites fossilifères autour d'Étampes), écologique (pelouses sèches...), floristique (championnière) ou culturel (vergers...).

Les principaux espaces boisés préemptés :

- Une grande partie des pentes boisées des vallées du Hurepoix,
- Les coteaux de la vallée de Marcoussis,
- Le rebord sud du plateau de Limours,
- Le rebord boisé du plateau de Beauce à Boissy-sous-Saint-Yon,
- Le rebord du plateau de Videlles-Mondeville à Champcueil,
- D'importants espaces de forêt des rebords de la moyenne vallée de l'Essonne (d'Huisson-Longueville, Vayres-sur-Essonne, la Ferté-Alais...)
- La plupart des espaces boisés du plateau de Chevannes.

2.3.2 Les éléments paysagers du territoire communal

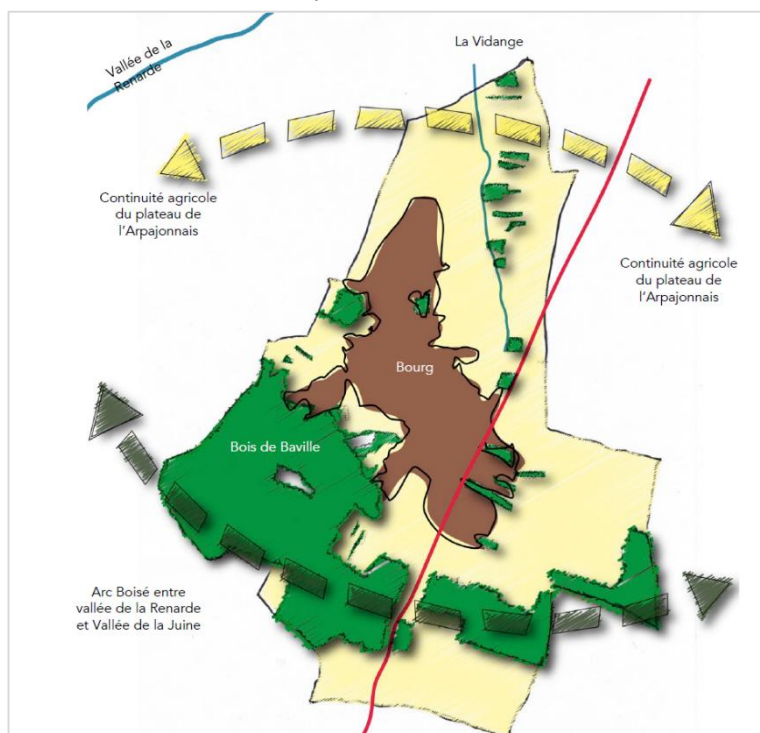
➤ Paysage de coteau boisé et de plateau cultivé

Dans un large quadrant Nord – Nord-Est, le plateau de l'Arpajonnais prend en écharpe l'enveloppe bâtie de Boissy-sous-Saint-Yon. Vaste et faiblement animé à l'Est de la RN20, le plateau s'anime vers l'Ouest. Le cours de la Vidange marque une inflexion topographique marquée et soulignée par une végétation de ripisylve. Cette légère dépression annonce l'arrivée sur le village.

Plein Sud, se déroulent les contreforts du coteau boisé du de Baviile qui forment l'arrière-plan paysager de la commune et plus largement des marches du plateau agricole de l'Arpajonnais entre vallée de la Juine et vallée de la Renarde.

Le coteau annonce le seuil entre les paysages agglomérés du Centre-Essonnes et les paysages ruraux du Sud Essonne. Dominant le plateau agricole de

l'Arpajonnais, il forme un repère paysager d'importance et une transition paysagère tangible. C'est en effet, la première commune au Sud d'Arpajon où le regard porte loin, l'horizon se dégage et où les rives de la RN 20 ne sont plus urbanisées de façon continue et laissent apparaître des espaces agricoles.



➤ Lisières agricoles et lisières forestières.

Au Sud, les limites urbanisées prennent, en partie, appui sur la lisière boisée. Les limites entre espaces bâtis et espaces boisés sont floues. Les tissus pavillonnaires s'adosent aux boisements, quelques constructions éparses et cabanes isolées investissent les franges boisées. Si l'absence de limite bâtie franche perturbe la lecture du grand paysage, elle témoigne de l'attractivité des boisements dans les choix de développement de l'urbanisation et de la volonté de préserver les grandes pièces agricoles au Nord de la commune.

Les franges agricoles au Sud du village, apparaissent comme une succession de pièces cultivées enkystées entre parcelles bâties, parcelles boisées. Les opportunités foncières ont entamées le glacis agricole entre pied de coteau boisé et le village.



➤ Les interfaces grand paysage et enveloppe bâtie

Implanté sur le plateau agricole ouvert de l'Arpajonnais, le bourg de Boissy-sous-Saint-Yon développe des paysages d'interface entre les espaces agricoles et les espaces bâtis.

Le paysage agricole de grande culture, caractéristique du plateau de l'Arpajonnais, dévoile largement et sans filtre l'enveloppe bâtie du bourg notamment sur la façade Est du village depuis la RN 20 jusqu'à la RD 19. Associé au mouvement topographique du plateau, le tissu bâti se perçoit pleinement. Les relations entre le village et ses espaces ouverts sont marquées par un maintien de la qualité de l'équilibre entre les pleins et les vides, des jeux d'échelle (immensité des espaces ouverts et échelle contenue des ensembles bâtis).



A l'Ouest, en rive droite de la RD 19, se développe un paysage discret de petite culture, de maraîchage et de pâturage. Ici dominent les paysages de grandes cultures qui se déroulent en direction des vallées et le coteau boisé dominant le village de Saint-Yon.

Au-delà de la RN 20, les franges arrières du Bas de Torfou sont de nature hétéroclite, peu soignées et peu entretenues s'ouvrent un plateau agricole ouvert caractéristique de l'Arpajonnais.

Au Sud, les interfaces bâtis et espaces non bâtis sont une succession d'ambiance et de paysage : lisière boisée habitée, clairière cultivée, lisière agricole ouverte sur des ambiances de grandes cultures rythment la séquence en pied de coteau boisé.

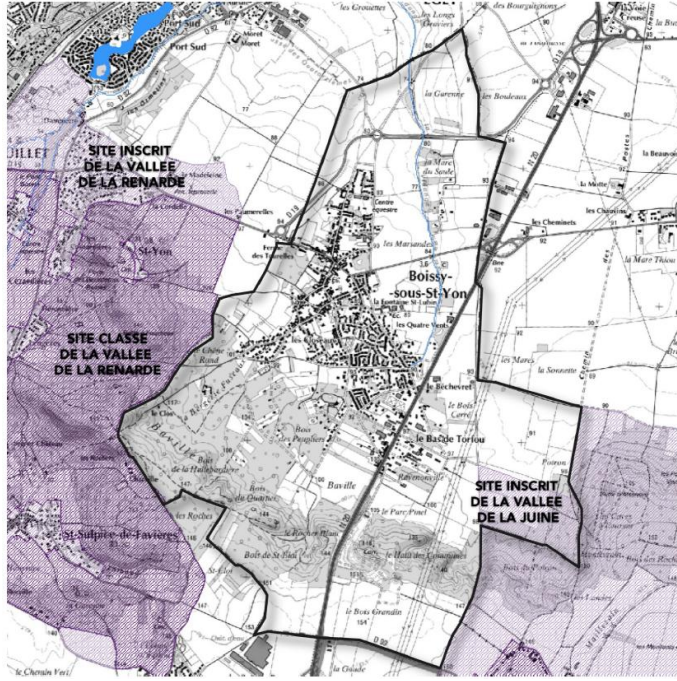
➤ **Les remises boisées et la végétation ripisylve**

Le revers du cours de la Vidange, dans sa traversée, développe sur sa rive droite une succession de remises boisées. Véritables marqueurs du paysage, ces bosquets donnent de l'épaisseur à la végétation ripisylve qui signale la présence du cours d'eau dans le grand paysage.

Au-delà de sa fonction éco-paysagère qui marque l'inflexion du plateau cultivé, cette succession de boisement masque imparfaitement les activités d'entreposage de la ZAE des Marsandes.

La présence du cours de la Fontaine Saint-Lubin est plus discrète dans le grand paysage. Son tracé est souligné par un végétation herbacée rase au milieu des champs.

Le site classé de la Vallée Renarde et le site inscrit de la Vallée de la Juine cadrent une large séquence des coteaux boisés Sud de la commune.



Aux franges Ouest de Boissy-sous-Saint-Yon, sur une séquence du coteau surplombant le plateau agricole, se déploient les fronts boisés du site classé de la Vallée de la Renarde.

Le site présente une grande richesse d'unités paysagères remarquables : vallée dotée de nombreux festons, biefs destinés à alimenter les moulins et à irriguer les prairies, couverts forestiers de grande valeur.

L'occupation du sol a historiquement respecté les caractéristiques naturelles du site : champs ouverts sur les “plateaux”, petits champs clos à proximité de la rivière, marécages, prairies, alignements d'arbres, fronts boisés dessinant les limites visuelles du site. Le patrimoine urbain des bourgs et des villages lui donne une plus-value.

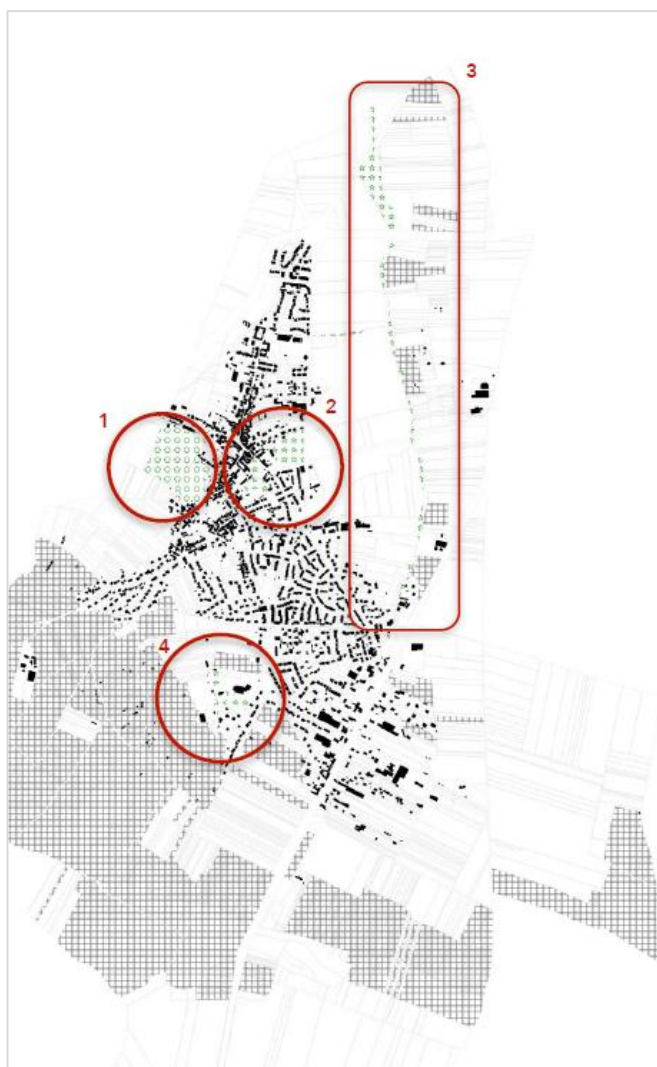
Plein Est, une infime séquence agricole et boisée de la commune est concernée par la site inscrit de la Vallée de la Juine. Elle s'inscrit dans la succession des paysages de coteaux boisés qui forment un promontoire entre plateau agricole de l'Hurepoix et vallée rurale de la Juine.

Le site de la Vallée de la Juine est remarquable par la grande variété de ses paysages : plateaux agricoles, coteaux boisés, fonds de vallée humide, vallée sèche alliée à la présence d'un patrimoine architectural noble. Si la Vallée de la Juine présente une unité fortement ressentie localement et revendiquée, elle constitue pour la commune un paysage de marge.

Paysages protégés au titre du L151-19 et L151-23 du Code de l'Urbanisme

Mise en oeuvre d'outils réglementaires adaptés aux objectifs poursuivis par la commune :

1. Renforcement de la valeur patrimoniale et historique du parc paysager du domaine des Tourelles par une identification paysagère au titre du L151-19 du CU. Cette identification répond au caractère historique du parc datant du XVIIIème siècle. Elle répond à un motif d'ordre culturel, historique ou architectural.
2. Maintien et renforcement de la valeur paysagère des parcs d'agrément situés dans l'enveloppe urbaine au profit d'un sur-zonage adapté (L151-23 du CU). Cette identification vise à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou l'remise en état des continuités écologiques.
3. Maintien et renforcement de la valeur paysagère de La Vidange et mise en place au PLU d'un surzonage L151-23 du CU qui se révèle adapté à la protection de la continuité de la trame bleue et l'entretien des berges.
4. Classement des boisements accompagnant les bâtiments du pôle sportif par un classement au titre du L151-23 du CU.



2.4 L'analyse urbaine

2.4.1 L'histoire de la commune

Le cœur historique de Boissy-sous-Saint-Yon présente une organisation initiale de village en étoile.

Les constructions anciennes développent un front bâti quasi continu de part et d'autre des deux axes orientés Nord-Sud (rues de Châtres et de l'Ormeteau) et Est-Ouest (rues de La Fontaine et Courtânesse). Le centre villageois s'organise autour de la place du Général de Gaulle. Principal espace de respiration du centre villageois, les extrémités de la place sont flanquées de l'église et de la mairie.

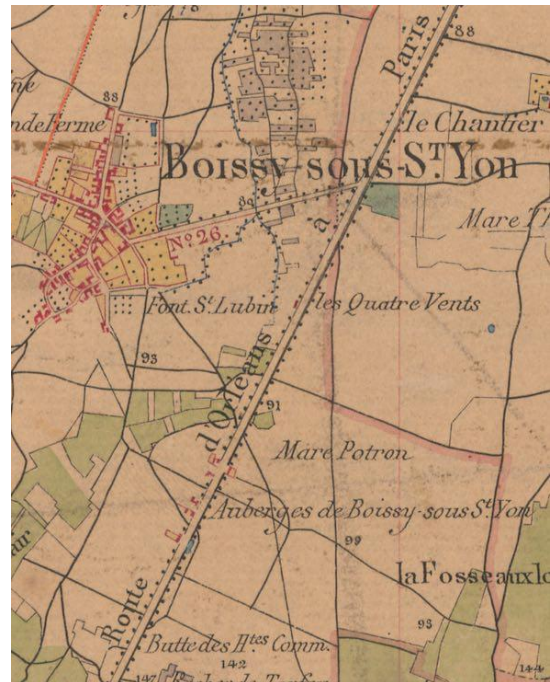
Dans le cœur villageois ancien, à l'arrière des constructions, une première ceinture d'espaces non bâtis prend place. Les anciens vergers et les petites cultures de proximité laissent aujourd'hui place à des jardins, des potagers, des jardins d'agrément. D'anciens hauts murs de clôture en pierre ceignent les espaces en creux et les grandes propriétés de rapport créant un effet d'enceinte et de continuité bâtie d'une grande qualité.

Le long de la route d'Orléans, l'actuel secteur du Bas de Torfou est à l'origine constitué d'un tissu bâti lâche et discontinu en rive gauche de la route d'Orléans. Sur la carte, la toponymie « Auberges de Boissy-sous-Yon » confirme sa vocation historique de relais et de halte.

Les tissus bâtis anciens développent une implantation traditionnelle et caractéristique des villages franciliens. Les bâtis sont implantés à l'alignement sur rue et en limite de parcelle. Ils présentent un gabarit relativement contenu. Dans le noyau villageois, les hauteurs des bâtis ne dépassent pas les deux étages avec comble.

Étroitesse des rues anciennes et des espaces publics, hauts murs de clôture, caractère continu des tissus bâtis composent une ambiance où domine le minéral.

À l'arrière des propriétés de rapport, closes de hauts murs, quelques bouquets d'arbres et hauts sujets isolés sont visibles depuis l'espace public. Ils forment des événements visuels et des séquences de respiration dans un environnement à dominante minérale.



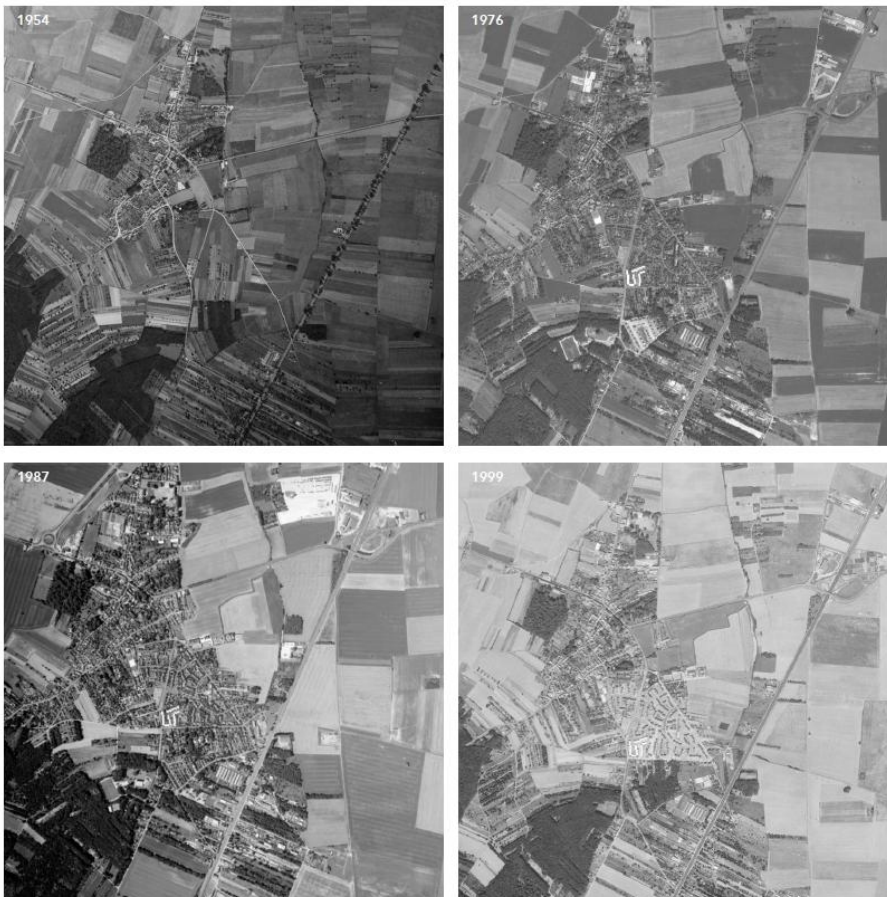
2.4.2 Le paysage urbain

➤ Lecture historique

La fin des années 60 annonce le développement résidentiel de Boissy-sous-Saint-Yon à l'image de nombreux villages franciliens et du centre Essonne. Le modèle historique du village agricole ramassé rayonnant sur un vaste environnement cultivé et forestier laisse place à un village urbain où les opérations pavillonnaires dominent.

Sur la commune, l'amorce du modèle pavillonnaire est annoncée par l'exceptionnelle opération GMF. Le développement pavillonnaire se poursuit, repoussant toujours plus loin les limites bâties de la commune en direction des contreforts boisés du coteau et de la RN 20.

Les photo-aériennes permettent de constater la dilution de l'enveloppe bâtie et la consommation du foncier agricole.



Les constructions pavillonnaires sont implantées différemment selon les périodes de construction et les modes d'aménagement.

Pour les opérations pavillonnaires les plus récentes, les implantations sont normées : distance de retrait des constructions par rapport à la voie et aux limites parcellaires quasi identiques. Coût du foncier s'élevant, contraintes de disponibilités aidant, les implantations en milieu de parcellaire laissent place à une typologie de maisons de ville et de maisons en bande.

Pour les maisons individuelles construites au gré des opportunités foncières, elles se caractérisent par des implantations non standardisées : retrait plus ou moins éloigné des constructions par rapport à la voie, implantation en limites séparatives (en retrait d'une ou des deux limites séparatives).

➤ **Trame parcellaire**

L'analyse du système parcellaire a permis de définir une typologie organisée autour de quatre principaux motifs parcellaires :

- la trame parcellaire villageoise se singularise par un micro-découpage foncier. L'ensemble des parcelles s'imbrique pour composer un puzzle relativement complexe. La parcelle se caractérise par sa petite, voire très petite dimension, sa forme laniérée et son orientation perpendiculaire par rapport à la voie.
La permanence de la trame parcellaire villageoise permet de conserver l'homogénéité et l'organisation linéaire et continue du bâti. Le bâti implanté à l'alignement sur rue dégage l'arrière de la parcelle (jardins, potagers) pour former des cœurs d'îlots paysagers et des espaces en creux supports de biodiversité.
- la trame parcellaire d'agrément correspond aux grandes propriétés dont le dessin a peu évolué depuis leur constitution. Cependant, quelques-unes de ces propriétés ont fait l'objet de remaniements fonciers pour être loties.
- la trame parcellaire pavillonnaire, la conquête du terrain libre (c'est-à-dire nu) destiné à être urbanisé a conduit à un bouleversement de la trame parcellaire. La division d'anciennes propriétés agricoles ou d'agrément a conduit à un découpage parcellaire normé dans la forme, à la géométrie parfaite, s'affranchissant des caractéristiques du site.
- la trame parcellaire des opérations spécifiques à vocation d'habitat collectif, d'activités économiques, d'équipements publics : regroupement parcellaire pour dessiner des emprises foncières plus trapues.

Trame parcellaire



➤ Implantation du bâti

A Boissy-sous-Saint-Yon, dans le centre ancien l'implantation en limite séparative (mitoyenne) et l'implantation en limite de l'emprise publique (sur rue), constituent la règle des constructions les plus anciennes.

Les demeures et les villas bourgeoises sont systématiquement en retrait par rapport à l'alignement. Les bâtiments annexes sont implantés en limite séparative. A la suite de division foncière, la bâtisse principale peut être sur une des deux limites séparatives.

Les constructions pavillonnaires sont implantées différemment selon leur période de construction et leur mode d'aménagement. Ce "mode d'habiter" qui recherche avant tout l'intimité par rapport aux voisins est difficile à faire évoluer.

Dans le cadre d'opérations d'aménagement, les implantations sont normées. Les implantations en limites séparatives traduisent également une recherche d'optimisation foncière (implantation sur une ou deux limites). Un paysage de maison en bande et de maisons de ville caractérise les opérations d'aménagement.

Pour les maisons individuelles construites au gré des opportunités foncières, elles se caractérisent généralement par des implantations non standardisées : retrait plus ou moins éloigné par rapport à la voie, implantation en limites séparatives (en retrait d'une ou des deux limites séparatives, implantation sur les deux limites séparatives).



➤ Hauteur du bâti

La représentation symbolique du village repose sur un centre densément bâti où les hauteurs sont plus élevées. Plus nous nous éloignons du centre, plus la hauteur de construction est basse. Esquissée à grands traits, la ligne de faîtage de Boissy-sous-Saint-Yon reprend ce schéma type.

Sur le territoire communal, l'épannelage des hauteurs varie entre rez-de-chaussée (R) et deux niveaux avec comble aménagé (R+2+C). La ligne de faîtage est donc « tenue » et s'inscrit dans un vélum de hauteurs caractéristique d'un bourg francilien.

Les hauteurs les plus élevées se situent dans le centre village : l'église et la mairie, les bâtisses bourgeoises (R+1+C) et quelques collectifs (R+2+C habité). Dans le



centre ancien, les hauteurs des constructions varient en fonction des usages du bâti : R+1 à R+2+C pour les habitations avec parfois un rez-de-chaussée commerçant, R pour les bâtiments annexes, appentis, bâtiments à usage agricole...

Les secteurs résidentiels à dominante pavillonnaire sont marqués par des hauteurs de constructions au gabarit plus bas. La ligne de faîtage est comprise entre R et R+C.

Les constructions à vocation d'activités et d'équipements (salle des sports), les superstructures (types silos, hangars) présentent des hauteurs généralement plus élevées pour répondre aux besoins de process de production, de stockage et aux activités exercées. Ce type de construction est regroupé aux abords de la RN 20 dans le quartier du Bas de Torfou.

➤ Typologie du bâti

La maison rurale

Très présente dans le paysage du centre village ancien, la maison rurale est destinée à l'origine à répondre aux besoins en logement, liés au travail de la terre. Ce type de bâti présente un volume simple de type rectangulaire, d'une hauteur égale à R+1+C. Des annexes peuvent être accolées au bâtiment principal ou implantées en arrière de parcelle.

La maison rurale est alignée sur la rue et s'organise souvent sur une cour



intérieure dont l'accès est facilité par une porte charretière sous auvent (passage dans oeuvre). La typologie de façade répond à un certain nombre de principes et de règles architecturales (ouverture, ornementation...).

L'ornementation des façades, réduite à sa plus simple expression. Elle répond avant tout à des fonctions techniques : bandeau de toiture et soubassement protègent la façade des eaux et des ruissellements, la chaîne horizontale marque le niveau du 1er étage. Tous ces éléments soulignent l'horizontalité du bâti. Les bandeaux d'encadrement (baies, portes charretières) rigidifient les ouvertures, tout en affirmant les proportions entre les pleins et les vides.

La ferme

Les fermes, comme les maisons rurales, ont quasi toute perdu leur vocation agricole. La taille des corps de ferme est corollaire à la superficie exploitées. A Boissy-sous-Saint-Yon, les fermes, hormis la ferme des Tourelles, présentent des surfaces relativement modestes. Elles s'organisent toute autour d'une petite cour centrale qui dessert les différents bâtiments d'exploitation (granges, remises, bâtiments à usage de stockage, bâtiments d'élevage et le logis).

L'accès à la ferme s'effectue par une porte charretière qui s'ouvre sur la cour. De forme rectangulaire, elles permettent les manœuvres, l'entreposage des récoltes et du matériel agricole.

Les bâtiments d'exploitation présentent une architecture sobre et reflètent avant tout la recherche d'une utilisation pratique et fonctionnelle qui doit aux contraintes techniques :

- ouvertures et baies secondaires pour la ventilation et l'éclairage naturel des bâtiments agricoles,
- chartriers aux larges et hautes ouvertures pour le passage du matériel.



La maison de bourg

La maison de bourg est en harmonie avec la maison rurale. La typologie de l'architecture en est peu éloignée : plan rectangulaire, alignement de la façade sur rue, symétrie des ouvertures, toiture à deux pans et matériaux de couverture...

Elle se distingue de la maison rurale par des façades ornementées. Les détails d'architecture sont plus nombreux, mais restent discrets : bandeaux d'encadrement, bandeaux d'égout de toiture, linteaux clavés, barres d'appuis de baies en fer forge ...

Les baies sont percées dans le respect d'une symétrie de la façade sur rue. La façade peut être réalisée en appareillage pierres parfaitement équarries. Parfois, la façade est en briques. Certaines maisons de bourg, plus modestes, présentent une façade en parement enduit, la pierre massive n'est alors utilisée que pour l'entourage des baies, des chaînes d'angles, des corniches et des souches. Les ouvertures de toiture sont peu nombreuses : châssis a tabatière, lucarnes de toit maçonnées.



La maison bourgeoise

La maison bourgeoise se distingue de la maison rurale et de la maison de bourg par son architecture plus élaborée et plus riche et par la qualité et le prestige des matériaux utilisés.

L'originalité de la maison bourgeoise relève de son individualisation par rapport aux constructions voisines et de sa mise en scène. Elle est implantée en milieu de parcelle, en retrait de l'alignement et agrémentée d'une cour sur rue et d'un parc aménagé à l'arrière de la construction.



La façade est soit en pierres de taille, soit en appareillage mixte pierres massives et remplissage de briques. L'ardoise est le matériau de couverture principal. De nombreux détails animent la façade : médaillons en façade, linteaux à arc surbaissé, chaîne horizontale, barres d'appuis des baies en fer forgé... Les baies sont agencées par travées verticales éventuellement soulignées par une lucarne en toiture.

Bien que ces grands traits de composition du bâti assurent la cohérence architecturale, chaque construction se différencie par les éléments surajoutés : jardin d'hiver, perron, marquise, ornementation des façades...

La maison individuelle

La construction pavillonnaire domine le paysage bâti récent. Isolé sur la parcelle, le pavillon contemporain ne présente pas toujours de réelles qualités architecturales et s'inscrit dans un modèle dit « francilien ». Les opérations les plus récentes reflètent une uniformisation de la construction.

Les matériaux utilisés (parpaings enduits, palette de couleurs dominée par le blanc, tuiles mécaniques...) sont normés et produisent des constructions au dessin quasi identique. Les menuiseries en bois sont remplacées par des menuiseries PVC.

Le pavillon se modernise et devient plus confortable : volet roulant, terrasse, les dimensions des ouvertures évolues (larges baies coulissantes...). Les constructions pavillonnaires présentent majoritairement une architecture standardisée.



L'habitat collectif

L'habitat collectif, peut présent, reprend le gabarit et la typologie architecturale de la maison de bourg, ou une réinterprétation de la maison de ville.



Le bâti d'activités

Les bâtiments à vocation d'activités économiques sont regroupés en rive de la RN20 dans le quartier du Bas de Torfou. Ce bâti ne présente pas d'intérêt architectural. Il s'agit de bâtiments à structure métallique légère destinés à la production et au stockage de matériaux.

Les rares bâtiments à vocation d'activité inscrits dans le tissu bâti (garages Peugeot Renault) n'ont pas davantage d'intérêt architectural.

2.4.3 Les entrées de ville

➤ Des entrées de village à caractère patrimonial

Les entrées de village depuis la RD 26 conservent leur caractère patrimonial.

A l'Est, route de Boissy, la ferme des Tourelles marque un franchissement de seuil. En rive droite, le haut mur de clôture surmonté de tourelles, le parc paysager du domaine des Tourelles annoncent l'arrivée dans les tissus bâtis villageois. En rive gauche, le bâtiment agricole fait écho à une ambiance rurale et agricole préservée. L'entrée s'inscrit dans une ambiance villageoise et un patrimoine architectural de qualité.

A l'Ouest, depuis la route d'Avrainville, l'alignement d'arbres, les murs de clôture en bordure de route départementale mettent en scène l'arrivée dans Boissy-sous-Saint-Yon. Les boisements du parc, la ceinture des murs de clôtures (rues de la Fontaine, Jean Moulin) annoncent l'entrée dans le centre-ville.



➤ Des entrées contemporaines

Village vivant et attractif, Boissy-sous-Saint-Yon voit ses entrées de villages prendre une tonalité contemporaine. Les nouvelles opérations résidentielles caractérisent le paysage des entrées de commune :

- la nouvelle opération résidentielle adossée au rond-point de la RD 19 annonce l'entrée Nord de Boissy-sous-Saint-Yon. L'environnement agricole ouvert dégage un large panorama sur un front bâti contemporain et une ambiance à tonalité routière (rond-point, aménagement arbustif...). En arrière-plan, quelques arbres de haut jet s'échappent de la ligne de faîte.
- depuis la RN 20, les entrées de commune se révèlent peu qualitatives. Le secteur du Bas de Torfou multiplie les faiblesses urbaines qui impactent le paysage bordier de la RN20. La mixité des fonctions et des usages, les abords et les espaces bordiers altérés, la faible qualité architecturale des bâtiments, l'absence d'entretien des propriétés privées, les difficultés de stationnement, les sites d'entreposage, la multiplication de l'affichage publicitaire... composent un paysage d'entrée de ville et de traverse de territoire peu valorisant.



2.5 Le patrimoine remarquable

Sources : Site internet de la Mairie

Identification de sauts de loup à Boissy-Sous-Saint-Yon. D'après une idée de Georges Ménard

2.5.2 Les monuments historiques

Monuments historiques

La commune de Boissy-sous-Saint-Yon recense deux édifices inscrits à l'inventaire des monuments historiques : l'Eglise Saint-Thomas-Becket et le Domaine des Tourelles.

Les deux monuments font l'objet d'un périmètre de protection d'un rayon de 500 mètres.

Eglise Saint-Thomas-Becket

L'église Saint-Thomas-Becket est inscrite par arrêté du 02 février 1948. L'église a fait l'objet d'un classement par arrêté ministériel n°22 du 6 mai 2015 (source DDT).

L'église primitive du XII^e siècle, placée sous le vocable de sainte Aubierge, est très endommagée pendant les guerres des XIV^e et XV^e siècles, puis détruite vers 1500. La chapelle bâtie par Thomas de Boissy, mort en 1368, et consacrée à saint Thomas Becket (1117-1170), devient l'église paroissiale. Le plan en croix présente une nef unique.

En 1755, l'abbé Penetti fait restaurer et décorer la chapelle de Saint-Jacques-le-Majeur, au nord, et celle de la Vierge, au sud. Une décoration en pierre blanche sculptée, représentant un désert dans lequel prêche saint Jean Baptiste, orne les fonts baptismaux réalisés vers 1730. Ces chapelles sont prolongées par une « chapelle » de même style, dédiée à sainte Geneviève.

L'église est surmontée d'un clocher avec un toit en bâtière. La cloche de l'église Saint Thomas Becket est décorée d'un calvaire, d'un homme enlaçant la croix du Christ, de la figure d'un évêque « peut-être Thomas Becket » et d'une Vierge à l'Enfant.

Domaine des Tourelles

Le Domaine des Tourelles, situé en rue Courtânesse, est une vaste demeure datant du 16^e siècle. En 1584, François de Balzac d'Entragues acquiert la seigneurie de Boissy. Sa fille Marie-Charlotte l'agrandit.

Les façades et les toitures de la maison de maître, les deux pavillons du domaine ainsi que les restes du portail sur rue entre les deux pavillons sont inscrits par arrêté du 7 septembre 1977.

2.5.2 Le petit patrimoine

Sources : Site internet de la Mairie

Identification de sauts de loup à Boissy-Sous-Saint-Yon. D'après une idée de Georges Ménard.

Murs de clôture

La continuité des murs de clôture dans le village ancien constitue un élément patrimonial de grande qualité. Les hauts murs structurent l'espace public, cadrent les vues et mettent en scène les tissus bâtis. La continuité des murs de clôture compose un paysage minéral prégnant qui participe à l'identité locale. En appareillage de pierres, ils sont de grande hauteur et dépassent les deux mètres.

Le lavoir

La pollution due à la révolution industrielle, les épidémies puis l'hygiénisme entraînent le développement de constructions spécifiques à la fin du XVIIIe siècle qui voit les communes se munir de bassins situés au bas d'une prairie, en bordure d'un ruisseau, ou d'un fleuve où peut être amarré un bateau-lavoir.

La gare (ancienne gare du Tacot)

Depuis 1911, Boissy était desservi par une ligne de chemin de fer départemental dont un rare vestige subsiste. Il s'agit de la gare du "Tacot", transformée aujourd'hui en logement social. La gare à étage (58m²) était la halte vers Etampes d'une prolongation du tramway Paris-Arpajon.

Cette ligne, pratique pour les voyageurs se rendant à Paris (Boulevard St Michel , via le réseau de tramway) était aussi fort utilisée par les maraîchers pour l'approvisionnement des marchés parisiens et en grande partie par les producteurs de cresson, nombreux dans notre région.

Concédée à diverses compagnies (1909-1921-1933), le trafic voyageur cessa en septembre 1948 puis le trafic marchandise en novembre 1948.

Les sauts de loup

Pour la chasse, avant l'époque des armes à feu, on creusait des fossés assez profonds, en travers des chemins, avec des parois bien verticales et on envoyait le gibier vers ces fossés pour les tuer plus facilement. Par la suite, à la renaissance, les châtelains, afin de montrer aux visiteurs qu'ils avaient un grand domaine, aménageaient de grandes allées boisées face aux entrées du château et creusaient un grand fossé maçonné à l'intersection entre les allées et le mur d'enceinte. Par cet aménagement, ils étaient à l'abri des brigands, des amants et des bêtes sauvages, en particulier des loups, tout en préservant le gibier dans leur parc.

6 sauts de loup ont été identifiés à Boissy : Rue Jean Moulin (1), quartier de l'église (1), quartier de la gare (1) et quartier des Tourelles (3).



2.5.3 Le patrimoine végétal

Le végétal est peu visible, est discret dans le centre ancien. Les grands parcs privés et le jardin municipal composent une matrice paysagère de premier plan dans un environnement à dominante minérale. Ils forment un vélum arboré en à l'arrière de l'église, en entrée de village sur la route d'Avrainville, à l'arrière du château des Tourelles.

Les alignements d'arbres sont peu nombreux et ceux de la RN20 ont aujourd'hui disparus. Ponctuellement, les alignements accompagnent l'espace public ou soulignent l'axe d'une rue : alignement route d'Avrainville, mail de tilleuls au droit de la fontaine Saint-Lubin, face à l'ancien cimetière.

2.5.4 Les sites archéologiques

La commune ne possède pas de sites archéologiques. Des traces de l'occupation romaine ont été découvertes dans la région, témoignant de l'ancienneté de l'habitat humain à Boissy-sous-Saint-Yon.

2.6 Environnement et gestion durable du territoire

2.6.1 L'eau : qualités et usages

Eau potable

Sources :

- Agence Régionale de Santé (ARS) Ile-de-France – Qualité de l'eau distribuée;
- Conseil Général de l'Essonne

La compétence Eau Potable a été transférée au SIARCE.



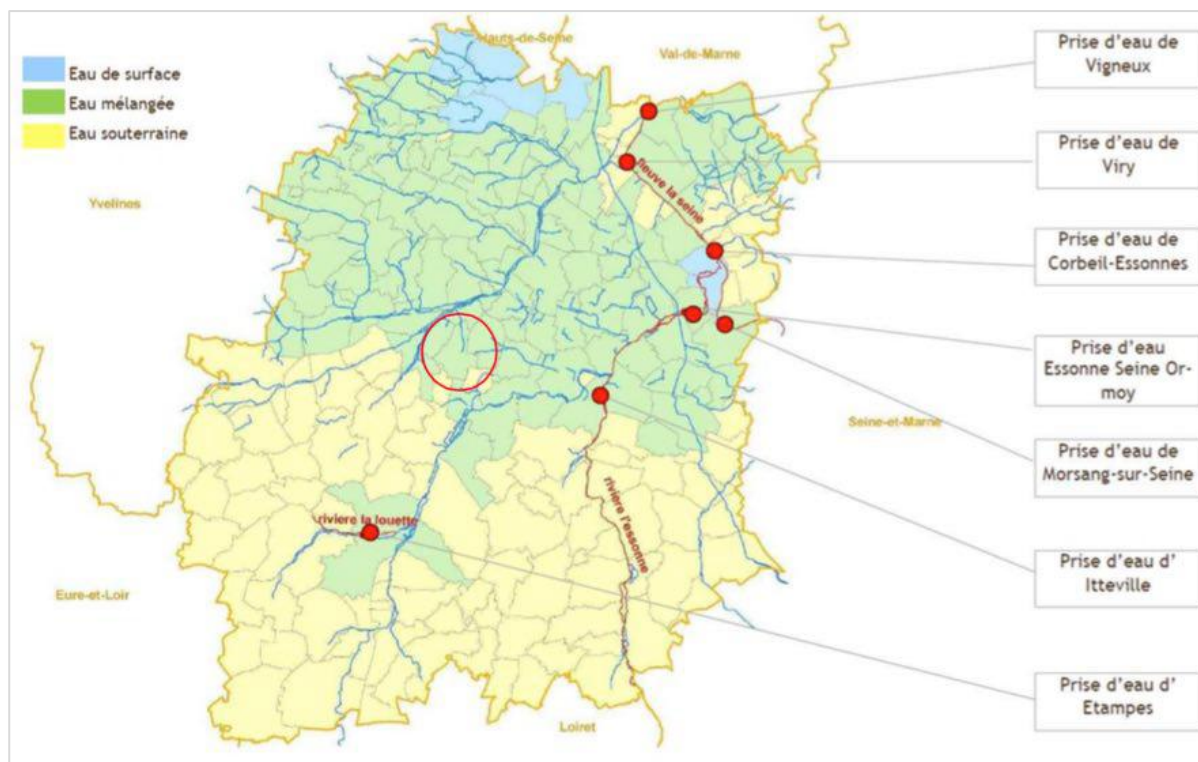
Gestion du service d'eau potable

Le SIARCE (Syndicat intercommunal d'aménagement, de rivières et du cycle de l'eau) a choisi de déléguer les missions de production, de transfert et distribution à l'entreprise VEOLIA dans le cadre d'un contrat signé pour la période du 01/01/2019 au 31/12/2034. Le SIARCE a lancé, en septembre 2025, un chantier sur la commune de Boissy-sous-Saint-Yon afin de créer un nouveau réseau d'eau potable en remplacement de l'ancien inadapté et vieillissant.

Le territoire communal n'est pas concerné par des captages d'eau potable ou des périmètres de protection de captage. L'ensemble des données des résultats d'EDCH sont disponibles sur le site <https://orobnat.sante.gouv.fr>. Le dossier indique que la commune dispose d'une ressource en eau potable satisfaisante tant en qualité qu'en quantité. Les installations existantes permettraient une augmentation progressive du nombre d'habitants de la commune, telle que définie dans le présent PLU (cf. Annexe sanitaire). Le rendement du réseau AEP est estimé à 90 % (2013). De façon générale, les données présentées mériteraient d'être précisées et actualisées. De plus, dans un contexte de changement climatique, la gestion de la ressource et le rendement peuvent être améliorés par la mise en place de mesures adéquates que le PLU pourrait prescrire (inspection, recherche de fuite, information aux abonnés sur les dispositifs d'économie d'eau...).

Approvisionnement, production et distribution d'eau potable

Origine de l'eau potable



En 2025, l'unité de distribution d'eau potable à Boissy-sous-Saint-Yon est celle du Grand Hurepoix, fournie par l'usine de distribution située sur la commune d'Itteville, exploitée par Veolia. Boissy-sous-Saint-Yon est alimentée par 1 réseau d'eau potable : SIARCE HUREPOIX BOIS BLANCS. L'eau du robinet distribuée est de qualité identique pour tous les Buxéen et Buxéennes.

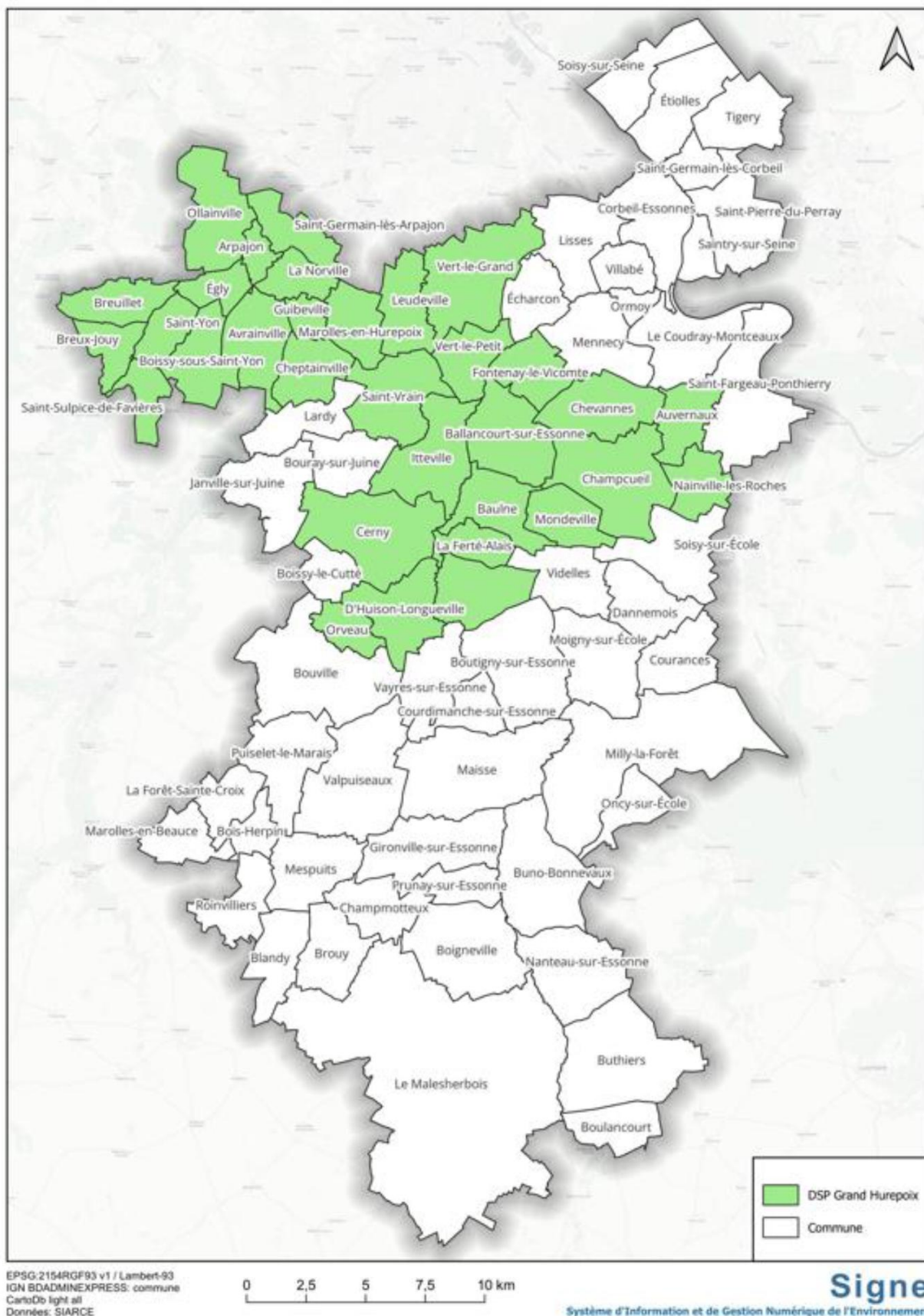
La dureté de l'eau à Boissy-sous-Saint-Yon est de **29.9°f** d'après une analyse du **11/09/2025** sur le réseau SIARCE HUREPOIX BOIS BLANCS. Ce titre hydrotimétrique correspond à une eau dure. Le taux moyen de PFAS à Boissy-sous-Saint-Yon est de 0µg/L d'après une analyse du 11/09/2025 sur le réseau SIARCE HUREPOIX BOIS BLANCS. Aucun indicateur ne dépasse la limite réglementaire sur le réseau.

Qualité de l'eau brute

La qualité de l'eau brute est restée parfaitement correcte, malgré les légères pollutions de Sélénium sur l'Essonne, de Baryum sur le champ captant de la Juine et de Fluorure sur le champ captant d'Aubin. Après traitement et mélange, l'eau est potable et conforme aux exigences réglementaires.

La qualité de l'eau produite :

Le délégataire Veolia Eau 91 effectue des contrôles réguliers sur la qualité de l'eau à Itteville et alentours. Des contrôles réglementaires sont également réalisés par les ARS en application des dispositions de la Directive européenne 98/83/CE relative à la pureté des eaux destinées à la consommation humaine. L'eau distribuée en 2024 sur la commune a été conforme aux exigences de qualité en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés.



1.2. Mode de gestion du service



Le service est exploité en Concession **de service public**.

Nature du contrat :

- ✓ Nom du prestataire : VEOLIA
- ✓ Date de début de contrat : 01/01/2019
- ✓ Date de fin de contrat initial : 31/12/2034
- ✓ Nombre d'avenants et nature des avenants :

Avenant n°1 : 19/12/2020 : Avenant n°1 : prolongation un an, ajustements contractuels liés au report des travaux sur l'usine d'Itteville et fourniture d'eau décarbonatée.

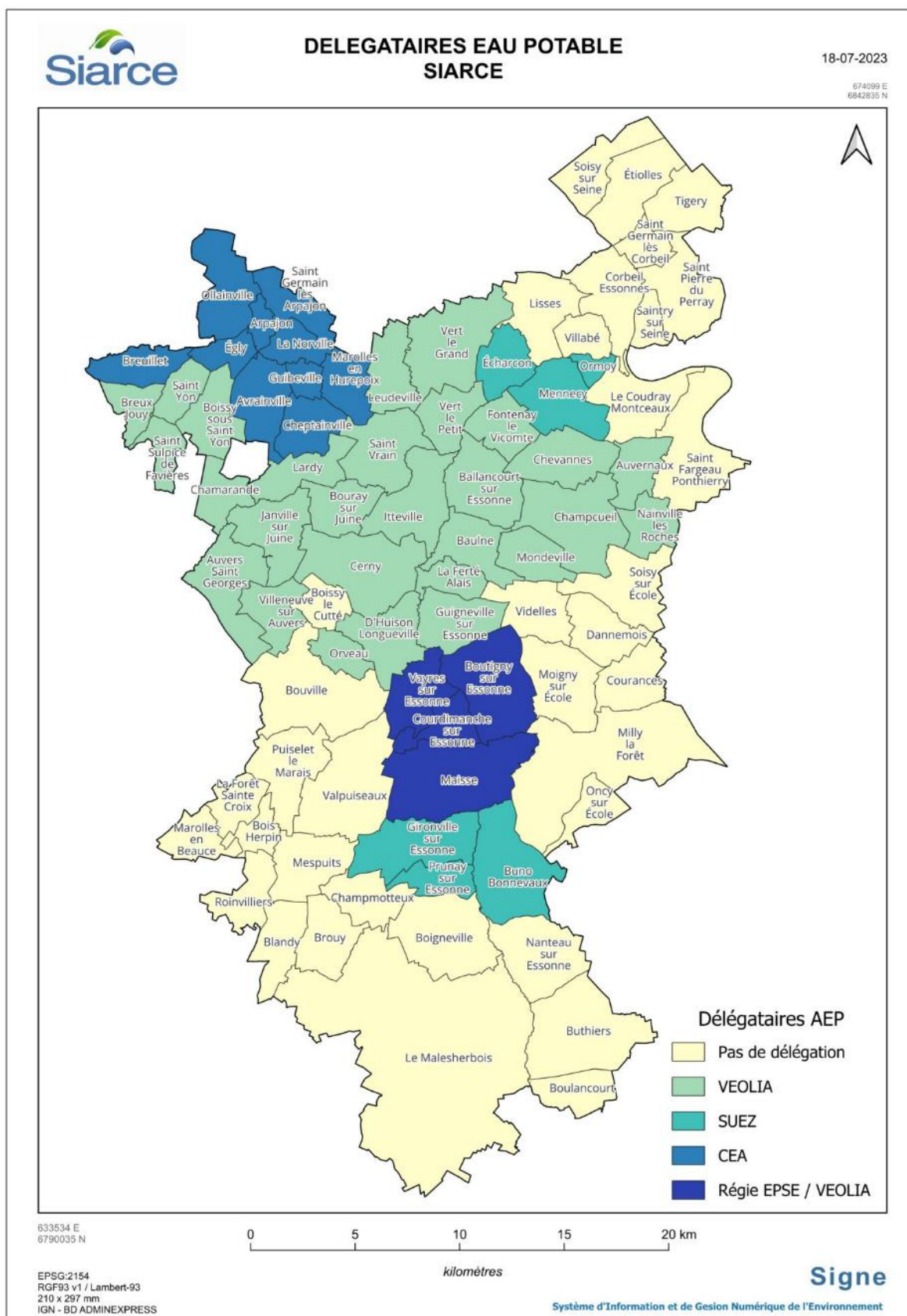
- ✓ Nature exacte de la mission du prestataire :

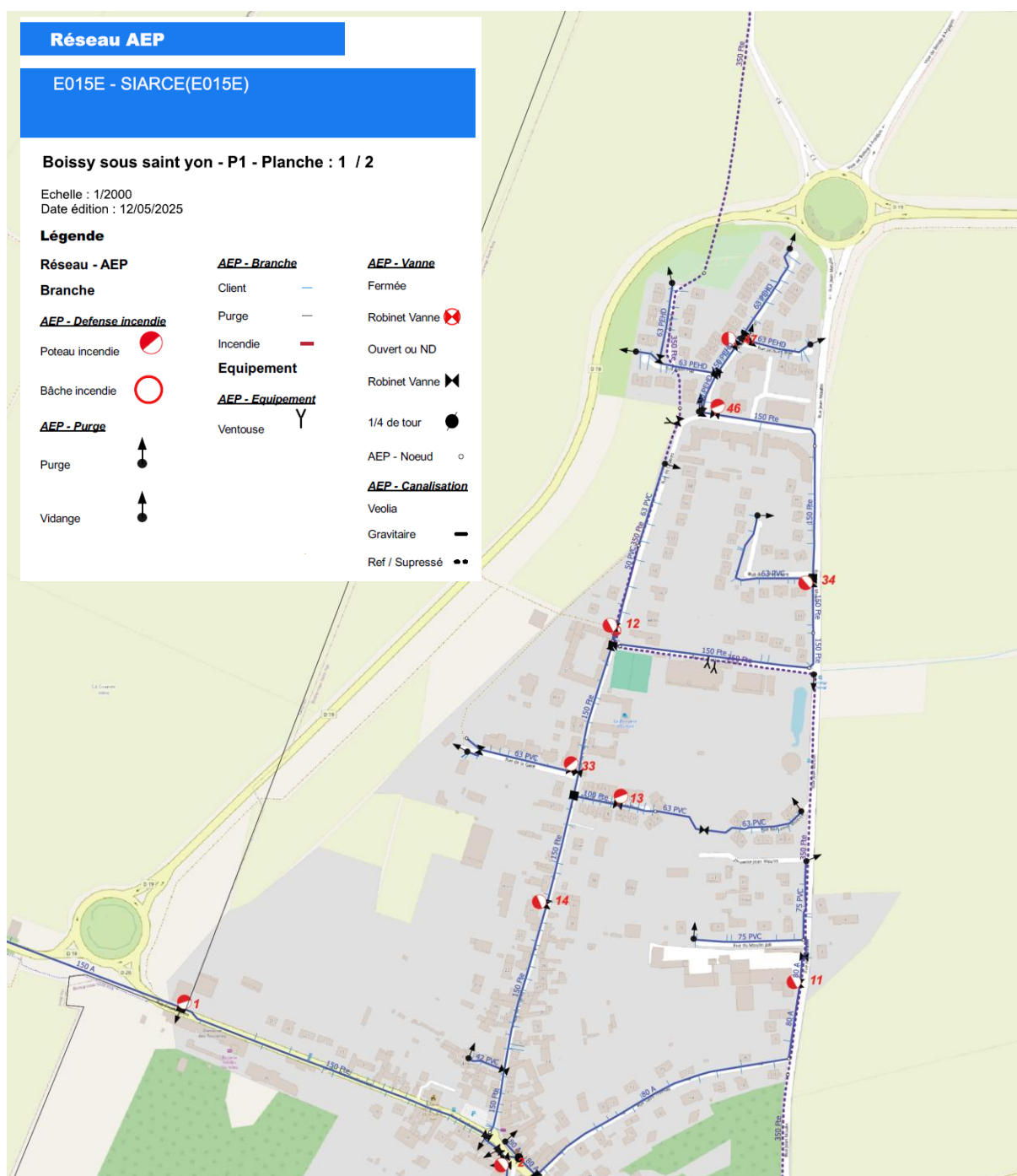
La gestion du service inclut :

- la gestion des prises d'eau et des ouvrages de production,
- l'entretien et la surveillance des réseaux de distribution d'eau potable et des accessoires de réseau,
- l'entretien et la surveillance des installations de distribution de l'eau potable,
- la surveillance et le contrôle de la qualité de l'eau distribuée, la recherche des anomalies susceptibles de perturber le bon fonctionnement du service et la résorption de ces situations dans les limites définies par le présent contrat,
- la réalisation des travaux mis à la charge du Concessionnaire par le présent contrat et ses avenants ultérieurs,
- la gestion des relations avec les abonnés du service pendant toute la durée du contrat,
- l'obligation pour le Concessionnaire de fournir à la Collectivité les renseignements et conseils relatifs aux ouvrages et au fonctionnement du service nécessaires à cette dernière pour l'élaboration de ses projets de renforcement et d'extension et, plus généralement, pour la maîtrise du service délégué,
- l'obligation d'accompagner la Collectivité pour la visite annuelle des ouvrages.

La Collectivité charge le Concessionnaire d'exécuter les missions nécessaires au passage à l'individualisation des compteurs dans les conditions du décret n° 2003-408 du 28 avril 2003 pris en application de l'article 93 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 et relatif à l'individualisation des contrats de fourniture d'eau.

Par ailleurs, le Concessionnaire aura à sa charge la gestion des échanges d'eau (achats et ventes en gros, notamment sur le territoire de Cœur d'Essonne Agglomération pour la production et le transport, soit 10 communes, à savoir : Arpajon, Avrainville, Breuillet, Cheptainville, Egly, Guibeville, La Norville, Marolles-en-Hurepoix, Ollainville et Saint-Germain-lès-Arpajon.







Boissy sous saint yon - P2 - Planche : 2 / 2

Echelle : 1/2000
Date édition : 12/05/2025

Légende

Réseau - AEP

Branches

AEP - Défense incendie

Poteau incendie



Bâche incendie



AEP - Purgé

Purgé



Vidange



AEP - Branche

Client

Purgé

Incendie

Equipement

AEP - Compteur

Débitmètre

AEP - Raccord

Cône

Gravitaire

Ref / Supprimé



AEP - Vanne

Fermée

Robinet Vanne

Ouvert ou ND

Robinet Vanne

1/4 de tour

AEP - Noeud

AEP - Canalisation

Veolia

Gravitaire

Ref / Supprimé





Eau potable



Résultats des analyses du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine

Informations générales

Date du prélèvement	14/11/2025 09h05
Commune de prélèvement	ITTEVILLE
Installation	SIARCE HUREPOIX BOIS BLANCS
Service public de distribution	SIARCE VEOLIA
Responsable de distribution	VEOLIA EAU AGENCE DE MELUN
Maitre d'ouvrage	SIARCE

Conformité

Conclusions sanitaires	Eau d'alimentation conforme aux exigences de qualité en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés.
Conformité bactériologique	oui
Conformité physico-chimique	oui
Respect des références de qualité	oui

Conformité

Conclusions sanitaires	Eau d'alimentation conforme aux exigences de qualité en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés.
Conformité bactériologique	oui
Conformité physico-chimique	oui
Respect des références de qualité	oui

Résultats d'analyses

Paramètre	Valeur	Limite de qualité	Référence de qualité
Entérocoques /100ml-MS	<1 n/(100mL)	≤ 0 n/(100mL)	
Bact. et spores sulfito-rédu./100ml	<1 n/(100mL)		≤ 0 n/(100mL)
Bact. aér. revivifiables à 22°-68h	<1 n/mL		
Bact. aér. revivifiables à 36°-44h	<1 n/mL		
Bactéries coliformes /100ml-MS	<1 n/(100mL)		≤ 0 n/(100mL)
Escherichia coli /100ml - MF	<1 n/(100mL)	≤ 0 n/(100mL)	
Température de l'eau *	13,3 °C	≥ et ≤ °C	≥ et ≤ 25 °C
Couleur (qualitatif) *	Aucun changement anormal		
Aspect (qualitatif)	Aspect normal		
Odeur (qualitatif)	Aucun changement anormal		
Saveur (qualitatif) *	Aucun changement anormal		
Turbidité néphélométrique NFU	<0,10 NFU		≤ 2 NFU
Chlore libre *	0,39 mg(Cl ₂)/L		
Chlore total *	0,45 mg(Cl ₂)/L		
pH	7,8 unité pH		≥6,5 et ≤ 9 unité pH
pH *	7,6 unité pH		≥6,5 et ≤ 9 unité pH
Conductivité à 25°C	621 µS/cm		≥200 et ≤ 1100 µS/cm
Fer total	<20,0 µg/L		≤ 200 µg/L
Ammonium (en NH ₄)	0,023 mg/L	≥ et ≤ mg/L	≥ et ≤ 0,1 mg/L
Aluminium total µg/l	32,6 µg/L		≤ 200 µg/L

* Analyse réalisée sur le terrain

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)



On entend par « habitant desservi » toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'eau potable sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

Le service public d'eau potable dessert **49 669** habitants au 31/12/2023 (49 445 au 31/12/2022).

En 2023, on observe une augmentation de 1 % du nombre d'habitant. Ce qui est stable d'une année sur l'autre.

1.4. Nombre d'abonnés



Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables d'une redevance à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'assainissement collectif dessert **18 123** abonnés au 31/12/2023 (**17 944** au 31/12/2022).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2023	Variation en %
Auvernoux	120	125	
Ballancourt-sur-Essonne	2 806	2 817	
Baulne	561	615	
Boissy-sous-Saint-Yon	1 554	1 553	
Breux-Jouy	540	548	
Cerny	1 472	1 489	
Champcueil	904	909	
Chevannes	522	525	
D'Huison-Longueville	631	638	
Fontenay-le-Vicomte	550	548	
Guigneville-sur-Essonne	363	367	
Itteville	1 728	1 730	
La Ferté-Alais	1 362	1 380	
Leudeville	570	573	
Mondeville	359	358	
Nainville-les-Roches	221	225	
Orveau	84	85	
Saint-Sulpice-de-Favières	141	144	
Saint-Vrain	1 244	1 256	
Saint-Yon	391	390	
Vert-le-Grand	845	863	
Vert-le-Petit	948	963	
Total	17 944	18 123	1%

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de 38,7 abonnés/km au 31/12/2023 (38,32 abonnés/km au 31/12/2022).

Evolution de la volumétrie d'eau potable à Boissy-sous-Saint-Yon

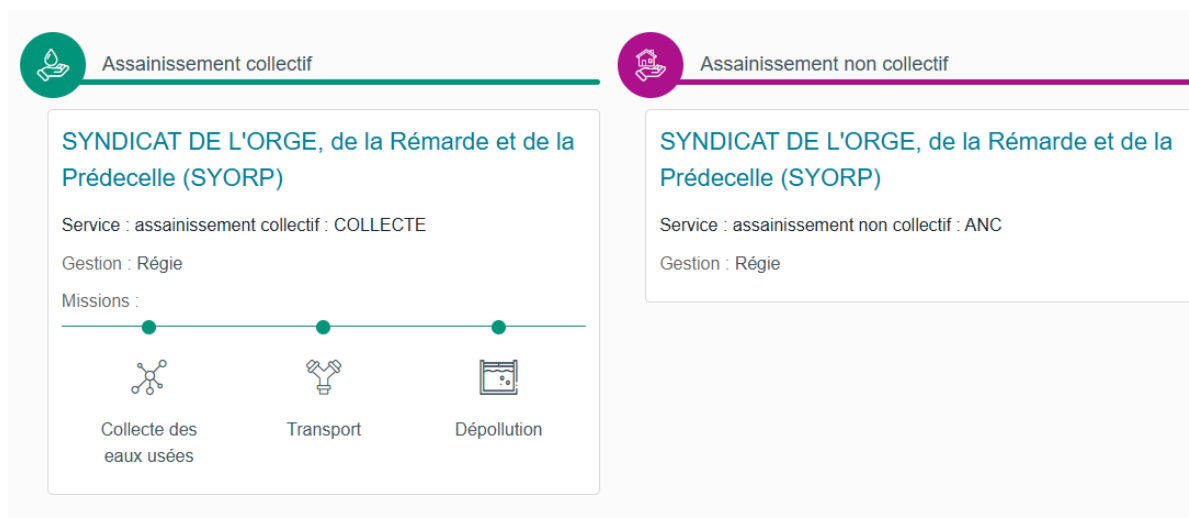
	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
BOISSY SOUS SAINT YON						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	3 915	3 907	3 875	3 853	3 872	0,5%
Nombre d'abonnés (clients)	1 523	1 541	1 554	1 553	1 556	0,2%
Volume vendu (m3)	165 156	166 540	170 307	166 925	141 447	-15,3%

• Conclusion

La commune dispose d'une ressource en eau potable satisfaisante tant en qualité qu'en quantité.

Les installations existantes permettent une augmentation progressive du nombre d'habitants de la commune, telle que définie dans le présent PLU.

Assainissement



Le service d'assainissement collectif est assuré en régie sur l'ensemble du SIARCE.

Le Syndicat de l'Orge exerce sur le territoire de la commune de Boissy-sous-Saint-Yon les compétences « collecte » des eaux usées et des eaux pluviales, « transport » des eaux usées et des eaux pluviales, « traitement » des eaux usées et des eaux pluviales, « assainissement non collectif », « eaux usées assimilées domestiques et non domestiques », « gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) et missions associées » et « milieux naturels et ouverture au public ».

Pour rappel, le Syndicat de l'Orge a été créé par l'arrêté interdépartemental n°2018-PREF- DRCL-669 en date du 31 décembre 2018. Son périmètre s'étend sur 65 communes, au sein de 10 intercommunalités, sur 2 départements, qui y adhèrent ou lui délèguent certaines compétences.

Station d'épuration

Les eaux usées de Boissy-sous-Saint-Yon sont gérées par la station d'épuration du Moulin Neuf, située à Ollainville. En activité depuis 2010, elle est de type boues activées et filtration membranaire et a une capacité de 60000 équivalents habitants. Elle gère les eaux usées d'une partie d'Avrainville, de Boissy-sous-Saint-Yon, de Breuillet, de Breux-Jouy, de Bruyères-le-Châtel, de Dourdan, d'Egry, de Mauchamps, d'une partie d'Ollainville, d'une partie de Roinville-sous-Dourdan, de Saint-Chéron, de Sainte-Mesme, de Saint-Martin-de-Bréthencourt, de Saint-Maurice-Montcouronne, de Saint-Sulpice- de-Favières, de Sermaise, de Souzy-la-Briche, d'une partie de Vaugrigneuse et de Villeconin.

En 2021, la station traitait l'équivalent de 3 455 643 m³. Afin de résoudre la saturation de la station, en temps de pluie, un important travail de lutte contre les eaux claires parasites est en cours.

Réseaux d'assainissement

Le règlement d'assainissement collectif et non collectif en vigueur sur la commune de Boissy- sous-Saint-Yon a été approuvé en date du 11 mai 2021.

Concernant la gestion des eaux pluviales, le Syndicat porte la gestion durable et à la source de ces dernières. Le Syndicat tient à souligner que le futur Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Orge-Yvette et le Schéma Directeur Régionale de l'Ile-de-France (SDRIF-E) développent des prescriptions dans ce sens.

Un schéma directeur d'assainissement d'eaux usées est en cours de réalisation. Un zonage d'assainissement collectif et non collectif est prévu pour fin 2024.

Capacité des réseaux

Sur la commune, le Syndicat ne connaît pas de problème particulier lié au dimensionnement de ses réseaux ou ouvrages d'eaux usées. Aucun projet d'extension n'est prévu à ce jour. Des études ont été réalisées en prévision de travaux sur les réseaux de la rue des Sablons, ainsi que sur les rues Racine, Molière et Boileau. Des travaux sont envisagés sur les réseaux de la rue de la Ferté Alais. Par ailleurs, le Syndicat continue ses investigations afin de déconnecter les eaux parasites des réseaux d'eaux usées.

• **Conclusion**

La commune dispose d'un réseau d'assainissement satisfaisant les besoins actuels et permettant une augmentation progressive du nombre d'habitants dans les parties urbanisées de la commune, telle que définie dans le présent PLU. Dans les secteurs équipés en assainissement individuel, le Syndicat veille à la conformité des installations, qui devront rester d'envergure limitée, comme le prévoit le présent PLU. Enfin, une augmentation progressive du nombre d'habitants de la commune, telle que définie dans le cadre du présent PLU, est compatible avec les capacités actuelles et programmées de la station d'épuration.

2.6.2 Exposition aux nuisances et pollutions environnementales

Sources : ARS, Airparif, ATMO, IREP,

Les facteurs environnementaux sont des déterminants importants de la santé des habitants sur lesquels les municipalités et les intercommunalités ont une vraie légitimité d'action. Les expositions environnementales ne sont pas uniformément réparties sur le territoire francilien, peuvent parfois se cumuler et ne touchent pas de manière homogène toutes les catégories de population. Dans le cadre du plan régional santé environnement 3 (2017- 2021), un travail de croisement de différentes données environnementales (pollution de l'air, bruit des transports, pollution industrielle, des sols, de l'eau distribuée ainsi que des composantes du cadre de vie), à l'échelle d'une maille de 500 mètres de côté, a permis de révéler les situations de cumuls d'expositions d'un point de vue géographique. Un score d'environnement a ainsi été produit. Il s'échelonne entre 0 et 100 et a été catégorisé en 6 niveaux. Plus ce score (niveau) est élevé, plus la probabilité de survenue d'effets sanitaires liés à l'environnement est élevée. Ces secteurs appellent une action renforcée pour réduire les expositions.

Par ailleurs, certains groupes de population (les plus jeunes, les plus âgés, les malades chroniques, les moins favorisés) sont plus sensibles aux expositions environnementales. Ainsi lorsque ce score d'environnement est modulé par les caractéristiques de la population, des secteurs particulièrement vulnérables sont mis en exergue.

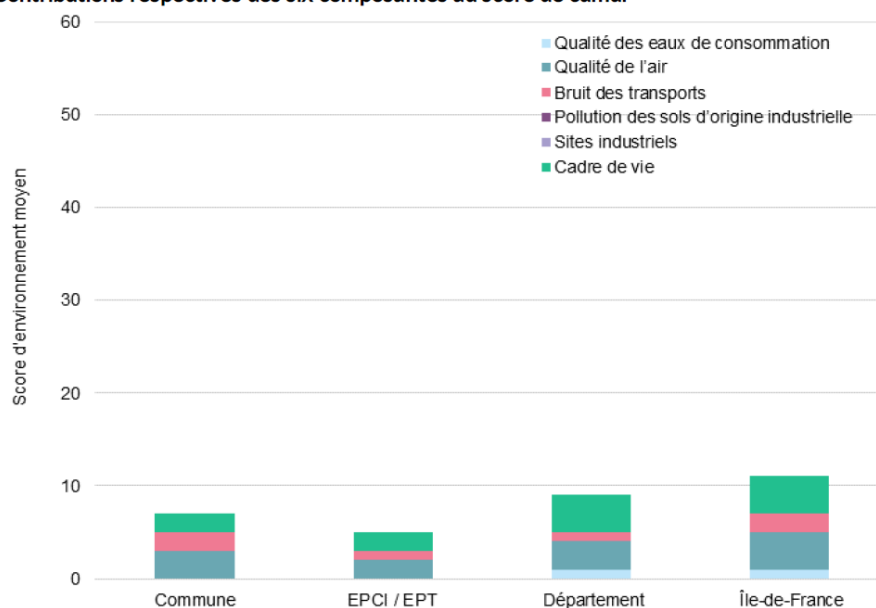
Part de la population communale exposée à un niveau de cumul de nuisances et pollutions environnementales élevé (>= niveau 5) : 0.0 %

Part de la population résidant dans une maille de score cumulé de :

	Commune	EPCI / EPT	Département	Île-de-France
niveau 1	82.8 %	46.9 %	15.1 %	10.6 %
niveau 2	17.1 %	32.8 %	49.4 %	26.1 %
niveau 3	0.1 %	18.8 %	25.8 %	29.0 %
niveau 4	0.0 %	1.5 %	5.7 %	17.7 %
niveau 5	0.0 %	0.0 %	3.3 %	14.6 %
niveau 6	0.0 %	0.0 %	0.7 %	2.0 %

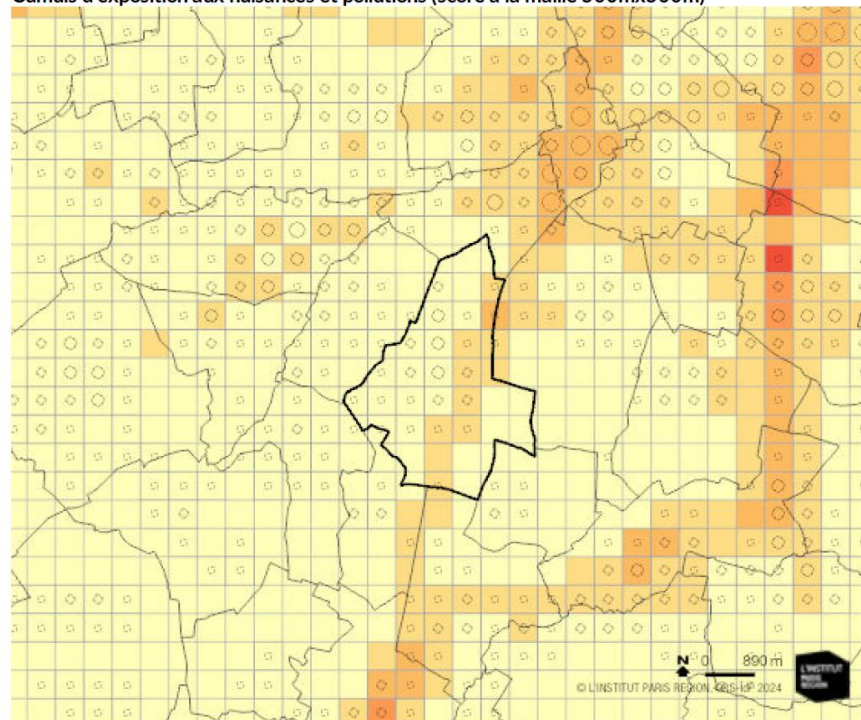
Sources : Insee 2016 et densibati Institut Paris Region 2017-2018, AirParif 2019, BruitParif 2006-2012, DRIEEA 2020, ARS Île-de-France 2019, Exploitation de l'Institut ORS Île-de-France

Contributions respectives des six composantes au score de cumul



Sources : ORS-IdF, Institut Paris Région 2022

Cumuls d'exposition aux nuisances et pollutions (score à la maille 500mx500m)

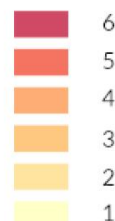


Sources : ORS ÎdF, Institut Paris Région 2022

En savoir plus :

- Cartoviz Institut Paris Region « [Multi-expositions environnementales](#) »
- [Rapport méthodologique](#) ORS Île-de-France, 2022

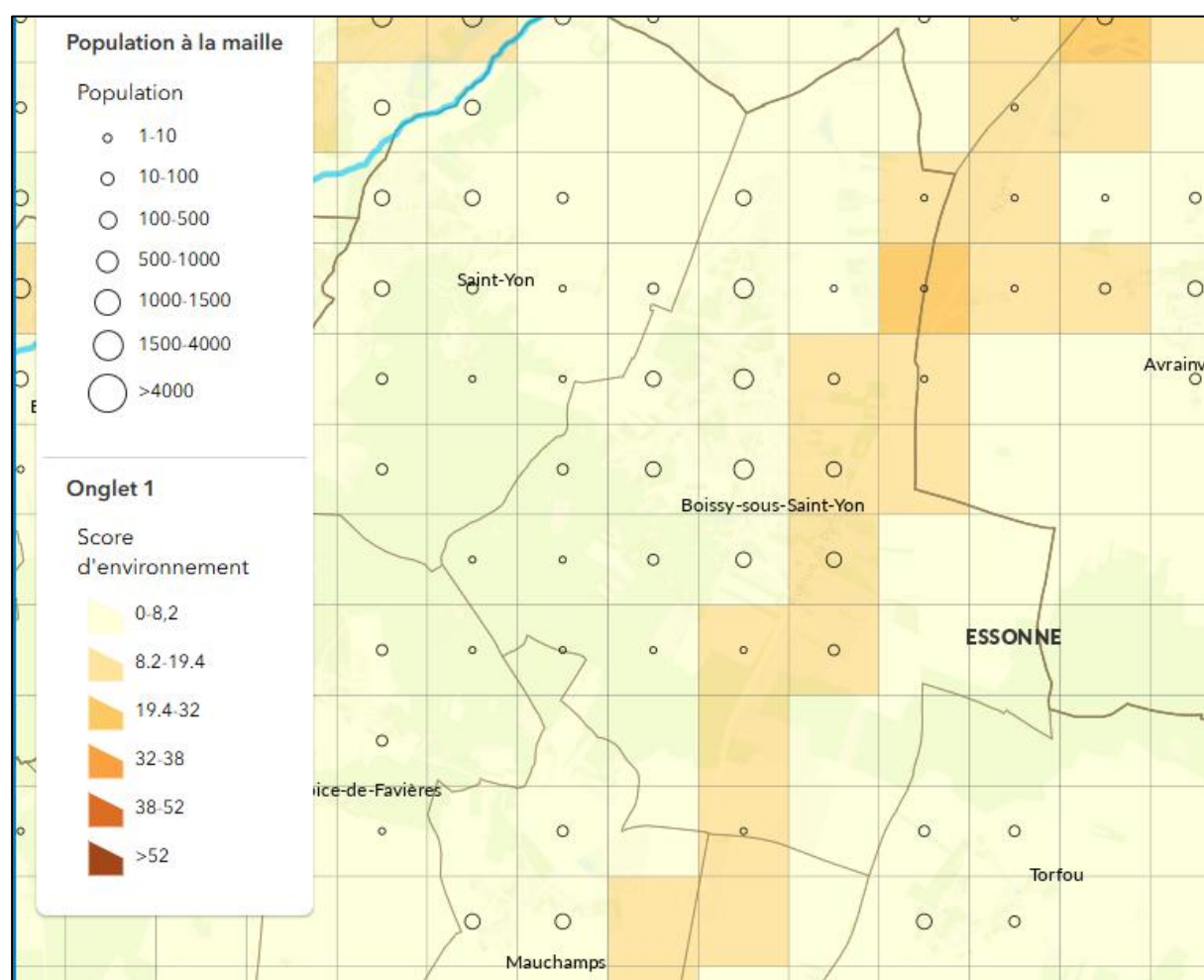
Niveau de multi-exposition environnementale



Population 2016 dans la maille

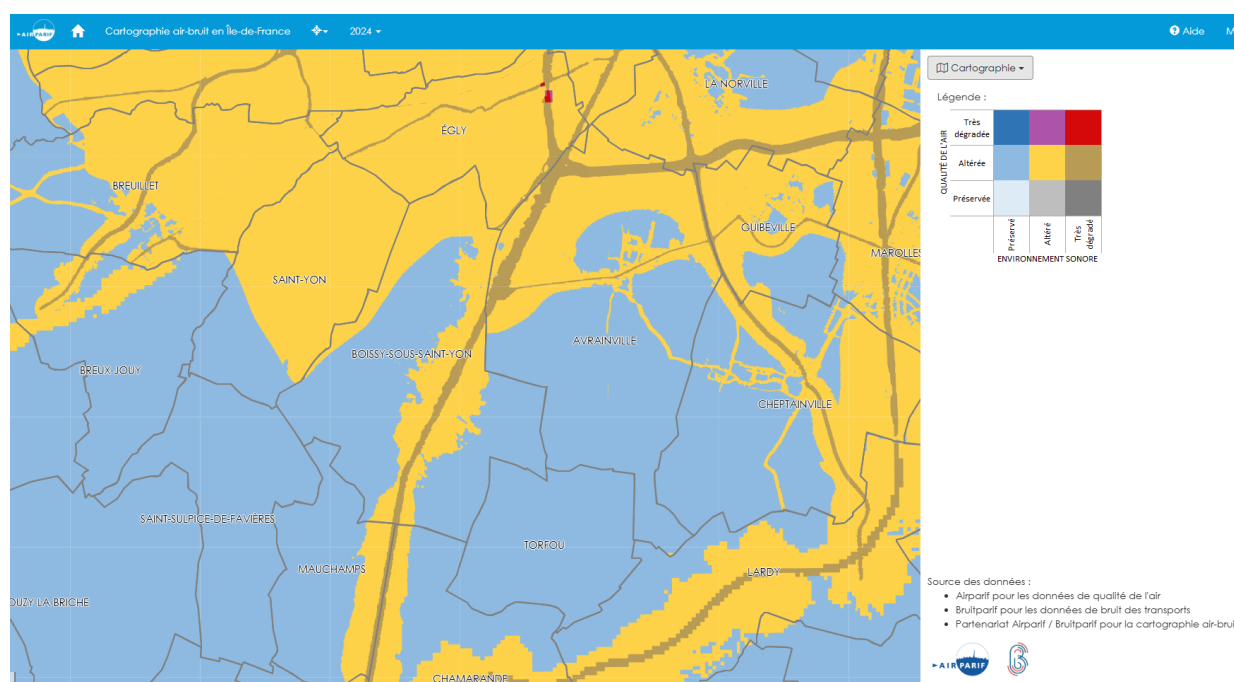


Secteur particulièrement vulnérable



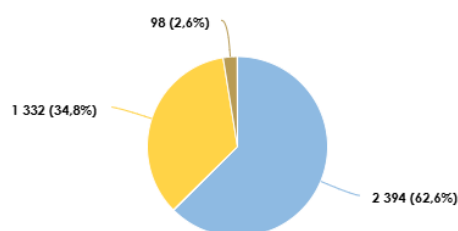
Pour compléter l'état initial, une cartographie croisée pour les enjeux bruit et air a été réalisée par Airparif et Bruitparif. Ainsi, la moitié de la population de la commune est située en zone altérée pour l'environnement sonore et la qualité de l'air, l'autre moitié en zone préservée (air et bruit). En bordure de la RN 20, l'environnement sonore est très dégradé et la qualité de l'air est altérée.

L'ARS attire donc l'attention du pétitionnaire sur les secteurs de cumul des nuisances (nuisances sonores et pollution de l'air) sur lesquels une attention particulière doit être apportée, notamment au bord de la RN20 (ex :OAP « Bas de Torfou »).



BOISSY-SOUS-SAINT-YON

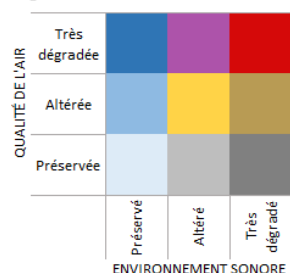
Répartition du nombre d'habitants exposés par classe de coexposition air-bruit :



Données Bruitparif

Source des données de population : INSEE 2016

Légende :



Pour la qualité de l'air, des orientations fixées à des échelles supra-communales :

Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) Ile-de-France

Dans une région dense et urbanisée comme l'Île-de-France, la qualité de l'air est un enjeu sanitaire majeur. L'exposition à la pollution de l'air favorise le développement de pathologies chroniques graves et se traduit par une augmentation de la mortalité, une baisse de l'espérance de vie et un recours accru aux soins.

Face à ces questions de santé publique, un premier plan de protection de l'atmosphère (PPA) a été adopté en 2006, suivi de deux révisions en 2013 puis 2018.

Dans le but d'accélérer la mise en œuvre des dispositions du PPA adopté en 2018, une nouvelle procédure de révision a été lancée début 2022. Le PPA révisé est entré en vigueur le 29 janvier 2025.

Ce quatrième PPA propose 14 mesures déclinées en 32 actions organisées selon 5 axes :

- Se déplacer mieux ;
- Déployer des actions ciblées et renforcées à proximité des sources localisées de pollution ;
- Réduire les émissions du chauffage ;
- Accroître la mobilisation de tous ;
- Renforcer les actions lors des épisodes de pollutions.

L'enquête est conduite par une commission d'enquête, désignée par décision n°E23000002 du Tribunal administratif de Paris, en date du 6 juillet 2023.

Une enquête publique, organisée par le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris et portant sur le projet de révision du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) sur l'ensemble du territoire de la région d'Île-de-France, s'est déroulée du lundi 26 février 2024 jusqu'au mercredi 10 avril 2024, à la demande de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Île-de-France, responsable de projet.

Le Plan Régional pour la Qualité de l'Air

La Région s'est engagée depuis de nombreuses années contre la pollution de l'air, en particulier au travers du précédent plan régional sur la qualité de l'air, adopté en juin 2016 et dénommé « Changeons d'air en Île-de-France ». Ce plan pluriannuel (2016-2021) avait un triple objectif : mieux connaître la situation en Île-de-France, réduire les émissions et actionner les leviers pertinents.

Pour la période 2022-2028, un nouveau plan a été adopté et qui a pour titre : « Un nouvel air pour l'Île-de-France ».

Sont identifiés 4 axes, 11 objectifs et 31 actions :

Transversalité

Objectif 1 : Définir des objectifs quantitatifs

Objectif 2 : Coordonner l'action de reconquête de la qualité de l'air au niveau régional

Action G1 : Définir des objectifs quantitatifs de réduction des émissions

Action G2 : Créer et animer une communauté des territoires engagés pour la qualité de l'air

Action G3 : Inscrire la qualité de l'air dans les programmations et les plans régionaux

Action G4 : Renforcer l'exemplarité régionale dans la commande publique

Action G5 : Prolonger l'exemplarité de la Région dans son fonctionnement

Action G6 : Enrichir l'offre de la centrale d'achat en matière de qualité de l'air

Action G7 : Permettre à l'ASP d'accompagner pleinement les politiques publiques décentralisées

Action G8 : S'engager pleinement dans la concertation sur le périphérique

Connaissance et innovation

Objectif 3 : Appuyer les décisions politiques sur de meilleures connaissances scientifiques

Objectif 4 : Améliorer l'information du grand public et des décideurs

Action C1 : Améliorer le système de surveillance et la prévision du risque allergique lié aux pollens

Action C2 : Confirmer notre soutien à la recherche et à la diffusion de la culture scientifique auprès du grand public

Action C3 : Soutenir l'innovation pour la qualité de l'air

Action C4 : Accompagner les agriculteurs dans les innovations visant à réduire les émissions d'ammoniac

Action C5 : Étudier les émissions des transports hors motorisation

Action C6 : Évaluer l'efficacité des mesures prises lors de pics de pollution

Action C7 : S'appuyer sur l'expertise technique d'Airparif

Mobilités

Objectif 5 : Accompagner le développement de mobilités plus propres

Objectif 6 : Aider la décarbonation de la logistique et des transports professionnels

Objectif 7 : Diminuer les nuisances des deux-roues motorisés

Objectif 8 : Dépolluer les enceintes souterraines ferroviaires

Action M1 : Poursuivre l'aide au vélo

Action M2 : Encourager l'usage du vélo pour les professionnels

Action M3 : Continuer à soutenir la transition vers les « véhicules propres »

Action M4 : Mettre en œuvre l'acte 2 de la Stratégie Fret

Action M5 : Améliorer l'efficacité des transports collectifs et diminuer leurs émissions

Action M6 : Améliorer la qualité de l'air des espaces souterrains des transports en communs

Action M7 : Faciliter le rabattement des particuliers de grande couronne vers les transports en commun

Action M8 : Maîtriser la circulation routière

Action M9 : Promouvoir des déplacements plus propres

Action M10 : Poursuivre la démarche du lissage des heures de pointe

Action M11 : Diminuer les émissions au sol de la filière aéroportuaire

Habitat et bâtiments

Objectif 9 : Améliorer la surveillance de la qualité de l'air intérieur

Objectif 10 : Lutter contre la pollution des cheminées

Objectif 11 : Utiliser l'aménagement pour améliorer la qualité de l'air

Action H1 : Lancer un Plan Ventilation pour améliorer la qualité de l'air intérieur

Action H2 : Diminuer la pollution liée au chauffage au bois

Action H3 : Limiter la construction de bâtiments recevant du public sensible dans les zones trop polluées

Action H4 : Prendre en compte les enjeux de qualité de l'air dans la rénovation, la construction et la réhabilitation

Action H5 : Réduire la pollution liée aux groupes électrogènes

Le Plan Régional Santé Environnement (PRSE) 2024-2029

Outre ses missions régaliennes exercées par les services santé environnement dans les délégations départementales (contrôle et inspection, surveillance et avis sanitaires), l'ARS copilote, avec les services de l'Etat et du Conseil Régional, l'élaboration et la mise en œuvre du plan régional santé environnement, dont l'objectif principal est la réduction des expositions environnementales de la population francilienne, au travers de multiples formes d'actions en partenariat avec les acteurs locaux.

Le Plan Régional Santé Environnement (PRSE) est une déclinaison du Plan National Santé Environnement. Comme ce dernier, le PRSE est un outil de planification établi pour une durée de 5 ans, conformément aux articles L.1311-6 et L.1311-7 du code de la santé publique.

Le PRSE reprend les grandes orientations du plan national santé environnement et intègre également les enjeux de santé environnement propres aux spécificités de l'Île-de-France.

Le PRSE constitue un outil d'intervention pour réduire les inégalités territoriales de santé en priorisant sa stratégie d'action vers les territoires et les populations les plus vulnérables.

Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) d'Entre Juine et Renarde

Le plan air s'inscrit dans la continuité des démarches déjà engagées par le territoire, notamment le PCAET approuvé le 31 mars 2021. Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) d'Entre Juine et Renarde est un projet territorial de développement durable visant à atténuer les effets du changement climatique et à adapter le territoire à ces changements.

Il repose sur une stratégie visant la réduction des émissions de polluants dans tous les secteurs étudiés : résidentiel, tertiaire, industriel, transport et agriculture. La stratégie ainsi développée et les actions mises en œuvre devraient permettre, à l'horizon 2030, d'atteindre les objectifs réglementaires du PREPA, excepté pour le polluant NOX, pour lequel une réduction de 59 % est atteinte contre 69 % attendus.

Cette situation s'explique notamment par la présence de la RN20, sur laquelle le territoire ne peut pas agir directement. Néanmoins, avec un plan d'actions s'étendant jusqu'à l'horizon 2050, la CCRJR est en mesure de préciser que cet objectif pourra être atteint en 2044.

Qualité de l'air

Généralités et réglementation

La pollution de l'air a des effets variés sur la santé et sur l'environnement. C'est un phénomène local, continental et mondial. Les émissions de polluants sont issues du chauffage, de l'évaporation des solvants et des hydrocarbures, des fumées des usines et des gaz produits par les véhicules.

En termes de santé, les personnes les plus sensibles, comme les enfants, les personnes âgées, les grands fumeurs, les malades du cœur ou des poumons, sont les plus concernées par la pollution atmosphérique. Pour celles-ci, la pollution peut favoriser les maladies, en aggraver certaines, et parfois même précipiter le décès.

La pollution de l'air constitue à la fois une atteinte à la qualité de vie et à la santé. En outre, elle dégrade l'environnement et le climat (pluies acides, pollution photochimique, trou de la couche d'ozone, effet de serre...).

Les polluants nombreux sont très variables et ils évoluent en particulier sous les effets des conditions météorologiques lors de leur dispersion (évolution physique et chimique). Aux polluants initiaux (ou primaires) peuvent alors se substituer des polluants secondaires (exemple l'ozone, les aldéhydes, certains aérosols acides...).

En milieu urbain ou suburbain, la qualité de l'air peut être surveillée grâce à l'examen de concentrations en certains gaz ou descripteurs de l'air ambiant (exemple : teneurs particulières en suspension).

L'efficacité de la surveillance ou du suivi de la qualité de l'air est liée à l'examen d'un nombre « restreint » de descripteurs considérés comme représentatifs, portant le plus souvent sur les paramètres physiques ou chimiques de composition de l'air ambiant.

Les valeurs mesurées sont alors à rapprocher des valeurs-cadres prescrites dans la réglementation en vigueur. Les documents cadres existants se composent, de façon synthétique, de :

- Code de l'environnement (articles L.221-1 et suivants, R.221-1 et suivants) ;
- Directives européennes ;
- Recommandations de l'OMS.

Les objectifs de qualité de l'air ambiant, les seuils de recommandation, d'information ou d'alerte et les valeurs limites (critères nationaux) sont présentés dans le tableau en page suivante.

Polluant	Valeur limite	Objectif de qualité	Seuil de recommandation et d'information du public	Seuil d'alerte
NO₂ Dioxyde d'azote	En moyenne annuelle : 40 µg/m ³ En moyenne horaire : 200 µg/m ³ à ne pas dépasser plus de 18 heures par an (soit 0,2% du temps).	En moyenne annuelle : 40 µg/m ³	En moyenne horaire : 200 µg/m ³	En moyenne horaire : - 400 µg/m ³ dépassé sur 3 heures consécutives - 200 µg/m ³ si dépassement de ce seuil la veille, et risque de dépassement de ce seuil le lendemain.

SO₂ Dioxyde de soufre	En moyenne annuelle : (pour les écosystèmes) 20 µg/m ³ En moyenne journalière : 125 µg/m ³ à ne pas dépasser plus de 3% du temps (0,8% du temps). En moyenne horaire : 350 µg/m ³ à ne pas dépasser plus de 24 heures (0,3% du temps).	En moyenne annuelle : 50 µg/m ³ En moyenne horaire : 350 µg/m ³	En moyenne horaire : 300 µg/m ³	En moyenne horaire : 500 µg/m ³ dépassé pendant 3 heures consécutives.
Pb Plomb	En moyenne annuelle : 0,5 µg/m ³	En moyenne annuelle : 0,25 µg/m ³		
PM₁₀ Particules fines de diamètre inférieur ou égal à 10 micromètres	En moyenne annuelle : 40 µg/m ³ En moyenne journalière : 50 µg/m ³ à ne pas dépasser plus de 35 jours (9,6% du temps).	En moyenne annuelle : 30 µg/m ³	En moyenne journalière : 50 µg/m ³	En moyenne journalière : 80 µg/m ³
PM_{2,5}	En moyenne annuelle : 25 µg/m ³	En moyenne annuelle : 10 µg/m ³		
CO Monoxyde de carbone	Maximum journalier de la moyenne sur 8 heures : 10 000 µg/m ³			
C₆H₆ Benzène	En moyenne annuelle : 5 µg/m ³	En moyenne annuelle : 2 µg/m ³		
O₃ Ozone		Seuil de protection de la santé, pour le maximum journalier de la moyenne sur 8 heures : 120 µg/m ³ pendant une année civile Seuil de protection de la végétation,	En moyenne horaire : 180 µg/m ³	Seuil d'alerte pour une protection sanitaire pour toute la population : 240 µg/m ³ en moyenne horaire sur 1 heure. Seuil d'alerte pour la mise en œuvre progressive des mesures d'urgence, en moyenne horaire : 1 ^{er} seuil : 240 µg/m ³ dépassé

		AOT 40 de mai à juillet de 8h à 20h : 6 000 µg/m³.h		pendant 3 h consécutives 2 ^e seuil : 300 µg/m³ dépassé pendant 3 h consécutives 3 ^e seuil : 360 µg/m³
--	--	---	--	--

Qualité de l'air à Boissy-sous-Saint-Yon en 2023 – Indice ATMO

L'indice ATMO a été développé par les Associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA), ils calculent et publient chaque jour un indice de la qualité de l'air appelé indice ATMO. Il a été conçu en 1994 mais a été revue en 2021 afin de remplacer l'ancien indice CITEAIR.

L'indice ATMO se rapproche de l'indice européen de la qualité de l'air en prenant en compte les mêmes 5 polluants : l'ozone, le dioxyde d'azote (NO₂), le dioxyde de soufre (SO₂) et les particules en suspension (PM₁₀ et PM_{2.5}).

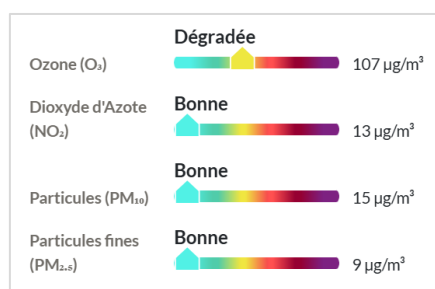
Les seuils sont également identiques tout comme les qualificatifs associés : « bon », « moyen », « dégradé », « mauvais », « très mauvais », « extrêmement mauvais ».

		Bon	Moyen	Dégradé	Mauvais	Très mauvais	Extrêmement mauvais
Moyenne journalière	PM2.5	0-10	10-20	20-25	25-50	50-75	>75
Moyenne journalière	PM10	0-20	20-40	40-50	50-100	100-150	>150
Max horaire journalier	NO ₂	0-40	40-90	90-120	120-230	230-340	>340
Max horaire journalier	O ₃	0-50	50-100	100-130	130-240	240-380	>380
Max horaire journalier	SO ₂	0-100	100-200	200-350	350-500	500-750	>750

Source : ATMO France

Source : ATMO France

Le 13 mai 2025 la qualité de l'air par polluant est :



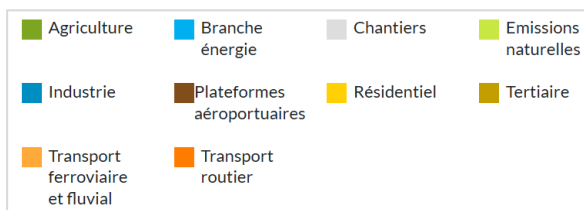
La concentration moyenne annuelle de dioxyde d'azote était de 7 µg/m³ (la valeur limite pour la santé est de 40 µg/m³).

En 2023, la concentration moyenne annuelle de particules à était de 14 µg/m³ (la valeur limite pour la santé est de 40 µg/m³).

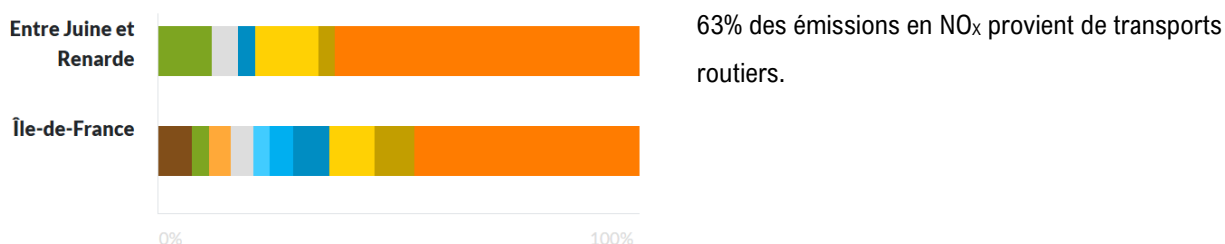
En 2023, le nombre de jours supérieurs à 120µg/m³ pendant 8 heures d'ozone à était de 17 jours.

Les émissions de la CCEJR en 2021

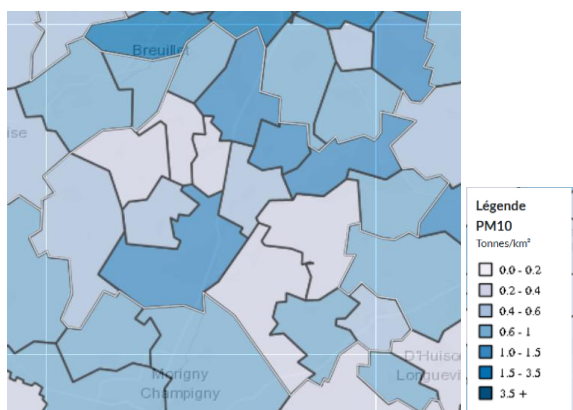
Code couleur pour les émissions



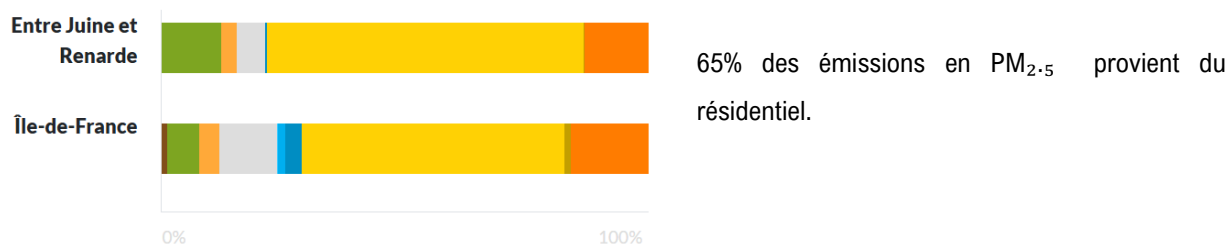
Les émissions de **NO_x** sont de **57 840 Tonnes** pour la région **Île-de-France** et de **158,7 Tonnes** pour l'intercommunalité **Entre Juine et Renarde** réparties selon les secteurs d'activité suivants :



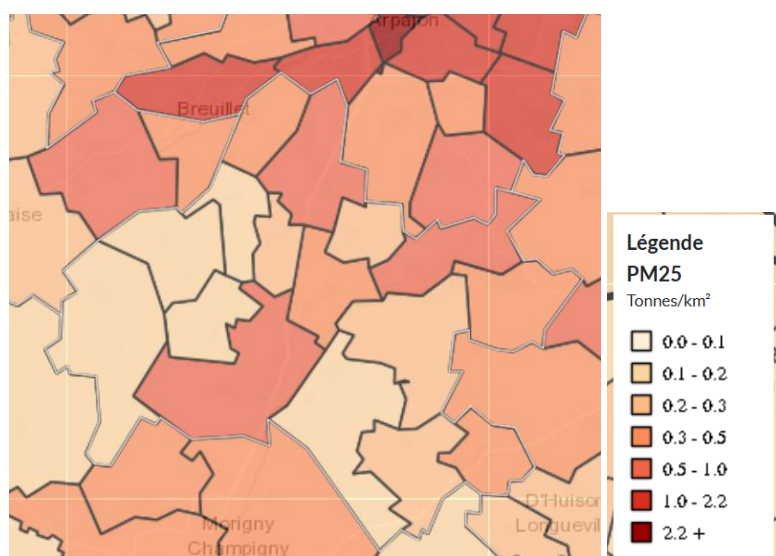
Les émissions de **PM₁₀** sont de **14 420 Tonnes** pour la région **Île-de-France** et de **77 Tonnes** pour l'intercommunalité **Entre Juine et Renarde** réparties selon les secteurs d'activité suivants :



Les émissions de **PM_{2.5}** sont de **8 780 Tonnes** pour la région **Île-de-France** et de **45 Tonnes** pour l'intercommunalité **Entre Juine et Renarde** réparties selon les secteurs d'activité suivants :



Les émissions de $PM_{2.5}$ sont entre 0,3 et 0,5 Tonnes/Km² pour Boissy-sous-Saint-Yon.



2.7 Les risques naturels et technologiques

2.7.1 Les risques naturels

Sources : DDRM Essonne, prim.net,

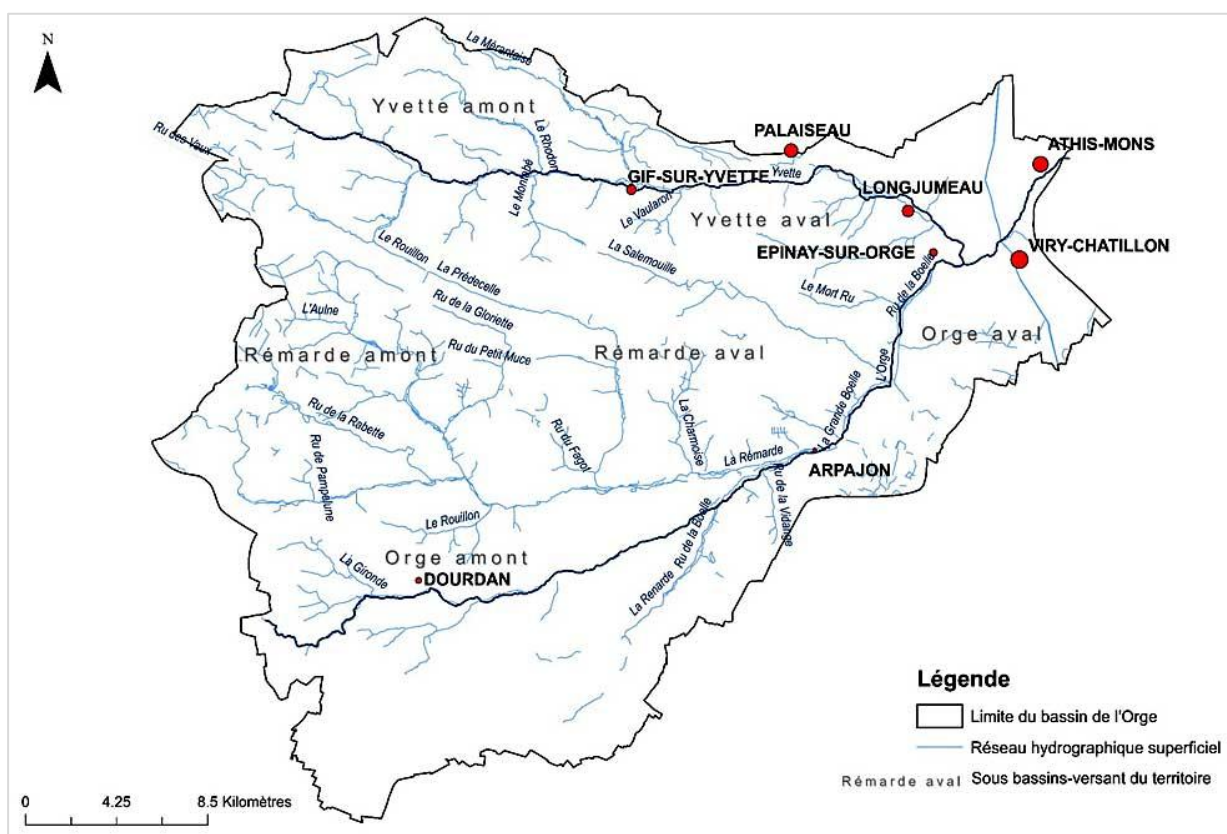
Géorisques

Syndicat de l'Orge

Le risque inondation

Les inondations, bien qu'induites par des événements pluvieux intenses, sont largement exacerbées par l'évolution de l'aménagement du territoire.

Dans la vallée de l'Orge, l'urbanisation croissante et l'augmentation des surfaces imperméabilisées, combinées à la simplification des paysages due aux changements dans les pratiques agricoles, intensifient le risque d'inondation et la vulnérabilité des populations et des activités.



Les principaux risques sur ce territoire sont liés aux débordements de cours d'eau ainsi qu'aux phénomènes de ruissellement, tant urbains qu'agricoles. Pour atténuer ces dangers, le Syndicat s'engage activement dans l'aménagement des cours d'eau et de leurs bassins versants, en particulier à travers le Programme d'Action de Prévention des inondations (PAPI) Orge-Yvette, mais également avec l'aide d'outils réglementaires comme les PPRI.

Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI)

Sur l'ensemble du bassin Seine-Normandie, le P.G.R.I. fixe aux collectivités compétentes en urbanisme des objectifs et ambitions qui doivent être affichés dans les documents d'urbanisme :

Ainsi, le PLU identifie et doit permettre de préserver les cours d'eau, les zones d'expansion des crues et les zones humides (objectifs 1C1 et 2C1). La disposition 1D1 du PGRI, commune au SDAGE, précise que l'aménagement du territoire communal ne doit pas compromettre les capacités d'expansion des crues. Pour satisfaire ce principe, une réflexion doit être menée sur l'implantation des nouveaux aménagements et leur conception.

- Le PLU doit également concourir à préserver les écoulements naturels via une gestion adaptée des eaux pluviales et du ruissellement (objectifs 1E commun au SDAGE et 2E2). Dans cette logique le PLU peut notamment identifier les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols, ainsi que pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement. Sur la base de ce zonage, les collectivités ont notamment vocation à édicter les principes et les règles nécessaires au ralentissement du transfert des eaux de pluie vers les cours d'eau (articles L.2224-10 du code général des collectivités territoriales et R.151-43 du code de l'urbanisme).
- Le PLU, au titre du PGRI, doit également afficher des ambitions en matière de maîtrise de l'urbanisation en zone inondable (objectif 1C2). Pour les projets d'aménagements dans le lit majeur des cours d'eau, la doctrine « éviter, réduire et compenser » doit être appliquée (objectif 1D1). Afin de s'inscrire dans l'objectif général de ne pas augmenter la vulnérabilité des zones urbanisées ou à urbaniser, les réflexions portant sur la planification du territoire résilient aux inondations qui peuvent aller jusqu'à la recomposition spatiale du territoire sont encouragés en priorité dans les territoires à risque important d'inondation (objectif 1C3).
- L'élaboration d'un PLU peut également être l'occasion d'améliorer la connaissance des enjeux exposés et de la vulnérabilité globale des territoires, via la réalisation de diagnostic de vulnérabilité du territoire. Il peut s'agir de diagnostiquer des bâtiments à usage d'habitation ou d'activités économiques dans les secteurs à enjeux (objectifs 1A3 et 1B). Par ailleurs, le PLU tenant lieu de PLH doit être compatible ou rendu compatible avec les objectifs de réduction de la vulnérabilité et d'aménagement résilient face aux inondations (objectif 1B8).

Les programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI)

Le Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) permet de définir une gestion intégrée des risques inondations à l'échelle du bassin versant en vue de réduire leurs conséquences dommageables sur la santé humaine, les biens, les activités économique et l'environnement.

C'est un outil opérationnel de contractualisation entre l'Etat et les collectivités qui permet d'élaborer une politique globale intégrant les enjeux liés à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme ainsi qu'à la préservation de milieux naturels. Il définit les actions et travaux à réaliser à l'échelle du bassin versant Orge-Yvette.

Le PAPI doit contribuer aux objectifs et dispositions du PGRI (Plan de gestion des risques d'inondation), des SLGRI (Stratégie locale de gestion des risques d'inondation) ainsi que, du SDAGE (Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) et du SAGE (Schéma d'aménagement et de gestion des eaux).

Le PAPI est l'outil opérationnel de déclinaison du volet Inondation du SAGE Orge-Yvette.

Objectifs du PAPI d'intention Orge-Yvette

Le PAPI d'intention, labellisé en octobre 2018, a pour but de :

- Élaborer une stratégie locale de gestion du risque inondation à l'échelle du bassin versant.
- Réaliser des études préalables nécessaires à la mise en œuvre d'un PAPI complet.
- Renforcer la culture du risque auprès des acteurs locaux et des habitants.
- Préparer la réalisation d'actions concrètes pour réduire la vulnérabilité du territoire.

Ce programme est porté par le SIAHVV (Syndicat Intercommunal d'Aménagement Hydraulique de la Vallée de l'Yvette), en partenariat avec le SYORP (Syndicat de l'Orge, de la Rémarde et de la Prédecelle), les collectivités locales, les services de l'État et d'autres partenaires.

Axes d'intervention et actions principales

Le PAPI d'intention comprend 35 actions réparties sur plusieurs axes :

- **Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque** : études hydrauliques, diagnostics de vulnérabilité, cartographie des zones inondables.
- **Surveillance, prévision et alerte** : mise en place de réseaux de suivi des hauteurs d'eau et des débits, développement d'outils de prévision.
- **Réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens** : actions de sensibilisation, accompagnement des communes dans l'élaboration de Plans Communaux de Sauvegarde.
- **Prise en compte du risque inondation dans l'aménagement du territoire** : intégration des enjeux dans les documents d'urbanisme, promotion de solutions fondées sur la nature.
- **Gestion des écoulements** : études sur la gestion des eaux pluviales, identification des zones à enjeux.

Le risque inondation par remontée de nappes

Le territoire communal est concerné par le risque de remontée de nappes par débordement de nappes et aux inondations de caves.

Une zone « sensible aux remontées de nappes » est un secteur, dont les caractéristiques d'épaisseur de la Zone Non Saturée, et de l'amplitude du battement de la nappe superficielle, sont telles qu'elles peuvent déterminer une émergence de la nappe au niveau du sol, ou une inondation des sous-sols à quelques mètres sous la surface du sol.

Le risque mouvement de terrain

Un mouvement de terrain est un déplacement d'une partie du sol ou du sous-sol. Le sol est déstabilisé pour des raisons naturelles (la fonte des neiges, une pluviométrie anormalement forte...) ou occasionnées par l'homme : déboisement, exploitation de matériaux ou de nappes aquifères... Un mouvement de terrain peut prendre la forme d'un affaissement ou d'un effondrement, de chutes de pierres, d'éboulements, ou d'un glissement de terrain.

La commune n'est pas soumise à un PPRN mouvement de terrain.

Risques de mouvement de terrain liés au retrait-gonflement des argiles

Le risque de retrait/gonflement des argiles est gradué selon une échelle d'aléas variant de nul à fort.

C'est un risque naturel généralement consécutif aux périodes de sécheresse ; en effet, en fonction

des conditions météorologiques, les sols argileux superficiels peuvent varier de volume suite à une modification de leur teneur en eau : retrait en période de sécheresse, puis gonflement au retour des pluies.

La carte d'aléa du retrait-gonflement de la DRIEAT, permet de visualiser le faciès hétérogène que présente le territoire de Boissy-sous-Saint Yon vis-à-vis de cette thématique :

- La partie ouest Nord de la commune est concernée par un aléa moyen avec une localisation en zone d'aléa fort au Nord Est ;
- Toute la partie centrale et Est de la commune se localisent en zone d'aléa moyen avec une localisation en zone d'aléa fort à l'est de la partie urbanisée ;
- La partie Sud et Ouest de la commune, s'inscrit dans une zone soumise à un aléa faible avec une localisation en zone d'aléa moyen ;

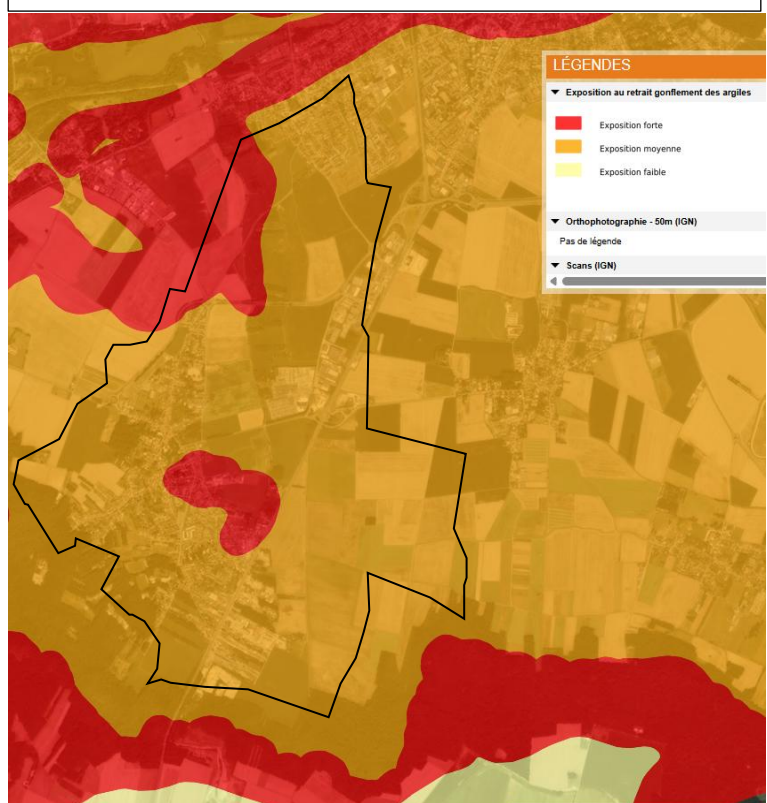
Risques de mouvement de terrain liés à l'effondrement de cavités

Le DDRM 91 fait état d'un risque de cavités souterraines.

La connaissance de ce risque dans le département de l'Essonne s'appuie sur deux inventaires :

- Un inventaire réalisé par l'Inspection Générale des Carrières (IGC). Cette liste est mise à jour chaque année sur la base de nouvelles cavités repérées par les communes et inspectées par l'IGC. Cette liste n'est pas officielle ni réglementaire.
- Un inventaire réalisé par le CEREMA (ex CETE) en 2012 sur tous les types de cavités souterraines et notamment les anciennes carrières souterraines. Cette étude s'est appuyée notamment sur les archives de la DDT, de la DRIEAT et du CEREMA. Malgré ses limites (reprise des données bibliographiques, souvent

Aléa Retrait-Gonflement des argiles à Boissy-sous-Saint-Yon.
Source – Infoterre BRGM



anciennes et aucune visite de cavité souterraine effectuée) cet inventaire a vocation à élargir la connaissance des cavités sur le département en complément de celle de l'IGC.

Dans l'inventaire IGC, la commune n'est pas concernée par le risque carrières souterraines ou cavités abandonnées.

Risque sismique :

Depuis le 22 octobre 2010, la France dispose d'un nouveau zonage sismique divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante :

- Une zone de sismicité très faible où il n'existe aucune prescription parasismique particulière ;
- Quatre zones de sismicités faible, modérée, moyenne ou forte, dans lesquelles des mesures préventives, notamment des règles de construction, d'aménagement et d'exploitation parasismiques, sont appliquées aux bâtiments, aux équipements et aux installations de la classe dite « à risque normal », conformément aux articles R.563-3 et R.563-4 du Code de l'environnement.

Ces zonages impliquent le respect de normes de construction parasismique pour les bâtiments qui se répartissent en deux classes : bâtiments à risque normal et bâtiments à risque spécial (les installations classées au titre du code de l'Environnement par exemple).

Les bâtiments à risque normal sont classés en quatre catégories d'importance croissante : de la catégorie I à faible enjeu, à la catégorie IV, qui regroupe les structures stratégiques et indispensables à la gestion de crise.

La conception des structures selon l'Eurocode 8 repose sur des principes conformes aux codes parasismiques internationaux les plus récents. La sécurité des personnes est l'objectif du dimensionnement parasismique, mais également la limitation des dommages causés par un séisme.

Ce zonage identifie la commune en zone d'aléa très faible (niveau 1 sur 5). Ce classement en zone d'aléa sismique faible n'implique la mise en œuvre d'aucune règle de construction parasismique spécifique.

La commune n'est pas concernée par un PPRN séisme.

Le risque feu de forêt

La forêt couvre une surface de 40 000 hectares dans l'Essonne, soit 22 % de la surface du département. L'indicateur « ID Rff », calculé selon les critères de la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises (DGSCGC), montre que le risque feu de forêt en Essonne est classé comme « très faible ».

La présence d'ambroisie

L'ambroisie est une espèce végétale hautement allergisante pour l'homme et à fort potentiel d'envahissement, signalée dans le département. Dans ce contexte, l'arrêté préfectoral ARS-91-2021- VSS-SE n°30 du 7 juin 2021 prescrit la destruction obligatoire de l'ambroisie à feuilles d'armoise, de l'ambroisie à épis lisses et de l'ambroisie trifide. La présence d'ambroisie n'est actuellement pas observée sur la commune.

Lutte antivectorielle

Depuis le 29 novembre 2018, le département de l'Essonne est inscrit sur la liste des départements où les moustiques constituent une menace pour la santé des populations. Il est classé au niveau albopicticus 1 du plan anti-dissémination du chikungunya et de la dengue en métropole. Un arrêté préfectoral a été pris explicitant les mesures et responsabilités de chacun dans cette lutte antivectorielle (Arrêté préfectoral ARS-SE n°012-2019 du 2 mai 2019).

2.7.2 Les risques technologiques et autres risques

Source : DDRM Essonne, installationsclassées.developpement-durable.gouv.fr

Le Transport de Matières Dangereuses (TMD)

Une matière dangereuse est une substance qui, par ses propriétés physiques ou chimiques, ou bien par la nature des réactions qu'elle est susceptible de mettre en œuvre, peut présenter un danger grave pour l'homme, les biens ou l'environnement. Elle peut être inflammable, toxique, explosive, corrosive ou radioactive.

Le transport de matières dangereuses (TMD) concerne essentiellement les voies routières (2/3 du trafic en tonnes kilomètre) et ferroviaires (1/3 du trafic) ; la voie d'eau (maritime et les réseaux de canalisation) et la voie aérienne participent à moins de 5 % du trafic. Sur la route, le développement des infrastructures de transports, l'augmentation de la vitesse, de la capacité de transport et du trafic multiplient les risques d'accidents.

Le risque lié au TMD est consécutif à un accident se produisant lors du transport de matières dangereuses, par voie routière, ferroviaire, aérienne ou fluviale, ou par canalisation.

Un accident dû au TMD peut entraîner, selon sa nature, une explosion, un incendie, des fuites ou des émanations toxiques. Les fuites peuvent engendrer la pollution des sols, des nappes et peuvent avoir de lourdes répercussions sur l'environnement et les activités de la commune. Il s'agit du premier risque en Ile de France.

La commune, traversée par la RN20, est soumise au risque d'exposition lié aux Transports de Matières Dangereuses (TMD) par voie routière.

Les sites et sols susceptibles d'être pollués

Sources : Bases de données BASIAS et BASOL.

Deux bases de données du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire (MEEDDAT) recensent les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif :

- BASIAS (Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service) ; réalisée avec le BRGM. Cette base de données recense de façon large et systématique tous les sites industriels abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution pour l'environnement ;
- BASOL : base de données recensant les sites et sols pollués, ou potentiellement pollués, appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

Remarque : Il est à noter que l'inscription d'un site dans la banque de données BASIAS ne signifie pas obligatoirement qu'une pollution du sol existe à cet endroit, mais seulement qu'une activité polluante a occupé le site, et que les sols peuvent donc avoir été souillés.

Risque de pollution lié aux activités : le BRGM a mis en place une base de données des anciens sites industriels et activités susceptibles d'être à l'origine d'une pollution de services appelée BASIAS. 6 sites BASIAS sont répertoriés.

Sites basias (source : brgm)		
Etablissement	Etat d'occupation du site	Activité
SOUDEX	En activité	Fabrique de colle
PETROREP	En activité	Hydrocarbure de type carburant
RENOIR et Cie	Ne sait pas	Fabrique et réparation de moteurs
Bourdin et Chausse	En activité	Garage
Jame	Ne sait pas	Garage
La Porte	Activité terminée	Garage

Le risque industriel : les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

Source : <http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/>

Le risque industriel est lié à la potentialité de survenue d'un accident majeur se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates et graves pour le personnel, les riverains, les biens et l'environnement. Afin d'en limiter la survenue et les conséquences, les établissements les plus dangereux sont soumis à une réglementation stricte et à des contrôles réguliers. Il s'agit d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), car leur activité peut être source de nuisances ou de risques pour l'environnement et le voisinage.

Le risque peut avoir deux conséquences :

- Des conséquences directes :
 - Dans le cas d'une explosion : choc avec des étincelles, mélange de produits. Il peut y avoir des traumatismes provoqués par l'effet de souffle ou l'onde de choc (effet domino possible en cas de stockage de produits) ;
 - Dans le cas d'un incendie : risques de brûlures, d'asphyxie, effet domino possible ;
 - Dans le cas d'émanations, c'est-à-dire de dispersion dans l'air de produits dangereux, il peut y avoir des intoxications, des irritations par inhalation etc.
- Des conséquences indirectes : En cas de fuites ou d'épandage de produits toxiques, les sols peuvent être pollués, ainsi que les nappes et l'eau.

Toutes les communes sur lesquelles sont présentes des installations classées sont soumises à un risque industriel.



7 établissements soumis à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement sont présents sur la commune. Ils se concentrent dans le secteur du Bas de Torfou, de part et d'autre de la RN 20.

Aucune activité classée SEVESO II n'est présente sur la commune.

Installations classées (source : installationsclassées.developpement-durable.gouv.fr)		
Nom établissement	Etat d'activité	Activité
ABC Négoce	En fonctionnement	Stockage, dépollution, démontage de VHU
Allo Cars Casse	En fonctionnement	Commerce et réparation automobiles et motocycles
PETROREP	En fonctionnement	Liquides inflammables dépôt
SECM	En fonctionnement	Exploitation de carrières
Sphinx international	En fonctionnement	Caoutchouc, élastomères, (dépôts usagés)
STOP auto 91	En fonctionnement	Métaux (stockage, activité de récupération)
TRANSAC Auto	En fonctionnement	Stockage, dépollution, démontage de VHU

➤ La carrière de sablons

La société S.E.C.M. exploitait jusqu'en 2017 une carrière de sablons, localisée sur la commune de Boissy-sous-saint-Yon. La dernière décennie d'exploitation a été marquée par un contexte économique en berne qui a ralenti les cadences d'extraction et a retardé d'environ 6 ans :

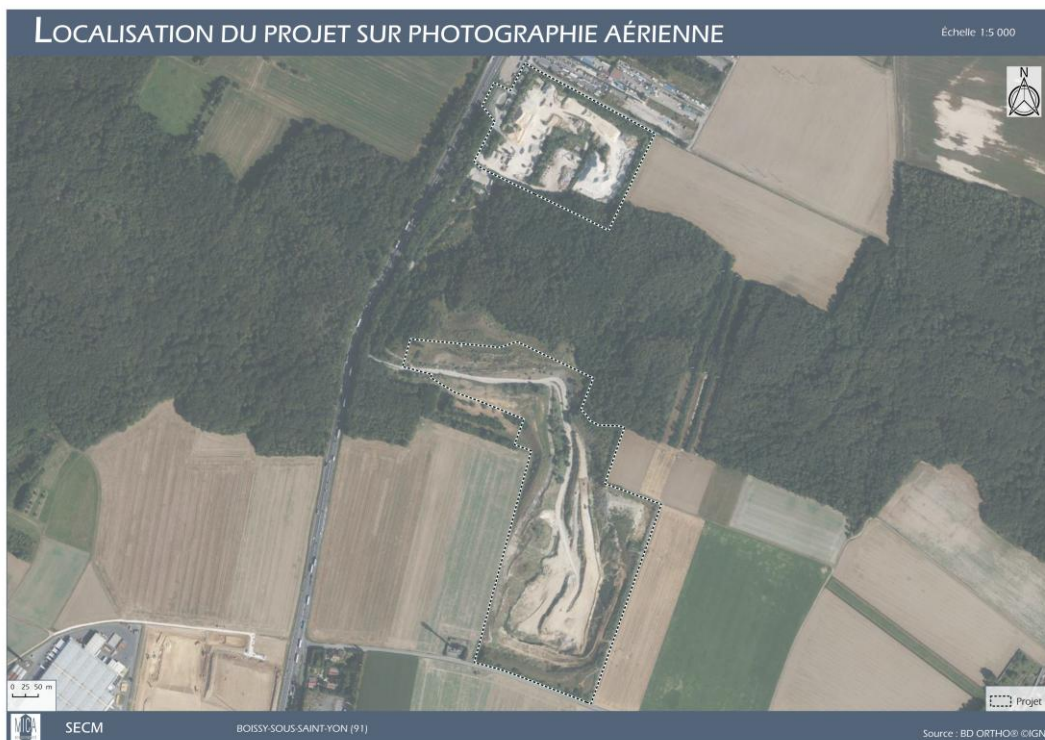
- la fin de l'extraction ;
- la remise en état du site (remblaiement de la carrière avec des remblais inertes extérieurs dont l'approvisionnement dépendait fortement de l'avancement de l'extraction).

L'arrêté préfectoral de 1999, accordant le droit à la S.E.C.M d'exploiter le site de Boissy-sous-saint-Yon sur une période défini. Cette autorisation d'exploitation a été prolongée par arrêté préfectoral du 7 mai 2020 jusqu'au 5 août 2025.

Par la suite, l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 janvier 2023 a rendu possible de réceptionner des matériaux avec une réhausse des seuils d'acceptation des déchets inertes fixés par l'AM du 12 décembre 2014.

La remise en état de la carrière ne sera pas achevée en août 2024 compte-tenu des circonstances économiques de marché, ces dernières années. SECM cherche par ailleurs à pérenniser son activité à moyen terme. La société sollicite ainsi une autorisation administrative afin que l'activité "carrière" au sens de la rubrique ICPE 2510 soit relayée par une activité "ISDI (sous couvert de la rubrique 2760) pour une durée de 8 années. L'aménagement final consistera en la réalisation d'un promontoire paysager et d'un verger conservatoire.

La S.E.C.M. souhaite étudier à nouveau la possibilité de rehausser les seuils d'acceptation des déchets inertes visés par l'Annexe II de l'AM du 12/12/2014 pour le remblaiement du site avec des matériaux inertes considérant un nouveau modelé. Cette demande est liée aux matériaux du sous-sol francilien qui présentent régulièrement des dépassements d'origine naturelle par rapport aux seuils fixés par l'Arrêté Ministériel cité précédemment.



2.8 La gestion des nuisances

2.8.1 Les nuisances sonores

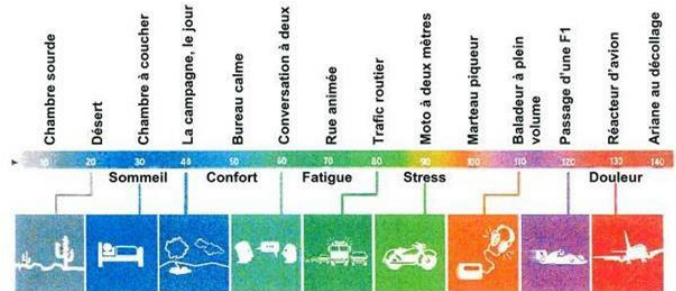
Généralités

Le bruit est dû à une variation de la pression régnant dans l'atmosphère. Il est caractérisé par :

- Sa fréquence, exprimée en Hertz (Hz), qui correspond au caractère aigu ou grave d'un son.

Un bruit est composé de nombreuses fréquences qui constituent son spectre ;

- Son intensité ou niveau de pression acoustique, exprimée en décibel (dB), généralement pondéré : le décibel A. Il correspond au niveau de bruit corrigé par une courbe de pondération notée A, afin de tenir compte de la sensibilité de l'oreille humaine, inégale aux différentes fréquences. Le niveau sonore exprimé en dB(A) représente ainsi la sensation de bruit effectivement perçue par l'homme.



Les niveaux de bruit sont régis par une arithmétique particulière (logarithme) qui fait qu'un doublement du trafic, par exemple, se traduit par une majoration du niveau de bruit de 3 dB(A).

La gêne vis à vis du bruit est affaire d'individu, de situation, de durée ; toutefois, il est admis qu'il y a gêne, lorsque le bruit perturbe les activités habituelles (conversation, écoute de la TV, repos).

Les nuisances sonores liées aux infrastructures de transports.

Les constructions situées dans la zone affectée par le bruit devront faire l'objet d'une isolation acoustique renforcée. Le classement a pour effet d'affecter des normes d'isolement acoustique de façade à toute construction érigée dans un secteur de nuisance sonore. La réglementation relative au classement sonore ne vise donc pas à interdire de futures constructions ni à réglementer leur implantation, mais à faire en sorte que celles-ci soient suffisamment insonorisées.

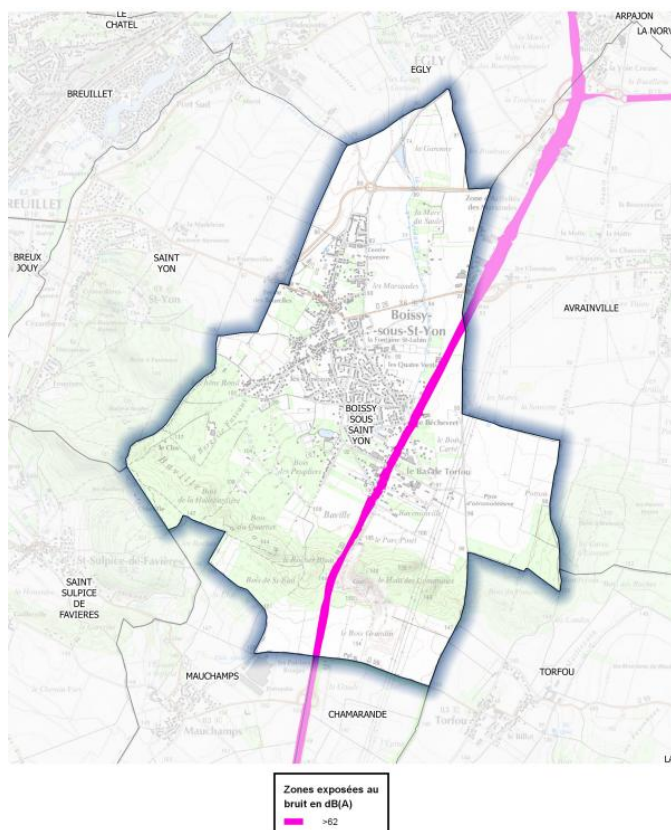
Ce n'est pas un règlement d'urbanisme mais elle se traduit par une règle de construction, dont le non-respect engage la responsabilité du titulaire du permis de construire.

Conformément à l'arrêté du 19 avril 1999, les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets n°95-20 pris pour l'application de l'article L.111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements et au décret n°95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitat.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit.

Estimation sur la période nocturne – dépassement des valeurs limites

Carte de type C (Ln) : Réseau routier départemental dont le trafic est supérieur à 3 millions de véhicules par an



Les Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE)

Les Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement ont vocation à prévenir les effets du bruit et à réduire les niveaux de bruit des infrastructures de transports terrestres. Ces documents s'appuient sur les cartes de bruit stratégiques et recensent les mesures prévues par les autorités compétentes pour traiter les situations identifiées où les valeurs limites d'exposition au bruit sont dépassées.

Les cartes stratégiques de bruit

La Directive européenne 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement demande à toutes les grandes aires urbaines de réaliser, à brève échéance, une cartographie stratégique du bruit sur leur territoire. Ces cartes sont constituées de courbes de niveaux sonores qui permettent d'évaluer l'exposition des populations aux bruits des infrastructures de transport et des activités industrielles.

Les indicateurs de niveau sonore représentés sont exprimés en dB(A) mais ils traduisent une notion de gêne globale ou de risque pour la santé :

- Le Lden est le niveau d'exposition au bruit durant 24 heures ;
- Le Ln est le niveau d'exposition au bruit nocturne.

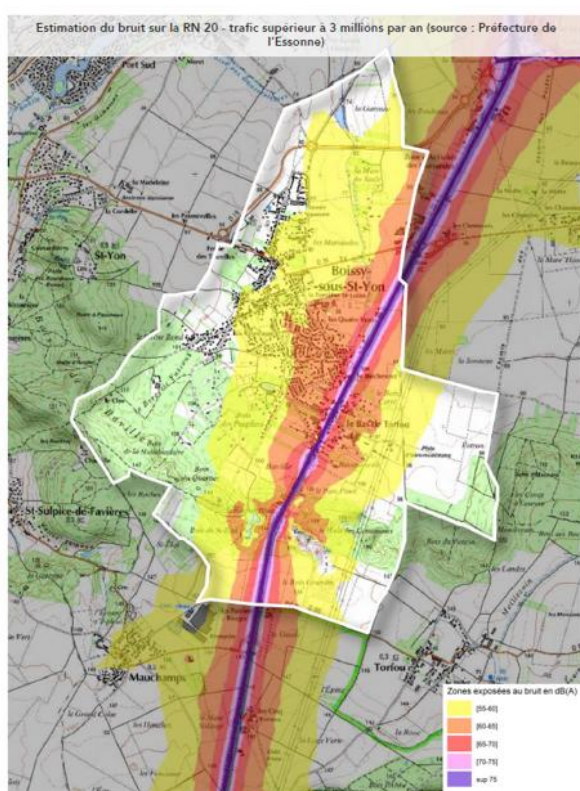
A noter : les cartes de bruit stratégiques doivent être interprétées comme une évaluation du bruit à partir de modèles numériques et non pas comme une situation réelle. Les cartes de bruit ne représentent en aucun cas une mesure du bruit effectivement constatée.

Les cartes stratégiques de bruit existent pour trois échéances :

- La première échéance concerne les infrastructures de transport dont le trafic est supérieur à 6 millions de véhicules par an ou 60 000 passages de trains. Ces cartes ont été approuvées le 14 octobre 2010.
- La 2ème échéance concerne les infrastructures de transport dont le trafic est supérieur à 3 millions de véhicules par an ou 30 000 passages de trains. Elles ont été approuvées le 12 août 2014.
- La 3ème échéance constitue un réexamen et une révision des cartes produites en 1ère et 2ème échéance, comme l'exigent les articles L. 572-5 et L. 572-8 du code de l'environnement. Concernant le réseau routier, la 3ème échéance concerne les grandes infrastructures routières dont le trafic dépasse les 3 millions de véhicules par an. Ces cartes ont été réexaminées, et le cas échéant, révisées. Elles ont été approuvées par l'arrêté préfectoral n°2018-DDT-SE-n°489 du 20 décembre 2018 pour le réseau national et le réseau départemental, et par l'arrêté préfectoral n°2019-DDT-SE-n°114 du 26 février 2019 pour le réseau communal.

Le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement a été approuvé le 25 avril 2016 par arrêté préfectoral 2016-DDT-SE n°449

Les cartes stratégiques de bruit dites de troisième échéance :



Classement sonore des infrastructures de transports terrestres

Source : Préfecture de l'Essonne

Par un décret en date du 31 août 2006, des dispositions réglementaires relatives à l'atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme par le bruit ont été introduites dans le code de la santé publique. *"Aucun bruit particulier ne doit, par sa durée, sa répétition ou son intensité, porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme, dans un lieu public ou privé, qu'une personne en soit elle-même à l'origine ou que ce soit par l'intermédiaire d'une personne, d'une chose dont elle a la garde ou d'un animal placé sous sa responsabilité"*. Telle est la teneur des articles R. 1334-30 et suivants du code de la santé publique.

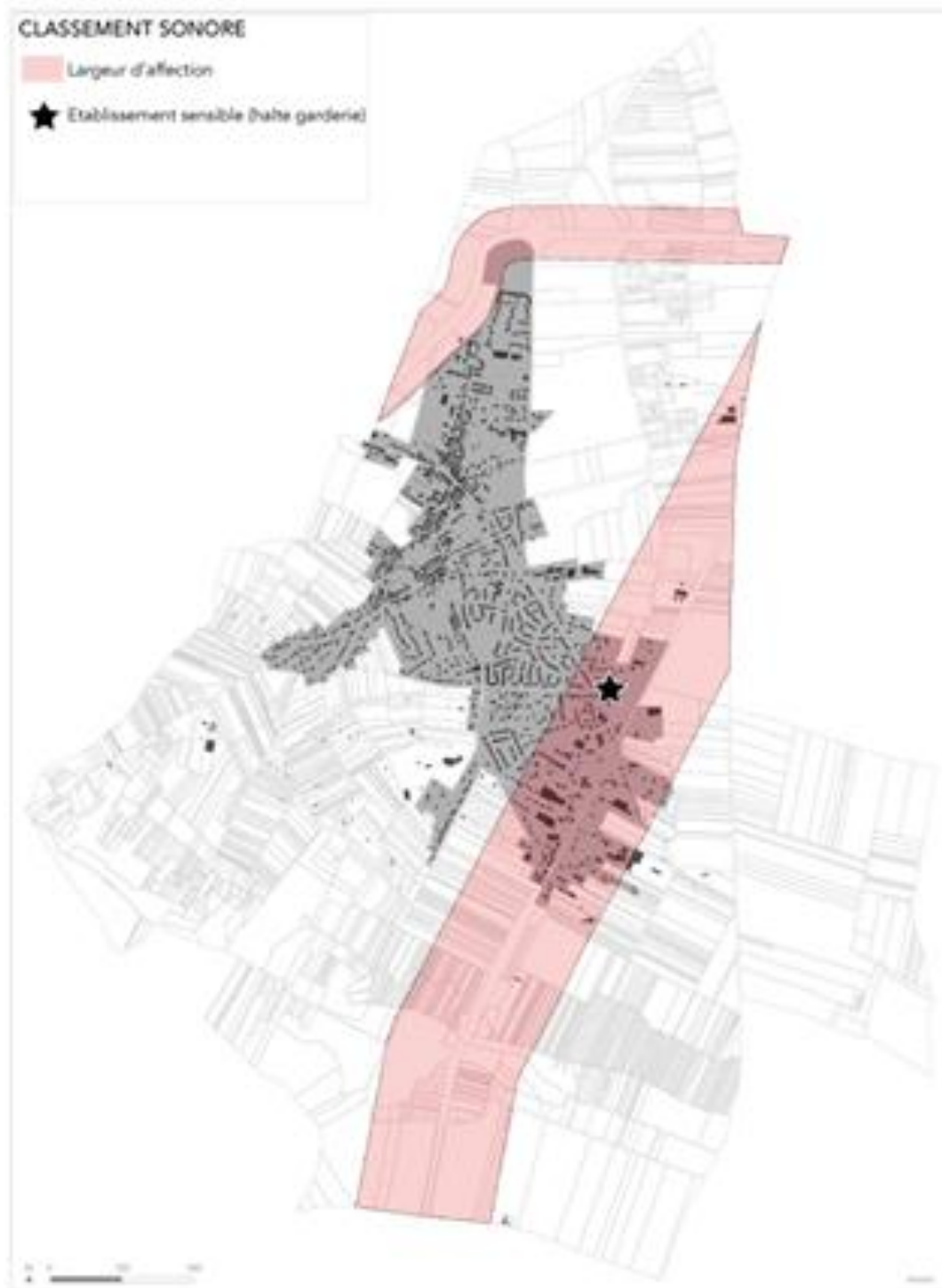
La circulaire interministérielle du 23 décembre 2011 relative à la réglementation applicable aux établissements ou locaux recevant du public (ERP) et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée a également été publiée. Les routes et les voies ferroviaires les plus bruyantes sont ainsi classées en fonction de leurs caractéristiques acoustiques et du trafic.

Les tronçons d'infrastructures homogènes du point de vue de leur émission sonore sont classés en cinq catégories, en fonction du niveau sonore calculé ou mesuré à leurs abords. Des secteurs dits « affectés par le bruit » sont ainsi déterminés de part et d'autre des infrastructures classées, destinés à couvrir l'ensemble des territoires où une isolation acoustique renforcée est nécessaire, en raison d'un niveau sonore moyen de jour supérieur à 60 dB(A). Le classement est établi d'après les niveaux d'émission sonores (L_{aeq}) des infrastructures pour les périodes diurne (6h00 à 22h00) et nocturne (22h00 à 6h00). Les niveaux sonores sont calculés en fonction des caractéristiques des voies (trafics, vitesses, pourcentage de poids lourds, géométrie de la voie, etc.) selon des méthodes normalisées. Un secteur affecté par le bruit est une zone qui s'étend de part et d'autre d'une infrastructure classée, dont la largeur est variable selon la catégorie de l'infrastructure (Tableau ci-dessous) :

Catégorie de l'infrastructure	Niveau sonore de référence L _{aeq} (6h-22h) en dB(A)	Niveau sonore de référence L _{aeq} (22h-6h) en dB(A)	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
1	L>81	L>76	300 m
2	76<L<81	71<L<76	250 m
3	70<L<76	65<L<71	100 m
4	65<L<70	60<L<65	30 m
5	60<L<65	55<L<60	10 m

Le territoire de Boissy-sous-Saint-Yon est traversé par deux voies routières classées comme infrastructures sonores.

- La RN 20 est répertoriée, en totalité, comme infrastructure de catégorie 2. La largeur des secteurs affectés par le bruit est de 250 mètres (arrêté préfectoral n° 2003-109 du 20 mai 2003).
- La RD 19, depuis Saint-Yon jusqu'Avrainville, est classée en catégorie 3. Cet axe supporte un trafic journalier d'environ 22 880 véhicules. La largeur des secteurs affectés par le bruit est de 100 mètres (arrêté préfectoral DDE-SEPT n° 085 du 28 février 2005).

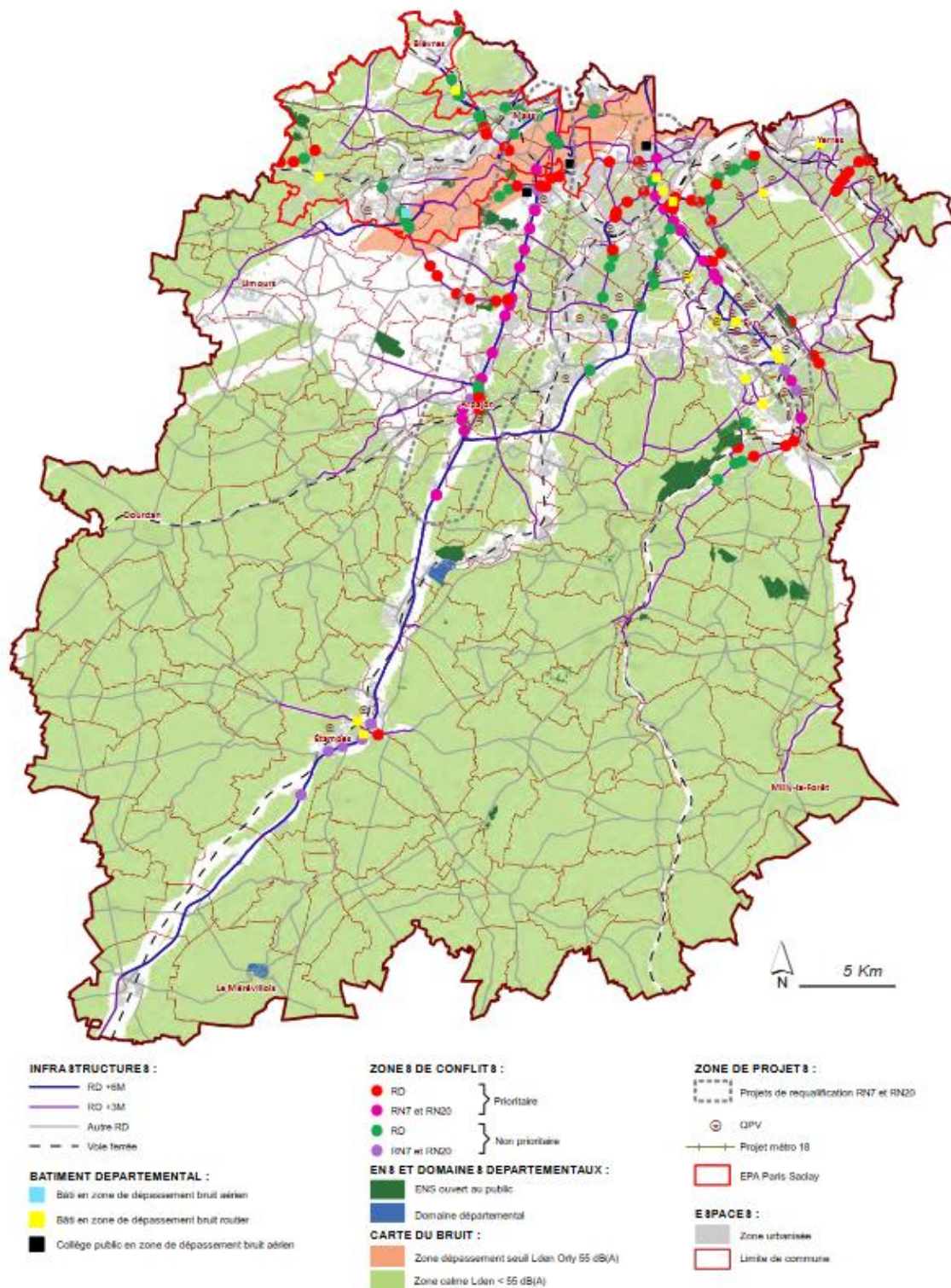


En dehors des habitations inscrites dans la bande des 250 mètres de part et d'autre de la RN 20, seule la halte-garderie est située dans l'emprise cette bande, rue Béchevret et est identifiée comme établissement d'action sociale sensible au bruit.

Sur la commune, la population vivant dans les habitations affectées par les nuisances sonores de la RN20 est estimée à environ 3 110 habitants (voir carte page suivante), environ 150 personnes sont affectées par des nuisances sonores supérieures à 68 dB.



Carte de synthèse des enjeux en matière de nuisances sonores



Région Ile-de-France - DSDP - juillet 2019 - Source : ISM AD Tasse / CDM / BOUTIN

2.8.2 La gestion des déchets

Sources : - Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés, Communauté de Communes des Deux Vallées ;

Rapport d'activité et rapport sur le prix et la qualité du service public SIREDOM.

La collecte des déchets

La collecte des déchets est gérée par la Communauté de Commune Entre Juine et Renarde CCEJR.

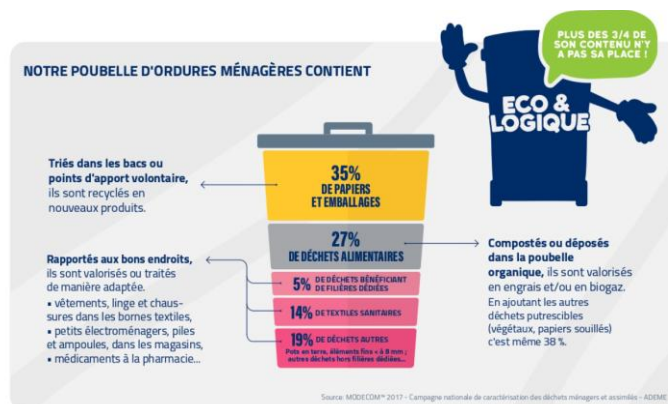
Ordures Ménagères

Depuis 2003, la Communauté de communes Entre Juine et Renarde gère la collecte et le traitement des déchets ménagers.

Les Ordures Ménagères (OM), ou déchets ménagers sont les déchets issus de l'activité quotidienne des ménages. Le ramassage et le traitement des OM constituent des services publics essentiels, organisés et gérés par les collectivités territoriales.

Sur le territoire ce sont les syndicats intercommunaux qui ont la compétence de collecte et de traitement des OM :

- le S.I.R.T.O.M. Sud Francilien (Syndicat Intercommunal de Ramassage et de Traitement des Ordures Ménagères du Sud Francilien) garantit la collecte des déchets ;
- le S.I.R.E.D.O.M. (Syndicat Intercommunal pour la Revalorisation et l'Élimination des Déchets et Ordures Ménagères) assure leur traitement.



Encombrants

Les habitants doivent se rendre directement à la déchèterie. L'éco-centre d'Egly est la déchetterie la plus proche de Boissy-Sous-Saint-Yon.

Un système est mis en place pour créer un “ compte personnel ” en ligne pour obtenir un badge.

Verre et papier

La commune possède plusieurs points de collecte (containers) pour déposer les verres et papiers :

- Rue du clos (à l'orée de la forêt)
- Rue de la gare
- Angle Rue Salvador Allende et Rue Martin Luther King

- Rue Jules Ferry (parking à côté de l'école Fontaine Saint Lubin)
- Rue de la moinerie (parking du nouveau cimetière)
- R.N. 20 au niveau du passage souterrain (sens Province / Paris)

La collecte des encombrants à lieu deux fois par an.

Déchèterie (éco-centre)

La commune ne possède pas de déchèterie mais deux écocentres sont présents sur des communes voisines : Egly et Etréchy. L'éco-centre d'Egry est la déchetterie la plus proche de Boissy-Sous-Saint-Yon.

Le traitement des déchets

Les différents flux de déchets collectés sur le territoire sont valorisés de différentes manières par le Syndicat intercommunal pour la Revalorisation et l'Elimination des Déchets et des Ordures Ménagères (SIREDOM).

Le SIREDOM est en charge de la gestion d'un réseau de 27 éco-centres (déchèteries), de la collecte des déchets en porte-à-porte.



Source : SIREDOM

Les caractéristiques et la localisation des unités de traitement des déchets présentes sur le territoire du SIREDOM sont détaillées ci-dessous :

	DÉCHETS CONCERNÉS													
	Ordures Ménagères Résiduelles	Recyclables Secs	Déchets Végétaux	Encombrants	Déchets des Services Techniques	Tout Venant Valorisable	Tout Venant Enfouissable	Gravats et Inertes	Ferrailles	Déchets d'Équipement Électrique et Electronique	Déchets Diffus Spécifiques	Platres	Pneux	Déchets d'Élément d'Aménagement
Ecosite Sud Essonne / Centre de transfert	✓	✓												
Centre de tri de Vert le Grand / CITD / Tri		✓												
Centre de tri DAE de Vert le Grand / SEMAVAL / Tri				✓		✓			✓				✓	✓
Plateforme de Vert le Grand / SEMAVERT / Compostage			✓											
Plateforme de Moigny-sur-Ecole / Compost du Gatinails / Compostage			✓											
Plateforme de Boissy-le-Sec / Compost Sud Essonne / Compostage			✓											
Plateforme de Saclay / Compomar / Compostage			✓											
Centre des Terres Polluées de Vert le Grand / Biogénie / Traitement					✓									
Plateforme des déchets du BTP / Vert le Grand / SEMATERRE / Tri								✓				✓		
Démantèlement et Recyclage / ECOLOGIC / Tri										✓				
Traitement des Pneumatiques / ALIAPUR / Tri													✓	
Unité de Valorisation énergétique de Vert le Grand / CITD / Incinération avec récupération d'énergie	✓													
Centre de Stockage et de Tri / TRIADIS SECHE / Enfouissement											✓			
Centre de Stockage des Déchets Ultimes / SEMAVERT / Enfouissement	✓				✓	✓	✓	✓				✓		

UNITÉ DE TRAITEMENT / MODE DE VALORISATION

Localisations des unités de traitement des déchets (Source : SIREDOM)

Les déchèteries Professionnelles au abords et sur le territoire du Siredom



Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets d'Ile-de-France a été adopté en novembre 2019. Il permet de coordonner, à l'échelle régionale, les actions de l'ensemble des parties concernées par la prévention et la gestion des déchets. Il concourt à la mise en œuvre des objectifs nationaux de prévention, de réduction et de gestion des déchets (recyclage, réemploi, valorisation...).

2.9 Les énergies

2.9.1 La consommation énergétique et émission de gaz à effets de serre

Source : https://geoweb.iau-idf.fr/webapps/bilan_energif/#

Energif – Base de données Rose

Consommation énergétique

En 2019, la consommation énergétique finale totale sur la commune a été de 128GWh, soit 33 % de la consommation finale de la CCEJR.

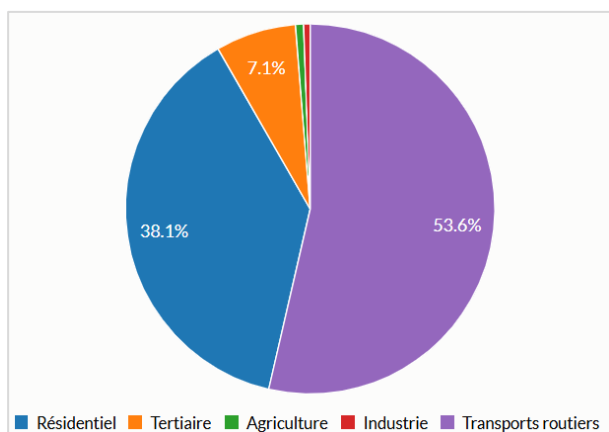
Consommations énergétiques totales

Chiffres clés	Boissy-sous-Saint-Yon	CCEJR	Essonne	MGP	Île-de-France
Consommations Totales (GWh)	71	627	23 169	99 031	195 260

Source : Energif – Base de données Rose

Celle-ci se répartit de la façon suivante :

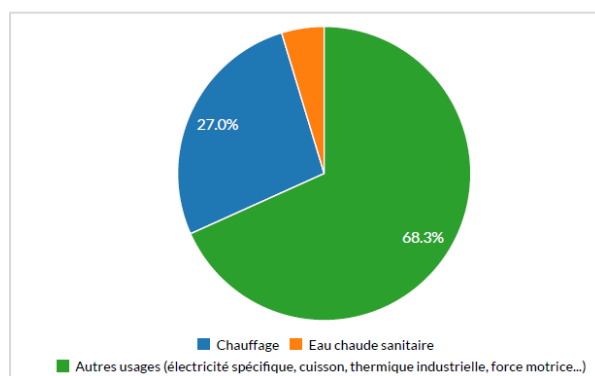
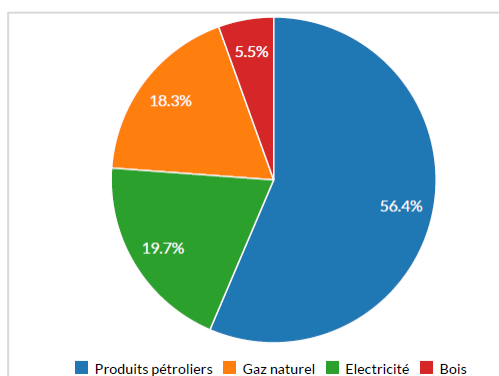
Consommations énergétiques finales par secteur d'activité (GWh)



Chiffres clés	Commune	Interco.
Consommations Totales (GWh)	71	627 ⚠
Consommations Résidentiel (GWh)	27	233
Consommations Tertiaire (GWh)	5	92
Consommations Industrie (GWh)	0,4	126 ⚠
Consommations Agriculture (GWh)	0,5	5,9
Consommations Transport routier (GWh)	38	171
Consommations Totales par Habitant+Emploi (kWh / hum)	15 652	18 118 ⚠
Consommations Résidentiel par Habitant (kWh/habitant)	7 037	8 459
Consommations Résidentiel par Logement (kWh/logement)	16 159	19 022
Consommations Tertiaire par Emploi Tertiaire (kWh/emploi)	14 914	26 454



Consommations énergétiques finales par type d'énergie ou par usage (GWh)



En 2019, la consommation totale d'énergie totale par habitat et emploi a été de 15 652 kWh/hum pour la commune.

Consommations énergétiques finales totales par hab+emploi

Chiffres clés	Boissy-sous-St-Yon	CCEJR	Essonne	MGP	Île-de-France
Consommations Totales par Habitant+Emploi (kWh / hum)	15 652	18 118	13 228	6 562	8 851

Source : Energif – Base de données Rose

Emissions gaz à effet de serre

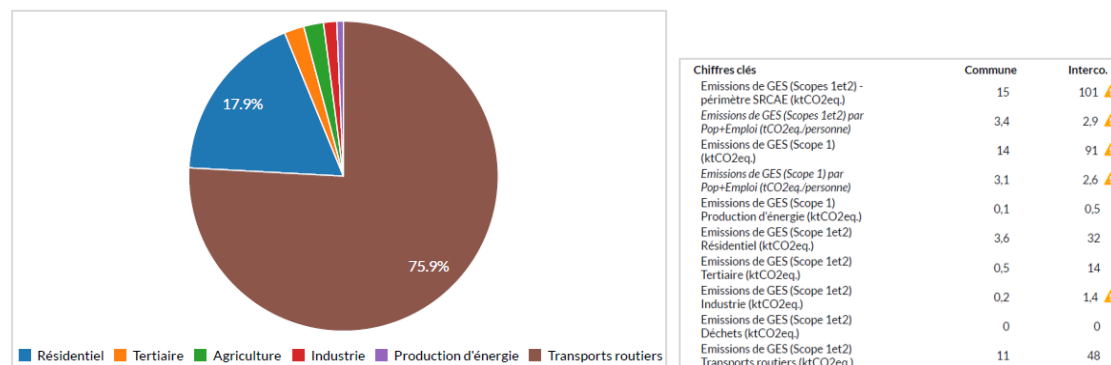
En 2019, les émissions de gaz à effet de serre de la commune s'élèvent à 15ktCO2eq. Les principaux postes sont les transports routiers et les résidentiel/industrie.

Emissions de GES

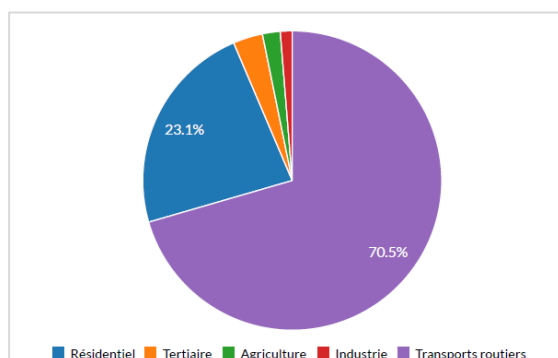
Chiffres clés	Boissy-sous-Saint-Yon	CCEJR	Essonne	MGP	Île-de-France
Emissions de GES (Scopes 1et2) - périmètre SRCAE (ktCO2eq.)	22	76	4 677	16 936	37 921

Émissions de GES : CO2, CH4, N2O et Gaz fluorés (ktCO2eq.)

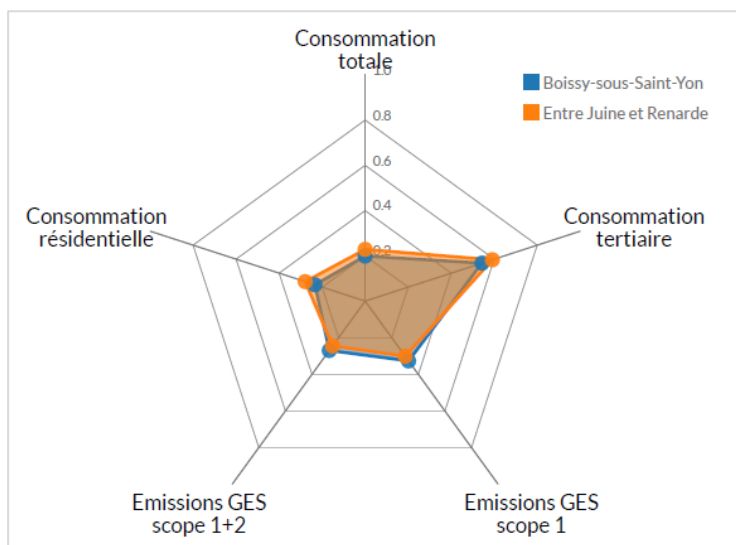
Émissions de GES SCOPE 1



Émissions de GES SCOPE 1&2



Comparaisons territoriales



Pour chaque chiffre clé du radar ci-dessous, les valeurs 2019 de la commune et de son intercommunalité sont positionnées sur un axe de performance : plus on se rapproche du centre du radar, plus la performance est bonne pour l'indicateur considéré par rapport à l'échantillon francilien.

Consommation totale = consommation énergétique rapportée à la population + emplois

Consommation résidentielle = consommation énergétique du secteur résidentiel par logement

Consommation tertiaire = consommation énergétique du secteur tertiaire par emploi tertiaire

Emissions GES scope 1+2 = émissions de gaz à effet de serre directes (Scope 1) et indirectes liées à la consommation d'énergie (scope 2) rapportées à la population + emplois

Emissions GES scope 1 = émissions de gaz à effet de serre directes (Scope 1) rapportées à la population + emplois

2.9.2 les énergies renouvelables

Pour répondre aux objectifs de maîtrise des consommations d'énergie et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, un recours plus important aux énergies renouvelables est nécessaire. L'article 4 de la loi relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement du 3 Août 2009 dessine les grands enjeux énergétiques pour la France à court et moyen terme, à savoir :

- La réduction des consommations dans les constructions neuves : basse consommation (<50kWh/m²/an) en 2012 et énergie positive en 2020 ;
- La réduction des consommations d'énergie du parc des bâtiments existants publics et tertiaires d'au moins 38% d'ici 2020, avec un audit pour tous les bâtiments publics à compter de 2010.

Les énergies renouvelables sont fournies par le soleil, le vent, la chaleur de la terre, la biomasse (bois énergie, biocarburant, biogaz) et la mer. Leur exploitation n'engendre pas ou peu de déchets ou de gaz à effet de serre.

Différentes sources d'énergies renouvelables sont potentiellement mobilisables sur le territoire de la commune : l'éolien, le solaire et la géothermie.

Le SRCAE de la région Ile-de-France

Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE), socle de la transition énergétique en Ile-de-France, définit les objectifs et orientations en matière d'efficacité énergétique, de développement des énergies renouvelables et de récupération et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Intégré au schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) dans la plupart des Régions, le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) perdure en tant que document de planification distinct en Ile-de-France.

Il est élaboré conjointement par le préfet de région et le président du conseil régional d'Ile-de-France.

Le SRCAE définit les orientations et objectifs permettant notamment :

- D'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter ;
- De diviser par quatre ses émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050 ;
- De prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique ou d'en atténuer les effets...

Il comprend notamment, en annexe, un schéma régional éolien qui définit les parties du territoire favorables au développement de l'énergie éolienne.

Energie éolienne

Le préfet de la région d'Ile de France et le président de la Région Ile-de-France ont approuvé, le 28 septembre 2012, le schéma régional éolien d'Ile-de-France, qui établit la liste des 648 communes situées dans des zones favorables à l'éolien et donc susceptibles de porter des projets éoliens.

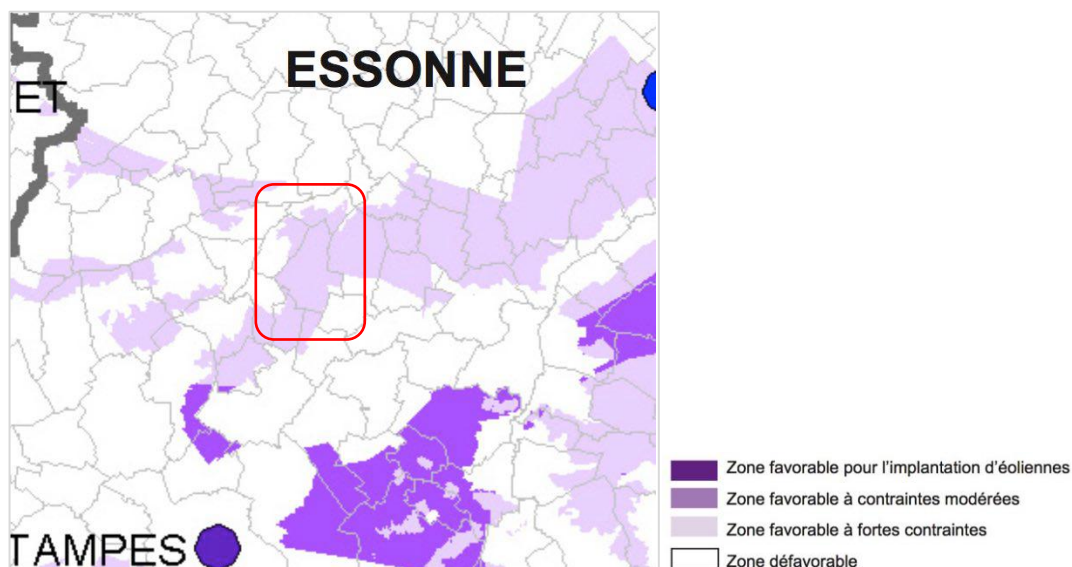
Le Schéma Régional Eolien d'Ile-de-France (prévu par les lois Grenelle) définit la contribution de la région Île-de-France à l'atteinte de l'objectif national de 19 000 MW de puissance éolienne terrestre à mettre en œuvre sur le territoire à l'horizon 2020. Il identifie les parties du territoire régional favorables au développement de cette énergie compte tenu d'une part, du potentiel et d'autre part, d'une analyse des sensibilités paysagères, patrimoniales et environnementales, des contraintes et servitudes techniques et des orientations régionales.

Ce Schéma Régional Eolien a été annulé, en première instance, par le tribunal administratif de Paris, le 13 novembre 2014. La Ministre en charge de l'environnement, de l'énergie et de la mer a interjeté appel de cette décision le 13 janvier 2015, auprès de la cour administrative d'appel de Paris. La procédure contentieuse administrative engagée suit toujours son cours. Dans l'attente, l'étude qui a été menée afin de permettre l'identification des parties du territoire favorables au développement de l'éolien reste toutefois une source d'information utile.

Ainsi, le document propose une carte du gisement éolien en Ile-de-France, mais également une carte des zones favorables pour l'implantation d'éoliennes. Elles ont été définies en tenant compte à la fois du "gisement" de vent et des enjeux environnementaux, paysagers ou patrimoniaux dont la région Ile de France est riche. Leur identification a donné lieu à une concertation dans chacun des territoires de grande couronne, présentant un potentiel éolien.

Boissy-sous-Saint-Yon figure dans le Schéma régional éolien (annexe du SRCAE) dans une zone favorable à l'éolien, tout en étant située dans une zone « à fortes contraintes ».

Localisation des zones favorable à l'implantation d'éoliennes



Energie solaire

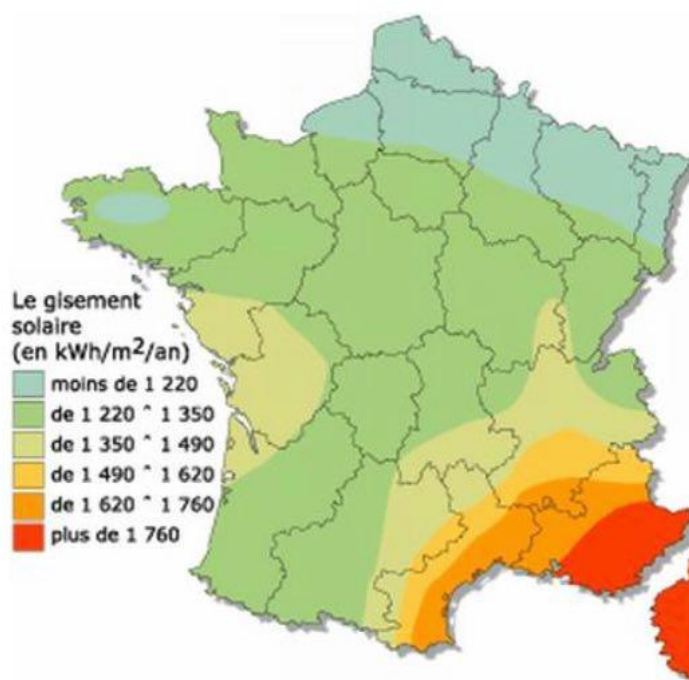
Le département de l'Essonne présente un potentiel de développement de la production d'énergie d'origine solaire plutôt moyen.

Avec près de 1 800 heures de soleil par an en moyenne sur la station météorologique de Melun-Villaroche entre 1991 et 2020, la commune de Boissy-sous-Saint-Yon est localisée dans une zone qui bénéficie d'un assez bon ensoleillement.

Le potentiel d'énergie solaire de la commune situe entre 1220 kWh/m² et 1350 kWh/m² en moyenne annuelle : il s'agit d'une potentialité modérée pour l'utilisation de cette énergie, mais néanmoins non négligeable.

Pour des panneaux solaires thermiques, une installation peut couvrir 50 % des besoins en eau chaude d'une famille (un peu moins si l'on passe sur système combiné eau chaude et chauffage au sol). Il est donc intéressant d'utiliser le soleil pour produire une partie de sa consommation d'énergie.

Le solaire photovoltaïque et thermique pourrait être potentiellement développé (en théorie sans limite) notamment sur les toitures des bâtiments communaux.



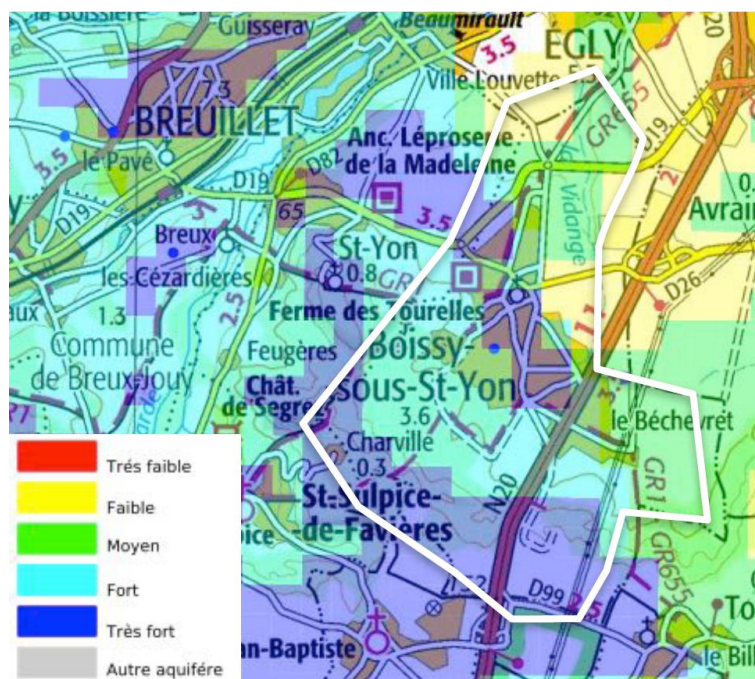
Le principe de la géothermie consiste à extraire l'énergie souterraine pour l'utiliser sous forme de chauffage ou pour la transformer en électricité. Par rapport à d'autres énergies renouvelables, la géothermie présente l'avantage d'être une source d'énergie quasi-continue ne dépendant pas des conditions atmosphériques (soleil, pluie, vent). Elle n'est interrompue que par des opérations de maintenance. Les gisements géothermiques ont une durée de vie de plusieurs dizaines d'années. On distingue deux types de systèmes géothermiques :

- Sur champ de sondes : ce système dispose d'un ou plusieurs forages constitués de tubes. Il n'y a pas de prélèvement de matières, simplement un échange thermique avec le sol. Une pompe à chaleur doit être utilisée pour atteindre des températures supérieures adaptées au chauffage ;
- Sur nappes aquifères : ce système consiste à utiliser la ressource présente dans les nappes d'eau souterraines. Ce système dispose d'un puits de pompage et d'un puits de réinjection : il y a prélèvement de matière (eau de l'aquifère). Suivant l'emplacement, on dispose d'un potentiel de récupération plus ou moins important. On peut distinguer trois catégories de géothermie sur aquifère :
 - o Géothermie très basse énergie : pompe à chaleur (température de l'eau $<40^{\circ}\text{C}$) ;
 - o Géothermie basse énergie : échangeur de chaleur (température de l'eau $>50^{\circ}\text{C}$ et $<80^{\circ}\text{C}$) ;
 - o Géothermie profonde : production d'électricité (température de l'eau $>100^{\circ}\text{C}$).

Le territoire communal présente un potentiel géothermique aquifère « très basse énergie » :

- Fort à très fort dans les secteurs bâtis de la commune,
- Moyen à faible dans les secteurs cultivés.

Caractéristiques géothermiques du meilleur aquifère



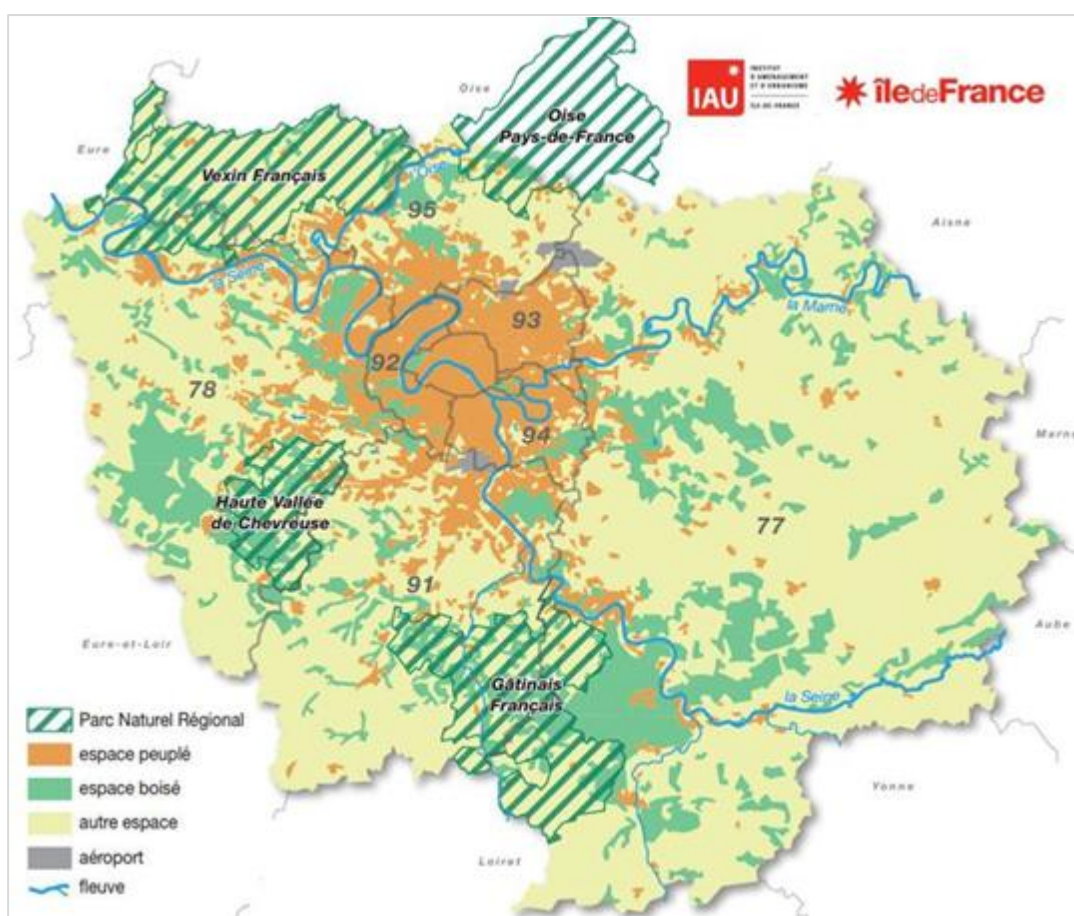
(source : www.geothermie-perspectives.fr - BRGM)

2.9.5 Filière bois-énergie

Selon l'inventaire forestier national (IFN), la forêt francilienne s'étend sur une surface d'environ 260 000 ha, ce qui représente un taux de boisement de 21%. De ce fait, le bois a une place majeure à prendre dans la région, à condition de structurer la filière, d'organiser la demande et de mettre en place les infrastructures et les aménagements nécessaires à l'importation et à la transformation du bois en Ile-de-France.

La répartition spatiale de la forêt est très hétérogène: quelques très gros massifs forestiers (notamment ceux de Fontainebleau et de Rambouillet) émergent au milieu d'une forêt dispersée dans le territoire rural de la Grande Couronne. Les départements du noyau central urbain sont les plus pauvres en espaces boisés.

Répartition géographique de la forêt francilienne



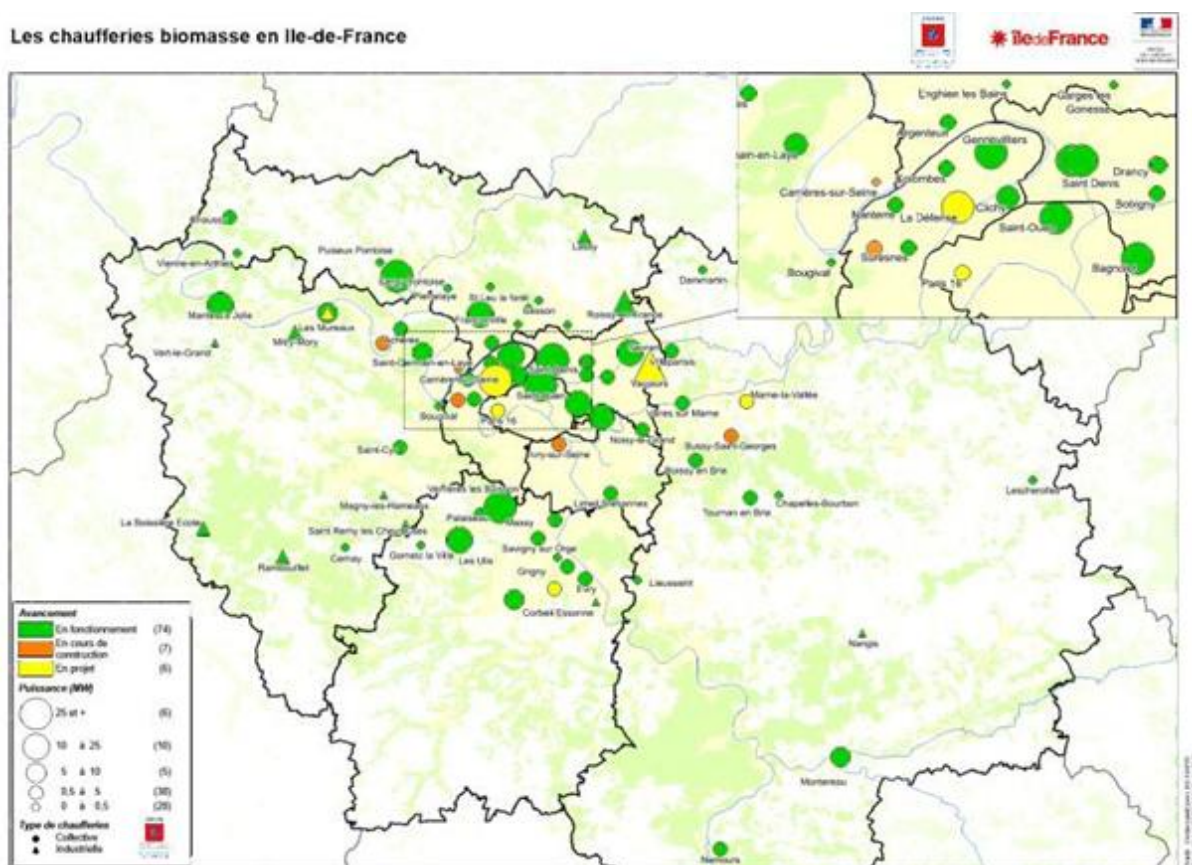
(Source : biomasse énergie Ile de France)

Malgré son caractère urbain, la forêt progresse, en Ile-de-France, de 0,7% par an en moyenne entre 2005 et 2013. La production brute globale est estimée à 1,4 million de m³ par an pour une surface forestière de production de 253 000 ha. La production moyenne régionale est de 5,53 m³/ha/an.

Le bois-énergie est à l'heure actuelle de plus en plus utilisé pour le chauffage des bâtiments publics, des locaux industriels et tertiaires ou des logements. Par le biais de chaufferies bois, l'alimentation, la combustion et l'évacuation des cendres sont entièrement automatisées.

L'Ile-de-France compte plus de 80 chaufferies biomasse en fonctionnement, en construction ou en projet. Ces installations, d'une puissance totale cumulée de plus de 240 MW, permettent la production de près de 100 ktep d'origine renouvelable, se substituant au gaz naturel, au fioul voire au charbon. Ces chaufferies sont situées en majorité dans les zones périurbaines. Leur taille est très variable et 50% d'entre elles ont une puissance supérieure à 720 kW.

Localisation des chaufferies biomasse en Ile-de-France,



(Source : biomasse énergie Ile-de-France)

La Communauté de Communes entre Juine et Renarde n'accueille pas de producteur de bois-énergie sous forme de plaquette sur son territoire. En ce qui concerne les installations, il n'existe pas de chaufferie biomasse sur le territoire intercommunal.

	SYNTHESE/A RETENIR	Force/faiblesse + / -	Niveau enjeux	Evolutions sans mise en œuvre de la révision du PLU (Tendances au fil de l'eau -PLU 2019) ↑Amélioration/↓Dégradation	Enjeux et leviers d'actions
LE MILIEU PHYSIQUE	La majeure partie de la commune a une cote topographique variant entre 100 et 110 m NGF. La partie Sud du territoire présente une cote topographique variant entre 145 et 160 m NGF.	+			Concentrer l'urbanisation au sein de secteurs stratégiques et spatialement limités. Maintenir et protéger les espaces agricoles et boisés. Veiller au maintien des haies. Limiter les îlots de chaleur par le maintien de surfaces non imperméabilisées et plantées. Limiter les eaux pluviales de ruissellement. Veiller à préserver les nappes phréatiques et les eaux superficielles. Protéger et restaurer les milieux aquatiques et les zones humides associées.
	Le territoire est particulièrement riche sur le plan géologique (sables, grès, calcaires, etc.) et comporte des formations remarquables (Géosites).	+		↓ La pression anthropique risque d'entraîner la dégradation de la nappe et des eaux superficielles.	
	Vulnérabilité intrinsèque des eaux souterraines de très faible à très forte.	-		↑ Limitation de la dégradation des zones humides (prescriptions spécifiques zones humides au sein du règlement)	
	La commune est traversée du sud au nord par le ru de « la Vidange ».	-			
	Le territoire communal est concerné par la présence de zones humides.	+			
	Des marres et des étangs sont présents sur la commune.	+		↑ Limitations de l'augmentation des eaux pluviales de ruissellement par l'interdiction des rejets dans le domaine public et par la mise en place de seuils minimales de surface non imperméabilisées au sein du règlement pour l'infiltration des eaux pluviales.	
	Zone de Répartition des Eaux (ZRE) de la nappe de Beauce et parties captives des nappes de l'Albien du Néocomien.	-			
	8 points d'accès à l'eau sont répertoriés dans la commune.	+			
	Climat qualifié d'océanique altéré.	-		↑ Limitation des points de rejets d'eaux usées grâce au raccordement obligatoire au réseau pour les projets.	

LE MILIEU NATUREL ET LES PROTECTIONS DE L'ENVIRONNEMENT	La commune est concernée par 2 ZNIEFFs de type II : la « Vallée de l'Orge de Dourdan à Arpajon et ses affluents » et la « Vallée de la Juine d'Étampes à Saint-Vrain »	+		↓ Consommation d'espaces boisés (ENS).	Préserver, valoriser et renforcer le patrimoine naturel. Maintenir les réservoirs de biodiversité et renforcer les corridors écologiques.
	Une séquence agricole et boisée de la commune est concernée par le site inscrit de la Vallée de la Juine.	+		↓ Risques d'aménagements sur continuités écologiques et milieux humides (SRCE)	Protéger les espaces boisés non protégés.
	La forêt de Fontainebleau est classée comme forêt de protection.	+		↑ Limitation de la dégradation des zones humides (prescriptions spécifiques zones humides au sein du règlement)	Porter une attention particulière à la préservation des espaces en eau et humides, ainsi qu'à la qualité de leur fonctionnement biologique.
	Les ENS « les bois de Baille » et les boisements situés le long de la Vidange sont soumis au droit de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles (ENS) du Département de l'Essonne.	+		= Le milieu naturel bénéficie de mesures de protection (ZNIEFF, ENS, PNR, zones N PLU...).	Traduire les protections réglementaires s'appliquant au territoire dans les projets futurs.
	Les massifs boisés présents sur la commune sont soumis à la règle de protection des lisières issue du Schéma Directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF).	+			Lorsqu'elles sont présentes, prendre en compte la présence d'espèces faunistiques et floristiques notables au sein des projets.
	Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) d'Ile-de-France identifie des continuités écologiques, des éléments fragmentant et des objectifs de préservation et de restauration de la trame verte et bleue sur le territoire communal.	+			L'urbanisation de la ville devra être réalisée en tenant compte de la biodiversité même ordinaire et la conservation voire le développement dans certains secteurs urbains des continuités écologiques afin de favoriser la connectivité à l'échelle régionale et locale.
	Au niveau local, il est distingué les entités paysagères suivantes : plateaux agricoles, plaines et vallées sèches, coteaux boisés et vallée en eau. Le revers du cours de la Vidange, dans sa traversée, développe sur sa rive droite une succession de remises boisées.	+		↓ Urbanisation en extension.	Prendre en compte la problématique de l'éclairage nocturne (pollution lumineuse). Limiter la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, en ciblant les secteurs d'urbanisation stratégiques. Veiller au maintien des espaces agricoles et à leur sensibilité par

LES PAYSAGES ET PATRIMOINES	Le paysage agricole de grande culture dévoile largement et sans filtre l'enveloppe bâtie du bourg sur la façade Est du village depuis la RN 20 jusqu'à la RD 19.	+		<p>↓ Consommation d'espaces boisés.</p> <p>= Prise en compte des caractéristiques typomorphologiques du tissu urbain de la zone.</p> <p>= Le patrimoine bénéficie de mesures de protection (classements et inscriptions aux monuments historique, PLU, sites).</p> <p>= Zones A et N</p>	<p>rapport à de nouvelles implantations bâties notamment agricoles. Il s'agit de garantir des échanges visuels de qualité.</p> <p>Préserver les rebords boisés et les bosquets des plateaux (contact entre forêts, espaces agricoles et bosquets).</p> <p>Prendre en compte les caractéristiques des vallées sèches qui constituent des espaces d'approche de la ville pour veiller à la qualité des franges urbaines et des entrées de ville lors des urbanisations futures.</p> <p>Protéger l'ensemble des éléments bâtis patrimoniaux ainsi que leurs abords, à travers des formes urbaines adaptées, mais également respectueuses de cette identité.</p>
	Le sud du territoire est fortement marqué par la présence de boisements importants.	+			
	L'entité urbaine de la commune est composée d'un bourg localisé dans la vallée et de quelques entités bâties ponctuelles, essentiellement des fermes de plateau.	+			
	Au-delà de la RN 20, les franges arrière du Bas de Torfou sont de nature hétéroclite, peu soignées et peu entretenues	+			
	Vue sur le paysage de l'Essonne et, au premier plan, sur la zone d'activité implantée le long de la N 20 au sud de Boissy-sous-Saint-Yon.	+			
	Deux immeubles sont inscrits au titre des Monuments historiques	+			
	Un site inscrit sur le territoire communal.	+			
POLLUTIONS, RISQUES ET NUISANCES	La qualité de l'air est satisfaisante.	+		<p>↓ Risque d'augmentation de la population dans des secteurs à risques (aménagement dans le lit du ru, sur des secteurs de ruissellement).</p> <p>↓ La pollution de l'air, sonore et le risque TMD routier risquent d'augmenter suite à l'augmentation du trafic routier.</p>	<p>Ne pas dégrader la qualité de l'air.</p> <p>Protéger les espaces boisés.</p> <p>Préserver les zones humides.</p> <p>Ne pas dégrader la qualité des eaux.</p> <p>Limiter les eaux pluviales de ruissellement.</p> <p>Concevoir l'urbanisation future en évitant les zones de risques, et veiller à prendre en compte l'existence de ces derniers dans le cadre de projets.</p> <p>Réduire les rejets de GES.</p>
	La commune est soumise au risque inondation.	-			
	Présence d'axes de ruissellement.	-			
	Le territoire communal est concerné par le risque de remontée de nappes.	-			
	Le territoire communal est répertorié pour des risques retrait/gonflement d'argile aléa fort, moyen et faible.	-			
	L'ancienne carrière a été remise e état en 2024.	-			
	Sept ICPE soumises à autorisation/enregistrement sont localisées sur la commune. Aucune Seveso.	+			

	La commune, traversée par la RN20, est soumise au risque d'exposition lié aux Transports de Matières Dangereuses (TMD) par voie routière.	-		↓Augmentation de la population le long des voies classées (sonore).	Préserver la population des nuisances sonores. Implanter les établissements sensibles le plus loin possible des routes à fortes circulations.
	L'inventaire BASIAS recense 6 sites potentiellement pollués sur la commune.	-		↓Le changement climatique et l'anthropisation croissante des espaces risquent d'aggraver les effets des phénomènes naturels. Des épisodes plus importants ou plus longs de pluies torrentielles sont susceptibles d'amplifier le risque inondation.	
	Le réseau routier départemental comporte des voies bruyantes de catégories 2 et 3. La RN20 est concernée par des dépassements des valeurs limites (cartes stratégiques de bruit).	-		↓Des épisodes plus fréquents de sécheresse sont à prévoir et sont susceptibles d'amplifier le risque retrait/gonflement des argiles.	
	La commune est située en zone calme (PPBE).	+		→Limitation de l'urbanisation dans les secteurs à proximité des ICPE soumises à autorisation et du risque TMD (zones A, N ou UY).	
DECHET, ASSAINISSEMENT ET COUVERTURE NUMERIQUE	La Communauté de communes Entre Juine et Renarde gère la collecte et le traitement des déchets ménagers.	+		↓L'augmentation de la population va augmenter la production des déchets et la contrainte pour la collecte.	S'assurer de la suffisance des réseaux et de la conformité des assainissements pour les projets d'urbanisation. Envisager de compléter sur le territoire les conteneurs à verre. Prendre en compte les besoins en matière de collectes des déchets des nouveaux arrivants. Privilégier la gestion des eaux pluviales par des techniques alternatives et un traitement à la parcelle.
	La collecte du verre se fait en apport volontaire.	-		↓L'augmentation de la population va augmenter la production d'eau usée.	
	L'éco-centre d'Egly est la déchetterie la plus proche de Boissy-Sous-Saint-Yon.	+		↓L'augmentation de la population va augmenter la demande numérique.	
	Accès réseau fibre pour 100% des logements, accès au Très Haut Débit. 3 antennes 5G actives.	+			
		+			

ENERGIE ET RESSOURCES	L'eau distribuée en 2024 sur la commune a été conforme aux exigences de qualité en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés.	+		<p>↓Augmentation de la demande en énergie dû à l'augmentation de la population et au développement économique.</p> <p>↓Augmentation des émissions de GES dû à l'augmentation de la population et au développement économique.</p> <p>↓Augmentation des besoins en déplacements du fait de l'augmentation de la population attendue.</p>	<p>Préserver les potentiels de ressources locales, en adéquation avec les enjeux paysagers et écologiques de la commune</p> <p>Répondre au mieux aux enjeux de réduction de gaz à effet de serre.</p> <p>Faciliter le développement des énergies renouvelables sans nuire à la qualité Environnementale et paysagère du territoire.</p> <p>Maîtriser et réduire la consommation énergétique de la commune.</p> <p>Réduire les émissions de gaz à effet de serre.</p> <p>Maîtriser la consommation en eau.</p> <p>Favoriser les déplacements alternatifs à la voiture.</p> <p>Encourager la haute qualité environnementale des constructions et des réhabilitations.</p>
	En 2019, la consommation énergétique finale totale sur la commune a été de 128GWh, soit 33 % de la consommation finale de la CCEJR.	-			
	En 2019, les émissions de gaz à effet de serre de la commune s'élèvent à 15ktCO ₂ eq. Les principaux postes sont les transports routiers et les résidentiel/industrie.	+			
	Boissy-sous-Saint-Yon figure dans le Schéma régional éolien dans une zone favorable à l'éolien, tout en étant située dans une zone « à fortes contraintes ».	+			
	Le territoire communal présente un potentiel géothermique aquifère « très basse énergie » : - Fort à très fort dans les secteurs bâtis de la commune, - Moyen à faible dans les secteurs cultivés	+			
	La commune de Boissy-sous-Saint-Yon est localisée dans une zone qui bénéficie d'un assez bon ensoleillement.	+			